

صلى الله عليه وسلم

## Guide Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14407 - 6 F

JEUDI 23 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Etat d'urgence et report des élections à la mi-juin

## L'assassinat de Rajiv Gandhi accroît les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Inde

Modèles étatiques en péril

AU-DELA de leurs spécificités, la plupart des crises récentes qui viennent d'ébranler l'ordre mondial, posent une question fondamentale : le modèle étatique généralement considéré comme une norme acceptable, qu'il ait été forgé par l'Occident ou par feu le « socialisme réel », est incapable de fonctionner dans un nombre de plus en plus grand de situations. C'est évident en URSS, quoi qu'en disent ceux qui ne conçoivent qu'à l'aide de M. Gorbatchev. C'est évident dans plusieurs pays d'Europe centrale, à commencer par la Yougoslavie : la disparition de la dictature et de la peur qu'elle engendrait fait partout revivre les vieilles haines, ravivées par les plaies qu'on prétendait cicatrisées, interdit des coexistences que la raison imposait pourtant.

L'interrogation ne vaut pas que pour notre Vieux Continent. La fuite peu glorieuse du colonel-président Mengistu, mis en échec par les maquisards érythréens et tigréens, consacre l'effondrement d'une volonté centralisatrice trop longtemps fondée sur le dogme sacro-saint de l'intangibilité des frontières issues de la décolonisation. Même si, dans le cas de l'Erythrée, l'annexion a été proclamée dans l'indifférence quasi générale, en 1962, par le Négus. La leçon vaut pour de nombreux autres pays africains, à commencer par le Soudan, en guerre avec lui-même depuis de nombreuses années, et sans oublier la Somalie, dont les populations septentrionales, jadis colonisées par la couronne britannique, ne supportent plus la volonté hégémonique des méridionaux, qui ont, eux, connu la tutelle italienne.

QUELQUES jours avant son assassinat, Rajiv Gandhi lui-même s'interrogeait sur la possibilité de sauvegarder l'unité et la sécurité de l'Inde que les Britanniques appelaient autrefois - et ce n'est pas un hasard - les Indes. Pour tenir compte de ses grandes diversités ethniques et religieuses, ce pays, qui a accédé à l'indépendance dans le sang de la sécession pakistanaise, s'était pourtant doté d'institutions fédérales solides. Elles ne sont manifestement plus à même, aujourd'hui, de garantir une cohabitation tolérable, sinon harmonieuse, entre les divers Etats de la fédération et à l'intérieur de chacun d'entre eux. La situation, déjà dramatique, risque d'empirer après la disparition du dernier représentant de la dynastie Nehru, qui a servi, pratiquement sans interruption depuis l'indépendance, de ciment national.

ETAT-NATION et intangibilité des frontières constituent encore aujourd'hui des sujets tabous pour nombre de dirigeants. On le voit dans le cas de l'URSS, de la Yougoslavie. On l'a vu il y a quelques semaines dans le cas de l'Irak. On risque de le voir bientôt dans le cas de l'Ethiopie et peut-être de l'Inde. On doit pourtant se demander combien de temps - et surtout à quel prix - un tel modèle, qui a fait le malheur de tant de peuples sans leur apporter quelque bien-être, devra être considéré comme une évidence incontestable.

La mort, dans la soirée du mardi 21 mai, près de Madras, de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi a suscité la consternation dans le monde. L'assassinat du chef du Parti du Congrès-I, tué par l'explosion d'une bombe avant une réunion électorale, n'avait toujours pas été revendiqué mercredi en milieu de journée. Les autorités ont reporté les élections législatives au mois prochain. Des funérailles nationales auront lieu vendredi. La disparition de M. Gandhi a accru les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Inde.



NEW-DELHI de notre correspondant

Lire également

■ L'échec de « M. Propre » par PATRICE DE BEER

■ Les réactions dans le monde

■ L'intervention indienne à Sri-Lanka

■ Le 31 octobre 1984, Indira, déjà...

pages 6 et 8

Législatives. La première journée de vote avait eu lieu le 20 mai et devait être suivie par deux autres, les 23 et 26 mai. Le scrutin a été reporté à la mi-juin tandis qu'un deuil national d'une semaine était décrété.

L'Inde, mercredi matin, était frappée de stupeur et de colère. Celle-ci est encore aveugle, et c'est bien ce qui fait peur. La mort du chef du vieux Parti du Congrès-I, symbole de légitimité et de stabilité, fragilise tout l'édifice de la société civile.

LAURENT ZECCHINI Lire la suite page 8

## Ethiopie : l'espoir en pointillé

Le départ de l'ancien président Mengistu renforce les chances d'un dialogue avec les rébellions de l'Erythrée et du Tigré

La fuite du « Négus rouge »

qui devait arriver au Zimbabwe, mercredi 22 mai, selon des sources autorisées - n'a suscité qu'un enthousiasme modéré, tant chez les rebelles de l'Erythrée et du Tigré que dans la population d'Addis-Abeba. Les capitales occidentales se sont, en revanche, ouvertement félicitées du départ de l'ancien chef de l'Etat. Les Etats-Unis, qui présideront l'ouverture des négociations de paix, lundi 27 mai, à Londres, estiment que « la porte est maintenant ouverte pour la réalisation de la paix et de la démocratie » en Ethiopie.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Le départ du président Mengistu, annoncé par la radio nationale, mardi 21 mai, a fait plus de bruit dans les milieux diplomatiques que dans les rues de la capitale. Mise à part une présence militaire discrètement renforcée aux abords des points stratégiques, personne n'aurait pu deviner, au cours de la journée, la moindre trace de liesse ou d'inquiétude parmi les habitants. Ces derniers, coincés dans de longues files d'attente devant les stations-service ou les magasins d'alimentation, avaient manifestement d'autres chats à fouetter que de s'intéresser à un

remaniement à la tête de l'Etat, même s'il touchait le numéro un du régime. L'immense Mercato - un des plus grands marchés d'Afrique - bourdonnait d'activité, comme à l'accoutumée, et les rues charriaient leur flot habituel de voitures, sous la non moins habituelle surveillance des policiers, postés à chaque carrefour.

Sur la place Megabit, à deux pas de l'université, le portrait de l'ex-« camarade-président » toise toujours la foule. Dans les bureaux du ministère de l'Information, les fonctionnaires, importurbés, continuent à travailler sous la photo du chef de l'Etat déchu.

JEAN HÉLÈNE Lire la suite page 4

### Le Maghreb à l'épreuve du sida

Les pays d'Afrique du Nord ne sont plus épargnés par l'épidémie page 16

### Démission du directeur de la musique

M. Michel Schneider était hostile à la malvenue de l'Opéra-Bastille sur le Palais Garnier page 34

### Le porc européen et la « Nagoya-connection »

L'un des nombreux contentieux entre la CEE et le Japon page 31

### ÉDUCATION ♦ CAMPUS

#### Hussards de l'intégration

Les premiers enseignants d'origine maghrébine ou portugaise arrivent dans les classes. Parcours exemplaires.

#### Les sept travaux de M. Jospin

Reconduit à son poste, le ministre de l'éducation nationale va devoir trancher les dossiers instruits depuis trois ans.

pages 13 à 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

Lire également

■ Un nationaliste sans scrupules par JACQUES DE BARRIN

■ Une opposition aux multiples visages par CATHERINE SIMON

■ Des dizaines de milliers de réfugiés en quête de pain et de paix par ROLAND-PIERRE PARINGAUX

■ Israël est inquiet pour les falachas par ALAIN FRACHON

pages 3 et 4

La déclaration de politique générale

## M<sup>me</sup> Cresson veut privilégier l'emploi et l'intégration

M<sup>me</sup> Edith Cresson devait faire, mercredi 22 mai à l'Assemblée nationale, une déclaration de politique générale, non suivie d'un vote. Le nouveau premier ministre devait, dans son intervention, insister sur les aspects économiques et sociaux du « nouvel élan » que souhaite le président de la République, en se donnant deux priorités : l'emploi et l'intégration.

L'opposition s'apprêtait à accueillir sans concession le discours de M<sup>me</sup> Edith Cresson, bien que M. Valéry Giscard d'Estaing ait appelé ses amis à la modération.

Dans sa déclaration de politique générale, mercredi 22 mai à l'Assemblée nationale, M<sup>me</sup> Edith Cresson devait mettre l'accent sur la dimension économique et sociale du « nouvel élan » souhaité par le président de la République. Il ne s'agit pas, précise-t-on dans son entourage, d'une rupture avec l'action du gouvernement Rocard, mais plutôt d'accentuer la mise en pratique des idées du chef de l'Etat et d'en accélérer le rythme.

Le premier ministre devait souligner que la situation économique, difficile à l'échelon international et donc aussi pour la France, constitue une menace à la fois pour l'emploi et pour la cohésion sociale. La politique du nouveau gouvernement tendra donc à dynamiser l'économie française, avec deux priorités : développer l'emploi, en particulier l'emploi productif ; favoriser l'intégration sociale.

Sur le premier point, l'action en faveur de l'emploi passe, devait souligner le premier ministre, par le maintien d'un franc fort et, plus

général, par le maintien des grands équilibres financiers et monétaires. M<sup>me</sup> Cresson n'envisage pas d'augmenter le déficit budgétaire mais de dégager de nouvelles économies sur le budget de l'Etat. Le premier ministre devait affirmer sa volonté d'explorer toutes les possibilités, même si les marges disponibles sont très étroites.

Développer l'emploi productif signifie, devait encore rappeler M<sup>me</sup> Cresson, orienter, plus que par le passé, les financements disponibles vers l'industrie : les services qui y sont liés. C'est, notamment, pourquoi le Trésor doit être placé au service de l'industrie. Cet effort de réorientation des flux financiers ne touche pas seulement l'Etat. Il concerne aussi les agents et institutions financières privées et l'épargne des ménages, que le premier ministre voudrait drainer davantage vers l'industrie.

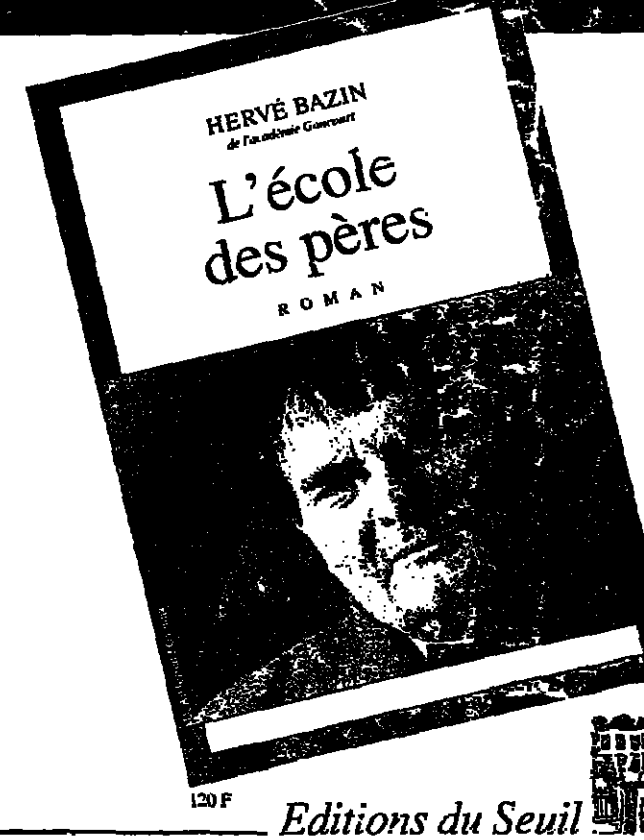
JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PIERRE SEVIENT Lire la suite page 11

Un entretien avec le premier ministre yougoslave

Attendu jeudi 23 mai à Paris, où il doit rencontrer M. François Mitterrand, le premier ministre fédéral yougoslave estime, dans un entretien accordé au « Monde », que l'issue de la crise de la Fédération passe par des réformes économiques et la poursuite de l'aide étrangère.

Lire page 2

HERVÉ BAZIN



Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Corée du Sud, 466 F CPA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CPA ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 40¢ ; 2 \$ ; USA (Canada), 2,50 \$.

## ÉTRANGER

## Un entretien avec le premier ministre yougoslave

Le premier ministre fédéral yougoslave, M. Ante Markovic, est attendu à Paris, jeudi 23 mai, pour une visite de deux jours. Il rencontrera M<sup>me</sup> Edith Cresson et sera reçu par M. François

Mitterrand. Il aura également des entretiens avec des représentants de l'OCDE et du club de Paris à propos du réajustement d'une dette portant sur 640 millions de dollars. Dans l'entretien

qu'il a accordé au Monde, M. Markovic estime que les solutions politiques aux difficultés de son pays passent par des réformes économiques liées à une poursuite de l'aide étrangère.

## « Le conflit fédération-confédération est irrationnel »

nous déclare M. Ante Markovic

« La crise actuelle de la Yougoslavie ne semble pas vous étonner.

— Lorsque j'ai pris mes fonctions, il y a deux ans, lorsque j'ai entrepris des réformes de la société et que j'ai parlé de la nécessité de changer le système dans son ensemble, j'avais prévu une période de cinq ans. A cette époque-là, déjà, je disais que la voie dans laquelle nous nous engageons serait très éprouvante et que nous allions tous « suer », pleurer et payer cher ce passage d'un système à un autre. Devant le Parlement, j'avais alors dit qu'à un moment donné du processus, toutes les forces — conservatrices, rétrogrades, dogmatiques, séparatistes, hégémonistes — allaient, au fil des tensions politiques et sociales, s'unir contre le programme de réformes économiques, contre les artisans de ces réformes pour essayer de les arrêter et de les destituer.

« J'avais prévu tout cela et nous sommes arrivés aujourd'hui à un point critique de la réforme. Ce n'est pas du tout une surprise, la question était de savoir quand cela se produirait. Le gouvernement s'emploie donc à appliquer le programme qui permettrait le fonctionnement du système et la poursuite de notre action. L'adoption de ce programme et la relance des réformes est la réponse à votre question.

« Ce programme de réformes n'est-il pas relégué au second plan par les débordements politiques et les conflits interethniques — notamment entre Serbes et Croates ?

— C'est vrai, c'est la politique qui a arrêté les réformes économiques. Mais les réformes, ce n'est pas uniquement une affaire d'économie. Il s'agit de l'organisation de l'Etat et de la société en général. Les réformes économiques ont malheureusement révélé un réel sous-développement de notre pays. Les réformes politiques ont mis en lumière un manque de sens et d'expérience démocratiques. Les relations actuelles entre les différentes nationalités s'apparentent à une bouteille dont le bouchon aurait sauté : les anciennes mentalités réapparaissent, les émotions, tout ce qui est irrationnel, les difficultés éthiques, les religions, etc. Economiquement, les disparités sont énormes et les tensions sociales qui commencent à voir le jour ne doivent pas être sous-estimées.

« Le gouvernement fédéral se bat pour les réformes, pour la démocratisation de la société et, par consé-

quent, pour une Yougoslavie sans frontières. Mais il y a des Républiques qui, poussées par les nationalismes, luttent pour des frontières à l'intérieur du pays. La première idée devrait l'emporter. Si je ne le croyais pas, je douterais du progrès.

— Vous avez dit : nous sommes à un point critique de la réforme. Mais la situation est-elle aussi critique ?

— Oui, elle est critique et beaucoup de facteurs en témoignent. La situation économique est difficile et cet arrêt de l'application des réformes

gouvernement travaille dans cette direction.

« Dans plusieurs domaines, notre programme a donné d'excellents résultats. Nous avons, au début, deux voies possibles : élaborer un programme substantiel, par étapes, ou détruire un système et en construire un autre sur ses ruines. J'espère que les citoyens de notre pays n'oublieront pas ce que ce programme leur a apporté. C'est la raison pour laquelle nous croyons que nous avons des chances de réussir, avec l'appui des citoyens, et de reprendre la voie de la réforme.

Nous mettons en application les décisions prises récemment par la présidence et le Parlement pour trouver des solutions pacifiques et démocratiques aux récents conflits entre Serbes et Croates en République de Croatie, ainsi qu'au Kosovo. Tout ne s'est pas arrêté, ce n'est pas vrai, même si nous n'avons pas résolu la crise. Le gouvernement est, certes, responsable devant le Parlement, mais la présidence a son mot à dire si les députés ne parviennent pas à un consensus sur un projet de loi. Il est donc souhaitable qu'elle recommence à fonctionner.

## La voix de la modération et du réalisme

BELGRADE

de notre correspondante

M. Ante Markovic, soixante-sept ans, Croate, est connu pour son esprit pragmatique et ses idées libérales.

Après avoir dirigé, pendant plus de vingt ans, l'une des entreprises phares de Yougoslavie, Rade Koncar à Zagreb, il est devenu chef du gouvernement croate de 1982 à 1986, puis président de cette République.

Nommé premier ministre fédéral, le 15 mars 1989, M. Markovic donne la priorité au redressement économique et notamment à la lutte contre l'inflation. Ferme partisan de l'économie de marché et d'une adhésion à l'Europe, il s'emploie à réformer le socialisme autogestionnaire et à briser les tabous de la période



triste en encourageant le pluralisme économique et politique et en ouvrant le pays aux investissements étrangers.

Mais, peu à peu, les Républiques vont se méfier de cet homme et bloquer ses réformes. Jugé trop modéré et centralisateur par la Slovénie et la Croatie, qui rêvent d'indépendance, et trop révolutionnaire par les dirigeants néo-communistes de Serbie et du Monténégro, cet homme de dialogue a fondé l'été dernier son propre parti et est ainsi devenu pour beaucoup un adversaire politique.

Son programme économique pour 1991, prévoyant notamment une profonde réforme bancaire, n'a toujours pas obtenu l'aval du Parlement. M. Markovic, dont plusieurs Républiques souhaitent le départ, représente la voix de la modération et du réalisme dans un pays où les passions sont exacerbées.

FLORENCE HARTMANN

depuis sept mois ne peut avoir que des effets nocifs. Les retards pris au niveau des changements économiques, surtout pour les petites et moyennes entreprises, provoquent des tensions sociales et le chômage.

S'opposer aux amendements constitutionnels, c'est vouloir maintenir une Constitution conservatrice et compliquée. Cela entraîne une insécurité pour le citoyen, pour les nationalités, pour les peuples, pour les Républiques, une insécurité générale, un manque de confiance et de tolérance. Pour sortir de cette situation, il faut relancer les réformes, et le

— Vous parlez de l'appui des citoyens mais pas de l'appui des Républiques...

— Exactement, avec l'appui des citoyens. Mais je dois dire que nous sommes aussi soutenus par plusieurs Républiques.

— Deux camps s'affrontent : les partisans d'une fédération forte et centralisée (Serbie et Monténégro) et les partisans d'une confédération souple d'Etats souverains (Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine). Où vous situez-vous ? Existe-t-il d'autres solutions ?

— Pour ce qui est du gouvernement fédéral, nous essayons inlassablement de rechercher une solution qui ne soit pas définitive. Ni fédérale ni confédérale. Nous nous efforçons surtout de définir une base minimale et nouvelle des rapports entre Républiques, dans le cadre d'un régime pluraliste et démocratique et au sein d'un Etat commun.

« Le conflit fédération-confédération est irrationnel, comme beaucoup d'autres choses chez nous. Je ne pense pas qu'il durera longtemps car les problèmes économiques et sociaux ne le permettront pas. Toutes les Républiques devront nécessairement rechercher une solution rapide. Aucune d'entre elles ne pourra réaliser le passage au marché toute seule. C'est une question de coût : le passage, tout ensemble, sera-t-il plus cher ou moins cher que le passage seul ? Quelques Républiques pensent peut-être que le coût sera moindre si elles le réalisent seules, en dehors de la Yougoslavie. Mais si l'on prend en considération le temps nécessaire — d'abord pour nous disputer encore, ensuite pour nous séparer, puis pour régler nos relations avec les autres Républiques et avec l'extérieur, pour définir les frontières intérieures — alors cela revient beaucoup plus cher ! Le prix sera plus élevé pour chacun d'entre nous.

— Après la non-élection du Croate M. Stipe Mesic (en raison du blocage de la Serbie) à la tête de l'Etat, la présidence collégiale est paralysée. N'y a-t-il pas de la part de certaines Républiques une volonté de déstabiliser la présidence, les Parlements et gouvernements fédéraux ?

— Oui, bien sûr. L'instabilité conviendrait à certaines forces politiques qui confortent leur pouvoir en fabriquant des ennemis. Un apaisement ne leur conviendrait pas. Cela dit, si la présidence collégiale traverse une crise, les autres instances fonctionnent : le Parlement et le gouvernement, qui est tout à fait homogène.

— La situation instable n'encourage pas les étrangers à accorder des prêts ou à investir. Etes-vous en mesure de poursuivre votre programme sans aide des organismes financiers internationaux ?

— Les réformes mises en œuvre jusqu'à présent ont été réalisées pratiquement sans aide étrangère. A l'autome dernier, les réserves en devises représentaient 10 milliards de dollars alors que les instances internationales nous ont accordés entre 300 et 400 millions de dollars. Depuis sept mois, le programme est arrêté. Le coût de la crise sera donc automatiquement supérieur à ce que nous avions prévu. La production a baissé de 20 %, les réserves en devises ont chuté. Par conséquent, nous avons besoin de l'aide étrangère. Quant à l'aide américaine, le président Bush a tenu à me dire, lundi soir, au téléphone, qu'il soutenait les réformes économiques et la démocratisation de la société. Il a également manifesté son attachement à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie.

— Combien de temps pouvez-vous supporter cette crise et croyez-vous que les nationalistes vont perdre de leur influence ?

— Les problèmes économiques et sociaux vont croissant. Toutes les forces politiques vont être par conséquent obligées, très vite, de s'y atteler. Chaque République, seule, ou toutes ensemble. Il n'y a pas d'autres solutions sinon les conséquences seront très graves. Je crois que cette étape de la crise devrait être résolue avant la fin de l'année.

— Mais ne serez-vous pas tenu responsable de ces difficultés ? Les Serbes, les Croates et les Slovènes diront : tout cela, c'est de la faute de M. Markovic... alors régions nous-mêmes nos problèmes !

— Cela peut arriver. Mais l'autonomie et la souveraineté, cela veut dire que les Républiques prennent la responsabilité des problèmes économiques et sociaux. Elles ne peuvent pas y échapper. L'un entraînant l'autre, la situation continuera à se détériorer. D'ailleurs, le mécontentement est dirigé de plus en plus contre les gouvernements des Républiques. Lors de la toute dernière grève en Serbie, par exemple — sept cent mille ouvriers — mon gouvernement n'a pas été mis en cause. La colère était dirigée contre les autorités serbes.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE

URSS

M. Eltsine a dominé de tout son poids l'ouverture du 4<sup>e</sup> Congrès russe

La première journée du 4<sup>e</sup> Congrès russe, mardi 21 mai, a montré que M. Boris Eltsine tenait bien en main son monde parlementaire. La session, qui se tient au Kremlin, dans la salle où jadis siégeait la Douma (Parlement avant la révolution), a donné lieu à des batailles de procédure qui se sont chaque fois soldées par l'échec des communistes. La voie paraît libre pour l'instauration de cet exécutif russe fort que M. Eltsine appelle de ses vœux, et que semblent souhaiter la plupart de ses compatriotes, à l'exception des membres du Parti communiste.

La loi fondamentale russe d'articles consacrant l'élection du président et du vice-président de la Fédération de Russie au suffrage universel direct. Tout cela est cependant déjà acquis dans son principe depuis le référendum du 17 mars et la date du scrutin prévue le 12 juin.

Ces quelques jours de session devraient surtout permettre de voir où en sont les députés du « marais » qui oscillent entre M. Gorbatchev et M. Eltsine, entre les communistes et les réformateurs. Ces indécis paraissent heureux de la trêve décidée le 23 avril par les deux hommes et l'atmosphère est plutôt bon enfant. En apparence, le pacte de non-agression entre M. Gorbatchev et M. Eltsine tient toujours.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les députés russes ont maintenu leurs habitudes. Les séances rappellent parfois les jeux télévisés, voire le loto : ils ont trente secondes pour voter, puis les résultats s'affichent sur deux écrans massifs de part et d'autre de la tribune. Les questions de procédure et d'ordre du jour donnent l'occasion, comme dans tous les parlements du monde, de se compter avant les votes sur le fond. M. Eltsine ne dispose que d'une courte majorité, mais il prend visiblement plaisir à déconcentrer les députés communistes en faisant soudain proposer par un complice une motion avec laquelle ceux-ci ne peuvent pas ne pas être d'accord.

M. Eltsine excelle à ce jeu du chat et de la souris, la souris étant désormais communiste. A la tribune, massif, lointain et parfois brutal, il est tout à la fois leader d'un mouvement politique majoritaire et meneur du jeu, marqué ainsi à la fois par le modernisme des techniques et un certain archaïsme de comportement.

La trêve

tient toujours

M. Eltsine donne la parole et lance des plaisanteries, parfois drôles, pour déstabiliser le député ou qui parle trop longtemps. Un malheureux faisait ainsi mardi un éloge un peu lourd de Sakharov dont on était le même jour le soixante-dixième anniversaire de la naissance. « C'est sa naissance ou sa mort que tu célèbres ? » demanda M. Eltsine de sa voix de basse profonde, déclenchant un fou rire quasi général.

La grande affaire de cette session est l'inclusion dans la nou-

Le « devoir de réserve » de M. Gorbatchev

Le porte-parole de M. Gorbatchev a indiqué mardi que celui-ci s'en tenait officiellement à l'impartialité que lui imposent ses fonctions de président de l'URSS. Il n'a donc « pas à choisir entre les candidats » au scrutin du 12 juin et s'en tiendra à son « devoir de réserve ». M. Eltsine est actuellement donné favori, loin devant MM. Nikolaï Ryjkov et Vadim Bakatine, respectivement ancien premier ministre et actuel conseiller présidentiel.

M. Gorbatchev n'est pas venu mardi chez les députés russes mais il a assisté, à bonne distance, dans la grande salle du Conservatoire, à une soirée de gala marquant le début d'un congrès international consacré à Andreï Sakharov. Il avait dans sa loge le président portugais Mario Soares et le président de l'Assemblée tchécoslovaque Alexandre Dubcek. M. Eltsine était au parterre mais il était difficile de ne pas le voir en raison de sa haute taille, 1,92 mètre selon un de ses passants. Les uns et les autres ont pu écouter Karl Richter et Mstislav Rostropovitch.

M<sup>me</sup> Elena Bonner a déclaré en ouvrant cette cérémonie que « pendant les trois dernières années de sa vie Andreï Sakharov avait appris à beaucoup de gens à faire la différence entre le mensonge et la vérité, les avoir aidés à se débarrasser de la peur et à retrouver foi en eux-mêmes ». Tout le monde est d'accord pour encenser le disparu, mais l'absence de ce dernier se fait souvent sentir au sein des divers courants démocratiques et parfois chez ceux-là mêmes qui lui rendent les coups de chapeau les plus appuyés.

DOMINIQUE DHOMBRES

ALLEMAGNE : l'arrestation de quatre dirigeants de l'ex-RDA

## L'impossible procès du régime d'Erich Honecker

BONN

de notre correspondant

L'arrestation, lundi 20 mai, de quatre anciens dirigeants est-allemands, dont l'ex-premier ministre Willy Stoph et l'ex-ministre de la défense Heinz Kessler, va-t-elle rendre possible la tenue d'un grand procès du totalitarisme et de la violation des droits de l'homme en RDA ? C'est peu probable.

L'accusation se fonde sur des documents découverts au siège de l'état-major de l'armée est-allemande qui, selon le parquet de Berlin, apportent la preuve que les douze membres du Conseil national de sécurité sont personnellement responsables des coups de feu mortels tirés sur des fuyards à la frontière interallemande. On peut lire dans le procès-verbal d'une séance de ce conseil, datant de 1974, qu'il convenait de « féliciter les camarades ayant fait usage de leurs armes contre les fuyards ». Cela suffit, pour l'accusation, à fonder l'incrimination d'incitation au meurtre, passible, selon la loi allemande, d'une peine de prison d'un minimum de cinq ans.

L'affaire n'est pourtant pas aussi simple. La traîne d'unification entre la RFA et la RDA pré-

voit en effet que les crimes et délits commis sur le territoire est-allemand jusqu'à la date de l'unité doivent être jugés en fonction des lois en vigueur en RDA à l'époque des faits. Les accusés auront beau jeu de faire valoir que, formellement, ils n'ont contrevenu à aucune de ces lois, et que l'usage des armes contre des passeurs clandestins de frontières ne répondant pas aux injonctions des soldats était prévu dans un pays où le délit de « fuite de la République » était passible de plusieurs années de prison.

L'âge avancé des anciens dirigeants est-allemands est également une entrave à l'exercice d'une justice sévère. Un Willy Stoph presque octogénaire pourra sans grande difficulté jouer de son état de santé pour échapper à son procès, comme le prévoit le code de procédure pénale allemand. C'est également le cas pour le personnage le plus haï de l'ancien régime, M. Erich Mielke, quatre-vingt-trois ans, l'ancien chef de la Stasi, qui se trouve dans un état de confusion mentale dont les médecins de la prison berlinoise ont bien conscience et qui ne peut être incarcéré sans arriver pas à établir s'il est réel ou simulé.

LUC ROSENZWEIG

**POUVOIRS**  
1991 57

**nationalismes**  
la fin des empires  
décomposition soviétique  
nationalisme et universalisme  
le droit des peuples  
le nationalisme à la française  
la nation allemande  
le nationalisme arabe  
qu'attendre du fédéralisme ?  
quel statut pour les minorités ?  
quelle Europe ?

rené girault  
hélen  
carrière d'encousse  
jean leca  
philippe ardan  
pierre birnbaum  
anne-marie  
le glonac  
yadh ben achour  
marc gjidara  
bruno de witte  
maurice duverger

Publié avec le concours du C.N.R.S.

**BULLETIN D'ABONNEMENT A LA REVUE POUVOIRS**

M. M<sup>me</sup> Mlle \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Abonnement pour un an (4 numéros 1991) ☐ France 295 F ☐ Etranger 390 F

Les abonnements peuvent être gérés chez votre libraire ou demandés aux  
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE - Département des revues  
14, avenue du Bois-de-Fépin - BP 90 - 91003 Evry-Corbeil  
PUF : CCP 1302 69 C Paris - Chèque à l'ordre des PUF.

**puF**

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

سكنا من الاصل



## AFRIQUE

ÉTHIOPIE : le départ de l'ancien président Mengistu

# Addis-Abeba se dit prêt à négocier un cessez-le-feu avec les rebelles

L'ex-président Mengistu Haile Mariam, après une escale au Kenya où il est arrivé mardi 21 mai, devait s'envoler, mercredi, pour le Zimbabwe - où l'attend déjà son épouse. De source autorisée à Harare, on indique que l'ancien chef de l'État demandera probablement l'asile politique. A Addis-Abeba, le gouvernement a confirmé, mardi, sur les ondes de la radio nationale, qu'il était prêt à négocier un cessez-le-feu immédiat avec les rebelles nordistes. Les maquisards du Tigré ont fait savoir, de Londres, qu'ils ne réagiraient que « plus tard » à ces propositions. Leur représentant au Kenya a cependant souligné que « la chute de Mengistu ne signifie pas la fin de la guerre, à

moins que les gens qui prennent les rênes veulent vraiment la paix ». De son côté, le représentant du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) à Londres a déclaré que son mouvement n'était pas opposé à l'idée de coopérer avec un gouvernement de transition, et qu'il pourrait même « repousser de deux ou trois ans un référendum sur l'indépendance, si cela pouvait contribuer à stabiliser la situation en Éthiopie ».

Dans la capitale, les membres du bureau politique du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), le parti unique au pouvoir, et les représentants du Conseil d'État ont publié, à l'issue d'une réunion commune, mardi

soir, un appel à la population pour « éviter l'anarchie ».

L'ambassadeur de France en Éthiopie, M. Gérard Pavet de la Rochefordière, a estimé que le départ du colonel Mengistu - incapable d'« assumer les concessions indispensables » au processus de paix - constituait « un élément très positif », qui pourrait déboucher la situation. De son côté, le Quai d'Orsay a confirmé que « toutes les dispositions » pour assurer la sécurité des quatre cents membres de la communauté française avaient été prises.

Le gouvernement britannique a « accueilli avec satisfaction » la chute de l'ancien président. Même satisfaction à Washington, où l'on s'est vivement

« félicité » du départ de M. Mengistu. « Nous espérons que la porte est maintenant ouverte à la paix et à la démocratie », a commenté un des porte-parole de la Maison Blanche. Le secrétaire d'État adjoint aux affaires étrangères, M. Herman Cohen, doit présider, lundi 27 mai, à Londres, une nouvelle série de discussions entre le gouvernement et trois mouvements rebelles, le FPLE, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et le Front de libération Oromo (FLO). Chacune de leur côté, la France et l'Union soviétique se sont dites prêtes à contribuer à tout processus de réconciliation qui verrait le jour.

### Dix-sept ans de guerre et de famine

1974 - 12 septembre : les militaires déposent l'empereur Haile Sélassié, au pouvoir depuis 1930, et mettent en place un gouvernement provisoire, le Derg.

21 décembre : le pays s'engage sur la voie du socialisme. La révolution érythréenne passe « de la guerre à la guerre ».

1977 - 3 février : neuf membres du Derg, dont le général Tefé Bante, à sa tête depuis novembre 1974, sont exécutés. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam prend le pouvoir.

Juillet : la Somalie envahit la province de l'Ogaden puis retire ses troupes, en mars 1978, après l'intervention de forces cubaines aux côtés des troupes éthiopiennes ; signe, en avril 1988, un accord de paix.

1978 - La « Terreur rouge » qui vise les opposants conduit à l'incarcération et à l'élimination de dizaines de milliers de personnes. Amnesty International fait état de cinq mille morts.

1984 - 12 septembre : l'Éthiopie devient une démocratie populaire, et le colonel Mengistu est nommé secrétaire général du Parti des travailleurs éthiopiens, le parti unique au pouvoir.

1985 - Mars : la guérilla affecte près de la moitié du territoire tandis que le pays est frappé par la famine.

1987 - 10 septembre : le Derg est supprimé et le colonel Mengistu est élu président de la République par le Parlement pour un mandat de cinq ans.

1989 - 16 mai : des militaires tentent de prendre le pouvoir mais leur tentative de putsch est déjouée. Quinze généraux, dont le ministre de la défense, sont tués ou exécutés.

Septembre-novembre : engagées à Atlanta, aux États-Unis et sous l'égide du gouvernement américain, des négociations de paix entre le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) et le gouvernement échouent.

1990 - Février : les rebelles érythréens s'emparent du port de Massawa, sur la mer Rouge, et assiègent Asmara.

5 mars : le colonel Mengistu annonce la mise en place d'un système d'« économie mixte ».

Fin mars : tandis que l'URSS annonce le retrait de ses conseillers militaires des zones de combat, le colonel Mengistu lance un appel à la population pour assurer la « survie de l'Éthiopie » face aux avances du FPLE et du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), dont les forces ont pénétré dans la province du Choa, où se trouve Addis-Abeba.

21 juin : le pays est « au bord de l'effondrement », reconnaît le chef de l'État, qui décrète la mobilisation générale.

1991 - 30 mars : les forces gouvernementales repoussent une attaque contre le port d'Assab, désormais seul accès à la mer Rouge pour le régime du colonel Mengistu.

2 avril : Le FPLT resserre son étau autour d'Addis-Abeba et contrôle les provinces du Tigré, du Gondar, du Gojjam et une partie de celles du Wollo, du Wollega et du Choa.

19 avril : le colonel Mengistu offre sa démission si les rebelles reconnaissent l'unité du pays.

23 avril : le Parlement admet le principe du multipartisme.

9 mai : M. Tesfaye Dinka forme un nouveau gouvernement.

10 mai : les Éthiopiens de plus de dix-huit ans sont appelés sous les drapeaux.

21 mai : le colonel Mengistu s'enfuit d'Éthiopie et le général Tesfaye Kidane, vice-président, assure l'intérim du pouvoir. - (AFP)

## Un nationaliste sans scrupules

Il avait, pour ainsi dire, le physique de l'emploi. Un physique plutôt ingrat de barbare, d'esclave : des traits épais, une peau très sombre, une petite taille. Mengistu Haile Mariam n'avait-il pas eu pour ambition d'incarner la revanche de tous les humiliés éthiopiens, paysans sans terre et autres laissés-pour-compte, qui vivaient asservis sous un régime théocratique et médiéval dont le clan des Amharas au teint clair détenait les clés sous le règne du Négus, Haile Sélassié, le roi des rois ?

### Séance d'exorcisme

Lors des cérémonies pour le premier anniversaire de la destitution du Négus, en septembre 1975, ce militaire iconoclaste n'avait pas résisté au plaisir de convier plusieurs centaines de paysans à un « banquet révolutionnaire » dans les salons du vieux Guelbi, le palais impérial. Une fois achevées ces égrèges, l'hôte des lieux avait convié ses invités à s'asseoir, l'un après l'autre, sur le trône de l'ancien monarque devant lequel ils avaient, jadis, l'habitude de courber respectueusement l'échine. Séance d'exorcisme...

À la vérité, Mengistu Haile Mariam n'était pas vraiment un paria, comme il lui plaisait de le laisser dire pour les besoins de la cause. Il était né des amours illégitimes d'une aristocrate amharas et d'un caporal illettré et avait été élevé à l'ombre du palais impérial. Sa mère avait ses entrées à la cour du roi des rois. C'est l'un de ses oncles, ministre sous l'ancien régime, qui s'était chargé de son éducation, ce qui valut ensuite à ce dernier d'échapper aux nombreuses purges révolutionnaires auxquelles le nouveau donna son aval pour arriver au faîte du pouvoir et s'y maintenir.

Après des études primaires à Addis-Abeba, Mengistu entre, sans diplôme, par la petite porte, dans la carrière militaire et fréquente l'école d'Holetta où sont formés au métier des armes des jeunes de basse extraction. Il est, ensuite, affecté à une brigade mécanisée de la 3<sup>e</sup> division, stationnée dans la province du Harar. Il est même, à deux reprises, envoyé en stage à Fort Leavenworth au Texas. Maigre bagage pour ce commandant d'unité qui entend assumer, sans partage, le pouvoir.

### Exécutions sommaires

Passant pour bon orateur, écoulé de ses hommes, l'ancien petit « cadet » d'Holetta ne manque ni d'ambition ni d'intelligence. Sa brutalité, sa ruse et son absence totale de scrupules combinent les manques de sa formation politique. Les rudiments du marxisme-léninisme, il les apprendra une fois au pouvoir, en quelque sorte sur le tas. Cette idéologie importée d'Europe sert ses desseins, mais la devise de ce nationaliste intrinsèque demeure : « L'Éthiopie, d'abord ». Aux prises avec les rébellions érythréenne et tigréenne, il se battra, avec la dernière énergie, pour éviter le démantèlement de l'Éthiopie dont il est devenu le nouveau Négus. Un « Négus rouge ».

Mengistu se garde bien d'apparaître en première ligne lors des manœuvres préparatoires à la destitution d'Haile Sélassié. Il ne sortira de l'ombre qu'une fois ce dernier détrôné, lorsque les militaires, réunis au sein d'une sorte de junte, le Conseil militaire d'administration provisoire (DERG), prendront officiellement

les rênes du pouvoir. D'un règlement de comptes à l'autre, il ne lui faudra que trois ans et demi, de juillet 1974 à novembre 1977, pour éliminer ses adversaires et monopoliser le pouvoir. Porté à la tête du Derg par ses camarades en uniforme, début juillet 1974, il y représente le clan des « durs », des petits gradés et des sans-gelons qui rêvent d'une révolution totale et sans concessions. L'Éthiopie connaît alors des jours difficiles. Se succèdent l'assassinat du chef de l'État, le général Michael Aman Andom, les exécutions sommaires de plusieurs dizaines de dignitaires de l'ancien régime, la liquidation du colonel Siyaya, accusé de complot « droitier », l'élimination sanglante du général Tefé Bante et du capitaine Alemayou Michael et, enfin, celle du vice-président du Derg, le colonel Atnafu Abate.



Promu lieutenant-colonel, Mengistu n'a plus alors d'obstacles à surmonter pour devenir chef de l'État. Resterait quand même, dans sa ligne de mire, les militants - des civils et des intellectuels - du Meison (Mouvement socialiste pan-éthiopien marxiste-léniniste) qui ont tendance à se poser en rivaux du pouvoir militaire et qui accusent celui-ci d'avoir trahi la révolution. La lutte est inégale et, très vite, ils n'ont d'autre choix que de se réfugier dans la clandestinité. Le « Négus rouge » peut alors consacrer son énergie à d'autres tâches non moins urgentes.

### Bandes de « terroristes »

Grâce à l'appui militaire de l'Union soviétique avec laquelle il signe un traité d'amitié et de coopération et celui de Cuba qui lui expédie plusieurs milliers de baroudos, le colonel Mengistu lance, en février 1978, une contre-offensive victorieuse dans l'Ogaden, que la Somalie évacuera un an plus tard. Son armée, en revanche, s'épuise en vains combats pour tenter de mater la rébellion dans le nord du pays, notamment en Érythrée et au Tigré, l'objectif étant, à ses yeux, d'« anéantir », coûte que coûte, ces bandes de « terroristes ».

À ces déconvenues militaires s'ajoute, en 1984-1985, une famine de grande ampleur contre laquelle le colonel Mengistu tarde à réagir et qui fera des millions de victimes. Le pouvoir, comme à son habitude, emploie la manière forte et organise alors des déplacements autoritaires de populations sinistrées du nord vers le sud du pays.

Le colonel Mengistu saisit l'occasion du dixième anniversaire du renversement du roi des rois pour créer un parti unique et doter ainsi l'Éthiopie de structures identiques à celles des autres pays membres du camp socialiste. Cette mise en ordre

en bonne et due forme d'une révolution jusqu'à présent brouillonne et sanglante s'achèvera, trois ans plus tard, par la dissolution du Derg et la proclamation d'une République populaire.

### Les conseils de Moscou

Rien n'y fait. À partir de 1985, les défaites se multiplient au sein de l'équipe dirigeante, qu'il s'agisse de hauts fonctionnaires, de diplomates, voire de membres du gouvernement comme le ministre des affaires étrangères. Les épurations vont bon train : en novembre 1989, Fikré Sélassié, le numéro deux du régime et l'un des hommes de confiance du colonel Mengistu, est limogé « pour raisons de santé ».

Face à une impossible victoire militaire, la grogne s'installe dans les rangs de l'armée. En mars 1985, le colonel Mengistu fait arrêter une centaine d'officiers contestataires dont plusieurs seront passés par les armes. Trois ans plus tard, la capitale est le théâtre d'une manifestation insolite de soldats en colère. Cette agitation incessante à l'intérieur des casernes aboutit, à la mi-mai 1989, à une tentative de coup d'État qui tourne court. La hiérarchie militaire se trouve ainsi décapitée et le « Négus rouge » plus seul et plus désorienté que jamais.

Même le grand allié soviétique commence à montrer des signes d'impatience à l'égard de son protégé dont le nationalisme ombrageux lui complique la tâche. Invité par M. Gorbatchev à trouver des « solutions politiques » aux conflits qui agitent la Corne de l'Afrique, le colonel Mengistu signe, en avril 1988, un accord de paix avec son voisin somalien.

Alors que, sur le terrain, son armée n'en finit pas d'essuyer des revers, le colonel accepte d'engager officiellement, début septembre 1989, sous l'égide de M. Jimmy Carter, l'ancien président américain, des pourparlers avec les « sécessionnistes » érythréens, puis, en novembre suivant, sous le patronage de l'alle, d'autres discussions avec les rebelles tigréens dont les troupes campent alors à moins de 200 kilomètres d'Addis-Abeba. Ces tentatives de dialogue avorteront les unes après les autres.

La fin de la guerre froide, marquée par le désengagement des Soviétiques en Afrique, va très vite priver le maître d'Addis-Abeba des soutiens militaires du « grand frère » moscovite et des « cousins » d'Europe de l'Est. Il se tourne alors vers Washington et Tel-Aviv - avec qui les relations diplomatiques sont renouées en novembre 1989.

Aux termes d'un accord secret passé entre les deux capitales - que toutes deux ont toujours démenti -, le colonel Mengistu reçoit, de Jérusalem, armes et conseillers militaires, en échange de l'autorisation donnée aux juifs éthiopiens, les falachas, d'émigrer en Israël. La crainte ancestrale de Tel-Aviv de voir la mer Rouge se transformer en « lac arabe », via la rébellion érythréenne, aura donné un surcroît inespéré au régime d'Addis-Abeba, mais un surcroît de courte durée, car les rebelles du Nord reprennent l'offensive en février dernier, alors que la famine menace de nouveau.

JACQUES DE BARRIN

Chargé de l'intérim de la présidence

## Le général Tesfaye Kidane est un « modéré »

Le général Tesfaye Gabre Kidane, cinquante-six ans, qui assure, en vertu de la Constitution, l'intérim de la présidence de la République, est un « modéré », selon les observateurs politiques. Originaire du Tigré, mais né à Gursun, dans l'Ogaden, sa famille avait été récompensée par l'empereur Ménélik qui avait donné des terres aux soldats l'ayant aidé à conquérir cette province. Veuf depuis deux ans, le successeur du colonel Mengistu a deux filles et un garçon, qui font leurs études à l'étranger.

Avant la tentative de coup d'État de mai 1989, il commandait une unité basée dans la ville de Nazareth. Nommé président de la Cour martiale, mise en place pour juger les insurgés, le général Kidane

avait abandonné sa charge avant la fin de ce procès qui devait conduire à l'exécution de douze officiers supérieurs car, selon des sources diplomatiques, il était opposé au sort ainsi réservé à ses frères d'armes.

Considéré comme « un interlocuteur valable » par les rebelles en vue des discussions qui doivent s'ouvrir, lundi 27 mai, à Londres, le général Kidane était à la fois vice-président de la République et commandant de la seconde armée, qui tient toujours Asmara, la capitale de l'Érythrée. Il avait été nommé, en avril, chef du Commandement suprême de la campagne nationale, organisme créé après le vote par le Parlement de résolutions ouvrant la voie au multipartisme. (AFP)

# JACEK KURON

**LA FOI et LA FAUTE**

A la rencontre et hors du communisme

552 p. 149 F

Jacek Kuron est l'une des figures mythiques de l'opposition au régime communiste en Pologne. Sa célébrité s'étend à l'ensemble des anciens pays de l'Est où ses textes de critique du système stalinien ont toujours circulé sous le manteau. En Pologne, il demeure le dirigeant le plus populaire, après M. Lech Walesa...

...Confession ou autojustification ? Les découvertes, dans ces Mémoires, sont nombreuses et l'émotion ne quitte pas le lecteur...

...Cette autobiographie se lit comme un roman.

Elisabeth Kulakowska, Le Monde Diplomatique

Le père de l'opposition laïque polonaise passe à l'offensive. C'est sans doute le témoignage le plus riche paru jusqu'à présent sur l'histoire polonaise vue de la dissidence.

Bernard Poullet, L'Événement du Jeudi

**FAYARD**

## AFRIQUE

ÉTHIOPIE : le départ de l'ancien président Mengistu

## Une opposition aux multiples visages

C'est en 1962, au moment où la plupart des pays africains, après des années de lutte contre le pouvoir colonial, accédaient à l'indépendance, que s'allumèrent les premiers foyers de la guerre d'Érythrée. Cette année-là, l'empereur Haïlé Sélassié décidait, au mépris des résolutions votées par les Nations unies quelques dix ans plus tôt, d'annexer cette ancienne colonie italienne. Faisant fi du statut fédéral et de semi-autonomie dont jouissait l'Érythrée, le Négus la réduisit brutalement au rang de simple province.

Le renversement de l'empereur par la junte marxiste du « *camarade* » Mengistu, en 1974, n'aura semé qu'un bref espoir parmi les maquisards nordistes. D'abord soutenus par les Soviétiques, les irrédentistes érythréens furent soudainement « lâchés » par Moscou en 1978, lors de la guerre de l'Ogaden qui oppose l'Éthiopie et la Somalie. Ils se tournèrent alors vers les pays arabes, les émirats et l'Arabie saoudite notamment. Ces derniers, trop heureux de pouvoir maintenir l'insécurité dans ce bastion du christianisme et du marxisme que représente, à leurs yeux, le régime d'Addis-Abeba, ne lésinèrent pas sur leur aide à la guérilla.

A l'issue d'une douloureuse épreuve — qui conduisit la plupart des dirigeants du Front de libération de l'Érythrée (FLE) à se réfugier au Soudan — le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) reste, aujourd'hui, le seul en piste. Débarassé — vents d'Est obligent — de son jargon marxisant, le FPLE fonctionne en Érythrée comme un véritable parti-Etat.

## Les derniers partisans de l'afro-communisme

Tout en continuant à plaider officiellement la cause d'un « *référendum d'autodétermination* », le FPLE ne fait pas mystère de ses orientations « *nationalistes* », favorables à l'indépendance. La presque totalité du territoire rebelle est, depuis cinq ans, sous contrôle du FPLE. Une dizaine de « départements » font office de ministères. La branche humanitaire du FPLE, l'ERA, complète efficacement ce « *gouvernement* », que chapeautent un comité central de soixante-dix membres et un bureau politique plus restreint d'une dizaine de membres. Malgré d'inevitables divisions internes (entre chrétiens

et musulmans, en particulier), la puissante guérilla érythréenne peut se targuer de son ancienneté et de son expérience. Elle ne manquera pas d'en jouer lors des prochaines négociations de Londres.

A l'inverse de ses voisins d'Érythrée, les maquisards de la province du Tigré — l'ancienne de l'Abyssinie — n'ont fondé leur mouvement qu'en février 1975, après la chute de l'empereur. Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) ne revendique pas l'indépendance. Prônant l'avènement d'une Éthiopie démocratique, déterminé à redonner toute sa place à une province que les précédents régimes ont volontairement confinée dans le sous-développement, le FPLT est le mouvement d'opposants le plus redouté par le pouvoir central.

Les membres de la tribu Amhara, soutiens traditionnels des « *jababins* » installés à Addis-Abeba, craignent plus que tout la revanche des anciens parias du Tigré. Ce n'est pas un hasard si l'actuel premier ministre, M. Tesfaye Dinka, nommé en catastrophe il y a moins d'un mois, est d'origine tigréenne. Cela risque, cependant, de ne pas suffire à calmer les

passions. Les dirigeants du FPLT, qui ont longtemps affiché leurs sympathies pour Staline et pour l'Albanie d'Enver Hodja, ont été bien souvent moqués — y compris par leurs cousins d'Érythrée — à cause de leur « *archaïsme* » idéologique. La Ligue marxiste-léniniste du Tigré (LMLT), créée en 1985, constitue un des derniers fiefs des tenants de l'afro-communisme.

Son influence, encore dominante au sein du FPLT, commence cependant à être fortement contestée. Plus démunis que les Érythréens, les rebelles du Tigré n'ont pas moins marqué, depuis 1987, des victoires décisives contre l'armée gouvernementale.

## Nouvelles alliances

Depuis près de deux ans, grâce aux accords de coopération militaire conclus avec le FPLE, la province est passée entièrement sous contrôle du FPLT. Au fur à mesure de leur progression vers Addis-Abeba, les guérilleros tigréens ont été forcés de nouer — avec plus ou moins de bonheur — de nouvelles alliances avec les populations « *raïties* » à leur cause. C'est ainsi

qu'est né le Front populaire révolutionnaire et démocratique éthiopien (FPDRD), officiellement composé de quatre mouvements armés, mais que dirige, de fait, le FPLT. Parmi ces faibles alliés, figure le Front de libération Oromo (FLO). Bien qu'il dispose, comme les Tigréens et les Érythréens, d'un bureau à Khartoum, au Soudan, le FLO n'a d'autre choix, jusqu'à présent, que de jouer les forces d'appoint.

Face aux mastodontes érythréen et tigréen, les maigres troupes d'opposants qui commencent à relever la tête à Addis-Abeba pèsent aussi d'un moindre poids. Quant aux exilés, qui tentent de faire renaitre l'ancien Parti révolutionnaire du peuple éthiopien — dont les militants furent les principales victimes de la « *terreur rouge* » de 1978, aux côtés des militants marxistes-léninistes du Meison —, il leur faudra attendre encore longtemps avant de pouvoir faire entendre leurs voix. Les négociations sur l'avenir politique de l'Éthiopie ne s'engageront pas, en effet, avant qu'un cessez-le-feu ne conclu entre les guérillas et le « *nouveau* » régime.

CATHERINE SIMON

## L'espoir en pointillé

Suite de la première page

Un étudiant rassure les étrangers qu'il croise sur son chemin : « *Ne vous en faites pas, tout va bien ! Le président est parti mais quelqu'un d'autre a pris la suite.* » C'est à peine si, la veille, on a pu remarquer quelques soldats de plus dans les rues de la capitale où le couvre-feu avait été brusquement avancé de trois heures.

Les Éthiopiens, qui ne se livrent pas facilement, sont, aujourd'hui, dans l'expectative. Mais leur caractère réservé n'explique pas entièrement cette surprenante absence de réaction. Le départ du président Mengistu « *ne résout pas la question de l'unité nationale* », explique un professeur d'université. C'est sur ce thème de l'unité que le colonel Mengistu Haïlé Mariam avait construit l'essentiel de ses discours pour tenter de mobiliser la population contre les guérillas nordistes.

Le général Tesfaye Gabre Kidane, qui vient de lui succéder, reprendra-t-il le même flambeau, au risque de heurter les indépendantistes érythréens ? Quant aux maquisards du Tigré, on estime « *improbable qu'ils se contentent d'une transition pacifi-*

que, sans changement notable.

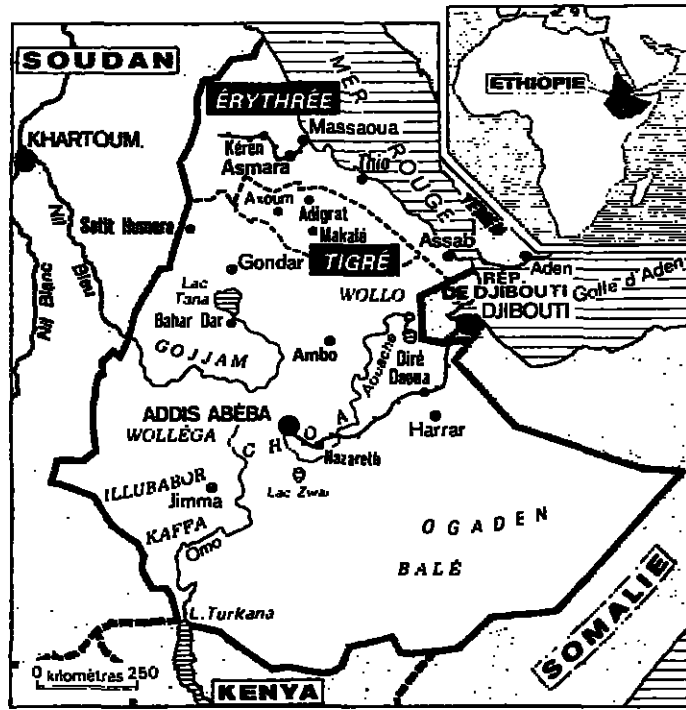
Les avant-postes des rebelles ne sont qu'à une centaine de kilomètres à l'ouest de la capitale, aux environs d'Ambo. On craint, ici, que les troupes du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), voyant dans le départ de l'ancien président un aveu de défaite, ne soient tentées de pousser l'avantage et de s'emparer d'Addis-Abeba.

Une analyse que ne partagent pas les milieux diplomatiques, qui rappellent l'ouverture de négociations, à Londres, le 27 mai, sous l'égide des États-Unis, entre le gouvernement et les mouvements d'opposition armée. « *Les rebelles arrivent en position de force après avoir obtenu le départ du chef de l'État et quelques brillants succès militaires depuis le début de leur offensive en février dernier* », explique un diplomate occidental. Il serait dans leur intérêt d'arrêter les combats avant l'ouverture des négociations.

Mais tous les mouvements politiques éthiopiens ne seront pas représentés dans la capitale britannique. Sous la pression des rebelles érythréens et tigréens, le gouvernement américain a renoncé à inviter l'opposition en exil, qui exige un changement de régime tout en se prononçant pour le maintien de l'unité de l'Éthiopie. « *Ceux-là ont une influence plus politique que militaire* », explique-t-on à l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, et ils pourraient jouer un rôle dans les négociations ultérieures, l'essentiel étant pour le moment d'obtenir un cessez-le-feu.

Pour le professeur Mesfin Wolde Mariam, auteur d'un manifeste rendu public début avril, et qui demandait un changement de gouvernement, « *le départ du président Mengistu crée sans aucun doute de nouvelles conditions pour le dialogue* ». Le président par intérim est, d'après lui, plus ouvert et beaucoup moins ambitieux que son prédécesseur, même s'il était l'un de ses proches. A l'en croire, le gouvernement est, aujourd'hui, « *beaucoup plus à l'écoute des conseils et suggestions venant de l'extérieur* comme de l'intérieur du pays ». Selon lui, les réactions négatives des rebelles sont compréhensibles dans la mesure où ces derniers sont décidés à prendre le pouvoir par la force et à dédaigner une solution pacifique.

JEAN HÉLÈNE



## Sécheresse et rébellions

## Des dizaines de milliers de réfugiés en quête de pain et de paix

DERWANAJI (est de l'Éthiopie) de notre envoyé spécial

Chassés par la guerre civile qui ravage la Somalie depuis des mois et réfugiés dans un pays, l'Éthiopie, lui-même en proie à la guerre et à la famine, près d'un million de personnes se trouvent, aujourd'hui, dans une situation critique. Malgré les appels au secours lancés dès septembre, l'aide internationale, qui leur permet de survivre, est insuffisante et tardive.

Au fil des conflits armés, aggravés par les querelles ethniques et les catastrophes climatiques, deux grands groupes de victimes se sont agglutinés, ces dernières années, le long de la frontière somalo-éthiopienne. Le dernier arriviste est formé de quelque 200 000 Éthiopiens de langue somalie qui avaient fui leur pays lors de la guerre de l'Ogaden en 1977. Réfugiés dans des camps du nord de la Somalie, ils sont, depuis cette époque, assistés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). La plupart de ces « *rapatriés* » appartiennent aux ethnies ogaden

et gadaboursi qui avaient pris fait et cause pour le régime du général Siyad Baré contre les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) dominé par leurs grands rivaux, les Issaks, majoritaires dans le Nord.

Après la chute du général Baré, en janvier, des dizaines de milliers de réfugiés éthiopiens, pris de panique, avaient alors fui les camps pour regagner leur pays.

## Camp de fortune

Déjà affamés depuis des mois, du fait de la guerre et de l'arrêt de l'aide du HCR, beaucoup, à commencer par les enfants, sont morts en route. Les autres sont venus échouer à Derwanaji, un camp de fortune monté dans une zone montagneuse semi-désertique qui marque la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie.

Ici, les séquelles de la guerre et d'un exode infernal marquent encore les corps et les mémoires : carences alimentaires prononcées, mortalité infantile élevée, familles décimées, vieillards à l'abandon. A la mi-mai, trois mois après l'ouverture du camp, et en dépit des efforts fournis par certaines organisations humanitaires, notamment britanniques, les quelque 150 000 occupants de Derwanaji restaient dans une situation très précaire.

Tout ici fait défaut : la nourriture, l'eau, les soins, les abris. Sur ces hauts plateaux du bout du monde, l'aide arrive, littéralement, au compte-gouttes, et le tableau donné par le chef de camp éthiopien, M. Ali Ismaïl, se passe de commentaires : depuis février, le déficit en blé, en eau et en huile

(les réfugiés ne reçoivent pratiquement rien d'autre) a été en moyenne de 80 % par rapport aux besoins. Malgré la gravité de la situation, le camp n'avait toujours pas un seul médecin à la mi-mai.

Pour ces populations, passées naguère du côté de l'adversaire, les autorités éthiopiennes ont décrété une amnistie, et le HCR met sur pied un programme d'aide au retour au village : un mois de nourriture, un peu d'argent pour le voyage. Après douze années d'absence, beaucoup appréhendent d'autant plus ce retour que la sécheresse sévit et nouveau dans les campagnes éthiopiennes.

Plus au sud, quelque 600 000 réfugiés somaliens aimeraient bien, eux aussi, rentrer chez eux. Ceux-là sont des Issaks originaires d'Hargeisa, capitale du nord de la Somalie. Tous ont fui en août 1988, lorsque le président Baré, en représailles aux premiers faits d'armes du MNS, et pour punir le Nord de ses sympathies envers les rebelles, avait envoyé son aviation bombarder la ville. Exodes croisés, drames identiques.

Ici aussi, les récits débordent de violence, de fuites paniques, de ruines et de morts. La population d'Hargeisa s'est transportée à Har-tisheik, un immense camp implanté du côté éthiopien. Ici, la vie quotidienne a repris une partie de ses droits, même si la tragédie et les pénuries ne sont jamais bien loin. Les réfugiés sont bien traités par les Éthiopiens, et l'influence du MNS est forte. A la mi-mai, les gens parlaient de l'imminence de l'indépendance du Nord, proclamée le 17 mai, et rêvaient de rentrer « *chez eux* » au plus tôt.

Mais Hargeisa n'est pas seulement détruite ; elle a été pillée et

ses environs sont minés. Pour hâter le retour des habitants, il faudrait que la communauté internationale aide à reconstruire la ville. Il faudrait surtout que la Somalie soit en paix. Or, si le Nord est relativement calme, d'autres régions le sont moins. En témoignent les arrivées quotidiennes de nouveaux réfugiés.

## Lassitude internationale

Ces désastres-là ne sont pas les seuls, loin de là. Si l'aide occidentale n'est pas à la hauteur des besoins, ce n'est pas seulement parce que l'exode somalien est plus important que prévu et que les pays donateurs ont trop tardé. C'est parce que viennent s'y ajouter les dégâts provoqués en Éthiopie même par trente années de guerre civile et par une nouvelle vague de sécheresse. C'est aussi parce que la même situation prévaut depuis longtemps au Soudan voisin. Bref, dictatures militaires, conflits internes, sous-développement, calamités naturelles et jeu des puissances étrangères n'en finissent pas d'alimenter les bétonnières et les exodes dans toute la corne de l'Afrique. Et de coûter à la communauté internationale des fortunes qui pourraient être mieux employées.

Enfin, cette accumulation de désastres finit par lasser une opinion internationale sollicitée par d'autres drames. A Addis-Abeba, des responsables de l'ONU et de la CEE le disent avec une franchise inhabituelle : « *Cela ne peut plus durer. Si les belligérants ne s'entendent pas bientôt pour faire cesser leurs guerres, c'est l'aide alimentaire qui risque de cesser.* »

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

## Israël est inquiet pour les falachas

JÉRUSALEM de notre correspondant

Prudence et expectative. Le gouvernement israélien s'est soigneusement gardé de commenter le départ du président Mengistu et espère pouvoir maintenir des relations avec les nouveaux détenteurs du pouvoir à Addis-Abeba. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a fait seulement part de son inquiétude pour le sort des quelque 18 000 à 20 000 juifs éthiopiens — qui attendraient de pouvoir quitter Addis-Abeba pour Israël. Ils auraient été retenus en otages par le colonel Mengistu qui cherchait à « *monnayer* » leur départ en échange d'une aide militaire israélienne.

## Des intérêts communs

L'Etat hébreu s'est trouvé dans une situation embarrassante, à la fois tenté de « *consolider* » un régime avec lequel les relations diplomatiques avaient été renouées il y a deux ans, et soumis à de très fortes pressions de Washington pour ne pas livrer d'armes à M. Mengistu. Comme on lui demandait si les États-Unis allaient intervenir pour venir à l'aide des falachas, réunis dans des camps de transit à Addis, l'ambassadeur américain en Israël, M. William Brown, s'est contenté de répondre : « *La situation est délicate.* »

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a observé qu'Israël et l'Éthiopie avaient « *des intérêts fondamentaux communs qui devraient pouvoir être préservés quel que soit le régime en place à Addis* ». Le ministre voulait dire par là que l'Éthiopie et Israël, pays non arabes riverains de la mer Rouge, devaient s'entendre pour que cette mer ne devienne pas

« *une mer arabe* », une zone sous influence exclusive des États arabes.

Israël assure que les rebelles tigréens et érythréens bénéficient du soutien de la Libye et d'autres pays arabes « *radicaux* ». Les milieux officiels craignent que le poids de ces mouvements sur le nouveau pouvoir à Addis-Abeba ne se traduise par une politique anti-israélienne, avec, notamment, un arrêt de l'émigration des falachas.

Conformément à une décision de l'Organisation de l'unité africaine, l'Éthiopie avait rompu les relations diplomatiques avec Israël au lendemain de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Elles ont été rétablies en novembre 1989 mais certaines sources affirment que l'« *étroite coopération* » entre les deux pays n'a jamais totalement cessé. En 1984, une opération en principe clandestine — l'« *opération Moïse* » — en fait un pont aérien à partir du Soudan, avait permis l'émigration de quelque 20 000 juifs éthiopiens... avant d'être brutalement interrompue après que la presse israélienne en eut révélé l'existence.

ALAIN FRACHON

(Publicité)

## CENTRE RACHI

LEÇON

JEUDI 23 MAI 1991

à 20 h 30

sur le thème

« *RABBI YOHANAN BEN ZAKAI*

OU LA SURTÈNE DANS LA PAROLE

par

Elie WIESEL, Prix Nobel de la Paix

Sous la présidence de

Rav Léon ASKENAZI (Mossad) P.A.F.

CENTRE RACHI

30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS

Tél. : 43-31-75-47

سكنى من الامم



## DIPLOMATIE

Refroidissement soviéto-américain

### Les divergences sur le désarmement conventionnel n'ont pas été surmontées

WASHINGTON  
Correspondance

Les entretiens qu'a eus mardi 21 mai, au deuxième jour de sa visite à Washington, le général Moïseïev, chef d'état-major soviétique, avec les dirigeants américains n'ont pas permis d'éliminer l'obstacle principal bloquant la ratification du traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE).

De nouveau, les Américains ont rejeté les arguments de Moscou, qui demande que quatre unités navales soviétiques et leurs armements (1 100 chars, des véhicules blindés et de l'artillerie) échappent aux réglementations du traité. Les Américains soupçonnent les Soviétiques de tenter de renégocier le traité signé le 19 novembre en vertu duquel l'Union soviétique devrait détruire environ sept fois plus d'armements que l'Occident pour arriver à la parité entre les forces de l'OTAN et celles de l'an-

ciens pacte de Varsovie. On souligne au département d'Etat qu'une rencontre Bush-Gorbatchev ne pourra avoir lieu tant que cette controverse ne sera pas résolue.

D'autre part, le département d'Etat a réagi avec prudence à la législation sur l'émigration adoptée par le Soviet suprême. On voudrait obtenir de Moscou des éclaircissements sur l'application, jugée ici trop lente, de la loi, avant d'assurer au Kremlin les avantages commerciaux (clause de la nation la plus favorisée) promis à M. Gorbatchev au sommet de Washington de 1990.

La demande de M. Gorbatchev de participer au prochain sommet des pays industrialisés à Londres est aussi froidement accueillie. Les dirigeants américains excluent que le président soviétique prenne part aux travaux du sommet. Il pourrait tout au plus être invité à prendre la parole, soit avant, soit après les discussions.

HENRI PIERRE

La visite de M. Jozsef Antall à Paris

### La France et la Hongrie signeront prochainement un traité de coopération

L'adhésion future de la Hongrie à la CEE et la signature très prochaine d'un accord de coopération entre la France et la Hongrie ont constitué les points principaux des entretiens qu'ont eus, mardi 21 mai à l'Elysée, M. Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall.

On indiquait à l'issue de la rencontre que le traité de coopération devrait être signé « très vite », peut-être dans un mois à Budapest. Un traité qui, selon M. Antall, ne sera pas seulement formel mais servira à promouvoir concrètement « la coopération et la solidarité » entre les deux

pays. Le premier ministre hongrois a expliqué qu'il avait fait le point des relations actuelles entre son pays et la CEE en rappelant que, déjà, divers accords avaient été trouvés mais qu'il restait des « difficultés concernant les importations de produits agricoles ». Il a répété que, dans un premier temps, il souhaitait que la Hongrie puisse être associée à la Communauté avant d'y adhérer à terme. Le premier ministre hongrois a, en outre, renouvelé son appui au projet de « coopération européenne » lancé par M. Mitterrand ainsi qu'à « tous les efforts d'intégration européenne ». — (AFP)

## ALBANIE

### La grève générale continue

Les syndicats indépendants albanais ont rejeté l'offre du gouvernement d'augmenter les salaires de 50 % et ont appelé, mardi 21 mai, à la poursuite de la grève générale qui paralyse le pays depuis six jours. La Fédération des syndicats indépendants demande des augmentations de salaire de 50 % à 100 % et l'ouverture d'une enquête sur la mort de quatre militants de l'opposition, fin avril, lors d'une manifestation à Shkoder. Le gouvernement n'a pas évoqué l'ouverture d'une telle enquête, et a exclu les mineurs des hausses de salaires proposées. Les syndicats craignent en outre que les augmentations de salaires ne soient effacées par la hausse des prix, en cours de libération. — (Reuters)

## CHILI

### Démocratisation des institutions locales

Prononçant un long discours, mardi 21 mai, lors de la séance inaugurale de la session législative ordinaire, le président Patricio Aylwin, poursuivant la démocratisation du régime, a annoncé à ses compatriotes qu'ils pourront élire l'an prochain les conseils municipaux et régionaux. Le projet de loi déposé à cet effet par le gouvernement sera favorablement accueilli par les parlementaires, le principal parti conservateur, Rénovation nationale, et la majorité présidentielle étant parvenues, après de longues tractations, à un accord sur la démocratisation des institutions locales.

Quant aux réformes constitutionnelles qui figuraient dans le programme électoral de la coalition de centre-gauche aujourd'hui au pouvoir, leur approbation « dépendra des circonstances », a prudemment affirmé le chef de l'Etat. En revanche, il a manifesté

## A TRAVERS LE MONDE

son espoir de voir promptement réformer la justice, gravement compromise par la passivité dont elle fit preuve sous la dictature. La nécessité de restructurer et de moderniser l'appareil judiciaire est d'ailleurs admise par tous les partis politiques. Enfin, le chef de l'Etat a réaffirmé sa volonté de combattre le terrorisme, dont la recrudescence « préoccupe la population ». Mais il a tenu à préciser que la répression « ne peut ni ne doit être synonyme de barbarie, de torture ou de traitement inhumain ». Une mise au point d'autant moins inutile que des députés ont dernièrement accusé les carabiniers d'exercer à nouveau des sévices sur certains prisonniers. — (Corresp.)

## CORÉE DU SUD

### M. Ro Jai-bong, premier ministre, a démissionné

Le premier ministre sud-coréen, M. Ro Jai-bong, a présenté en personne, mercredi 22 mai, à la « Maison bleue » sa démission au président Roh Tae-woo, assumant ainsi la responsabilité de quatre semaines de protestations nationales contre le gouvernement, a annoncé son principal conseiller. Dans un bref communiqué, le premier ministre présente « ses excuses au peuple (sud-coréen) et offre sa démission pour permettre au président Roh de s'occuper des affaires d'Etat ».

Nommé il y a six mois, M. Ro Jai-bong explique qu'il a pris cette décision pour apaiser la crise politique qui agite la Corée du Sud depuis le décès d'un étudiant battu à mort par la police le 26 avril dernier. Le président Roh Tae-woo après avoir dans un premier temps refusé cette démission l'a acceptée. Le chef de l'Etat devrait à présent procéder à un remaniement partiel de son équipe gouvernementale : « Le premier ministre a démissionné. Quelques ministres seront changés », a précisé un porte-parole de la présidence. La poste de premier ministre en Corée du Sud a essentiellement une valeur honorifique, mais cette démission est remarquable par sa

portée symbolique pour calmer les tensions politiques. Elle intervient aussi au moment où le Parti démocratique libéral au pouvoir se prépare pour six élections nationales au cours de dix-huit prochains mois, dont celle à la présidence du pays, M. Roh Tae-woo ne pouvant plus se représenter. — (AP, AFP)

## ISRAËL

### M. Walesa assure que la Pologne ne vendra plus d'armes aux pays du Proche-Orient

Le président polonais, M. Lech Walesa, a assuré, mardi 21 mai, au ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, que la Pologne ne reprendra pas ses ventes d'armes aux pays du Proche-Orient. M. Walesa a demandé par la même occasion l'aide de l'Occident pour reconstruire les usines d'armement polonaises. M. Arens a déclaré qu'il « appréciait l'attitude de la Pologne compte tenu de l'importance de la production d'armes de ce pays ». Le ministre du commerce extérieur polonais, M. Dariusz Ladwowski, a précisé que son pays avait livré des chars de modèle soviétique à la Syrie et avait été un gros fournisseur d'armes de l'Irak, livraisons interrompues depuis l'an dernier.

Au deuxième jour de sa visite en Israël, le président polonais s'est recueilli à Jérusalem au Mémorial de l'Holocauste, Yad Vashem, dédié aux six millions de juifs exterminés par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Il s'est ensuite rendu dans la vieille ville et a emprunté la via Dolorosa, avant

de se recueillir au Saint-Sépulchre. Puis il a gagné Bethléem pour y visiter la basilique de la Nativité. — (AFP)

## KOWEÏT

### Report d'un procès pour collaboration

Après l'appel au respect de la justice lancé la veille par le président George Bush, les autorités koweïtiennes ont annoncé, mardi 21 mai, que le procès de vingt-quatre personnes poursuivies pour collaboration avec l'occupant irakien serait reporté au 1<sup>er</sup> juin afin de laisser à la défense le temps d'étudier le dossier.

Les inculpés, pour la plupart d'origine palestinienne, doivent être jugés en cour martiale pour avoir travaillé au journal *Nidas*, qui était l'organe du gouvernement de Bagdad dans l'émirat après l'invasion. Deux sont poursuivis par défaut. Lors de l'audience préliminaire de mardi, les vingt-deux autres ont tous déclaré qu'ils plaideraient non-coupables.

La justice koweïtienne avait prononcé dimanche des peines d'emprisonnement contre cinq résidents irakiens. La plus lourde peine — quinze ans — avait été infligée à un jeune homme qui avait porté un tee-shirt à l'effigie de M. Saddam Hussein.

La France « suit avec préoccupation ce qui peut se passer au Koweït à l'égard des droits de l'homme », a déclaré mardi à Paris M. Daniel Bernard, porte-parole du ministère des affaires étrangères, à propos de ces procès. Il a indiqué que M. Roland Dumas avait abordé cette question avec l'émir lors de sa récente visite au Koweït. — (AFP, Reuters)

o RECTIFICATIF. — L'article consacré au remaniement ministériel en Egypte, dans *le Monde* du 22 mai, comportait une erreur due à une homonymie : le surnom de Hitler n'était pas celui du nouveau ministre de la défense, mais celui d'un autre général Tantaoui, haut fonctionnaire au ministère de la défense.

o PRÉCISION. — A la suite de la publication de l'interview du premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall (*le Monde* du 21 mai), les services du premier ministre précisent que la lettre d'invitation au président Hiescu lui a été remise par M. Ferenc Somogyi, secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères, et non par M. Antall lui-même.

## 36 577 Maires de France lui font confiance



Alain TRAMPLIGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE EXPO.

### MAIRIE EXPO 91 LYON Un marché de 690 milliards de Francs

Depuis 8 ans tous les Maires sont fidèles au rendez-vous de MAIRIE EXPO, toujours à la recherche d'entreprises partenaires, de fournisseurs, d'innovations. Premier Ministre-Maire, Ministres-Maires, Députés-Maires, Sénateurs-Maires, Chefs d'Entreprises-Maires ou Maires ruraux, on vient à MAIRIE EXPO rencontrer les entreprises fournisseurs, échanger des expériences, visiter la vraie vitrine de la vie communale, nationale et européenne. Ni congrès d'étus, ni kermesse d'association, encore moins rassemblement politique de droite ou de gauche. MAIRIE EXPO c'est le marché annuel pour une gestion vigilante de l'argent public dans la rigueur et la transparence.

du 23 au 26 septembre 1991 EUREXPO LYON

Informations : 79, Avenue Marceau, 75016 PARIS - Tél. (1) 47.23.79.79

## L'ASSASSINAT DE RAJIV GANDHI

Les réactions à l'assassinat de M. Rajiv Gandhi ont été nombreuses à travers le monde. Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu, mercredi 22 mai, M. Roland Dumas a renouvelé la condamnation de la France à l'égard du « caractère odieux » de l'attentat contre Rajiv Gandhi, tandis que le président de la République précisait que l'ancien premier ministre indien était « un pont, par sa personnalité même, entre les pays du tiers monde et l'Occident, l'un des porte-parole des pays du tiers monde et en même temps un homme de modernité ». Dans les minutes qui ont suivi l'annonce de l'attentat, M<sup>me</sup> Edith Cresson, le président Bush et M. John Major ont exprimé leur consternation. Le LTTE, mouvement séparatiste tamoul du Sri-Lanka, accusé par un groupe rival d'avoir perpétré l'attentat, a affirmé n'y être pour rien.

Pour le premier ministre français, il s'agit d'« un

très grand malheur pour la démocratie ». « Un assassinat, c'est toujours horrible : après Indira Gandhi, son fils. On peut être inquiet naturellement sur le système. Pourtant, l'Inde a bien besoin de stabilité », a-t-elle déclaré lors de la fête organisée par le PS pour célébrer les dix ans de présidence de M. François Mitterrand.

De son côté, le porte-parole du Quai d'Orsay a exprimé « une réaction de considérable tristesse en France et de consternation », souhaitant que cet attentat ne soit pas « le signal d'un déclenchement d'une violence en chaîne ». « Ce crime frappe une nouvelle fois une famille qui a donné depuis l'indépendance trois premiers ministres à l'Inde. Mais surtout il frappe un homme qui est venu souvent en France, qui est un ami de la France. »

Aux États-Unis, M. George Bush a qualifié la mort de l'ancien premier ministre indien de « tragédie », soulignant qu'il éprouvait « une réelle amitié » pour cet homme « bien ». « C'est une véritable tragédie (...). Je ne sais pas où va le monde, mais c'est très triste que cet homme jeune perde la vie comme cela (...). Je ne suis pas découragé par le monde, mais par cela, certainement (...). Lorsque des gens ont recours à une violence de cette nature, dans une démocratie ou n'importe où dans le monde, c'est tout simplement effroyable. »

A New-York, le secrétaire général des Nations unies a rendu hommage au disparu « dont l'impact était sensible non seulement dans son propre pays, mais partout dans le monde ». A Londres, M. Major a qualifié Rajiv Gandhi d'« homme très brave (...) aux très rares qualités » et qui « nous manquera beaucoup ». A Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev s'est déclaré « profondément choqué par la nouvelle de ce terrible crime. Nous sommes remplis d'indignation ». A Pékin, le premier ministre Li Peng a envoyé un télégramme de con-

dolescentes à son homologue indien, M. Chandra Shekhar, lui faisant part de son « choc et de sa profonde tristesse » devant la mort de cet « homme d'État exceptionnel, bien connu du peuple chinois comme un ami qui a contribué de manière positive à l'amélioration et au développement des relations sino-indiennes ».

Enfin, au Pakistan, pays dont les relations avec l'Inde sont actuellement tendues, le président Ghulam Ishaq Khan a décrit l'attentat comme « un acte de terrorisme et de couardise ». « Je suis, a-t-il ajouté, profondément choqué d'apprendre cette mort inattendue. » Le chef du gouvernement, M. Nawaz Sharif, a pour sa part annoncé qu'il assisterait aux obsèques. L'ancien premier ministre, M<sup>me</sup> Bénazir Bhutto, qui avait été accusée par ses adversaires politiques d'être trop liée à Rajiv Gandhi, a qualifié sa disparition de « grande perte ». — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

### L'intervention militaire indienne à Sri-Lanka

Le gouvernement de Rajiv Gandhi avait été marqué par l'intervention des troupes indiennes à Sri-Lanka où, depuis 1983, une guerre civile sanglante fait rage entre Cinghalais, au pouvoir à Colombo, et minorité tamoule vivant dans le nord et l'est du pays. Le gouvernement d'Indira Gandhi était déjà intervenu en 1971 dans l'île. Il avait, à la demande du premier ministre sri-lankais de l'époque, M<sup>me</sup> Bandaranaike, aidé à l'écrasement de l'insurrection gauchiste du JVP.

M. Gandhi se trouvait soumis à

la pression des Tamouls indiens du Tamil-Nadu, où s'étaient réfugiés plus de cent mille de leurs cousins qui avaient fui le Sri-Lanka. Après avoir tenté à plusieurs reprises d'imposer sa médiation entre le président sri-lankais, M. J. R. Jayewardene, et les mouvements séparatistes tamouls, — en particulier le plus puissant d'entre eux, le LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) — Rajiv Gandhi avait annoncé, en juin 1987, l'envoi direct d'aide aux civils tamouls de l'île, victimes du conflit. Le

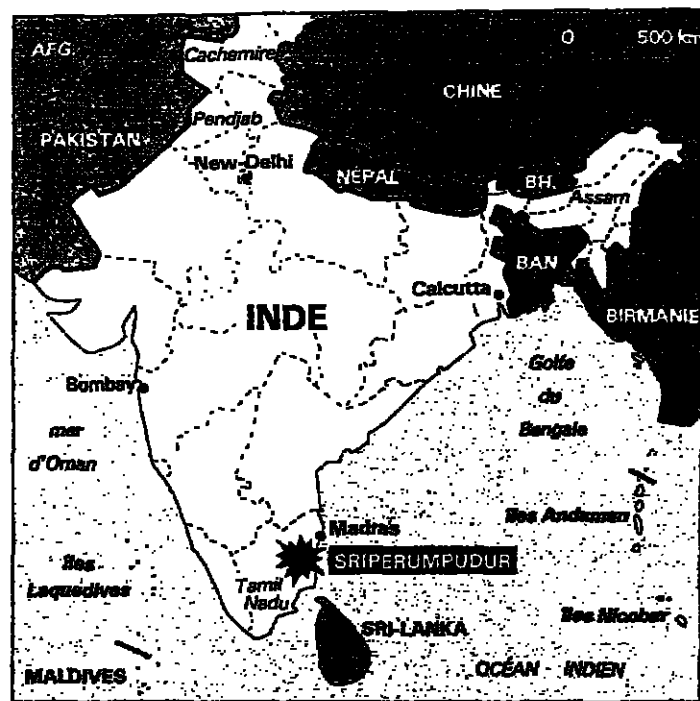
mois suivant, passant outre à l'opposition des deux adversaires, il décidait de dépêcher à Sri-Lanka un corps expéditionnaire.

Les premiers mille sept cents j'awans (soldats) débarquaient le 30 juillet. Les effectifs indiens allaient vite se monter à quarante-cinq mille hommes. Contrairement à ce qu'avait espéré New-Delhi, les Tigres ne déposèrent pas les armes, mais engagèrent rapidement le combat contre les Indiens, en même temps qu'ils procédaient à l'éli-

mination physique des organisations séparatistes rivales.

Les pertes furent très lourdes de part et d'autre — et encore plus parmi des civils pris entre deux feux — sans qu'aucun camp pût se faire entendre. Tirant la leçon de cet échec et cédant aux pressions du gouvernement de Colombo qui exigeait leur départ, New-Delhi décidait le 29 juillet 1989 de retirer ses troupes. Depuis, les combats ont repris de plus belle entre forces gouvernementales sri-lankaises et Tigres.

P. de B.



## ONLY-NICE.

**Avec 1 vol par heure, vous verrez qu'un avion se met facilement dans un agenda.**

NICE	655
NICE	735
NICE	835
NICE	955
NICE	1055
NICE	1155
NICE	1255
NICE	1355
NICE	1455
NICE	1555
NICE	1655
NICE	1755
NICE	1855
NICE	1955

**AIR INTER**

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS AIR INTER PARIS (45 39 25 25) OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

### Les quatre principaux partis

Trois principales formations politiques s'opposent au Congrès-I de M. Rajiv Gandhi pour les élections législatives indiennes qui avaient débuté dimanche 19 mai : la Janata Dal, de l'ancien premier ministre V. P. Singh, le Bharatiya Janata Party (BJP), hindouiste de droite, de M. Lal Krishnan Advani, et le Parti communiste. Le scrutin, qui devait se poursuivre les 23 et 26, a été reporté au mois de juin à la suite du drame.

Le Janata Dal, coalition regroupée autour de l'ancien ministre des finances et de la défense de M. Rajiv Gandhi, limogé en 1977 pour avoir vivement critiqué les pratiques de M. Rajiv Gandhi et de ses amis, était sorti vainqueur des élections de 1989 avant d'être renversé en novembre dernier. Bien que son chef, M. V. P. Singh, soit d'origine princière, il avait proposé, en août 1990, de réserver 27 % des emplois publics aux castes inférieures, suscitant un violent mouvement de protestation des hautes castes. Mais cette coalition est fragile et risquait d'écarter en cas de victoire du Congrès.

Le BJP est un parti religieux, héritier des mouvements hindouistes extrémistes auxquels il a donné une sorte de respectabilité. Ce qui ne l'a pas empêché d'être à l'avant-garde des revendications communis-

tes, en lançant par exemple la campagne antimusulmane pour détruire la mosquée d'Ayodhya et la remplacer par un temple hindou, ce qui avait suscité de violentes émeutes. Il trouve son meilleur soutien dans la « ceinture hindoue » du nord du pays.

Les communistes, qui avaient soutenu le gouvernement du Janata Dal sans y participer, ne sont pas assez puissants pour espérer gouverner le pays. Ce qui ne les empêche pas d'administrer des États comme le Bengale occidental. Ils étaient jadis divisés en « pro-soviétiques », « pro-chinois » et « marxistes ».

Le Congrès-I, héritier du Parti du Congrès, qui est resté au pouvoir en Inde pendant près de quarante ans depuis l'indépendance, est demeuré, en dépit de sa défaite en 1989, la première formation politique indienne et la mieux implantée à travers le pays.

Il faut compter aussi avec les partisans du premier ministre sortant, M. Chandra Shekhar, peu nombreux, mais tentés de rejoindre le parti qui aurait des chances de former le nouveau gouvernement. Enfin, il existe de nombreux partis régionaux, Akali Dal au Pendjab, ADMK au Tamil-Nadu... Mais, à l'exception de ces deux derniers partis, ils présentent rarement des candidats aux élections législatives.

Atlas du  
Monde Arabe

Géopolitique et Société

Du Golfe au Maghreb  
pour mieux comprendre  
les enjeux



صكنا من الامل

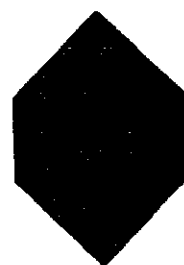
• Le Monde • Jeudi 23 mai 1991 7

Imaginez un partenaire informatique  
qui aurait toujours l'homme qu'il vous faut,  
qui connaîtrait bien votre métier,  
qui maîtriserait les coûts et les délais,  
qui partagerait votre enthousiasme,  
et qui vous suivrait longtemps.

Vous venez très précisément de décrire Axime.

3 900 personnes unies au sein d'un groupe de services et d'ingénierie de plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Nous sommes les premiers dans l'informatique bancaire et financière, dans la monétique, dans la télématique, dans le marketing direct et parmi les premiers dans les métiers de l'ingénierie, de l'intégration de systèmes, de la formation, des progiciels et du facilities management.

**AXIME**



137, bd Voltaire - 75011 PARIS - Tél. 40.09.30.00 - 36 14 code Axime

NICKEL

## L'ASSASSINAT DE RAJIV GANDHI

## L'échec de « M. Propre »

En une dizaine d'années à peine, la dynastie des Nehru a été décapitée : après Sanjay, son frère cadet, mort en 1980 dans un accident d'avion, après sa mère Indira, assassinée par des terroristes sikhs le 31 octobre 1984, c'est au tour de Rajiv Gandhi de succomber sous les coups des tueurs. Le nom même de Gandhi semble porter malheur en Inde puisque le mahatma — qui n'avait pourtant aucun lien de parenté avec le fils et les petits-fils de Nehru — avait lui-même été victime d'un extrémiste hindouiste en 1948.

La mort, à quarante-six ans, de Rajiv Gandhi, met fin au règne d'une dynastie qui a gouverné l'Inde pendant la plupart de ses quarante-quatre années d'indépendance, à laquelle l'avaient conduite le mahatma Gandhi et le pandit Nehru (1). Déjà, cette indépendance — sous la forme d'une partition avec le Pakistan musulman — s'était effectuée dans une explosion de violence qui avait fait des morts par centaines de milliers.

Aujourd'hui, l'Inde semble être revenue à ses vieux démons, aux oppositions sanglantes entre castes, ethnies, religions et partis politiques. On est bien loin de l'image de l'homme à la rose qu'était projeté Nehru, ou de celle d'un pays paisible vivant sous les enseignements de la « non-violence » de l'hindouisme. Lors de sa prestation de serment comme premier ministre, quelques jours après la mort de sa mère, Rajiv avait déclaré : « Cette violence, si elle n'est pas stoppée, nous détruira... Elle détruit tout ce en quoi l'Inde croit et espère... »

**Aider  
maman**

Il était né le 20 août 1944, juste trois ans avant l'indépendance. Il avait passé son enfance dans l'entourage de son grand-père Nehru, dont Indira était à l'époque la fois la « gouvernante » et le principal conseiller. Vite séparée de son mari, elle s'était consacrée à ses deux fils, Rajiv et Sanjay — son préféré — et à la politique. Après des

études en Inde, Rajiv obtint un diplôme d'ingénieur à Cambridge.

Trois ans plus tard, en 1968, ce jeune homme timide et porté à l'embourgeoisement, après avoir triomphé de l'opposition de sa mère, une jeune italienne, cordiale à Cambridge, Sonia Maino, qui allait lui donner deux enfants. Tandis que son cadet Sanjay se lançait à corps perdu dans la politique aux côtés d'Indira Gandhi, devenue premier ministre en 1966, il entrait à la compagnie aérienne intérieure



Indian Airlines comme pilote. Discret, il se présentait alors à ses passagers comme le « Captain Rajiv ».

Cette carrière s'acheva brutalement en 1980. Il s'agissait de remplacer Sanjay, afin de perpétuer la dynastie, et d'effacer la mauvaise réputation laissée par cet enfant gâté de la vie politique indienne. Conscient de ses responsabilités — « Je ne fais pas de politique que si ça peut aider maman », — Rajiv finit par vaincre ses propres réticences et se présenta dans la circonscription familiale d'Amethi, en Uttar Pradesh. Élu triomphalement député le 15 juin 1981, il était peu après nommé membre du comité exécutif des Jeunesses du Congrès. En février 1983, Indira lui donna le galon en le nommant cosecrétaire général de son parti.

Rajiv était un homme d'une autre trempe que le reste de sa famille, pour ne pas parler des autres politiciens indiens, traditionalistes, rousés et experts à jouer des influences, des rivalités de clans, dénués de scrupules pour financer leurs entreprises. Il voulait incarner une nouvelle génération, formée à l'étranger, férue de modernisme, de progrès, de technologie.

**« Un bouton de rose  
parmi les choux »**

Les amis de Rajiv étaient alors surnommés les « computer boys » (les hommes de l'ordinateur) ou la « génération des Beatles ». Ils étaient jeunes, éduqués, enthousiastes. Universitaires, hommes d'affaires, technocrates, ces « yuppies » indiens voulaient changer l'Inde millénaire, la faire entrer dans le monde en secouant les pesanteurs du passé et les lourdeurs d'une bureaucratie engluée dans un « socialisme » paralysant. Pas étonnant que Rajiv, qui avait eu trois ans pour faire ses armes, sillonner le pays, prendre la mesure de la misère des campagnes arriérées, du sort déplorable des castes et tribus opprimées, ait suscité tant d'enthousiasme lorsqu'il succéda à sa mère à la tête du gouvernement et du parti du Congrès-I (1) pour l'Inde le 1<sup>er</sup> novembre 1984.

Un commentateur politique de l'époque le comparait à un bouton de rose dans un carreau de choux trop mûrs. Pour ses électeurs, il était tout simplement « M. Propre », et surtout le petit-fils de Nehru et le fils d'Indira. Ce qui ne le choqua qu'à : « Si le peuple décide de suivre une famille, c'est qu'il a confiance en elle », disait-il. Et c'est ce qui se passa lors des élections anticipées de décembre 1984, quand le Congrès-I refa quatre cents sièges sur cinq cents au Lok Sabha, le Parlement.

Élu avec la majorité la plus massive de l'histoire du pays — bien que son triomphe ait été un peu terni par la fraude et la violence, — Rajiv allait pouvoir mettre en œuvre ses bonnes intentions, nettoyer les écuries d'Augias de la politique

indienne, dynamiser une économie repliée derrière les murailles du protectionnisme et très liée au grand allié soviétique. Les « pourris » et les incompetents n'avaient qu'à bien se tenir face à la nouvelle équipe placée sous le signe de l'« efficacité ».

De fait, les cinq années de gouvernement de Rajiv ont apporté un souffle nouveau dans la société urbaine indienne. Les tabous du dirigisme ont été ébranlés, l'économie s'est graduellement ouverte sur l'étranger, permettant l'émergence d'un secteur privé, d'une classe moyenne qui plaiffait d'impatience et qui représentait aujourd'hui cent millions de personnes. Le premier ministre n'hésitait pas alors à s'en prendre au sacro-saint « socialisme » car « au nom du socialisme, ce mot dont on abuse, nous protégeons des industries inefficaces et coûteuses » et ce sont les pauvres qui paient.

Cette nouvelle société indienne représentait sans doute l'acquis principal de l'ère Rajiv. Les progrès ont même atteint les campagnes, où les récoltes de céréales ont battu tous les records. Et pourtant, 50 % d'Indiens vivent encore avec moins de cent francs par mois.

Mais « la plus grande des premières ministres indiennes » allait vite se heurter aux dures réalités de la politique. Dès son arrivée au pouvoir, il dut faire face à la crise du Pendjab, où une minorité de sikhs extrémistes, déjà responsables de l'assassinat d'Indira Gandhi, s'étaient lancés dans une politique de terreur pour obtenir l'indépendance du « Khalistan ». L'accord conclu en 1985 entre Rajiv et les sikhs modérés fut rendu rapidement caduc par le meurtre de son principal interlocuteur et la violence repartit de plus belle. En octobre 1986, il avait déjà échappé à un attentat.

Le sanglant engrenage terroriste-répression fit des milliers de morts, sans qu'aucune solution n'apparaisse. Englué dans cette crise, Rajiv ne vit pas venir d'autres conflits ethniques et religieux qui allaient déchirer le pays, minant peu à peu son pouvoir : Assam, de la campagne électorale du Congrès, — aurait pu ramener la stabilité, apaiser les passions. Voire... Les crises du Pendjab et du Cachemire se sont cristallisées pendant son mandat, et si ses successeurs n'ont pas fait mieux, cela n'atténue en rien ce constat. Au début de son mandat, des accords avaient été signés avec les mouvements autonomistes, en Assam et au Pendjab.

On voit aujourd'hui ce qu'il en reste : l'Assam, lui aussi, est à feu et à sang. Plus grave peut-être : l'Inde — bien qu'il convienne de faire la part de la « paranoïa » diplomatique qui marque traditionnellement les relations entre les deux pays — accuse le Pakistan d'armer et de financer les rébellions qui se développent sur sa frontière ouest, ce qui n'est guère contestable.

Les relations entre Islamabad et New-Delhi sont devenues des phases de tension et de détente, mais restent empreintes de méfiance. La période d'instabilité qui s'ouvre aujourd'hui est à bien des égards dangereuse, parce qu'elle fragilise l'Inde. Partout ailleurs, en Asie du Sud, elle est considérée comme une super-puissance régionale qui inspire surtout la crainte.

Après l'échec de son intervention à Sri-Lanka, et alors que la communauté tamoule craint l'usage de l'armée sri-lankaise, New-Delhi se demande, une nouvelle fois, jusqu'où elle peut laisser faire les massacres. Au Tamil-Nadu, la solidarité reste forte avec les « cousins » tamouls sri-lankais : on verra plus tard s'il y a un lien entre la vie à plus de 150 personnes depuis le début de la campagne, encore inexplicable, de l'ancien premier ministre.

**Un risque  
d'implosion**

Mais ces crises externes sont potentiellement moins graves comparées aux périls qui menacent le consensus qui perdure, cahin-caha, dans la société civile. L'Inde de 1991 est menacée d'une véritable implosion. Le renouveau hindou, cette croisade fondamentaliste et nationaliste lancée par le Bharatiya Janata Party (hindouiste de droite), s'est répandu comme un incendie, obligeant chaque parti à donner des gages aux adhérents de Raux. Ces dernières semaines, cependant, devant la montée en

Cachemire mais aussi heurts entre hindous et musulmans, encore aggravés par l'entrée en lice des extrémistes hindouistes du BJP. L'affaire de la mosquée d'Ayodhya, sur laquelle Rajiv tergiversa longtemps, ne grandit pas son image. Au lieu de désamorcer la crise il la transforma en une véritable bombe à retardement.

De crise en crise, son pouvoir se délitait rapidement. Le Congrès-I perdit le contrôle de nombreux États. Le gouvernement — après des épurations spectaculaires de politiciens corrompus — commença à se déchirer et à perdre sa popularité. Après s'être débarrassé en 1985 de son cousin et rival, Arun Nehru, Rajiv limogea deux ans plus tard son ministre des finances, puis de la défense, M. V. P. Singh. Celui qui avait été son exécuteur des hautes œuvres, pourfendant corrompus et corrupteurs, avait pris sa tâche trop à cœur.

**Le scandale  
Bofors**

Car, très vite, « M. Propre » avait été pris au piège de la politique. Il était devenu autoritaire, menaçant les journaux qui le critiquaient, dénonçant « la main de l'étranger » derrière ses opposants. Au lieu d'éliminer ceux de ses partisans qui n'avaient pas renoncé aux vieilles habitudes pour financer le Congrès, il se mit à les défendre contre M. Singh. Sa crédibilité en fut gravement affectée quand éclata le scandale Bofors, dans lequel certains de ses proches furent accusés d'avoir touché d'énormes pots-de-vin de la firme suédoise à la signature d'un contrat pour la fourniture de canons.

Rajiv Gandhi dut aussi faire face à un environnement régional déstabilisé, dans un sous-continent où New-Delhi entendait renforcer sa prédominance. Les rapports avec le Pakistan qui — comme l'Inde — s'efforçait de se doter de l'arme nucléaire, demeuraient difficiles en dépit des efforts de Rajiv et de M. Bénézir Bhutto, qui avaient tous deux à cœur de consolider

des relations normalisées en 1972 par leurs parents. Mais c'est surtout avec le Sri-Lanka que Rajiv eut à faire puisqu'il y envoya, en juillet 1977, un corps expéditionnaire de quarante-cinq mille hommes qu'il dut retirer deux ans plus tard, après avoir subi de lourdes pertes mais sans être parvenu à rétablir un semblant de paix.

Tout en maintenant des relations étroites avec l'Union soviétique — dont sa mère avait fait le premier partenaire de l'Inde — Rajiv Gandhi a rééquilibré la diplomatie indienne en se rapprochant des États-Unis. Les rapports avec Washington furent néanmoins toujours difficiles, d'autant que New-Delhi conservait quelque faiblesse pour les régimes de Kaboul et de Pnom-Penh.

En dépit de ses bonnes intentions, Rajiv fut trop souvent faible et irrésolu. Il n'a pas réussi, finalement, à prendre en main son pays. Contrairement à ses intentions, il n'a pas changé l'Inde traditionnelle ; c'est cette dernière qui a eu raison de lui et il a laissé un pays dans un état encore plus grave qu'il l'avait trouvé. Car, s'il subit une cinglante défaite aux élections de novembre 1989 — perdant la moitié de ses sièges, — il n'existait aucune majorité stable pour lui succéder. M. V. P. Singh s'en rendit rapidement compte à ses dépens. La coalition qu'il avait formée éclata au bout de dix mois et M. Chandras Shekhar arriva au pouvoir grâce à la « coopération constructive » du Congrès. Après l'avoir soutenu comme la corde soutient le pendu, Rajiv le lâcha au début de l'année, sentant que l'heure était venue pour des élections anticipées, qu'il espérait remporter. L'histoire en aura décidé autrement.

PATRICE DE BEER

(1) La seule survivante est M<sup>me</sup> Manu Gandhi, la veuve de Sanjay qui, après s'être brûlée avec sa belle-famille, avait été ministre de l'environnement dans le gouvernement de M. V. P. Singh.

## Menaces sur l'unité de l'Inde

Suite de la première page

Le consensus incertain qui a permis, en dépit des éruptions régionales et religieuses, à cet immense pays de rester un. Surtout, cette mort ouvre trop d'incertitudes, remet en cause trop d'intérêts.

Au-delà des préoccupations partisans, qui vont certes rapidement reprendre le pas au moment où l'Inde est en plein processus électoral, chacun appréhende les conséquences immédiates de cette nouvelle tragédie. On se souvient des massacres anti-Sikhs qui avaient ensanglanté la capitale, en novembre 1984, tout de suite après la mort d'Indira, tombée sous les balles de ses gardes du corps sikhs. Ce carnage avait fait officiellement 2 503 morts. Les assassins étaient connus, désignés, ce qui avait déclenché la vindicte populaire. Ensuite, ce pogrom religieux n'avait pas été réprimé, comme s'il fallait que le sang appellât le sang.

Rien de tel pour l'instant, puisque les assassins de l'ancien premier ministre demeurent anonymes. Pourtant, trop vite peut-être, des responsables de la police ont affirmé la culpabilité des militants indépendantistes du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul), ces maquisards que l'armée indienne, sur ordre de Rajiv Gandhi, avait vainement tenté d'arrêter à Sri-Lanka. Il faudra sans doute trouver des responsables pour arrêter les rumeurs, offrir un apaisement ou un exutoire, bloquer en tout cas si possible la violence de ce peuple.

**Un pays  
fragilisé**

Cette explosion, le gouvernement intérimaire y a songé immédiatement : les forces de l'ordre, police et armée, ont été placées en état d'alerte maximale sur tout le territoire et les appels au calme, à commencer par ceux du premier ministre Chandras Shekhar et du président de l'Union, M. Venkatarman, se multiplient. Déjà, des

troubles sont signalés un peu partout, dans le Sud notamment, devenu la nouvelle terre de mission du Congrès depuis sa déroute électorale de novembre 1989 dans les États du Nord, dits de la « ceinture hindie ». La disparition du petit-fils de Nehru ouvre un vide immense au sein du Congrès, dont il était le ciment, mais aussi pour l'Inde entière.

Car, par-delà ses faiblesses et ses échecs, Rajiv était le symbole de l'Inde postindépendante. Il aurait pu devenir l'homme du « mouvement », celui qui allait peut-être réussir à faire sortir ce vieux pays du carcan des féodalités et de l'isolement économique qui l'empêchent de « décoller » vraiment. Il avait déjà commencé.

Cette ouverture a laissé des traces indélébiles, même si on assiste maintenant à une nouvelle

**Les « cousins »  
tamouls**

Les crises régionales d'abord, qui se sont muées en luttes armées contre le pouvoir central, avec trop de sang versé de part et d'autre pour que l'on puisse imaginer des solutions rapides. Le Pendjab sombre dans la violence orchestrée par les « fous du Khalistan », cette patrie mythique des indépendantistes sikhs. Le Cachemire brûle, en proie au terrorisme indépendantiste, fort de cette haine qui est aussi religieuse, du « pouvoir hindou », emporté par cette nouvelle jehad de l'islam. Dans ces deux régions, le gouvernement n'a su répondre que par la violence, cédant à une répression aveugle dénoncée par les organismes de défense des droits de l'homme. Rajiv, disait-on — c'était le thème

## Le 31 octobre 1984, Indira, déjà...

L'assassinat de Rajiv Gandhi est intervenu un peu plus de six ans après celui de sa mère, Indira, le 31 octobre 1984. Alors que M<sup>me</sup> Gandhi quittait sa résidence privée à New-Delhi pour se rendre à pied à son bureau, distant de quelques dizaines de mètres, deux de ses gardes du corps sikhs ouvrirent le feu sur elle.

Atteinte à l'estomac et à la poitrine par une douzaine de balles, M<sup>me</sup> Gandhi fut immédiatement hospitalisée et opérée par douze médecins et chirurgiens. Les efforts pour la sauver restèrent vains. Indira Gandhi, qui avait perdu beaucoup de sang, mourut trois heures après l'agression, à l'âge de soixante-sept ans.

L'un des meurtriers, Beant Singh, avait été abattu aussitôt

par les policiers. Le second, Satwant Singh, atteint de huit balles, fut opéré et jugé. Condamné à mort en janvier 1986, il fut exécuté le 6 janvier 1989. Dès l'assassinat d'Indira Gandhi, une vague de violence s'était déchaînée dans tout le pays, et trois mille Sikhs avaient été lynchés par des foules de fanatiques hindous.

La communauté sikh, à laquelle appartenait 15 millions des 730 millions d'Indiens, était entrée en rébellion ouverte contre le gouvernement central de New-Delhi, depuis l'assaut lancé contre le haut lieu de la religion sikh, le Temple d'or d'Amritsar en juin 1984. Indira Gandhi était la fille unique du premier chef de gouvernement de l'Inde indépendante, Jawaharlal Nehru.

سكوات الامل



## ASIE

Quarante ans après sa « libération pacifique » par Pékin

# Le Tibet continue de secouer la tutelle chinoise

La Chine célèbre, le 23 mai, le quarantième anniversaire de la « libération pacifique » du Tibet, une opération s'apparentant, aux yeux de l'opposition tibétaine en exil, à une annexion déguisée. Les autorités n'ont pas permis aux journalistes étrangers accrédités à Pékin d'assister aux cérémonies à Lhassa. Les diplomates occidentaux se sont tenus à l'écart de toute commémoration. Un déluge de propagande a inondé les médias officiels pour réfuter les thèses indépendantistes et justifier la suzeraineté historique de la Chine sur le « Toit du monde ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le volume de la propagande à la gloire des réalisations de la République populaire au Royaume des neiges et l'interdiction de se rendre à Lhassa pour la presse étrangère prouvent au moins *a contrario* que le régime se sait confronté à un problème sérieux. La confiance tranquille des années où personne ne lui cherchait noise sur ce sujet a laissé place à une attitude défensive, nerveuse, qui trahit l'appréhension : le trône chinois se sent menacé dans sa légitimité impériale.

La rhétorique de la Chine repose sur l'assertion, contestable, qui veut que Genghis Khan ait été... chinois. En effet, le pouvoir a repris la thèse de l'Empire voulant que les Mongols, qui s'installèrent dans la Cité interdite en 1271 pour un siècle, se fussent sinisés au point de renoncer à leur identité. Le Tibet ayant été annexé par les Mongols avant même que l'ensemble du territoire chinois ne passe sous leur contrôle, il ne peut donc qu'être chinois.

### Une loi martiale déguisée

Transposer le débat en Europe reviendrait à épiloguer quant à savoir si Charlemagne était allemand ou français. Pour Pékin, le débat est tranché par les précédents historiques. Dès 1792, a rappelé le *Quotidien du peuple*, le trône impérial (alors occupé par les Mandchous) avait promulgué à Lhassa une sorte de Constitution précisant notamment les rapports entre le « ministre résident » envoyé par Pékin et le clergé lamaïste, ainsi que les modalités de sélection des deux plus importants chefs religieux du Tibet, le dalaï-lama et le panchen-lama.

C'est dans cet esprit que fut conclu l'accord en dix-sept points du 23 mai 1951 entre le dalaï-lama et Pékin. Il donnait à la Chine la souveraineté sur le Tibet

en échange d'une certaine autonomie permettant de différer les réformes sociales. Mais, en même temps, un corps de l'Armée populaire de libération, commandé par le général Tan Sanguan, s'installait à Lhassa pour ne plus jamais en partir. Depuis lors, la loi martiale déguisée ne s'est plus vraiment relâchée.

### L'indifférence de l'Occident

L'Occident resta indifférent. La répression sanglante de la révolte de 1959, qui conduisit le dalaï-lama à s'exiler en Inde, ne souleva pas d'indignation internationale. Vint même un temps où des hommes d'État étrangers commencèrent à s'afficher à Lhassa. M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président, innova en 1980, durant une visite officielle en Chine. Les médias de Pékin se régalaient de le décrire devant une fresque symbolisant l'allégeance du pouvoir tibétain au trône chinois.

Depuis les émeutes anti-chi-

noises à répétition de 1987-89 et le drame de Tiananmen il y a deux ans, Pékin n'a plus la partie aussi belle en Occident. La polémique, la distinction du dalaï-lama par les jurés du prix Nobel de la paix, les inquiétudes sur l'avenir de Hongkong - qui doit être restitué à la Chine en 1997 - le souci permanent de justifier le présent par le passé, ont pour la première fois amené le régime communiste à répondre aux thèses indépendantistes, qu'il préférerait autrefois ignorer.

Parmi les réponses développées par Pékin, on a ainsi lu, ces dernières semaines, que le Tibet n'avait jamais été un véritable État, même après l'effondrement de l'empire mandchou en 1911, qu'il n'avait ni drapeau, ni armée indépendante, ni monnaie autonome, et que c'est en accord avec Pékin que son système de succession religieuse par réincarnation

avait été mis au point; que le « Grand Tibet » historique, sur lequel la Chine a grignoté des territoires étendus, n'était qu'une fiction.

A l'occasion, la propagande frise le racisme, arguant par exemple que les globules blancs des Tibétains seraient trop éloignés de ceux des Népalais pour que les deux peuples soient cousins. On devait en conclure que les Tibétains étaient plus proches des Chinois. Une sourdine a cependant été mise à cette affirmation. De même, la presse ne reprend plus l'argument employé en privé par certains fonctionnaires chinois, qui s'indignent de ce que, dans la vieille société tibétaine, les excréments du dalaï-lama aient été considérés comme sacrés, et donc consommables par le fidèle.

En revanche, Pékin ne se prive nullement d'exploiter les caractères les plus sordides de l'ancien système esclavagiste, y compris les sacrifices humains, pour mettre en valeur les progrès accomplis sous le socialisme. La mauvaise foi le

derniers temps ne paraît pas devoir être comparée à celle de ces années terribles.

Un début de leçon a été appris par l'administration chinoise quand le défunt secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, au début des années 1980, avait comparé avec mépris la manière dont elle se comportait à un colonialisme déguisé. Depuis, la liberté de culte - cruciale, pour ce peuple religieux à l'extrême - est contrôlée, mais garantie, et la Chine finance la rénovation de temples et monastères.

De même, les descriptions d'exilés représentant Lhassa comme une ville en état de siège à l'approche de l'anniversaire semblent abusives. Les témoignages de voyageurs fiables recueillis ces derniers jours indiquent plutôt que les autorités cherchent à éviter de provoquer trop ouvertement la population. Si des moines sont régulièrement arrêtés, si les religieux sont dans bien des cas confinés dans leurs monastères, il semble qu'il ne faille pas prendre pour argent comptant les affirmations des exilés sur la véritable guerre civile larvée qui régnerait.

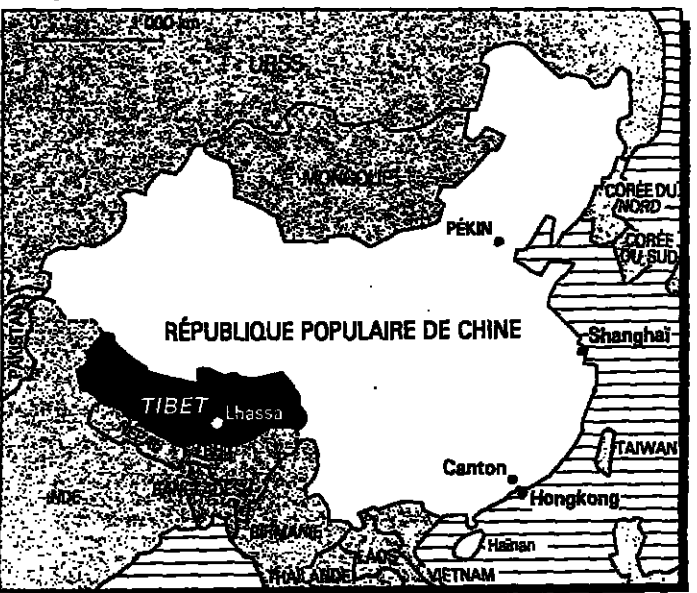
### Un abcès qui s'infecte

Plus difficiles à jauger sont les affirmations selon lesquelles le Tibet est colonisé par un peuplement de l'ethnie chinoise han. Selon Pékin, 81 000 Chinois de souche seulement vivent au Tibet, au milieu de 2,09 millions de Tibétains. Il faut y ajouter les effectifs militaires, inconnus. Au demeurant, beaucoup de Hans détestent cette partie du pays, en raison notamment des inconvénients de l'altitude, et la quittent sans regrets une fois leur service sur place accompli.

Il reste que l'abcès tibétain s'est nettement infecté du fait des erreurs de Pékin lors des émeutes sanglantes de ces dernières années. Un nouveau compromis avec le dalaï-lama semble toujours aussi lointain. Sa proposition de renoncer à sa revendication d'indépendance en échange de la promesse que le Tibet bénéficierait d'un statut d'autonomie similaire à celui promis à Hongkong a été repoussée par la Chine. L'aile radicale de l'opposition en exil avait mal accueilli cette offre, et le chef religieux dit à présent se sentir libéré de cet engagement, faute d'un geste de Pékin.

A Pékin, l'heure n'est évidemment pas à l'examen lucide que nécessiterait le problème tibétain. La vieille garde communiste ne veut pas en entendre parler. La mort, en 1989, du panchen-lama a privé Chinois et Tibétains d'un intermédiaire devenu précieux malgré ses compromis passés avec Pékin. La nécessité de lui trouver une réincarnation - en Chine, selon Pékin - est un autre prétexte à un regain des passions.

FRANCIS DERON



noises à répétition de 1987-89 et le drame de Tiananmen il y a deux ans, Pékin n'a plus la partie aussi belle en Occident. La polémique, la distinction du dalaï-lama par les jurés du prix Nobel de la paix, les inquiétudes sur l'avenir de Hongkong - qui doit être restitué à la Chine en 1997 - le souci permanent de justifier le présent par le passé, ont pour la première fois amené le régime communiste à répondre aux thèses indépendantistes, qu'il préférerait autrefois ignorer.

### La modération du dalaï-lama

En face, l'opposition tibétaine en exil facilite la tâche des pro-seigneurs officiels chinois en exagérant souvent la situation sur le terrain dans ses communications. S'il est vrai qu'un « génocide culturel » assorti d'une répression très sévère a eu lieu du temps de Mao Zedong - temples rasés, bonzes envoyés en camps de travail, culte interdit - la reprise en main des

**VO** Des prix à vous faire partir !  
**FARO 1490\***  
**LISBONNE 1350\***  
**PORTO 1260\***  
 Prix à partir de + taxes  
 Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

**UNIFICATION ALLEMANDE, DÉSARMEMENT ET NOUVEL ORDRE EUROPÉEN**  
 Numéro spécial de *Politique étrangère* sur la nouvelle architecture européenne après la signature du traité FCE en novembre 1990. Analyses, commentaires et perspectives complètes par les principaux documents et accords internationaux, notamment le texte du traité de Paris.  
**politique étrangère**  
 n°11/91 - Vente en librairie - 98 F le numéro  
 Directeur de la publication : Thierry de Montbrial  
 Revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales  
 Abonnements : A. COLIN - B.P. 22 - 41353 VINEUIL

**L'ASTRADUL**  
 Association des Traducteurs  
 Diplômés de l'Université de Londres  
 Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
 Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
 Siège social : Institut britannique de Paris

On y prend goût  
**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
 TUNIS 1000 F  
 d'un curieux dans les épices  
 poivre, cannelle, et autres délices  
 le tentent :  
 le rouge là,  
 c'est quoi ?  
 Ah ! mon ami, il faut goûter...  
 c'était de la poudre à éternuer !  
 VOL ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS  
 LES 08, 15, 22/06/1991  
 TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
 Comité de direction :  
 Jacques Lesourne, gérant  
 directeur de la publication  
 Bruno Freppet  
 directeur de la rédaction  
 Jacques Gaku  
 directeur de la gestion  
 Manuel Lucbert  
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
 Jacques Arnal  
 Jean-Marie Colombani  
 Robert Goll  
 (adjoints au directeur de la rédaction)  
 Thomas Ferenzi  
 Philippe Harreman  
 Jacques-François Simon

Daniel Varner  
 (directeur des relations internationales)  
 Anciens directeurs :  
 Hubert Bouve-Méry (1944-1988)  
 Jacques Fauvet (1989-1990)  
 André Laurent (1982-1985)  
 André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
 15, RUE FALGUIÈRE  
 75001 PARIS CEDEX 15  
 Tél. : (1) 40-65-25-26  
 Télécopieur : 40-65-25-99  
 ADMINISTRATION :  
 1, PLACE HUBERT-ROUVE-MÉRY  
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
 Tél. : (1) 40-65-25-25  
 Télécopieur : 40-65-30-10

7 jours de suite fin juin

## L'Irlande d'été à un prix d'automne.

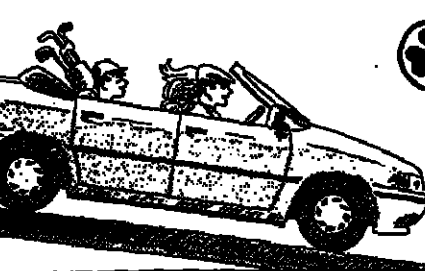
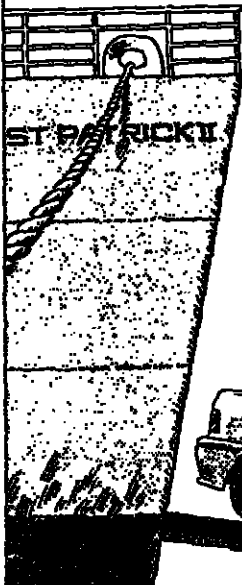
Pour fêter la première semaine de l'été - du 21 au 27 juin - Irish Ferries offre à tous ceux qui partiront cette semaine là en Irlande avec leur voiture, le tarif Hors-Saison. Et, bénédiction inespérée, ils pourront rester en Irlande jusqu'au 14 juillet.

Le résultat est absolument admirable: si vous êtes 4 à partir, chacun paiera 1085 F A/R, soit une économie globale de 1565 F. La voiture est bien sûr comprise: les couchettes sont en supplément à partir de 90 F A/R.

Des tarifs aussi profondément émouvants appellent une action urgente, d'autant que l'été est dans un mois à peine. Aussi ne perdez pas une minute: réservez dès maintenant.

Et partez du Havre ou de Cherbourg dans une ambiance résolument irlandaise (nos 2 superbes car-ferries ne s'appellent pas *St-Patrick* et *St-Killian* pour rien) directement vers Rosslare ou Cork.

Contactez toute affaire cessante votre Agent de voyages ou Irish Ferries.



**Irlande**  
 Écoutez-vous du droit chemin.  
 Minitel 36 15 IRLANDE

**IRISH FERRIES**  
 Le N°1 sur l'Irlande  
 Agent général : Transports et Voyages  
 8, rue Auber, 75009 Paris, Tél. (1) 42 66 91 91  
 Minitel 36 15 IRISH FERRIES

## POLITIQUE

POINT DE VUE

## Salut, Michel !

par Bernard Stasi

**C**'EST SALUT A TOUS !, faussement joyeux, que tu m'as lancé l'autre jour, dans la cour de Matignon, j'ai eu l'impression qu'il ne s'adressait pas uniquement à la cohorte de journalistes qui t'entourait. En tout cas, je l'ai saisi au vol, et l'envie m'est tout aussitôt venue de répondre à ce salut. Et de te donner un coup de chapeau.

Peut-être faudrait-il attendre un délai de décence pour qu'un élu de l'opposition rende hommage à un chef de gouvernement dont il a combattu l'action, et auquel il ne regrette nullement de s'être opposé ? Car pas un instant, je le dis d'entrée de jeu, je ne regrette d'avoir, avec mes amis du groupe UDC, « campé » dans l'opposition, face à un gouvernement qui a rarement pris les problèmes à bras-le-corps et qui n'a guère préparé la France à la redoutable échéance du grand marché européen, dont le président de la République semble découvrir aujourd'hui l'importance.

Certes, il nous est arrivé de voter en faveur de certains des projets présentés au Parlement. Mais c'est le cas de tous les élus de l'opposition, sans la moindre exception. Et j'ai personnellement voté toutes les motions de censure, même quand elles me paraissaient inopportunes ou dérisoires. C'est donc en revendiquant clairement mon titre d'opposant à ton action gouvernementale que je t'adresse, aujourd'hui, ce message.

Dans un contexte tourmenté, malgré toutes les contraintes qui pesaient sur toi, à travers les difficultés de la gestion, tu as réussi à donner, de la vie politique et de l'homme politique, une image respectable. Tu as montré, tout d'abord, qu'un homme politique, même investi de très hautes responsabilités, pouvait garder une certaine fraîcheur d'âme.

## De la même plume

Tu fais partie de ceux - j'appartiens à la même confrérie - dont les malins moquent parfois la naïveté. C'est assez plaisant. Puisque nous sommes nés à quelques jours d'intervalle, nous sommes tombés pratiquement de la même pluie, toi et moi, mais ce n'était pas précisément la dernière. Et nous n'aurions pas survécu à tant de combats et de péripéties, à tant de coups reçus et de coups fourrés, tout au long de plus de quatre décennies de vie militante, si nous avions effectivement l'innocence que l'on prête aux acouts que nous fûmes, l'un comme l'autre,

dans notre adolescence. Et il nous arrive même - sans doute ai-je tort de le révéler - d'utiliser la naïveté que l'on nous accorde généreusement pour déjouer les pièges que nous tendent ceux qui se croient tellement plus malins que nous - ou pour leur en tendre à notre tour. J'imagine que, au cours de la récente période de ta vie politique, c'est une arme qui a dû te servir bien souvent. Peut-être nous feras-tu un jour - mais plus tard, beaucoup plus tard - des révélations amusantes à ce sujet.

Cela dit, il est vrai que nous sommes un certain nombre - beaucoup plus nombreux, en vérité, que ne le croient les Français - à conserver quelques illusions sur la nature humaine et sur la possibilité de changer le monde. Un certain nombre à penser que si la morale ne peut être une politique, il ne peut y avoir de politique sans morale, et que, même pour gagner une élection, on ne peut dire ni faire n'importe quoi.

Si c'est de la naïveté, alors vive la naïveté, qui donne un sens à l'engagement politique et une certaine allure à une vie ! Et merci, Michel, d'avoir été, pendant trois ans, le héros de cette naïveté. Le fait que dans une période où, au sein de ton propre parti, ce parti qui se prétendait si vertueux, éclairé, quelques affaires nauséabondes, le fait que personne n'ait, un seul instant, pensé que tu pouvais être ébloué par la gloire, et c'est heureux, que la sincérité et l'honnêteté sont reconnues. Le jour où les Français auront le sentiment que la classe politique est composée essentiellement de cyniques et de démagogues, d'aristocrates et d'affairistes, le peu d'intérêt qu'ils portent encore à la chose publique se transformera en une immense colère.

Merci, également, d'avoir montré que l'on pouvait faire de la politique, et même gouverner un pays, sans raconter d'histoires aux gens. Dans ce domaine, la famille politique à laquelle tu appartiens, sans détenir aucun monopole, a déployé une imagination particulièrement prolifique au cours de ces trente dernières années. Dès ton entrée en fonctions, tu as choisi, non seulement de parler vrai, mais aussi de parler bas. Si tu me permets un reproche, peut-être même es-tu allé un peu trop loin dans ce domaine. Non dans le parler vrai, mais dans le parler bas.

Certes, les grandes idéologies arrogantes sont mortes, et les Français se détournent en haussant les épaules de ceux qui veulent encore leur faire croire à ces chimères. Et il est vrai qu'il faut

parler à nos concitoyens de leurs problèmes quotidiens, au ras de leurs préoccupations les plus humbles. Ceux qui ricanent quand tu évoquais la tribune de l'Assemblée aux lettres ignorent comment vivent certains de nos compatriotes - ou bien ils s'en moquent. Mais l'homme politique est aussi celui qui aide ses concitoyens à voir au-delà, bien au-delà de ses problèmes personnels ou catégoriels. Il est celui qui s'efforce de faire partager à la grande majorité un certain nombre de projets collectifs exaltants, je dirai même de rêves à vivre en commun. Et dans ce monde nouveau qu'il faut bâtir, les grands desseins, pour un peuple comme le nôtre, ne manquent pas. Mais je suis sûr que tu partages ce point de vue, même si tu as semblé parfois te complaire dans ce que tu as appelé toi-même la grisaille.

## Loin de la guerre

Merci, enfin, d'avoir montré que la politique, ce n'est pas la guerre. J'ai l'impression que, dans les jours à venir, on te reprochera souvent, du côté de tes amis, cette recherche forcée du dialogue, cette obsession du compromis qui ont caractérisé ton action. Dans les allées du nouveau pouvoir, à mots de moins en moins couverts, on dénoncera la « méthode Rocard » comme responsable de tous les échecs de la gauche depuis dix ans.

C'est vrai que la politique, c'est essentiellement la lutte pour le pouvoir. Et si la démocratie fixe des règles pour cette lutte, elle ne la supprime pas, sinon elle se supprimerait elle-même. Il est donc sain que des points de vue différents s'affrontent, que des partis se combattent. Et la vivacité des débats n'altère en rien la qualité d'une démocratie. Après tout, le Palais-Bourbon n'est pas un salon de thé, et si je considère les quelques brailards du mercredi (ils sont aussi également répartis des deux côtés de l'hémicycle) qui, pour se faire repérer de leurs voisins de palier ou de leurs copains de pétanque, donnent de notre Assemblée l'image d'une classe de potaches irresponsables et mal élevées, je ne suis nullement choqué que, de temps à autre, le fureur populaire y trouve un écho qui ne soit pas trop amorti.

Mais dans une démocratie majeure, et le nôtre est en train de le devenir, le consensus, dans certains domaines, est un objectif légitime et, souvent, la seule solution. C'est parce que tu en es convaincu que tu as réussi à apai-

ser la Nouvelle-Calédonie. Le ministre des départements et territoires d'outre-mer que je fus sait combien la tâche était difficile. Je peux, aussi, affirmer avec certitude qu'aucun de ceux qui, tout au long de la crise du Golfe, participèrent aux réunions hebdomadaires, à Matignon, des représentants de tous les partis politiques n'oubliera ce climat de complexité, à la fois grave et détendu, ce climat de chaleureuse confiance que tu sus faire régner dès notre première rencontre. Si les Français avaient pu nous entendre évoquer les problèmes dramatiques auxquels était confronté notre pays, sans rien renier de nos profondes divergences, mais animés, en cette circonstance, par la seule volonté de servir le pays, ils auraient une autre opinion de leurs responsabilités politiques.

Où, tu as raison de penser que la politique, c'est aussi la volonté tenace de trouver un accord, c'est parfois le rassemblement de tous pour une grande cause. Et c'est, toujours, le respect de l'autre et de ses convictions. Je crains que dans les temps à venir, et qui s'annoncent plutôt belliqueux, nous soyons quelques-uns à évoquer avec nostalgie cet esprit de tolérance que tu avais su, en de nombreuses circonstances, faire prévaloir. Voilà, Michel, ce que j'avais envie de te dire, au moment où tu te mets en route vers ton destin.

Tu l'as compris, c'est aussi au nom d'une amitié vieille de près de quarante ans que je me suis adressé à toi - une amitié fidèle qui a résisté à toutes les péripéties de la politique... et qui n'aurait peut-être pas résisté si j'avais milité, moi aussi, au Parti socialiste, car les querelles de courants auraient pu faire de nous des adversaires irréductibles.

Selon toute vraisemblance, et malgré toutes les chausse-trappes que tu trouveras sur ton chemin, tu seras candidat lors des prochaines élections présidentielles. Selon toute vraisemblance, je ne voterai pas pour toi, et je ne souhaite pas, pour la France, l'hypothèse dans laquelle je serais amené à le faire, c'est-à-dire un second tour qui opposerait au candidat du Front national.

Mais je tenais, à un tournant important de ta vie politique, à te manifester publiquement mon estime, en t'assurant qu'elle est partagée par beaucoup de ceux qui ont combattu vigoureusement la politique de ton gouvernement. Repose-toi. La route est longue.

Salut, Michel !

► Bernard Stasi est député UDC de la Marne, vice-président du CDS.

Au siège du PS

## M. Mitterrand a participé à une réception pour l'anniversaire de son entrée à l'Élysée

On avait rarement vu autant de rocardiens rue de Solferino qu'en ce mardi 21 mai où le PS était le dixième anniversaire de la première élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, ou, plutôt, celui de son installation à l'Élysée et de la cérémonie qui avait été organisée au Panthéon le 21 mai 1981. Venus en nombre, les collaborateurs et amis de l'ancien premier ministre paraissaient avoir surmonté la tristesse du départ de M. Michel Rocard de l'hôtel Matignon, la semaine dernière, et affichaient des visages souriants. M. Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur du cabinet, s'autorisait même une touche de goguenardise en observant, de loin, son successeur, M. Gérard Moine. « Comme il est pâle ! Comme il a l'air triste ! s'inquiétait-il. Dans ce métier, si on ne rigole pas, on est fichu. »

L'arrivée de M. Rocard avait été saluée par les applaudissements de militants rassemblés, pas par hasard, devant le siège du PS. « Bravo

jour, un entretien en tête à tête avec le chef du gouvernement. M. Mitterrand, arrivé un peu plus tard rue de Solferino, a été entouré par MM. Mauroy, Rocard, M. Cresson et M. Laurent Fabius, les trois anciens premiers ministres socialistes et l'actuel, témoignant, ainsi, sinon d'une continuité un peu factice, du moins d'une solidarité de fait. Dans la cohue des deux mille invités qui se pressaient sous des tentes de plastique transparent destinées, sans doute, à les sensibiliser au danger de l'effet de serre, le président de la République a partagé une attention pesée au trebuchet - un long aparté avec M. Louis Mexandeau, nouveau secrétaire d'État aux anciens combattants, quelques mots avec M. Fabius, un sourire frais à M. Rocard... - avant d'écouter la chanteuse Barbara empiéter la « sono » d'un joyeux « Homme à la rose ».

Les haut parleurs et les écrans de télévision diffusant en « bouche » les reportages de l'élection de M. Mitter-



Michel », lançaient-ils. Sans doute les rocardiens s'espéraient-ils pas contrebalancer, par leur seule présence en force à cette fête, l'effet de « communication » recherché par le président de la République, selon M. Huchon, en nommant M. Edith Cresson premier ministre, mais ils tenaient à montrer qu'ils n'avaient pas disparu du paysage le 16 mai et qu'ils se sentaient plus que jamais chez eux rue de Solferino. Ils sont tout disposés, en effet, à appuyer M. Pierre Mauroy dans sa volonté de demeurer le premier secrétaire du PS.

## Pas de « petites phrases »

L'autorité nouvelle que M. Mauroy entend retirer de la situation créée par la nomination de M. Cresson est symbolisée par le fait que, désormais, en lieu et place du petit déjeuner qui réunissait les dirigeants du parti et de ses groupes parlementaires, ainsi que ses principaux ministres, à Matignon, le premier secrétaire aura, le même

rand et de la cérémonie du Panthéon. Le chef de l'État a planté un rosier dans la cour, puis il s'est réfugié dans la salle du bureau-exécutif, en compagnie de M. Danielle Mitterrand et de quelques invités. « Il n'y a pas de moi ni de petites phrases : Vous allez finir par me gâcher la vie ! », a-t-il lancé, souriant, en quittant la salle, aux journalistes qui le pressaient des questions. Autour, les membres du gouvernement - notamment MM. Lionel Jospin, Jack Lang, Michel Charasse, Pierre Joxe, Henri Nallet, Michel Gilbert, Michel Sapin, Philippe Marchand - échangeaient des saluts, tandis que les anciens ministres et membres des cabinets rocardiens ne se tenaient pas à l'écart. Les journalistes avaient été bannis et, dans la rue, à l'heure des journaux télévisés, les journalistes des chaînes racontaient en direct, devant les caméras de la technique, ce qu'ils venaient de voir. « C'est le Festival de Cannes ? », demandait un jeune insolent.

P. J.

## La ratification de l'accord de Schengen est reportée

Préparer la France à l'intégration européenne, telle est la mission confiée par M. François Mitterrand au gouvernement de M. Edith Cresson. Pourtant, une des premières décisions prises par le nouveau premier ministre a été de reporter la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi permettant la ratification de l'accord de Schengen. Cette convention met en place les mécanismes complexes qui doivent permettre aux six pays fondateurs de la Communauté européenne de supprimer les frontières qui les séparent (le Monde du 8 mai). Ce texte est donc un pas essentiel pour la construction de l'union européenne, et il s'attaque à un point sensible de la souveraineté des États : les pouvoirs de police.

Les députés avaient fait le nécessaire pour être prêts à débattre de ce texte de cent quarante-deux articles, approuvé par le conseil des ministres le 7 mai. Il était inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour le jeudi 23 mai. Mais M. Cresson n'a pas souhaité commencer sa vie parlementaire par un vote qui l'aurait contraint à chercher un soutien au centre. Les communistes sont fermement opposés à un tel abandon de souveraineté, une grande partie du RPR aussi, alors que l'UDC et l'UDF y sont favorables.

Le gouvernement pouvait craindre que la droite, face au premier texte que lui présenterait le nouveau gouvernement, ne fasse symboliquement son unité en votant

une motion de procédure, par exemple un renvoi en commission, à laquelle le PC n'aurait pu que s'associer. Il aurait alors été mis en minorité. M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, a promis que la discussion sur cette convention Schengen serait organisée avant la fin de la session. Mais plus le temps passera, plus il deviendra difficile d'achever les navettes entre le Sénat et l'Assemblée avant la clôture de celle-ci. Cette décision de report est aussi - et peut-être surtout - un signe à l'intention des communistes.

Th. B.

► Attentat contre un garage d'Ajaccio appartenant à un nationaliste. - Un incendie criminel a entièrement détruit un garage d'Ajaccio (Corse-du-Sud), dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 mai. Outre la destruction des installations, de « très nombreux véhicules ont été endommagés », selon la police. Ce garage appartenait à M. Gilbert Casanova, responsable de la Fédération corse des commerçants et artisans, d'obédience nationaliste, et sympathisant du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), l'une des organisations nationalistes publiques. Le garage, qui abrite la concession Peugeot pour la Corse-du-Sud, avait déjà été visé par deux incendies criminels, en octobre et novembre 1990.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 630 000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourme, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président

François Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessay, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. 45-55-91-70 - Société civile

du journal Le Monde et Reg. Press. SA

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 26-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-50-30-10

Tél. : 281.311 F

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-23-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 430 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

صلى الله عليه وسلم



## POLITIQUE

Une innovation de la V<sup>e</sup> République

### Ministres et parlementaires pendant un mois seulement...

Pendant un mois à compter de leur nomination, les députés appelés au gouvernement (trois ministres et six secrétaires d'Etat) seront dotés d'un statut un peu particulier. Comme leurs prédécesseurs de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République, ce seront des hommes politiques d'un troisième type, à la fois parlementaires et ministres. Mais, contrairement à leurs aînés, ils ne conserveront cette double casquette que pendant un mois et, surtout, ils ne pourront pas voter à l'Assemblée nationale. Leurs voix sont en quelque sorte gelées, diminuant d'autant la majorité relative socialiste.

L'incompatibilité des fonctions de membre du gouvernement avec l'exercice de tout mandat parlementaire, établie par l'article 23 de la Constitution, est une des innovations de la V<sup>e</sup> République. Sous les deux précédentes, les députés nommés au gouvernement conservaient leur siège et pouvaient voter, y compris contre le gouvernement dont ils faisaient partie. L'instabilité chronique des gouvernements sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> en a été accentuée. La quête d'un porte-

feuille ministériel poussait en effet certains parlementaires, voire certains groupes, à jouer délibérément la chute du gouvernement. « On accusait donc les parlementaires d'être hantés par la nécessité de renverser souvent le gouvernement, afin que chacun puisse à son tour entrer dans l'un d'eux et porter ainsi à vie un titre ministériel envié », notait le professeur Cadari, dans son ouvrage sur les institutions politiques (1).

#### « Délai de repentir »

Le jeu était d'autant plus tentant que les députés devenus ministres pouvaient, si le gouvernement auquel ils appartenaient était renversé à son tour, revenir en toute tranquillité à l'Assemblée nationale. Mais en fait, comme le souligne le professeur Cadari, l'incompatibilité créée par la V<sup>e</sup> République tend surtout à faire dépendre les parlementaires devenus ministres du chef de l'Etat et de son premier ministre et non plus de leur Chambre d'origine : « Ils ne peuvent plus menacer le chef de l'Etat de démissionner en laissant entendre que leur démission les inquiète peu car ils retourneront siéger à l'Assemblée dont ils font partie pour mener la lutte contre lui sur le plan parlementaire. »

Les neuf députés-ministres fraîchement promus disposent d'un mois pour choisir entre leur mandat et leur fonction ministérielle. Au-delà de ce délai, l'incompatibilité jouant, on considère qu'ils ont opté pour leur portefeuille ministériel et leur suppléant est automatiquement proclamé élu à leur place par le ministre de l'Intérieur. Ce délai d'un mois est en quelque sorte un « délai de repentir ». En effet, les Constituants de 1958, qui ne voulaient rompre avec la tradition parlementaire, ont souhaité laisser un délai de réflexion permettant à un député qui, pour des raisons politiques ou personnelles, désirerait de revenir à l'Assemblée nationale, de le faire sans dommage pour lui. C'est ce choix qu'a finalement fait le ministre-député MRP le 16 mai 1962 quand, choqués par les prises de position européennes du général de Gaulle sur « l'Europe des Etats », ils avaient préféré abandonner leur poste ministériel et revenir à l'Assemblée nationale.

Cette situation provoque toujours quelque difficulté pour les gouvernements qui ne disposent pas d'une solide majorité à l'Assemblée, les voix des députés nommés au gouvernement étant « stérilisées ». Après les élections législatives de mars 1986, le gouvernement Chirac ne pouvait

compter que sur trois voix de majorité à l'Assemblée. Les vingt-sept députés qui étaient devenus ministres le 20 mars 1986 démissionnèrent de leur mandat parlementaire le 1<sup>er</sup> avril. Avec un scrutin majoritaire, ces démissions auraient provoqué des législatives partielles mais avec la proportionnelle, comme c'était alors le cas, les suivants de liste ont été automatiquement proclamés élus à leur place. Cette opération, dénoncée par l'opposition, à l'époque, comme contraire à l'esprit de l'article LO 153 du code électoral (2), avait permis à la nouvelle et courte majorité chiraquienne d'être M. Jacques Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée.

PIERRE SERVENT

- (1) Institutions politiques et droit constitutionnel. LGD (1975).
- (2) L'article LO 153 du code électoral précise que l'incompatibilité établie par l'article 23 de la Constitution « prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la nomination comme membre du gouvernement. Pendant ce délai, le député membre du gouvernement ne peut prendre part à aucun scrutin. L'incompatibilité ne prend pas effet si le gouvernement est démissionnaire avant l'expiration du délai ».

### Neuf nouveaux députés et un sénateur

Les neuf députés et le sénateur entrés dans l'équipe de M<sup>me</sup> Edith Cresson vont être remplacés, à l'Assemblée nationale et au Sénat, dans un mois, par leurs suppléants.

— M. Jean Albouy (PS) remplace M. Jacques Guyard (PS), député de la première circonscription de l'Essonne.

(Né le 19 février 1943 à Toulouse (Haute-Garonne), M. Jean Albouy est technicien de formation. Il est entré au Parti socialiste en 1974. Adjoint au maire de Corbeil-Essonnes (Essonne) de 1977 à 1985. M. Albouy est premier adjoint au maire de Cresson (Essonne) depuis 1985.)

— M. Bernard Angels (PS) remplace M. Dominique Strauss-Kahn (PS), député de la huitième circonscription du Val-d'Oise.

(Né le 18 septembre 1944 à Alger, adjoint au chef du cabinet de M. Roger Quilliot, ministre du logement, de 1981 à 1983, chargé de mission auprès de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, de 1983 à 1984. M. Bernard Angels devient conseiller technique auprès de Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, de 1984 à 1985, puis chef du cabinet de M. Quilès, alors ministre de la défense, de 1985 à 1986. Conseiller technique auprès de M. Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale depuis 1988. M. Angels est maire d'Ecroux (Val-d'Oise) depuis 1977.)

— M. David Bobbot (PS) remplace M. Laurent Cathala (PS), député de la deuxième circonscription du Val-de-Marne.

(Né le 24 juin 1943 à Casablanca, kinésithérapeute, M. David Bobbot est secrétaire fédéral du Parti socialiste et conseiller national de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. En conseiller municipal de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) en 1971, il est adjoint au maire depuis 1977.)

— M. Claude Bourdin (PS) remplace M. Jean-Pierre Sueur (PS), député de la première circonscription du Loiret.

(Né le 3 mai 1943 à La Ferté-Saint-

Aubin (Loiret), M. Claude Bourdin est conseiller en formation continue. Conseiller municipal de Beaugency (Loiret) depuis 1971, M. Bourdin est conseiller de la région Centre depuis 1985. Il a été élu conseiller général du canton de Beaugency en 1988.)

— M. Jacques Heudin (PS) remplace M. Alain Vivien (PS), député de la neuvième circonscription de Seine-et-Marne.

(Né le 10 juillet 1946 à Paris, M. Heudin est journaliste et journaliste mobile. Maire de Pontault-Combault (Seine-et-Marne) depuis 1977, M. Heudin a été conseiller général du canton de Roissy-Paris-2 de 1979 à 1985. Il est conseiller général du canton de Pontault-Combault depuis mars 1985 et conseiller régional de l'Ile-de-France depuis 1986.)

— M<sup>me</sup> Dominique Robert (PS) remplace M. Louis Mezandreaux (PS), député de la deuxième circonscription du Calvados.

(Née le 12 août 1952 à Caen (Calvados), M<sup>me</sup> Dominique Robert est diplômée de sciences politiques. Administrateur au Parlement européen de 1975 à 1981, elle a été conseillère générale du canton de Caen-IX de 1982 à 1986.)

— M. Michel Thauvin (PS) remplace M. Michel Sapin (PS), député de la quatrième circonscription des Hauts-de-Seine.

(Né le 12 novembre 1943 à Paris, M. Michel Thauvin est conseiller municipal de Suresnes depuis 1983. Chargé de mission auprès de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, de 1987 à 1988, il est conseiller régional de l'Ile-de-France depuis 1986.)

— M. Pierre Victoria (PS) remplace M. Jean-Yves Drian (PS), député de la cinquième circonscription du Morbihan.

(Né le 22 août 1954 à Carhaix-Plouguer (Finistère), M. Pierre Victoria a été adjoint au ministre de la jeunesse et des sports de 1977 à 1979. Directeur de communication à la mairie de Rennes (Ile-et-

Vilaine) de 1986 à 1988, il est adjoint au maire de Lorient (Morbihan) depuis 1989.)

— M. Jean Vittrant (PS) remplace M<sup>me</sup> Dominique Rodin (PS), députée de la neuvième circonscription de Seine-Maritime.

(Né le 28 février 1944 à Miliana (Algérie), M. Jean Vittrant, cardiologue, est conseiller municipal de Fécamp (Seine-Maritime) en 1977. Il est adjoint au maire depuis 1989.)

— M. Claude Fuzier (PS) remplace M. Marcel Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis.

(Né le 21 juin 1924 à Paris, M. Claude Fuzier a adhéré en 1946 à la SFIO où il a animé les groupes socialistes d'entreprises. Membre, en 1956, du cabinet de M. Albert Gazier, alors ministre des affaires sociales dans le gouvernement Guy Mollet, M. Fuzier entre en 1957 au Populaire de Paris, organe central de son parti, où il occupe les fonctions d'éditorialiste jusqu'à la formation du nouveau Parti socialiste, en 1971. Membre du conseil municipal de Bondy (Seine-Saint-Denis) depuis 1965, M. Fuzier est élu sénateur de Seine-Saint-Denis de 1977 à 1986.)

□ M. Poperen : rassembler. — M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a souligné, dimanche 19 mai, sur la Cinq, à propos du nouveau gouvernement, que sa « ligne directrice » demeure celle du septennat : « Rassembler nous ceux qui le veulent pour ce que nous avons à faire. » Selon M. Poperen, « on est dans la ligne définie en 1988, qui est le prolongement de ce qui s'est fait en 1981 : continuité, mais une nouvelle étape », car, « au bout de trois ans, il est possible qu'il y ait eu besoin de réviser l'ensemble ». Il a affirmé que « l'une des caractéristiques » du nouveau chef du gouvernement est qu'« il semble qu'il n'ait pas l'œil fixé sur la bourse, les sondages, l'Audimat ».

### M. Aurox (PS) : « Ne pas se préoccuper d'élections législatives anticipées »

Jugeant que, dans sa dernière intervention télévisée, le président de la République avait été « très clair » sur les échéances de 1993, M. Jean Aurox, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a affirmé mardi 21 mai, que « l'état d'esprit des députés du PS n'est pas de se préoccuper d'élections législatives anticipées ». « L'opinion publique jugerait très sévèrement ceux qui seraient tentés de miser sur un échec du gouvernement avant même qu'il ait pu commencer à faire ses preuves », a-t-il ajouté.

Le groupe socialiste a également désigné ses candidats pour la mission d'évaluation de la décentralisation en matière d'éducation — dont le rapporteur serait M. Bernard Derogier (PS, Nord), pour la commission d'enquête sur le contenu de l'enseignement des premiers cycles universitaires, ainsi que pour la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Pour cette dernière commission, M. Aurox a réaffirmé la volonté de son groupe de laisser le poste de rapporteur à un

membre de l'opposition, à la condition que le Sénat manifeste le même souci de partager les responsabilités. Enfin, il a précisé que ni M. Henri Emmanuelli, secrétaire du PS, ni M. Jacques Roger-Machart, trésorier du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ne feraient partie de cette commission (1), afin de pouvoir éventuellement être entendus par elle.

- (1) Les trente membres de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales depuis le début de la V<sup>e</sup> République sont les suivants : PS (15) : MM. Claude Bartolone, Marc Dolez, René Doustre, M<sup>me</sup> Jeanine Ecodard, M<sup>me</sup> Raymond Forni, Alain Fort, Dominique Garbier, François Hollande, Jean Le Garrec, François Londe, Thierry Mandon, Jean-Pierre Michel, Christian Pierre, Alain Richard et Alain Vidalies. RPR (7) : M. Philippe Auberger, M<sup>me</sup> Nicole Catala, M<sup>me</sup> Jean-Louis Debré, Pierre Mazzaud, Robert Pandraud, Philippe Seguin et Jacques Toubon. UDF (5) : MM. François d'Aubert, Jean-François Deniau, Willy Diméglio, André Rossi, Philippe Vasseur. UDC (2) : MM. Jean-Jacques Hyest et Michel Volsin. PC (1) : M. Jean-Claude Lefort.

### M<sup>me</sup> Cresson veut privilégier l'emploi et l'intégration

Suite de la première page

Toujours pour favoriser l'emploi, M<sup>me</sup> Cresson veut aussi continuer, en la renforçant, l'action entreprise pour adapter la formation aux besoins de l'économie. Seconde préoccupation : l'intégration des exclus, dimension humaine du développement. M<sup>me</sup> Cresson veut favoriser le dialogue social et l'emploi productif et l'intégration. Le premier ministre souhaite continuer la décentralisation, conçue comme un des moteurs de cette intégration. Elle devait également annoncer que son gouvernement ferait un gros effort sur la politique de la ville, par l'intermédiaire du ministre de M. Michel Delebarre, qui va « avoir du boulot », selon la formule d'un conseiller de Matignon. La traduction politique de ce programme est un appel à la solidarité des parlementaires avec lesquels M<sup>me</sup> Cresson souhaite passer une sorte de « contrat » et, au-delà d'eux, de l'ensemble des Français.

La veille, dans une lettre de soutien à M. Jean-Pierre Chevènement, qui tente de reconstruire son siège de député à Belfort, M<sup>me</sup> Cresson avait réaffirmé que « la sauvegarde et la promotion de notre industrie » seraient son « souci prioritaire ». Dans cette lettre, le premier ministre présente les grandes lignes de la politique industrielle de son gouvernement : « Une politique industrielle plus résolue, appuyée sur un puissant ministère de l'économie, des finances et du budget, une politique commerciale soucieuse de restaurer nos échanges industriels, particulièrement vis-à-vis de l'Allemagne et du Japon. » « Nous devons nous attaquer avec vigueur aux chantiers qui représentent de véritables défis : dans l'automobile, chez les équipementiers, dans l'électronique française, dont l'informatique est une partie importante. Nous ne bousillons pas les bras (...), ajoute-t-elle.

#### M. Millon :

#### « syndic de faillite »

Malgré les appels à la modération lancés par M. Giscard d'Estaing à ses amis, l'opposition de droite et du centre n'avait pas l'intention, mercredi, de concéder à M<sup>me</sup> Cresson un quelconque délai de grâce. « A l'ouverture a succédé la fermeture », estiment les députés de l'opposition. « L'opposition n'a pas intérêt à [lui] laisser une période probatoire. Nous ne sommes pas en début de législature mais en période électorale », souligne M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle).

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, juge cette idée curieuse. Il estime improbable une dissolution de l'Assemblée dans

la période actuelle. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui devait intervenir dans le débat au nom de son groupe, avait l'intention de lancer à l'adresse du premier ministre : « Vous êtes un syndic de faillite. On vous demande de gérer un redressement judiciaire. Vous vous apercevez vite que vous ne pouvez pas échapper à la liquidation du socialisme à la française... » La tonalité ne devait pas être plus tendre au RPR, où l'on relève que rien n'a véritablement changé, mais à part le départ de ministres rocardiens et d'ouverture. Dans la Lettre de la nation, Georges Brousseau, qui parle de premier ministre « en trompe-l'œil », s'interrogeait, mercredi : « Comment concilier (...) le « grand élan » européen que préconise curieusement M. Millonard... il paraissait jusqu'à-là souhaiter un « élan » social... et la participation active à l'Europe néo-libérale de 1993 ? » M. Jacques Chirac a toutefois demandé à ses amis de ne pas « sous-estimer les capacités d'Edith Cresson ». « C'est une bataille ! », estime-t-il.

Ce point de vue est partagé par M. Giscard d'Estaing, qui pense qu'il ne faut pas négliger « l'équation personnelle » du nouveau premier ministre. M. Raymond Barre a, pour sa part, l'intention de persister dans sa démarche « d'opposition constructive ». Quant au groupe centriste, il avait prévu de déléguer à la tribune son spécialiste des questions économiques et financières, M. Edmond Alphandery (UDC, Maine-et-Loire), soupçonné jusqu'alors, notamment par le RPR, d'être l'un des prétendants potentiels à la participation à un gouvernement d'ouverture.

Les communistes se disent toujours disponibles pour « une véritable politique de gauche ». Charles Silvestre écrit dans l'Humanité, de mercredi : « L'enfer est dit-on, pavé de bonnes intentions. On ne fera pas, cependant, de progrès à Edith Cresson avant que celle-ci ne s'explique (...) sur ses objectifs et les moyens de les atteindre... M<sup>me</sup> Edith Cresson affirme vouloir réduire les inégalités, former les jeunes, « muscler » l'industrie, défendre le rang de la France. Bien, très bien... Alors, allons-y ! »

Curieusement, c'est le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, qui, devant le groupe socialiste, a regretté, mardi, que le premier ministre fasse inutilement rêver les militants socialistes à un retour à la période 1981-1983. Il a jugé cette période révolue. L'ancien premier ministre a recommandé à ses amis de ne pas oublier les centristes afin que le gouvernement puisse faire voter plus aisément ses projets de loi.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PIERRE SERVENT

### M. Giscard d'Estaing recommande la modération à ses amis

L'opposition fera mieux de s'occuper d'elle-même plutôt que d'attaquer le nouveau gouvernement tête baissée. Ainsi peut se résumer la ligne de conduite adoptée, mardi 21 mai, par les dirigeants de l'UDF.

Réunis en bureau politique, ils ont entendu un appel à la modération lancé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le président de l'UDF leur a expliqué en substance qu'il ne fallait pas sous-estimer « l'équation personnelle » de M<sup>me</sup> Cresson. Que même si elle suscitait des antagonismes, il ne convenait pas de l'attaquer inutilement. Que « son ancrage à gauche » ne faisait pas de doute, mais qu'il fallait attendre pour voir.

Que M<sup>me</sup> Cresson ayant évacué du gouvernement « la plupart des symboles de l'ouverture », elle rencontrerait davantage de difficultés que M. Rocard à évoluer à l'Assemblée nationale et qu'il conviendrait donc,

le moment venu, d'en tirer les conséquences.

Devant les étudiants de l'ESSEC, à Cergy-Pontoise, M. Raymond Barre a également livré, mardi soir, sa première réaction à la nomination de M<sup>me</sup> Cresson. L'ancien premier ministre a dit qu'il ne pouvait que « se réjouir » de voir une femme devenir premier ministre.

#### M. Barre :

#### une opposition constructive

Il a précisé qu'il continuerait de se tenir dans une opposition « constructive ». « Lorsque l'on agit des affaires essentielles pour le pays et quand un projet va dans le sens que j'estime bon pour le pays, il m'appartient d'apporter mon soutien. Je peux me tromper mais c'est à mes risques et périls. (...) Je ne suis pas de ceux qui marchent au pas des décisions d'instances qui se croient dotées de l'infaillibilité politique. »

LES ÎLES GRECQUES  
AVEC  
JUMBO  
37701E  
POITIERS : 49.88.89.63  
LIMOGES : 55.32.79.29  
Et toutes agences de voyages.

MARSEILLE  
3615  
CHARTER  
NICE : 93.82.11.75  
SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

## SOCIÉTÉ

Incidents à Bordeaux entre policiers et grévistes de la faim

## M. Bernard Brunhes est nommé conciliateur pour les demandeurs d'asile déboutés

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a nommé, mardi 21 mai, M. Bernard Brunhes, président d'un cabinet de consultant en ressources humaines et ancien conseiller pour les affaires sociales de M. Pierre Mauroy à Matignon de 1981 à 1983, « conciliateur pour examiner la situation » des quelque 190 demandeurs d'asile déboutés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et menacés de reconduite à la frontière, qui poursuivent une grève de la faim dans plusieurs villes de France (le

Monde du 14 mai). La mission confiée à M. Brunhes, qui avait déjà été appelé pour régler en 1988 un conflit à la RATP, s'annonce difficile après les incidents qui ont opposé dans la soirée de mardi à Bordeaux une centaine de policiers et CRS aux membres du comité de soutien aux vingt-cinq Turcs en grève de la faim depuis quarante-neuf jours.

La police affirme qu'elle souhaitait décaler les abords du local paroissial Sainte-Croix afin de permettre aux médecins du SAMU de visiter les grévistes, dont neuf

avaient été hospitalisés ces derniers jours. Vers 1 heure du matin, la police avait forcé une porte latérale, en dépit de l'opposition de Mgr Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux. Les grévistes ont décliné l'offre d'hospitalisation, obligeant médecins et brancardiers du SAMU à plier bagage. Dans un communiqué, le réseau de soutien aux grévistes estime que « cette agression scandaleuse et irresponsable en raison de l'état de santé des grévistes réduit à néant le geste que le gouvernement avait fait en nommant un médiateur ».

## L'abbé Pierre et la « misère du monde »

Il y a cinquante-quatre, allongés sous la haute voûte de la salle paroissiale Saint-Joseph-des-Nations (Paris-11<sup>e</sup>), mais on ne voit que le cinquant-cinquant. L'abbé Pierre a doucement retiré ses bottines imperméables, puis s'est glissé sous la couverture de grosse laine grise. Lundi de Pentecôte, le fondateur d'Emmaüs, soixante-neuf ans, fait à son tour la grève de la faim, au milieu de ce concentré de la « misère du monde ». Alors, le jeûne où s'épuisent Kurdes de Turquie, Guinéens, Maliens et autres Africains devient subitement un événement médiatique. Des paroissiens accourent pour servir la main du célèbre abbé, convaincus par sa seule présence que la cause est juste, s'inquiétant pour sa santé, lui apportant fleurs et boîtes de lait évidemment refusées. Le local des grévistes de la faim est devenu une bruisante salle de presse. Franchissant le large rideau blanc qui protège les jeûneurs, micros et caméras se braquent sur le vieux prêtre répercutant l'exigence de justice de ces étrangers « venus nous demander de pouvoir vivre hors de la peur ». Ils ont travaillé en toute légalité, certains ont fondé une famille, explique-t-il. Mais après plusieurs mois, voire plusieurs années d'attente d'un statut de réfugié, les voilà déboutés de leur demande, et donc clandestins, « victimes d'une impensable cruauté ».

La télévision japonaise est là pour filmer l'abbé Pierre, son acolade avec Mgr Guillot, évêque d'Evreux, avec le pasteur Jacques Maury, président de la CIMADE, et les banderoles : « France, ton droit d'asile fou le camp ! » ou « Réfugiés ailleurs ».

Kouchner (pour la rime). Réfugiés ici = Roissy. L'abbé Pierre assure de sa solidarité les quelque 190 grévistes de la faim qui, de Bordeaux à Mulhouse et de Val-de-Reuil (Seine-Maritime) à Fameck (Moselle), poursuivent leur mouvement en France, demandant à ceux qui sont aux limites de l'épuisement d'interrompre leur jeûne puis-que avec lui, « le relais est pris ».

Et tombe la nouvelle de la nomination d'un conciliateur par le gouvernement, réclamée en vain depuis plusieurs jours. Le fondateur d'Emmaüs apprend au réveil d'un petit somme réparateur. Il salue cette rapide réponse à la lettre adressée la veille au gouvernement, dans laquelle il reprenait les revendications des grévistes : régularisation de tous les demandeurs d'asile ayant reçu le récépissé de leur demande d'asile avant le

1<sup>er</sup> janvier 1990 ; promesse d'un entretien préalable à toute décision pour ceux qui ont déposé leur demande entre cette date et le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

La nomination de M. Bernard Brunhes n'a guère soulevé d'enthousiasme chez des grévistes exténués ou sceptiques. Hasan, quarante-deux ans, un Kurde de Turquie qui vit et travaille en France avec sa femme et leurs quatre enfants depuis 1989, après avoir été arrêté et torturé par la police turque, attend encore. Son dossier, jugé « insuffisant », a été refusé après un an d'attente par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). On lui a demandé des preuves des services qu'il dit avoir rendus. Mais, explique-t-il, « les commissaires de police turcs ne délivrent pas de certificats de tortures ! »

PHILIPPE BERNARD

## DÉFENSE

Sur la base d'Avord (Cher)

## L'armée de l'air met en service son premier avion-radar AWACS

Sur la base d'Avord (Cher), le commandement de la défense aérienne française a reçu, mercredi 22 mai, son premier avion-radar AWACS. L'appareil, qui avait été livré par son constructeur Boeing en octobre dernier, est désormais opérationnel. Trois appareils du même type viendront, d'ici à 1993, constituer la 36<sup>e</sup> escadre de détection aéroportée.

C'est en février 1987 que la France a décidé d'acquiescer aux Etats-Unis quatre avions-radars AWACS dont la particularité est d'être dotés, chacun, de quatre récepteurs CFM-56 conçus en coopération par General Electric et la SNECMA française. La version française, baptisée SDA E-3F (SDA, pour système de détection aéroportée), est dérivée de celle qui équipe les forces américaines et la flotte propre à l'OTAN en Europe. Il s'agit d'un Boeing-707 spécialement transformé et surmonté d'un radar Westinghouse capable de détecter une cible à basse altitude à plus de 360 kilomètres et en haute altitude à plus de 600 kilomètres. Cet appareil possède de puissants calculateurs et moyens de transmissions pour informer un poste de commandement à terre et lui permettre d'évaluer la menace.

Chaque équipage comprend dix-sept personnes, soit quatre membres du personnel navigant et treize spécialistes pour la mise en œuvre du radar, le contrôle des

opérations de défense aérienne, l'informatique de bord et les communications.

Les AWACS français auront trois missions principales. D'abord, ils surveilleront l'espace aérien national, en complément de l'activité des radars au sol, dont le champ de vision est limité par la courbure de la Terre. Ensuite, ils seront chargés de protéger les façades maritimes contre une intrusion étrangère qu'ils pourront repérer très en avant. Enfin, ils accompagneront une force d'intervention extérieure pour la garantir de toute attaque aérienne surprise. Mais ces missions au service du commandement de la défense aérienne ne sont pas les seules : l'AWACS peut servir de PC volant interarmées au profit d'opérations combinées avec des alliés.

## Un programme de 7 milliards de francs

On sait le rôle joué par les AWACS américains et saoudiens dans la guerre du Golfe : ce sont eux qui, contre l'Irak, ont permis de gérer un espace aérien et d'y mener des opérations au bénéfice d'une armada alliée de près de deux mille avions.

Selon le colonel Marcel Prigent, qui commande l'escadre, plusieurs considérations expliquent le choix de la base d'Avord, située en plein cœur de la France. D'une part, à la verticale de cette ville, un SDA E-3F voit quasiment toute la superficie du territoire national.

D'autre part, la base d'Avord, qui abritait précédemment une escadre de bombardiers nucléaires Mirage IV, a l'infrastructure adaptée à un avion aussi lourd (152 tonnes) que le nouvel avion-radar français.

L'escadre devrait comprendre, au total, quatre cent cinquante personnes. En temps de paix, il n'est pas prévu de maintenir un avion constamment en vol. Mais, en situation de crise, la défense aérienne, qui est commandée par le général de corps aérien Bernard Norlain depuis Taverly (Val-d'Oise), pourra disposer de trois appareils en alerte permanente.

Tout compris, avec l'aménagement de la base, les rechanges nécessaires, les simulateurs, l'entraînement des personnels et l'assistance technique, le programme SDA est estimé à quelque 7 milliards de francs selon des évaluations parlementaires.

J. I.

## SPORTS

## Yannick Noah forfait pour Roland-Garros

Yannick Noah a renoncé, mardi 21 mai, à l'invitation que lui réservaient les organisateurs des Internationaux de France de tennis qui doivent débuter lundi 27 mai au stade Roland-Garros.

A trente et un ans, Noah a pris cette année ses distances avec le tennis, même s'il a gardé le contact grâce à sa nomination à la tête de l'équipe de France de Coupe Davis. Il a enregistré un disque et s'occupe activement de sa promotion. Il n'a renoué avec la compétition que très récemment à Hambourg où il a atteint les quarts de finale, puis lors du Tournoi de Rome, où il a été éliminé au deuxième tour par l'Espagnol Sergi Bruguera.

FOOTBALL : Monaco-Gueugnon et Marseille-Rodéz en Coupe de France. Après le tirage au sort, mercredi 22 mai, les demi-finales de la Coupe de France de football opposeront Monaco (Division 1) et Gueugnon (Division 2), Marseille (D1) et Rodéz (D2). Les matches auront lieu les 1<sup>er</sup> et 2 juin sur le terrain du club premier nommé. Monaco s'était qualifié, mardi 21 mai, en battant Cannes sur son terrain par deux buts à un.

## BRAVO JEUNES

Fondation Alain de Roany Recherche les moins de 25 ans qui ont su, soit par leur courage moral, vaincre un handicap, se dépasser, soit accomplir un acte méritoire envers autrui ou la société.

Chaque lauréat recevra un prix de 10 000 F. Adresse : 71, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.

## JUSTICE

## Le meurtre de la petite Cécile Rousset

## Mahmoud Belfikh est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Mahmoud Belfikh, trente-deux ans, a été condamné mardi 21 mai à la réclusion criminelle à perpétuité par la chambre criminelle de la cour d'appel de Rabat, qui l'a déclaré coupable d'enlèvement, séquestration, avec tortures corporelles, meurtre, obscénités sur un cadavre, et recel de cadavre pour avoir, le 7 mars 1990, à Montpellier (Hérault), enlevé la petite Cécile Rousset, onze ans, découverte neuf jours plus tard, violée et étranglée.

RABAT

de notre envoyé spécial

Quelques murmures s'échappent d'un lieu de culte mis à la disposition de ceux qu'une affaire de justice oblige à attendre de longues heures dans une cour carrelée, massés à côté d'une fontaine. Dans la salle d'audience, un homme fait face à cinq magistrats en robe noire à parements vert émeraude, qui siègent sous un portrait du roi Hassan II. On juge Mahmoud Belfikh, trente-deux ans, accusé d'avoir violé et étranglé Cécile, la fille de M. Gérard Rousset, en mars 1990, à Montpellier. Elle n'avait que 11 ans et rien ne semblait pouvoir expliquer un tel crime.

Lorsque ce Marocain, époux de la baby-sitter de la famille Rousset, avait été arrêté le 22 mars 1990 au Maroc, le Front national avait appelé à une manifestation devant le palais de justice de Montpellier « pour rendre un dernier hommage à la petite Cécile » et contre « le crime raciste

commis par un ressortissant marocain ». Les parents de l'enfant s'étaient aussitôt désolidarisés de cette initiative : « L'assassin présumé de Cécile se prénomme Mahmoud, mais pour d'autres enfants, le bourreau se prénomme Pierre, Paul ou Jean. Nous dénonçons à quiconque le droit de mêler le nom de Cécile à d'odieuses tentatives de récupération. » « Ce genre de crime n'a pas de frontière et pas de race », répète M. Rousset, en attendant de pouvoir pénétrer dans la salle d'audience, même si, créateur de l'Association des parents d'enfants victimes (APEV), il souhaite que « la mort de Cécile ait un sens... ».

## Aveux et rétractation

Mahmoud Belfikh, qui avait été arrêté au Maroc, ne pouvait être extradé de son pays. La France avait donc « dénoncé les faits » au royaume du Maroc, et le dossier du magistrat instructeur de Montpellier avait été transmis à la justice marocaine (l'information judiciaire ouverte au tribunal de Montpellier sera close lorsque la décision de la cour de Rabat aura acquis l'autorité de la chose jugée).

Mardi 21 mai, Mahmoud Belfikh s'explique donc devant la chambre criminelle de Rabat qui siège, en fait, dans la salle du tribunal civil et qui est formée de cinq juges professionnels depuis une réforme datant de 1974. Le président, M. Sabi Boubid, est un homme précis qui connaît chaque détail du dossier sans consulter la moindre note. Pendant cinq heures, il interroge l'accusé, note-t-il en faisant allusion à l'audition de Jean Montaldo. Il est vrai que le dossier ne comprend pas l'intégralité des cahiers Delcroix, mais toutes les pages versées ont été cotées une à une devant le témoin et la signature du greffier a été apposée sur chacune des pages.

L'avocat d'Urbia, Me Yves Baudelot, a confirmé que le dossier instruit au Mans ne comprenait pas cette fameuse feuille. Constatant cette omission, Me Baudelot a transmis au juge Liberge une photocopie de la page manquante, qui fait donc désormais partie du dossier.

Le juge Thierry Jean-Pierre affirme qu'une manipulation des pièces était impossible. « Quand on reçoit un témoin, on prend ce qu'il veut bien

donner, note-t-il en faisant allusion à l'audition de Jean Montaldo. Il est vrai que le dossier ne comprend pas l'intégralité des cahiers Delcroix, mais toutes les pages versées ont été cotées une à une devant le témoin et la signature du greffier a été apposée sur chacune des pages.

La première affaire de M. Michel Jobert

Il reste que l'instruction rapide de ce qu'un magistrat marocain qualifie de « flagrant délit » en matière criminelle, laisse quelques zones d'ombre, notamment quant à la personnalité de l'accusé, qui est tout juste

effleurée à l'audience. A l'ouverture des débats, ses défenseurs, M<sup>rs</sup> Said Beldi et Mohammed Kaddouri utilisent donc toutes les lacunes du procès pour soutenir l'innocence dans deux plaidoiries souvent interrompues par les remarques du président.

Depuis l'ouverture des débats, suivis par un public clairsemé, une cinquantaine d'avocats en robe ont envahi le prétoire et lorsque, dans la nuit, les juges se retirent pour délibérer, quelques membres du barreau font part de leur surprise. Il ne se souviennent pas qu'une chambre criminelle ait consacré autant de temps à une affaire et certains d'entre eux soulignent malicieusement le ton extrêmement courtis du président.

Après une heure de délibérations, la chambre criminelle condamne Mahmoud Belfikh à la réclusion criminelle à perpétuité.

Lors de la manifestation de Montpellier, M. Alain Jamet, secrétaire général du Front national et vice-président du conseil général du Languedoc-Roussillon, avait déclaré : « Le roi du Maroc s'honorait en donnant à cet individu une peine que la France est incapable de prononcer, à savoir la peine capitale. » Mais de son côté, à Rabat, tout en soulignant implicitement une sanction sévère, M. Mohammed Teber avait dit aux juges : « Le Front national est une minorité, ne vous y arrêtez pas. »

La salle se vide. Seul sur une chaise, le condamné s'est évanoui. Sa mère hurle sa douleur dans les couloirs. M. Gérard Rousset n'a pas de commentaires à faire et se borne à répéter : « On ne doit pas confondre son désir de vengeance individuelle avec la notion de justice. »

MAURICE PEYROT

A cet instant une hirondelle affolée pénétre dans la salle pour fournir à l'avocat général, M. Mohammed Ayoud, une formule poétique : c'est « l'âme de Cécile » qui plane sur le procès. Et le magistrat demande « la peine la plus grave » après avoir rappelé les termes de l'article 392 du code pénal marocain qui punit de la peine de mort le meurtre ayant « précédé, accompagné ou suivi un autre crime ».

En suivant la logique de l'accusé, la défense ne pouvait demander que

l'acquiescement. M<sup>rs</sup> Said Beldi et Mohammed Kaddouri utilisent donc toutes les lacunes du procès pour soutenir l'innocence dans deux plaidoiries souvent interrompues par les remarques du président.

Depuis l'ouverture des débats, suivis par un public clairsemé, une cinquantaine d'avocats en robe ont envahi le prétoire et lorsque, dans la nuit, les juges se retirent pour délibérer, quelques membres du barreau font part de leur surprise. Il ne se souviennent pas qu'une chambre criminelle ait consacré autant de temps à une affaire et certains d'entre eux soulignent malicieusement le ton extrêmement courtis du président.

Après une heure de délibérations, la chambre criminelle condamne Mahmoud Belfikh à la réclusion criminelle à perpétuité.

Lors de la manifestation de Montpellier, M. Alain Jamet, secrétaire général du Front national et vice-président du conseil général du Languedoc-Roussillon, avait déclaré : « Le roi du Maroc s'honorait en donnant à cet individu une peine que la France est incapable de prononcer, à savoir la peine capitale. » Mais de son côté, à Rabat, tout en soulignant implicitement une sanction sévère, M. Mohammed Teber avait dit aux juges : « Le Front national est une minorité, ne vous y arrêtez pas. »

MAURICE PEYROT

La salle se vide. Seul sur une chaise, le condamné s'est évanoui. Sa mère hurle sa douleur dans les couloirs. M. Gérard Rousset n'a pas de commentaires à faire et se borne à répéter : « On ne doit pas confondre son désir de vengeance individuelle avec la notion de justice. »

MAURICE PEYROT

## Selon le « Canard enchaîné »

## Une pièce importante aurait manqué au dossier Urbia

Selon le Canard enchaîné daté 22 mai, une pièce importante aurait manqué dans le dossier Urbia, instruit au tribunal du Mans par le juge Thierry Jean-Pierre, puis, après son dessaisissement, par le juge Jacques Liberge. Cette pièce est l'une des 626 pages des cahiers Delcroix versés au dossier par le journaliste Jean Montaldo le 23 mars. Saisis à Marseille par l'ex-inspecteur Gaudino, ces cahiers décrivent en détail les mécanismes de financement du Parti socialiste.

La page manquante du dossier citait, selon le Canard enchaîné, les

norms de certains élus de la Sarthe. La présence de cette feuille devenait embarrassante : la chambre criminelle de la cour de cassation est saisie « sans délai » par le procureur de la République chaque fois que des élus sont mis en cause dans une procédure afin que l'instruction soit « délocalisée ». La chambre criminelle confie alors le dossier à la chambre d'accusation de son choix. Le juge du Mans risquait donc d'être dessaisi.

Le juge Thierry Jean-Pierre affirme qu'une manipulation des pièces était impossible. « Quand on reçoit un témoin, on prend ce qu'il veut bien

donner, note-t-il en faisant allusion à l'audition de Jean Montaldo. Il est vrai que le dossier ne comprend pas l'intégralité des cahiers Delcroix, mais toutes les pages versées ont été cotées une à une devant le témoin et la signature du greffier a été apposée sur chacune des pages.

L'avocat d'Urbia, Me Yves Baudelot, a confirmé que le dossier instruit au Mans ne comprenait pas cette fameuse feuille. Constatant cette omission, Me Baudelot a transmis au juge Liberge une photocopie de la page manquante, qui fait donc désormais partie du dossier.

## Détournement de courrier du Parti communiste mosellan

## La justice demande des explications aux Renseignements généraux

Le procureur général de la Moselle, M<sup>rs</sup> Marie-Thérèse Peiffer, a, dans une lettre datée du 3 mai, adressé à la direction régionale des Renseignements généraux (RG), demandé des explications sur une affaire de détournement de courrier au détriment de la Fédération de Moselle du Parti communiste. En octobre 1990, l'ex-inspecteur Jean-Marc Dufourg avait révélé que les RG de Moselle avaient utilisé, pendant la crise de la sidérurgie, entre 1983 et 1985, les services d'un facteur — aujourd'hui sous le coup d'une

sanction disciplinaire — qui remettait le courrier destiné à la fédération mosellane du PC à un inspecteur des RG, afin qu'il puisse en faire des copies.

Dans sa lettre au responsable des RG de Moselle, le procureur général demande qu'il lui soit rendu compte « de manière exhaustive des faits dont il s'agit, des initiatives prises par votre service et des responsabilités encourues par les fonctionnaires de votre service dont je désire connaître l'identité » avant le 1<sup>er</sup> juin.

صلى الله عليه وسلم

EN VENTE



## EDUCATION • CAMPUS

### Les sept travaux de M. Jospin

Reconduit à son poste, le ministre de l'éducation nationale va devoir trancher les dossiers instruits depuis trois ans

**C**INQUANTE milliards de francs d'augmentation du budget de l'éducation, trente-cinq mille postes d'enseignants créés, une loi d'orientation adoptée sans passion mais sans drame, deux crises aiguës - celle du foulard islamique à l'automne 1989 et celle du mouvement lycéen un an plus tard - calmées avec efficacité : durant trois ans, M. Lionel Jospin a su se sortir à son avantage de ce ministère guépard qu'est l'éducation nationale depuis un quart de siècle.

Le plus dur, pourtant, reste à faire. Car, en trois ans, M. Jospin a ouvert tous les grands chantiers où se jouera, demain, l'avenir de l'éducation : celui de l'école et du lycée, celui de l'université et des enseignants. Et il est mieux placé que quiconque pour savoir que, dans chacun de ces domaines, il a fixé lui-même un calendrier et des échéances qu'il ne pourra différer sous peine de paraître timoré ou velléitaire. Son bilan sera jugé sur sept dossiers-clés.

■ **Les cycles de primaire**  
Les écoles maternelles et primaires de trente-trois départements expérimentent, depuis septembre 1990, une nouvelle organisation pédagogique qui sera généralisée à la prochaine rentrée. Elle repose sur un système souple de « cycles » couvrant trois années de scolarité, pendant lesquelles les élèves sont censés progresser à leur rythme, sans redoublement, et bénéficier d'un soutien individualisé.

Pour les enseignants, le travail en équipe et la concertation deviennent la règle. Bien accueilli dans son principe par les instituteurs et leur syndicat, le SNI-PEGC, cette réforme ambitieuse a eu quelque difficulté à « trouver ses marques » dans les départements pilotes et l'échéance fixée pour sa généralisation - la rentrée 1991 - semble à haut risque.

■ **Le trou noir du collège**  
« Le collège n'est pas ignoré », a assuré M. Jospin en présentant ses

propositions pour la rénovation du lycée. Depuis trois ans, pourtant, c'est le silence complet. Mission vient cependant d'être donnée à l'inspection générale d'évaluer une centaine d'établissements, tandis que le Conseil national des programmes doit remettre un avis sur l'enseignement et les programmes du collège.

■ **La réforme du lycée**  
Après deux ans de réflexion, le ministre a annoncé le 22 avril les grandes lignes de son projet pour les lycées. Après concertation, la réforme doit être définitivement arrêtée fin juin et entrer en application à la rentrée 1992. Contrairement à ses trois prédécesseurs, M. Jospin va donc être conduit à trancher ce dossier délicat. Ses principales propositions concernent l'introduction du soutien dans l'emploi du temps des élèves, l'allègement des horaires et des programmes, la réduction du nombre des séries et leur réajustement. Une inconnue : l'avenir du bac, dont on voit mal comment il pourrait rester en l'état si un tel remodelage passait dans les faits.

Cet excès de prudence, qui vise à satisfaire les syndicats d'enseignants arc-boutés sur la défense de l'examen, montre à quel point la marge de manœuvre du ministre est étroite.

■ **La carte universitaire de l'an 2000**

L'ambition est d'assurer le développement de l'enseignement supérieur français pour lui permettre d'accueillir quelque deux millions d'étudiants à la fin de la décennie et d'affronter l'échéance européenne. Ebauché début 1990, conforté par l'engagement gouvernemental, il y a un an, d'y consacrer 16,2 milliards de francs en cinq ans, objet de mille discussions avec les élus locaux au cours des derniers mois, le schéma « Universités 2000 » doit désormais être bouclé. Tout retard supplémentaire hypothéquerait les prochaines rentrées.

M. Jospin a présenté au conseil des ministres du 7 mai dernier un premier cadrage. Il confirmerait la



création de sept universités nouvelles (quatre en Ile-de-France, deux dans le Nord-Pas-de-Calais et une à La Rochelle) ainsi que de trois « pôles de développement universitaire » (Valence, Belfort-Montbéliard, Lorient-Vannes) et prévoyait l'ouverture de quelque cent soixante départements de technologie. En outre, de nombreuses opérations d'extension de sites existants devraient faire partie de l'enveloppe finale. Reste, d'ici à la fin du mois de juillet, à mener à bien les négociations, cas par cas, avec les collectivités territoriales - dont l'Etat attend qu'elles financent environ la moitié des investissements nécessaires. A quelques mois d'échéances électorales régionales,

voire nationales, les arbitrages finaux seront des plus délicats.

■ **Le casse-tête des premiers cycles**  
Evoqué dès son arrivée rue de Grenelle par M. Jospin, le problème des premiers cycles universitaires, de leur asphyxie sous le nombre d'étudiants mal préparés aux études longues et de leurs taux d'échec impressionnants, est toujours sans réponse. Un rapport établi en juillet 1989 est resté lettre morte. Plusieurs moutures de remodelage ont été mises au panier. Un dossier particulièrement explosif.

■ **Le plan d'aide sociale aux étudiants**

Le ministère de l'éducation a signé, le 26 mars dernier, un relevé de conclusions avec les associations

et les syndicats étudiants. Il s'engage notamment à développer les bourses, « dans la perspective d'atteindre 25 % d'étudiants boursiers dans les prochaines années ». Il prévoit en outre la création d'un système original de prêts aux étudiants, garantis par l'Etat et accordés sur critères sociaux. Mais le dossier technique tarde à être bouclé et l'appel d'offres auprès des banques n'a toujours pas été lancé, reportant le lancement de ce système au mieux au printemps 1992.

■ **La mise en place des IUFM**  
Le recrutement et la formation de nouveaux enseignants sont des enjeux majeurs pour les prochaines années. Et la revalorisation de la profession des instituteurs, rebaptisés « professeurs d'école », et recrutés à la licence comme les enseignants du secondaire, commandait que l'on unifie deux systèmes de formation jusque-là séparés. C'est chose faite depuis la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Ils fonctionnent dans trois sites expérimentaux (Lille, Grenoble et Reims) depuis septembre 1990, et leur généralisation dans les vingt-huit académies est prévue pour la prochaine rentrée.

A deux mois du coup d'envoi, la nouvelle structure suscite des inquiétudes. La philosophie et l'architecture générales de la formation en IUFM, ainsi que les modifications - légères - apportées aux concours, sont maintenant connues. En revanche, on ne sait pas encore avec précision qui encadrera les futurs étudiants. Trois cents emplois d'enseignants-chercheurs et l'équivalent de deux cents emplois de professeurs agrégés sont inscrits au budget 1991 et viendront s'ajouter à ceux de professeurs d'écoles normales, dont la plupart devraient, logiquement, rejoindre les IUFM. Mais la réussite de l'entreprise dépendra, surtout, de la capacité de l'Université et de ses enseignants à investir ce nouveau champ.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

#### Donche écossaise

**L**A méthode Cresson sera-t-elle celle de la douche écossaise ? Et sa première victime le ministre de l'éducation nationale ? A peine installé à Matignon, le nouveau premier ministre n'a en effet pas manqué une occasion de soulever le problème de la formation des jeunes.

Elle ouvre le feu dès ses premières déclarations avec un éloge appuyé de l'apprentissage, qui permet aux élèves réfractaires au lycée de se préparer à un métier hors de l'école. Elle y revient dans le *Journal du dimanche* avec une petite phrase explosive : « L'école obligatoire jusqu'à seize ans, ce n'est pas l'égalité. » Elle enfonce le clou, le même jour, en répondant aux questions d'Anne Sinclair sur TF1. Le système allemand d'apprentissage école-entreprise est présenté avec insistance comme exemple, sinon comme modèle.

Bien décidée à bousculer la prudente rénovation du système éducatif engagée depuis trois ans, elle ajoute sans détour, à propos du chômage des jeunes : « On ne s'attaque pas à un problème aussi ancien par une série de mesures. » C'est dire qu'il faut changer d'allure, sortir du cas par cas, lancer un projet mobilisateur.

Après l'eau glacée, le réconfort. Evoquant les probables restrictions budgétaires, le premier ministre précise : « Naturellement, il n'est pas question de toucher à l'éducation nationale. » M. Jospin apprécie.

Restent deux questions. Comment espérer développer de nouvelles voies de formation par l'apprentissage sans réduire d'autant les moyens de l'éducation nationale ? Cette perspective renvoie-t-elle en cause l'engagement inscrit dans la loi d'orientation de 1989, de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat ? Le débat est ouvert.

G. C.

## Hussards de l'intégration

Les premiers enseignants d'origine maghrébine ou portugaise arrivent dans les classes. Parcours exemplaires...

**L**S s'appellent Amar, Farida ou Angela, leur père était OS ou maçon et leur mère souvent analphabète. Eux enseignent la règle de trois, l'accord du participe passé, Victor Hugo ou la philosophie. Fils ou fille d'immigrés maghrébins, portugais ou espagnols, ils sont avant tout de jeunes enseignants français pour qui l'école a été un instrument de promotion sociale fulgurant, à l'image des instituteurs de la III<sup>e</sup> République issus des milieux ouvriers et paysans. Mais leur itinéraire personnel éclaire aussi d'un jour nouveau la question de la réussite scolaire des jeunes issus de l'immigration.

Zahia Zéroulou est maître de conférences en sociologie à l'université Lille-1. Née en Algérie voici trente-six ans et entièrement scolarisée dans le nord de la France, où elle est arrivée à l'âge de deux ans, elle résume son itinéraire d'une formule simple : « L'école, je lui dois tout ! ». Fille d'ouvrier, deuxième d'une famille de dix enfants, elle s'absentait fréquemment de l'école pour suppléer sa mère malade, accumulant ainsi deux années de retard dès l'école primaire.

#### Une élève douée derrière la redoublante

Mais pour s'échapper des tâches ménagères, il y avait l'école : « J'ai- mais y aller parce qu'elle représentait les loisirs, se rappelle-t-elle. A la maison, il fallait s'occuper de tous les autres ; à l'école, j'avais l'impression de m'occuper de moi. Mes parents m'aimaient surtout sur mes frères ; ils

les ont aidés, pas moi. » Comme Amar Bassour, maître formateur à l'école normale d'instituteurs de Nice, qui voue une reconnaissance éternelle à la directrice de CEG qui l'a inscrit d'office au concours de l'école normale pour lui financer ses études secondaires, comme beaucoup d'autres, Zahia Zéroulou parle avec émotion d'un enseignant à qui elle doit beaucoup : une institutrice de CM2 qui a percé derrière la petite redoublante une élève douée et s'est battue pour qu'elle entre en sixième, lui évitant la fatalité de la « classe de fin d'études » ou du CAP de couture.

Devenue sociologue, la fille d'immigrés n'a eu de cesse de comprendre « pourquoi certains réussissent alors que la plupart échouent », consacrant sa thèse de troisième cycle aux mécanismes de la réussite et de l'échec scolaires chez les enfants d'origine algérienne. Selon elle, la famille type de la réussite serait celle pour laquelle l'émigration correspondait à un désir d'ascension sociale, celle qui accepte une certaine rupture avec les pratiques du pays d'origine, valorise l'école et réussit à maintenir sa cohésion.

Mais, Zahia Zéroulou en est convaincue, les victimes de l'échec scolaire sont d'abord des enfants de milieu populaire, souvent issus de familles nombreuses, et prioritairement des filles, avant d'être spécifiquement d'origine immigrée. Elle-même avoue n'avoir découvert la « question immigrée » qu'à l'université, n'ayant jamais vécu ses origines comme dévalorisantes dans la petite ville où elle a passé son enfance. L'équation immigrés - échec scolaire, désormais interiorisée par le public et même par certains enseignants, a porté un grand tort aux enfants de l'immigration en masquant les véritables racines sociales des difficultés, et en induisant une certaine fatalité.

« J'ai entendu toutes sortes de bêtises de la part de collègues, confie un instituteur beur : que les enfants d'origine algérienne avaient des difficultés en écriture parce que l'arabe

s'écrit à l'envers, alors qu'ils ignorent totalement cette langue écrite. » Ces enseignants-là sont souvent en première ligne pour dénoncer les errements pédagogiques comme le scandale des cours d'arabe ou de portugais donnés à l'heure des classes normales, et la pédagogie dite « interculturelle » qui magnifiait les « différences » dans les années 80 au détriment des apprentissages de base.

#### Choisir les classes difficiles

Car, s'ils ne nient pas la spécificité de leur parcours, les instituteurs et professeurs issus de l'immigration mettent en avant leur qualité d'enseignant comme les autres. « Je parle mieux le chinois que l'arabe ! Et si j'ai été invité à manger le couscous par des familles d'élèves, je ne cède pas si elles rechignent à envoyer leurs filles à la piscine », proclame Lamina Mouldala, vingt-neuf ans, instituteur dans le quartier de Mémilmontant à Paris. S'il peut se sentir plus proche des élèves d'origine immigrée, ils refusent obstinément toute relation privilégiée avec eux. « Quelques élèves beurs ont essayé de créer une complicité en me parlant arabe, mais j'ai immédiatement coupé court », raconte Souad Benani, professeur de français au lycée technique de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) et présidente de l'association féministe Les nanas beurs. D'ailleurs, je pénalise les élèves qui refusent de venir au tableau sous prétexte de fatigue du Ramadan. » La proximité des élèves peut d'ailleurs être un piège redoutable. « J'ai parlé portugais à des enfants portugais qui ne comprenaient rien à mes explications en français, raconte Angela Dumas, élève institutrice d'origine portugaise. Je les ai aidés, mais un élève arabe s'est mis à me parler arabe. J'ai senti que la pente était glissante. »

Sont-ils plus directifs, plus exigeants ? « Ils viennent d'une éducation autoritaire et ont tendance à savoir prendre en main les élèves,

constate Alain Pierrot, professeur de philosophie à l'école normale des Batignolles à Paris. Ils ne perçoivent pas les élèves maghrébins comme maghrébins en soi, ce qui est parfois l'erreur commise par les enseignants qui veulent trop bien faire. » Parisiens d'une laïcité bien comprise, ils ne sont pas prêts à tolérer un foulard islamique dans leur classe, même s'ils jugent grotesques ceux qui ont crié haro sur les collégiennes de Creil.

A l'instar de tous les débutants, les enseignants d'origine maghrébine ou portugaise se retrouvent souvent dans les classes réputées difficiles des « zones prioritaires » ou dans les « classes d'initiation » qui accueillent les enfants non francophones. Mais la fatalité administrative

devient souvent un choix. « J'enseigne à Mémilmontant d'abord parce que j'y habite, mais aussi parce qu'ici l'enseignement ne se résume pas au lire-écrire-compter. Les enfants n'ont qu'un pantalon par an et font leurs devoirs avec la tête altérée. En classe de nature, il faut leur apprendre à se laver. J'explique aux filles que les devoirs passent avant la veillée. Je fais beaucoup d'éducation civique », explique Lamina Mouldala.

Car, s'ils refusent évidemment d'être relégués dans les classes à problèmes et les écoles de banlieue, ces enseignants ne peuvent pas le rôle exemplaire qu'ils jouent à l'égard des enfants de l'immigration.

PHILIPPE BERNARD  
Lire la suite page 14

#### Le Monde EDITIONS

##### LE GUIDE DE VOS ÉTUDES JUSQU'À BAC + ... x



De plus en plus, les études, notamment universitaires, se professionnalisent, les guides aussi... Sous la direction de Frédéric Gausson, la collection « Vos études » met à la disposition de tous le savoir accumulé des spécialistes du Monde. Déjà parus : La gestion L'informatique

EN VENTE EN LIBRAIRIE

#### MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Une formation en un an aux métiers du développement économique local pour des débouchés dans le secteur public et privé et le secteur de l'économie mixte.

Recrutement : Bac + 5 (Grande Ecole, Université)

1<sup>ère</sup> session : 14 juin 1991  
2<sup>ème</sup> session : 13 septembre 1991

**GROUPE ESC LE HAVRE - CAEN**  
Rue Claude Bloch - 14000 CAEN  
Tél. 31 47 40 20

## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

**ÉTUDIANTS.** Le ministère de l'éducation nationale vient de publier les statistiques définitives sur la population universitaire pour l'année 1990-1991. Après une augmentation spectaculaire l'an dernier (+7,8 %), la crue des effectifs s'est un peu ralentie cette année, puisque l'on comptait 1 182 000 étudiants inscrits à l'université, soit une augmentation de 67 000 (+6 %), non compris les élèves des classes préparatoires et des sections de techniciens supérieurs. La croissance touche l'ensemble des disciplines non médicales, en particulier les filières scientifiques (+12,5 %). La progression est la plus forte en deuxième cycle. Un quart des universités enregistrent une augmentation supérieure à 10 %, en particulier Amiens, Angers, Chambéry, La Havre, Le Mans, Nantes, Orléans, Perpignan, Poitiers, Rouen, Tours et Paris-VIII-Saint-Denis. Avec près de 37 000 étudiants, Paris-VI devient la plus grosse université de France. (Note d'information 91 22.)

**FONDATION HEC.** Les responsables de la Chambre de commerce de Paris, la Fondation HEC et les associations d'anciens élèves d'HEC et de l'ISA avaient annoncé en janvier dernier leur volonté de mobiliser les grandes entreprises pour participer au développement de la plus prestigieuse école de gestion française (le Monde du 31 janvier). Ce plan prend tournure, selon la Fondation HEC, une vingtaine de sociétés ont déjà assuré HEC de leur concours, pour un financement de l'ordre de 10 millions de francs par an.

**INGÉNIEURS 2000.** Créée en février dernier par six grandes entreprises (EDF, GDF, Renault, Schneider, SNECMA, Thomson, Usinor-Sacilor) en partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers et le groupe des industries métallurgiques Ile-de-France (le Monde du 12 mars), l'association Ingénieurs 2000 vient d'obtenir l'habilitation de la commission des titres d'ingénieur pour mettre en place une formation initiale d'ingénieur par la voie de l'apprentissage, dans deux spécialités (génie mécanique et système de production ; électronique et informatique). Cette formation originale (cinq ans en alternance) débutera dès octobre prochain. Une

cinquantaine de places sont proposées par une douzaine de grandes entreprises. (Inscriptions avant le 15 juin. Ingénieurs 2000, CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03.)

**LUXE.** Une étude récente du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), réalisée auprès de 1250 étudiants, révèle que les étudiants aiment le luxe à condition de ne pas tomber dans la vulgarité. Ils connaissent assez précisément certains produits haut de gamme : bons restaurants, voitures confortables, bijoux, logement dans des quartiers élégants et garde-robe de qualité. Ils détestent en revanche le luxe tapageur, les copies et les marques apparentes (contrairement à d'autres jeunes du même âge).

**MUTUELLE.** Réuni à Villeurbanne (Rhône) du 17 au 19 mai, le 32<sup>e</sup> congrès de la Mutuelle nationale des étudiants de France a réaffirmé la volonté de la MNEF de « s'inscrire résolument dans la perspective de deux millions et demi d'étudiants en l'an 2000 ». La principale mutuelle étudiante a plaidé pour la création d'un Fonds d'action sociale et sociale capable de répondre aux problèmes des étudiants les plus démunis. Mais l'absence du ministre de l'éducation et de celui des affaires sociales, retenus par le changement de gouvernement, n'a pas permis de faire progresser le dossier de la loi plan gouvernemental d'aide sociale aux étudiants.

**SCIENCES-PO.** Le lycée La Fontaine (Paris) organise en collaboration avec le CNED (Centre national d'enseignement à distance), du 22 juillet au 24 août, cinq semaines intensives de préparation à l'examen d'entrée à l'Institut d'études politiques de Paris. Les candidats seront admis après des tests d'admission à HEC. (Rens. : lycée La Fontaine, tél. 46-51-25-39, poste 321.)

## La double vie des étudiants salariés

Ils sont nombreux à mener de front études et activité professionnelle

**L**e calot sur la tête et le geste prompt, Jean-Luc actionne le perceuseur d'un air distrait. Mais à quoi pense donc ce serveur modèle, entre la monnaie qu'il faut rendre et les soucis d'arrière-cuisine ? Aux clients qui se bousculent ou à sa licence d'histoire qu'il ne veut pas rater une seconde fois ? Aux examens qui approchent ou à ses fins de mois difficiles ? Car Jean-Luc fait partie de ces milliers d'étudiants qui vivent à califourchon entre l'université et la vie professionnelle, potaches un jour et salariés le lendemain, tour à tour étudiants et laborieux.

Mal connue des différentes administrations, la plus souvent ignorée par les universités, difficile à repérer dans les statistiques, noyée dans la masse des étudiants en formation initiale, la population de ceux qui ont un emploi ne fait l'objet d'aucun recensement national. Étonnante ignorance au moment où le gouvernement lance un plan d'aide sociale en faveur des étudiants les plus démunis. En attendant les résultats de l'enquête systématique que les universités sont invitées, par le ministère, à lancer lors de la prochaine rentrée, certains établissements s'efforcent, localement, d'y voir clair. C'est notamment le cas à Paris-I, Grenoble-II et Paris-VIII (Saint-Denis).

Premier constat : l'ampleur du phénomène. À Paris-I, une étude effectuée en 1987 montre qu'un tiers des personnes interrogées déclaraient être salariées, soit un étudiant sur cinq en premier cycle, un sur trois en deuxième cycle et un sur deux en troisième cycle. Parmi eux, 30 % étaient des étudiants salariés, les autres se rangeant dans la catégorie des enseignants en formation continue ou en reprise d'études. À Paris-VIII, 41 % des personnes qui s'inscrivaient pour la première fois à

l'automne 1989 étaient salariées. A Grenoble-II, enfin, une enquête exhaustive menée à la rentrée 1989 indique que 37 % des étudiants envisageaient de travailler pendant l'année universitaire, 13 % d'entre eux comptant consacrer d'une à cinq heures hebdomadaires à une activité salariée, tandis que 11 % pensaient s'y atteler entre six et dix heures par semaine.

## L'amour de l'indépendance

Dans l'ensemble, les étudiants salariés accordent une part d'autant plus grande à leur « job » qu'ils avancent dans leur cursus universitaire. En effet, le nombre des cours obligatoires s'accroît au fur et à mesure qu'ils montent en grade, et la dépendance à l'égard des familles se fait plus pesante avec l'âge. Par ailleurs, les travaux réalisés à Paris-I montrent que, chez les étudiants de deuxième cycle, c'est la fonction publique qui accueille le plus grand nombre d'étudiants salariés (62 %), dont plus de la moitié dans l'éducation nationale.

Les quelques enquêtes disponibles démontrent également, contrairement aux idées reçues, que ce ne sont pas forcément les étudiants les plus démunis qui travaillent le plus à l'extérieur de l'université. Non seulement les boursiers n'ont, en principe, pas le droit de cumuler leur bourse avec un emploi rémunéré, mais il semble, selon les responsables de l'enquête grenobloise, que « les budgets les plus élevés vont de pair avec une activité salariée plus importante ».

Ainsi Gonzague, un étudiant de vingt-quatre ans inscrit en licence d'administration publique à Paris-XII, ne travaille pas pour survivre, mais « pour être indépendant ». Les deux ou trois jours qu'il consacre chaque semaine à faire des inventaires pour la

Compagnie des wagons-lits lui rapportent environ 2 000 francs par mois, cette somme s'ajoutant à ce que lui donnent ses parents, qui financent le plus gros de ses études. Étudiant à Toulouse, Romain, lui aussi, reçoit chaque mois des subsides familiaux. Mais cela ne l'empêche pas de consacrer une bonne partie de son temps à un travail dans les réseaux de télécommunications, pour « sortir de la fac. Car une maîtrise de géographie, cela n'occupe pas à plein temps et cela n'ouvre pas assez d'horizons ».

Tous, évidemment, ne se trouvent pas dans cette situation somme toute privilégiée. Pour aider sa famille à payer ses études, par exemple, Mireille doit distraire une demi-journée par semaine à la préparation de l'Ecole nationale de la magistrature. Les 2 762 francs qu'elle gagne chaque mois comme surveillante dans un collège de la banlieue parisienne lui permettent, notamment, de payer ses livres et l'essence de sa voiture.

## Le risque de perdre pied

Même lorsqu'ils travaillent par nécessité, les étudiants ne minimisent pas les aspects positifs de leur activité parallèle, la découverte du monde du travail, ses contraintes et ses satisfactions. Tous, ils affrontent un employeur, des collègues, le chômage parfois. Alexandre, qui complète « au noir » une maigre bourse en effectuant des livraisons pour un traiteur, estime que l'expérience lui permet d'échapper à la « monotonie de la fac » et l'oblige à « avoir une discipline de vie pour pouvoir tout mener de front ». Gonzague, lui, constate que la fréquentation de ceux qui ont arrêté leurs études très jeunes le pousse à « une certaine humilité », mais l'incite aussi à vouloir poursuivre les siennes et à ne pas

mésestimer sa chance.

Enfin, ces revenus personnels ont une saveur particulière pour les étudiants. Surtout lorsqu'ils font un travail qui leur plaît, comme ce fut le cas de Tania. Inscrire en premier cycle à Paris-VIII, cette jeune femme pour qui le marketing téléphonique et les ménages n'ont plus de secrets a aussi fait beaucoup de gardes d'enfants. « Comme j'adorais cela, explique-t-elle, j'avais bon moral et je me sentais stimulée dans mes études ».

Pour autant, la vie des étudiants salariés n'est pas toujours facile. Ainsi, Tania se souvient avec une grimace des quatre heures de transport perdues pour se rendre dans un bureau de la banlieue parisienne. D'autres, comme Mireille, n'ont pas toujours pu concilier une activité salariée avec le minimum d'assiduité nécessaire pour éviter de se faire « coller » en fin d'année. Trop absorbée par quatorze heures de surveillance dans un externat, elle a en le sentiment de se rendre à l'université « en touriste », durant son année de licence de droit. « Très vite, ajoute-t-elle, j'ai perdu pied, j'étais épuisée et j'ai fini par redoubler ».

Les services sociaux et médicaux des universités connaissent bien le problème de la fatigue engendrée par cette double vie. « Avant les parties, au moment où ils ont des devoirs à rendre, nous voyons arriver beaucoup d'étudiants travaillant dans notre service, souligne Jeanine Millet, infirmière à Paris-VIII. Ils viennent chercher des fortifiants, car ils sont surmenés, parfois au bord de la dépression. » D'où la rancœur de certains étudiants qui se plaignent de l'incompréhension de leurs professeurs, mais aussi le souci qu'ont plusieurs établissements d'aménager leurs horaires pour ce public encore mal connu.

RAPHAËLE RÉROLLE

## Les Américains tentés par le bac

Un rapport récent cherche des exemples en Europe et au Japon

## WASHINGTON

de notre correspondant

Quelques semaines après l'annonce faite par le président Bush d'un programme de rénovation et d'amélioration de l'enseignement (le Monde daté 21-22 avril), la Fondation nationale pour les humanités (NEH) vient de relancer le débat en publiant un rapport sur les examens de fin d'études secondaires, préalables à l'entrée dans l'enseignement supérieur, dans divers pays européens et au Japon.

Selon le projet américain de réforme, les écoles du primaire et du secondaire continueraient d'être de la responsabilité des États et des autorités locales. Mais la pièce maîtresse de la proposition de la NEH est de créer des examens à l'échelle nationale, qualifiés de « tests de performance » sur des matières fondamentales.

Le rapport de la NEH a provoqué des remous. M<sup>re</sup> Cheney, présidente de la Fondation, s'est limitée à indiquer que les expériences dans les autres pays pourraient donner des « indications utiles ». Elle a souligné en outre qu'un examen « national » aux États-Unis devrait être différent des modèles européens et japonais. En effet, aux yeux des officiels américains, le système d'éducation en Europe est élitiste, permettant aux meilleurs de faire des études supérieures et d'accéder ensuite aux situations de prestige et bien rémunérées, mais reléguant les autres à des petits emplois mal payés.

## Examen et démocratie

Dans l'esprit de beaucoup d'éducateurs américains, un examen national devrait être conçu de manière à aider les élèves insuffisants. « Ce qui est tragique », a déclaré le président d'une organisation d'éducateurs, est que ces moins bons élèves soient condamnés pour toute leur vie à de très médiocres emplois très mal rémunérés.

Comment créer un examen national qui ne contredit pas l'idéal démocratique américain, visant à donner des chances à tout le monde ? Telle est la question

fondamentale que se posent les éducateurs américains. D'autres arguments sont invoqués par certains contre la création d'un examen national qui, disent-ils, pourrait compromettre la créativité des enseignants et leur faire négliger les intérêts de leurs étudiants.

La NEH souligne à ce propos que la création d'un examen national ne signifie pas que chaque étudiant passera les mêmes épreuves. Elle rappelle qu'en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne les régions et les États soumettent aux candidats des épreuves différentes dont on s'assure seulement qu'elles sont de niveau équivalent et se situent au niveau national requis.

## Renforcer l'histoire et la littérature

La NEH estime que les examens d'entrée dans les collèges américains (l'équivalent de notre premier cycle universitaire) visent essentiellement à apprécier les aptitudes des candidats en anglais

(Publicité)

## DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue ont intérêt à compléter leur qualification par une formation spécifique, décisive dans le cadre professionnel. Cette formation peut être sanctionnée utilement par un des diplômes suivants :

Chambres de Commerce Étrangères, Certificats Européens de langues, Université de Cambridge, Toefl...

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes à :

Langues & Affaires, Service 5173, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois.

Tél.: (1) 42.70.81.88. (Enseignement privé à distance)

## Les hussards de l'intégration

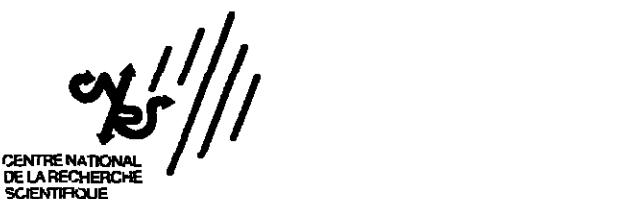
Suite de la page 13

« Je leur dis : « Faites comme moi, bougez-vous, j'ai grandi dans les cités de transit et j'étais orphelin ! » Ils se disent qu'ils peuvent réussir aussi. Mais je tiens à rester leur prof, je refuse d'être leur copain sous prétexte que je suis leur. Ils doivent m'appeler « Monsieur », raconte Zafir Kedoucha, professeur certifié de technologie et conseiller municipal socialiste à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

Souvent militants d'un parti politique ou d'une association, ils mettent leur tempérament bien trempé au service de l'école. Comme d'autres mais peut-être davantage, ils sont volontaires pour les coups de pouce d'après cours aux élèves en difficulté, pour les classes transplantées, les activités périscolaires, les élèves à problèmes qu'ils n'oublient pas au fond de la classe. « Je me retrouve dans les élèves chiantes. J'étais dur, agité mais tellement bien à l'école », confie Saliba Amara, professeur de lettres à Alfortville et président de l'Association nouvelle génération immigrée (ANGI), pionnière du mouvement beur.

À les entendre, leur « vocation » pour l'enseignement ne résulterait, à l'origine, que d'une nécessité matérielle. Les voilà pourtant militants de l'école publique laïque et républicaine, et de l'intégration sociale. Certains sont même devenus français pour les beaux yeux de l'éducation nationale. Loin des discours pleurnichards, ils encensent l'école et professent une indulgence rare à l'égard d'un système scolaire dont ils dénoncent aussi les hypocrisies. Mais ces nouveaux hussards ne sont encore que quelques-uns. Preuve que les enfants de l'immigration ne sont guère plus attirés par ce métier que les autres jeunes. Signe aussi que le vieux divorce entre les familles immigrées et l'école est loin d'être dépassé.

PHILIPPE BERNARD



## BOURSE MICHEL SEURAT

APPEL DE CANDIDATURES 1991

THÈME :  
LES SOCIÉTÉS OU LES CULTURES CONTEMPORAINES  
DU PROCHE-ORIENT

Le C.N.R.S. a créé une bourse de 100.000 F décernée chaque année à un jeune chercheur français ou ressortissant d'un pays du Proche-Orient.

Le programme doit comporter un séjour dans le pays étudié. Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire. La bourse Michel SEURAT est ouverte aux personnes de moins de trente-cinq ans révolus (sauf dérogation) titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent. Les candidats français qui ont des connaissances de langue arabe en précisent le niveau.

Avec :

- un curriculum vitae,
- une copie des diplômes obtenus les plus élevés, français ou étrangers,
- un projet de recherche,
- un programme de travail en dix pages maximum,
- une attestation d'une personnalité scientifique qui doit l'envoyer personnellement à M. le Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15 JUIN 1991

مركز الامم



# EDUCATION • CAMPUS

## COURRIER

### Enseignement à distance

Vos articles récents sur l'enseignement à distance m'ont paru exagérément pessimistes dans leur appréciation de la place que la France occuperait par rapport à ses partenaires européens, et notamment l'Angleterre avec son Open University. Ce pays, il est vrai, dispose d'un très bel instrument qu'il utilise judicieusement dans un milieu européen et même mondial très concurrentiel.

Mais il serait dangereux d'oublier que l'enseignement à distance est représenté en France par un secteur public puissant : le Centre national d'enseignement à distance (CNED), qui compte trois cent cinquante mille étudiants. Il est vrai que le vecteur principal de l'enseignement à distance reste encore largement le document écrit. Le CNED, pour sa part, imprime ou fait imprimer quelque 700 millions de pages par an.

Cependant, en quelques années, le champ des techniques utilisées

s'est considérablement élargi : le CNED dispose maintenant de son propre service télématique (3614 CNED), traitant plus de 100 000 heures de connexion par an ; de plus, l'établissement a créé, en collaboration avec un groupe privé, un service de révision des connaissances qui couvre toutes les disciplines de la 6<sup>e</sup> à la terminale (3615 code COGITO) ; l'usage de la vidéotransmission est en train de se banaliser : le CNED a été parmi les premiers à ouvrir sur NUMERIS un service diffusant des didacticiels interactifs complexes (son, image, texte, etc.). A cela s'ajoute le développement de CD-ROM, de didacticiels, de cassettes vidéo (plusieurs centaines d'heures) et de plusieurs dizaines de milliers de cassettes audio.

Ce descriptif non exhaustif n'a pas pour objectif de décrire des prouesses techniques, mais d'insister sur le fait que ces activités sont très souvent la conséquence

de collaboration avec des partenaires extérieurs, notamment les universités. Ces collaborations ont permis la participation de l'établissement à des programmes européens et la création, à Rennes, d'un pôle européen d'enseignement à distance universitaire. Plus de dix universités ont signé avec le CNED des conventions de partenariat permettant de diffuser des formations de niveau universitaire pour les publics les plus divers.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusion : le développement de l'enseignement à distance en France est encore insuffisant. Il devra s'inscrire dans un projet d'ensemble, et l'efficacité des systèmes qui pourront se mettre en place dépendra de leur capacité à récupérer les acquis et les savoir-faire des spécialistes de l'enseignement à distance que sont le CNED et les centres de télé-enseignement universitaire.

BERNARD LOING  
directeur du CNED

### Tristesse et dégoût

Etant moi-même professeur de lycée, c'est avec tristesse et même avec dégoût que j'ai lu votre commentaire sur les projets de réforme des lycées présentés par M. Jospin (le Monde du 23 avril 1991).

Avec tristesse d'abord, car vos propos témoignent d'un point de vue étroitement politicien, parisien, confiné aux manœuvres de cabinet ministériel. Les « atouts » du ministère (qui occupent le plus clair de vos quatre colonnes) seraient l'état de l'opinion, la prudence et l'habileté du ministre, la remise à plus tard de réformes plus difficiles. Dans tout cela, aucune réalité. Rien sur la formation des jeunes, sur la situation des lycées, sur les conséquences immédiates et à long terme de ces changements. Hors du Lan-

derneau ministériel, tout semble frappé d'ineptie. On peut donc supposer que la réussite éventuelle de ces réformes, vue par vous, n'aurait aucun rapport non plus avec la réalité et serait mesurée uniquement aux échos qu'en donnerait la Rue de Grenelle.

Ensuite, c'est le dégoût que m'ont inspiré vos propos sur les professeurs. L'on note que ceux-ci ne font pas partie des atouts de M. Jospin. Ce n'est guère étonnant puisque vous leur faites d'avance le procès malheureusement devenu habituel : rétrogrades, élitistes, bornés, etc. Comment donc pourraient-ils faire réussir une rénovation ? Bref, le responsable de l'échec (prévisible, semble-t-il ?) est déjà tout désigné : ce sera le professeur. Les autres parte-

naires du système éducatif, du ministre à l'élève, sont d'avance blanchis. Comme c'est commode !

Ici encore, vous faites preuve d'une superbe méconnaissance de la réalité : d'où sort cette caricature antédiluviennne, digne d'un mandarin d'il y a trente ou quarante ans ? (...) Les professeurs sont de plus en plus nombreux (grâce aux recrutements récents) et d'origines très diverses (une majorité de femmes, de plus en plus d'enfants d'immigrés). Il y a bien longtemps qu'ils ont abandonné le cours magistral, et qu'ils cherchent à animer une pédagogie active, au lycée comme au collège. (...)

M. S. OLIVIER  
Paris

## SOURCES

### A l'école des banlieues

Diriger, au quotidien, un établissement « difficile » dans l'académie de Créteil n'est sans doute pas une sinécure. Y enseigner non plus, à en croire les nombreux témoignages qui ont émaillé le colloque organisé, à Créteil, sur le thème un peu vague de « L'école dans les banlieues », mercredi 15 et jeudi 16 mai. A fortiori quand le recteur, en l'occurrence, Christian Forestier, a l'ambition de faire de cette « académie de toutes les difficultés » une académie « de droit commun », selon ses propres mots. Le mouvement est en marche et provoque depuis deux ans de sérieux grincements. En faisant irruption au beau milieu du discours du recteur, les militants du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) ont tenu à le rappeler.

Quelques chiffres suffisent pour mesurer l'ampleur de l'effort à fournir pour remettre Créteil à flot. Selon le recteur lui-même, 30 % des élèves non francophones sont scolarisés en France le sont dans cette académie, de même que 20 % des élèves français d'origine étrangère. En outre, sur les vingt-six académies métropolitaines, Créteil arrive bonne dernière pour le taux d'accès au bac, y compris les bacs professionnels.

A la dernière rentrée, la politique hypervolontariste du recteur a permis l'alignement, « à marche forcée » selon le SNES, du taux de passage en classe de seconde et de terminale sur la moyenne nationale. Et le nombre d'élèves scolarisés en ZEP a doublé. « Cet effort sans précédent n'est sans doute pas pour rien dans la flambée lycéenne du mois d'octobre dernier », a reconnu le recteur. Mais j'ajoute :

Placés en première ligne, les enseignants ont visiblement plus de mal à « assumer ». « L'objectif d'amener tous nos élèves à une

qualification et la quasi-totalité d'entre eux au bac n'est pas négociable », a déclaré le recteur, un rien provocateur, devant les militants du SNES. Et la réponse est venue, sans tarder, d'une enseignante, applaudie par l'assistance : l'objectif sera « forcément » renégocié, a-t-elle expliqué, si les enseignants ne sont pas davantage soutenus, aidés, « et si l'objectif reste le bac pour tous ».

#### Sortir du discours misérabiliste

Les chefs d'établissement réunis par le recteur étaient invités à réfléchir, en atelier, sur la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP), l'ouverture sur l'environnement ou encore le partenariat. D'entrée de jeu, en ouvrant le colloque, Bernard Charlot, professeur à l'université Paris-VIII et qui dirige des recherches sur la ZEP de Saint-Denis, avait bien cadré le débat.

Partenariat, ouverture, autonomie, d'accord. Mais pour faire quoi ? Et il a invité les trois cents participants à abandonner tout « discours misérabiliste », à casser la logique « du handicap socioculturel », qui transforme souvent les enseignants des établissements difficiles en « porteurs du seuil de Cosette », pour reprendre l'expression utilisée à propos des ZEP par le chercheur Gérard Chauveau (1). Beaucoup de participants ont d'ailleurs spontanément exprimé leurs craintes d'un tel glissement « du scolaire vers le social », d'un dérapage dans un partenariat mal maîtrisé, où les problèmes scolaires deviendraient (ou deviendraient) un symptôme parmi d'autres dans une situation de malaise diffus.

Raison de plus, si l'on travaille dans un établissement déshérité de banlieue, leur a suggéré le robotique Bernard Charlot, pour

s'interroger sur ses pratiques pédagogiques quotidiennes ainsi que sur la violence propre à l'institution, qui a nom échec scolaire, déterminisme social, marges ambiguës. « Quel sens ces jeunes donnent-ils au fait d'aller à l'école, d'y réussir ou d'y échouer ? a-t-il interrogé. Quel sens donnent-ils au fait d'apprendre ? Qu'attendent-ils de l'école et du travail scolaire ? Plus généralement, quel est leur rapport à l'école et au savoir ? Ce sont là des questions de base pour la compréhension et l'action, et on ne peut pas y répondre en énumérant des handicaps socioculturels. C'est en essayant de répondre à de telles questions que l'on trouvera des points d'appui pour agir dans des situations difficiles, dans des situations où les contradictions deviennent ingérables et explosent en violence. »

C'est sans doute précisément parce que les enseignants des lycées et des collèges de banlieue travaillent dans l'incertain, l'instabilité, la contradiction, parce qu'ils sont, plus que d'autres, des « intermédiaires culturels, sociaux et politiques » dont parlent Jean Hébrard et Alain Bergounioux (2), qu'il leur faut prendre garde à tenir bon le cap sur les missions de l'école.

Mais l'Etat a, lui aussi, à s'interroger sur le paradoxe qui consiste à inciter les établissements « à entrer dans une logique de réseau et d'acteurs », comme l'a souligné Bernard Charlot, « tout en les empêchant concrètement d'y parvenir ». Une allusion à l'absence totale de pilotage de la politique des ZEP depuis 1988, à laquelle l'académie de Créteil, au dire même du recteur, n'a pas su échapper.

CHRISTINE GARIN

(1) Ecoles et quartiers, des dynamiques éducatives locales. INRP-L'Harmattan, coll. « CRESAS » n° 8, 1989.  
(2) Le Débat n° 64, mars-avril 1991.



## 4<sup>e</sup> Année Académique

Milano, Septembre 1991 - Novembre 1992

INSCRIZIONI OUVERTE JUSQU'AU 30 JUIN 1991

C'est le premier cours spécialisé de 3<sup>e</sup> cycle qui prépare aujourd'hui un nouveau rôle professionnel dont le besoin est présent et vivement ressenti, et qui deviendra dans un prochain futur indispensable : le spécialiste de la communication. Il programme, coordonne et gère, au sein d'une stratégie globale, l'utilisation de toutes les techniques de communication : marketing, publicité, promotion de ventes, sponsoring et mécénat, relations publiques.

Le programme comporte la fréquence obligatoire à plein temps

Plus de 1.500 heures de cours intensifs

Trois mois de projet en entreprise

Bourses d'étude de 30 millions de lire (équivalent à 105.000 F)

Réunions avec des personnalités reconnues du monde de l'industrie, de la Communication et du Spectacle

Journée d'étude de huit heures : cours dispensés par des professeurs de renommée internationale

Langues officielles : italien et anglais

È il primo Corso di specializzazione post-laurea che forma una nuova figura professionale oggi sempre più necessaria, domani indispensabile: quella del professionista in Comunicazione d'Impresa che conosce, programma e gestisce in un'ottica integrata - Marketing, Pubblicità, Sales Promotion, Sponsorizzazioni e Pubbliche Relazioni. Per il successo di un prodotto, per l'affermazione dell'immagine aziendale.

Frequenza obbligatoria a tempo pieno

Oltre 1.500 ore di aula

Tre mesi di "Project Works"

Borse di studio di 30 milioni

Incontri con grandi personaggi dell'industria, della Comunicazione, dello Spettacolo

Giornata tipo di 8 ore di studio con Docenti italiani e stranieri impegnati a tempo pieno

Lingue ufficiali: italiano e inglese

Groupe Berlusconi

Master in Comunicazione d'Impresa - 223, Viale Fulvio Testi, 20162 Milano, Italia - Tel. (19.39.2) 66.10.05-12/66.10.00.85 - Fax 66.10.06.10

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

## Le Maghreb à l'épreuve du sida

Les pays d'Afrique du Nord ne sont plus épargnés par l'épidémie.  
Leurs campagnes de prévention risquent de se heurter aux milieux islamistes

ALGER

de notre envoyé spécial

« Le Maghreb n'en est plus au début de l'épidémie de sida, contrairement à l'idée répandue. Il est clair qu'au Maroc, en Tunisie et en Algérie le nombre de cas va augmenter de manière spectaculaire. » Pour le professeur Abdelhak Benslimane, directeur de l'Institut Pasteur du Maroc et président de la société africaine du sida, aucun doute n'est plus permis. Apparue plus tardivement en Afrique du Nord qu'en Afrique centrale, en Europe ou aux États-Unis, l'épidémie de sida est depuis quelques années déjà une dramatique réalité pour les pays du Maghreb. Un premier colloque vient de lui être consacré à Alger (1).

Aucun chiffre fiable n'existant pour la Libye et la Mauritanie, seules comptent les données épidémiologiques du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie. Chacun de ces pays annonce officiellement entre soixante-dix et quatre-vingts cas déclarés et entre cent et deux cents personnes contaminées. Tout indique pourtant que ces données, du moins pour ce qui est de la séropositivité, sont sous-estimées, provenant essentiellement du dépistage effectué sur une partie seulement des dons de sang.

On pense que le virus est apparu en Afrique du Nord au milieu des années 80, en provenance, semble-t-il, pour l'essentiel, des pays européens (la France surtout). En pratique, le retour des travailleurs maghrébins ou des jeunes beurs dans leur pays d'origine constitue d'ores et déjà un véritable risque de dissémination du virus. En Algérie, les deux premiers cas de sida ont été diagnostiqués en 1986 chez des personnes ayant été hospitalisées et transfusées en France.

Au sein du Maghreb, les données épidémiologiques globales sont approximativement les mêmes. Toutefois, des différences existent selon les pays. Selon le professeur Benslimane, au Maroc, la majorité des cas ont pour origine une transmission sexuelle, alors qu'en Algérie la voie sanguine apparaît encore prédominante. Si les responsables sanitaires marocains sont rassurés quant à l'état sérologique de leurs malades hémophiles (aucun facteur de coagulation n'ayant été importé, aucun malade n'est contaminé), ils sont inquiets de la persistance du « tourisme - homo et hétéro - sexuel » de Marrakech et d'Agadir. L'Algérie, elle, semble moins concernée par cette forme moderne de prostitution. En revanche, l'un

de ses principaux problèmes concerne le dépistage des donneurs de sang contaminés. « Sur les cent trente centres algériens de prélèvement sanguin, seule une demi-douzaine avaient la possibilité, au début de l'année 1990, de contrôler le sang prélevé. On peut donc se demander par quel coefficient il faut multiplier les chiffres officiels de séropositivité », interroge le professeur Mostefa Khiali (Algérie). Les spécialistes pensent que, pour une personne reconnue séropositive, il faut en réalité en compter une centaine. »

Jusqu'à présent, le marché des kits immunologiques situait à environ deux cent cinquante mille seulement les possibilités de dépistage annuel pour l'ensemble de l'Algérie. Toutefois, les autorités algériennes ont pris les mesures nécessaires pour que l'ensemble des transfusions sanguines dans ce pays soient sans risque de contamination par le virus du sida. Mais il ne s'agit là que d'une mesure parcellaire à laquelle ne saurait se limiter une véritable politique de prévention du sida. Or, dans ce domaine, les choses commencent à évoluer.

#### Désaccords sur le préservatif

Là encore, les situations sont loin d'être similaires. Au Maroc, on observe ainsi le développement des secteurs associatifs spécialisés travaillant en collaboration étroite avec le programme national de lutte contre le sida. « Dans ce pays, nous parlons des risques liés à la transmission sexuelle de la maladie, et on ne craint pas de faire à la radio de la publicité pour le préservatif. »

On n'en est pas là dans les autres pays du Maghreb. En Algérie notamment, les messages préventifs sont loin de mettre l'accent sur l'importance qu'il convient d'accorder à l'usage du préservatif. On se borne, au contraire, à un discours généraliste et vulgarisateur sur les modes de transmission du virus, où le préservatif n'occupe qu'une place anecdotique si on la compare aux campagnes préventives de certains pays d'Afrique noire ou des pays industrialisés. Pour autant, on ne saurait réduire à la caricature les actions entreprises au Maghreb, dans la mesure où les professionnels de l'action sanitaire tentent, avant tout, de trouver un terrain d'entente avec les forces en présence.

La logique qui prévaut consiste à composer avec les autorités religieuses. « La prévention du sida est un problème social, avant d'être une affaire politique, dit par exemple le professeur Benslimane. Chacun doit contribuer à la lutte, les religieux s'y associant à leur manière. Sans doute ne serons-nous pas d'accord sur la place à accorder à l'usage du préservatif et à la chasteté ou la fidélité. Toutefois, il est important que les religieux parlent de la nécessité d'une prévention contre cette maladie. Pour le reste, c'est notre travail. »

Le propos est moins volontariste en Algérie. Là, le professeur Bouguermouh (Institut Pasteur d'Alger), coordonnateur du programme national de lutte contre le sida - qui compte un représentant du ministère du culte, - prône une collaboration ouverte. « Nous pensons qu'une information utile peut être diffusée par le canal des centres culturels islamiques, dit-il. Nous avons d'ailleurs trouvé là des partenaires extrêmement attentifs. »

Cette collaboration ira-t-elle jusqu'à la promotion officielle par les autorités islamiques algériennes de l'usage du préservatif? Rien n'est moins sûr, un divorce étant à craindre, si l'épidémie continue sa progression, entre professionnels du culte et spécialistes de la santé publique. On se refuse toutefois encore à dramatiser la situation.

« Le droit à la vie doit primer sur la liberté », explique ainsi le professeur Khiali. L'usage des préservatifs, pour être efficace, suppose une large disponibilité et un prix symbolique, pour ne pas dire la gratuité. Il s'agit là d'une charge financière difficilement supportable. De plus, l'incitation à l'usage des préservatifs crée une fausse sécurité, à l'origine d'une multiplication des rapports sexuels et donc du nombre de porteurs (...). Tout un chacun doit savoir que seule la fidélité conjugale est à même de prévenir la catastrophe. Aux pouvoirs publics le reste, c'est-à-dire le contrôle systématique du sang prélevé (2). »

Quoi qu'il en soit, au Maghreb, des initiatives parfois courageuses voient le jour, comme celle de M. Djoudi Djemoui, directeur du secteur sanitaire de Rouiba (Algérie), qui vient de monter une pièce de théâtre où, paraphrases aidant, on aborde enfin publiquement, dans une optique préventive, l'homosexualité et le multipartenariat sexuel. Sans doute convient-il aussi de souligner que les différentes actions entreprises au Maroc et en Algérie, à la différence de la Tunisie, réussissent jusqu'ici à prévenir

efficacement toutes les dérives ségrégationnistes vis-à-vis des malades ou des personnes infectées par le virus.

JEAN-YVES NAU

(1) Colloque euro-maghrébin sur le sida organisé du 18 au 20 mai 1991 au Palais de la culture d'Alger par la FOREM et par l'association non gouvernementale française Inter Med Assistance.

(2) Quelle santé pour les Algériens? du professeur Mostefa Khiali, Editions Maghreb Relations, 10, bd Saïd-Hamidine, Alger.

Manifestation à Paris des infirmiers anesthésistes. - Plusieurs dizaines d'infirmiers anesthésistes en grève se sont rassemblés, mardi 21 mai, à proximité du palais de l'Élysée, pour réclamer une reconnaissance financière de leur profession. Cette première journée d'action marquait le début d'une grève illimitée des gardes et astreintes déclenchée par les médecins anesthésistes-réanimateurs hospitaliers (le Monde du 21 mai).

## TAUROMACHIE

## ÉDUCATION

Réunis en congrès à Lille

## Les parents de l'enseignement catholique dénoncent le « sectarisme » de l'Etat

LILLE

de notre correspondant

« Quelle éducation? Pour quelle Europe? » à cette réflexion prospective, était invité le 9<sup>e</sup> congrès de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui réunissait à Lille, du samedi 18 au lundi 20 mai, plus de 3 000 délégués, représentant 800 000 familles adhérentes et deux millions d'élèves scolarisés dans l'enseignement catholique.

Sans attendre l'Europe de demain, les parents de l'enseignement catholique ont tenu à réaffirmer leur attachement à la liberté de l'enseignement. Exprimant leur « lassitude » et leur « exaspération à la limite de la colère », M. Cérisola a dénoncé le « sectarisme » et les « comportements rétrogrades » qui font qu'après trente ans les perspectives ouvertes par la loi Debré de 1959 n'ont toujours pas été atteintes. « L'Etat a cherché à nous marginaliser en feignant de nous ignorer. Loin d'être partenaires, c'est en concurrents, voire

en adversaires, que nous sommes traités », a-t-il lancé, avant de faire la liste de tous les manquements de l'Etat : faiblesse du forfait d'externat (4 à 5 milliards de francs en retard cumulé), restrictions budgétaires « discriminatoires » pour le privé, et surtout quasi-interdiction faite aux collectivités territoriales d'aider financièrement l'enseignement privé à construire des écoles, des collèges, des lycées.

« Notre déception ne pourra longtemps rester contenue », a prévenu M. Cérisola, tout en souhaitant qu'enseignements privés, Etat et collectivités territoriales engagés des discussions pour aboutir à une charte de partenariat. Cette vigilance et cette exigence de l'enseignement catholique trouvent un écho au sein de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, dont le président, M. Jacques Barrot, est venu dire à la tribune du congrès qu'il fallait « à nouveau élever le ton ».

JEAN-RENÉ LORE

Après la feria de Vic-Fzensac

## « Paseo » gastronomique

AUCH

de notre correspondant

C'est devenu une tradition dans le Gers : à l'issue de la feria de Pentecôte à Vic-Fzensac, André Daguin, chef réputé de l'Hôtel de France à Auch (1), réunit quelques deux cents convives, amis et aficionados, autour de la cuisine de « toro ». Etrange fête : « En dix minutes, j'ai vu un torero manger du toro en présence de la présidente de la SPA d'Auch! », commentait lundi soir 20 mai un témoin.

André Daguin s'est lancé dans cette cuisine il y a une quinzaine d'années. D'abord, en récupérant quelques queues, puis un demi-taureau, puis, le succès aidant, un taureau entier en 1988. « Dès la première semaine, je fais le pot-au-feu avec les jarrets », explique le patron de l'Hôtel de France. On peut aussi faire rapidement le filet poêlé avec le petit jus. »

Pour la daube, les convives devront patienter : « Laissez-le mariner », conseille le chef.

Manger du taureau provoque de nombreuses réactions d'incrédulité, voire de rejet. Superstition pour les uns, suspicion gourmande pour les autres.

André Daguin balaise ces objections : « Le toro est une viande de très grande qualité. C'est la saveur retrouvée. » Une profession de foi qu'il accompagne d'une explication technique : « Les toros torés ont forcément cinq ans. Il s'agit d'une viande équivalente à celle d'un vieux bovin que l'on n'a plus l'occasion de consommer aujourd'hui, car on mange les bœufs à dix-huit mois, un âge où ils sont durs et possèdent moins de goût. Et puis ces animaux ont passé cinq années de liberté dans les champs avec une alimentation naturelle! »

Pour autant tous les taureaux de combat ne sont pas indiqués

pour réussir leur dernière vœux dans les assiettes des gourmets. Le principe est simple : moins il justifie dans l'arène sa réputation de combattant, plus il est jugé consommable.

Chaque année, à Pentecôte, le désespoir de l'aficionado André fait donc le bonheur du cuisinier Daguin. Ainsi, lundi dernier, Passageiro, une bête magnifique de la ganaderia portugaise Pabla, se brisa une corne en entrant dans l'arène. André Daguin acquit pour 8 000 francs le bœuf devenu malencontreusement impropre à la corrida. Loin des clamours de l'arène vicoise, dans les assiettes de l'Hôtel de France, Passageiro livra un émérite paseo gastronomique.

DANIEL HOURQUEBIE

(1) André Daguin était aux fourneaux le 14 juillet 1989 lors du repas officiel servi aux sept chefs d'Etat du monde occidental.

Valoriser le patrimoine  
et révéler  
les jeunes talents,  
Rennes en a fait un art.  
Et c'est ça,  
vivre en intelligence.

Ecoutez les jeunes de Rennes. Ils vous parleront Transmusicales, Etienne Daho, Niagara, Marquis De Sade. Maintenant écoutez tous les rennais. Ils vous parleront collections de peinture du XVII<sup>e</sup>, Compagnie de Danse Contemporaine, Théâtre National de Bretagne.

La réussite de Rennes n'est-elle pas là? Précisément dans le fait que chacun peut aujourd'hui parler patrimoine ou création, avec passion, chacun à sa façon. C'est ça, vivre en intelligence.

RENNES

VIVRE EN INTELLIGENCE



Daniel Pabceuf devant le Nouveau-Né de Georges de La Tour

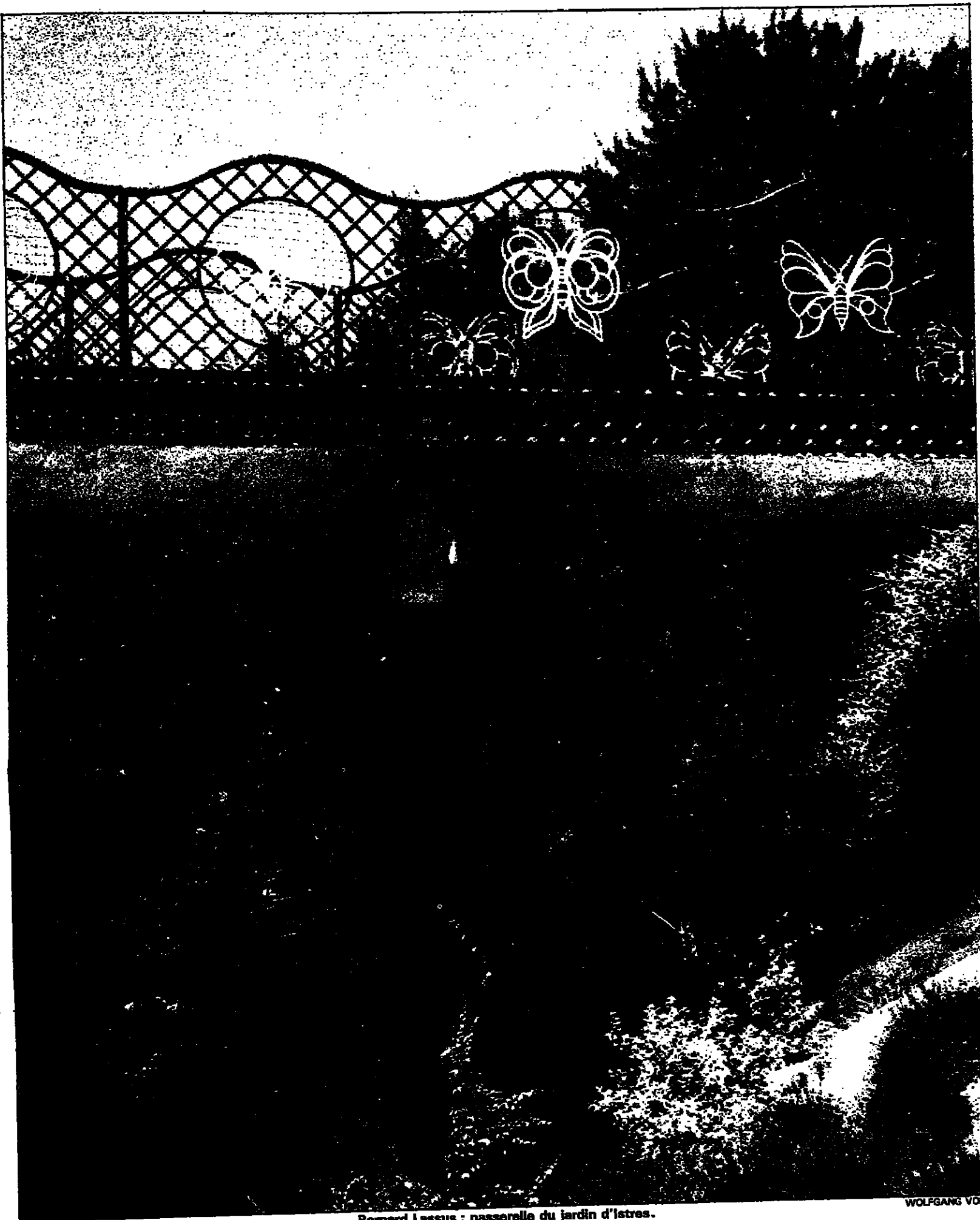
صلى الله عليه وسلم



صلى الله عليه وسلم

Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



Bernard Lassus : passerelle du jardin d'Istres.

WOLFGANG VOLZ

## LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DES JARDINS Des paradis retrouvés

VOICI de nouveau le temps des jardins. Les pouvoirs publics leur consacrent des Journées nationales. Le ministère de la culture entame la restauration des parcs historiques les plus menacés. Des études savantes remplacent les volumes de photos sur papier glacé. Ce net regain d'intérêt se manifeste après une éclipse de près de quarante ans. La guerre avait brutalement interrompu la réflexion qui permettait d'imaginer des modèles nouveaux. Les parcs anciens, abandonnés à eux-mêmes pendant la durée du conflit, ont été ensuite négligés. Les architectes et les urbanistes des années 50 avaient la religion de l'espace vert; plus tard, les écologistes ont eu celle de la nature. Le jardin, qui ne relève complètement ni de l'un ni de l'autre, fut jeté aux oubliettes.

La remise en question de la verdure informe et du paysage ont favorisé le renouveau de ce milieu privilégié où culture et nature se rencontrent. Depuis une douzaine d'années, toute une génération se pique d'inventer des «espaces végétaux architecturés», aux

antipodes de la bouillie chlorophyllienne destinée à «soudier» les grands ensembles. Un précurseur, Jacques Sgard, dessinait le parc André-Malraux à Nanterre, dans un environnement réputé impossible. Michel Corajoud signait le parc Jules-Verne à Amiens, et Jacques Simon le parc Saint-John-Perse à Reims. Bernard Lassus achève le jardin des Retours à Rochefort et, à Paris, Bernard Tschumi celui de La Villette. Les travaux du parc Citroën se poursuivent à Javel, et Bernard Huet est chargé de la transformation de Bercy, tandis que les Tuileries vont faire peau neuve (1).

Chaque jardin développe une idée, raconte une histoire, propose une vision du monde; une dimension narrative capitale, oblitérée au nom de leur double fonction botanique et ludique. Cette amnésie qui les a vidés de leurs sens a précipité leur déclin. On redécouvre de nos jours les valeurs qu'ils véhiculent. Les plus audacieux essaient d'en inventer de nouvelles. Le jardin est aussi un espace qui aide le visiteur à voyager, à assouvir ses fantasmes, à concrétiser

une idée de paradis. Mais si le jardin exprime le génie d'un lieu, ce génie est aussi celui de son concepteur. Que serait Villandry sans le docteur Carvallo, le Désert de Retz sans M. de Monville, le château du Dé sans Charles de Noailles et Gabriel Guévrékan ou les Serres de la Madone sans Lawrence Johnston?

Un jardin n'existe que parce qu'il a un auteur. C'est presque toujours une œuvre privée – que son propriétaire n'achève jamais. Car cette œuvre en perpétuel devenir finit toujours par échapper à son créateur, pour entrer dans une spirale où le temps va jouer un rôle actif. La récente fascination pour les jardins tient d'ailleurs en grande partie à cette prise de conscience du temps qui passe, à son accélération, et à l'impossible recherche des instants écoulés. (Lire nos articles pages 18 à 21.)

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le projet de la rénovation des Tuileries sera exposé (en compagnie des maquettes non retenues) sur la terrasse des Feuillants, à proximité de la place des Pyramides, Paris 1<sup>re</sup>.

### DISQUES

29

#### Le laser grave le vingtième siècle

Naissance d'une nouvelle collection chez Accord, label classique de Musidisc : longue vie à «Una Corda», qui propose dans une première livraison *Roméo et Juliette*, l'opéra de Pascal Dusapin, ainsi que Kagel, Murail, Szymanowski... Le disque argenté constitue bien la renaissance annoncée de la musique contemporaine. La bonne idée d'«Una Corda» est de doubler éventuellement d'une édition-papier l'édition sur CD de jeunes partitions, pour lesquelles les chances de pérennité seront ainsi multipliées.

### MUSIQUE

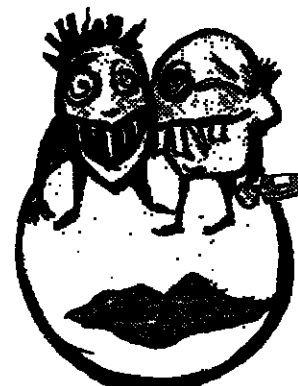
30

#### Joao Gilberto, la nuit, à Rio



Dans le courant du mois de juin sera publié en France un album prénommé *Joao*, comme son auteur, Joao Gilberto, qui, il y a déjà longtemps, fit jaillir de la samba une musique neuve : la bossa-nova. Le Bahianais fêtera le même mois son sixième anniversaire. A Rio, dans l'appartement qu'il occupe dans une résidence-hôtel, un jour d'avril dernier, l'un des interprètes les plus passionnants d'aujourd'hui – qui jamais ne se confie – a pris sa guitare et chanté les mélodies de son dernier disque. Nulle allusion à la bossa-nova dans *Joao*, mais une rigoureuse sélection de sambas, ainsi que trois titres empruntés au Vieux Continent, comme *Que reste-t-il de nos amours?* de Charles Trenet. Joao Gilberto se nourrit de tous les décalages, de toutes les cultures. Rencontre exclusive au rythme de la nuit carioca.

(Publicité)



UN FILM

## JARDINS

## LE RÉAMÉNAGEMENT DES TUILERIES

## Les lapins français

Les Tuileries entameront cet automne une totale mutation. Deux équipes de jardiniers ont achevé les plans que nous présentons ici. Ils ont été soumis à l'œil exigeant du président de la République. D'un côté, les jeunes Français Pascal Cribier et Louis Benech, chargés de l'espace compris entre la Concorde et le souterrain de l'avenue du Général-Lemmonier ; de l'autre, Jacques Wirtz, un Anversois chevronné, qui doit remodeler la cour du Carrousel. L'achèvement complet de ce réaménagement est prévu pour 1995.

Le feuillet des Tuileries prend fin. Les auteurs ont remis leur copie. Les producteurs ont tranché. Les derniers ajustements sont en cours. Dès l'automne, les travaux vont pouvoir commencer. Le décor doit être planté pour 1993 et achevé en 1995. Les Parisiens jouiront alors d'un jardin nouveau, et le « plus grand musée du monde » se trouvera prolongé par un « écrin de verdure » jusqu'à l'entrée des Champs-Élysées.

Huit équipes avaient été sollicitées pour imaginer les habits neufs du vieux parc devenu, au fil des temps, un océan de poussière et un dépotoir pour statues plus ou moins malades. Le cahier des charges était à la fois imprécis et contraignant. Il fallait respecter la trame historique laissée par Le Nôtre et trouver une continuité avec la cour du Carrousel tout en gommant l'épouvantable souterrain de l'avenue du Général-Lemmonier. Ce qui « suppose un jardin interrompu du Carrousel à la Concorde », indiquait M. Marc Simonet-Langlard, conseiller technique au ministère de la culture, et qu'une même équipe soit chargée de le concevoir dans son entier.

Premier bémol : ce n'est pas une mais deux équipes qui sont désignées. D'un côté, les Français Cribier-Benech ; de l'autre, le Belge Jacques Wirtz. C'est peu de dire que leurs conceptions sont opposées. Deuxième pépin : l'architecte de la Pyramide, lech Ming Pei, a son mot à dire. Troisième casse-tête : le président de la République a une idée très précise de ce qu'il veut, ou plutôt de ce qu'il ne veut pas. Les jardiniers-paysagistes ont passé une année un peu migraineuse à accorder leurs violons et à refaire leurs croquis au gré des « conseils » élyséens.

De la Concorde vers le Louvre, le jardin peut grossièrement se diviser en quatre zones : le bassin octogonal et le fer à cheval qui donne sur les terrasses

de l'Orangerie et du Jeu de paume ; les bosquets ; le « jardin réservé » et les parterres autour du bassin rond ; au-delà du souterrain calamiteux, le parterre du Carrousel, jusqu'à l'arc de triomphe du même nom. Enfin deux terrasses surplombent le jardin : celle du Bord de l'eau, côté Seine, et celle des Feuillants, côté Rivoli.

Le parti de Pascal Cribier et de Louis Benech est parfaitement cohérent. Intervention minimaliste du côté du fer à cheval, où ils se contentent de reconstituer les parterres de broderies. Les seize bosquets de Le Nôtre sont conservés. Au centre de chacun d'eux, un jardin à chaque fois différent est créé dans l'esprit du jardinier de Louis XIV (homages et non pastiches). Plus audacieux, ils imaginent à la place du « jardin réservé » et des parterres situés à proximité du bassin rond un vaste quadrilatère bordé d'arbres sur ses quatre côtés. Les fossés et les deux petites pièces d'eau disparaissent. A leur place, une vaste pelouse propice au repos, plantée d'arbres et semée de massifs fleuris.

Au-dessus du souterrain, une terrasse permet de rattraper la dénivellation qui existe entre les deux parties du jardin et de dissimuler le passage enterré. On arrive alors dans la cour du Carrousel, où des broderies contemporaines s'étalent le long de chaque aile du palais pour être admirées des étages supérieurs selon

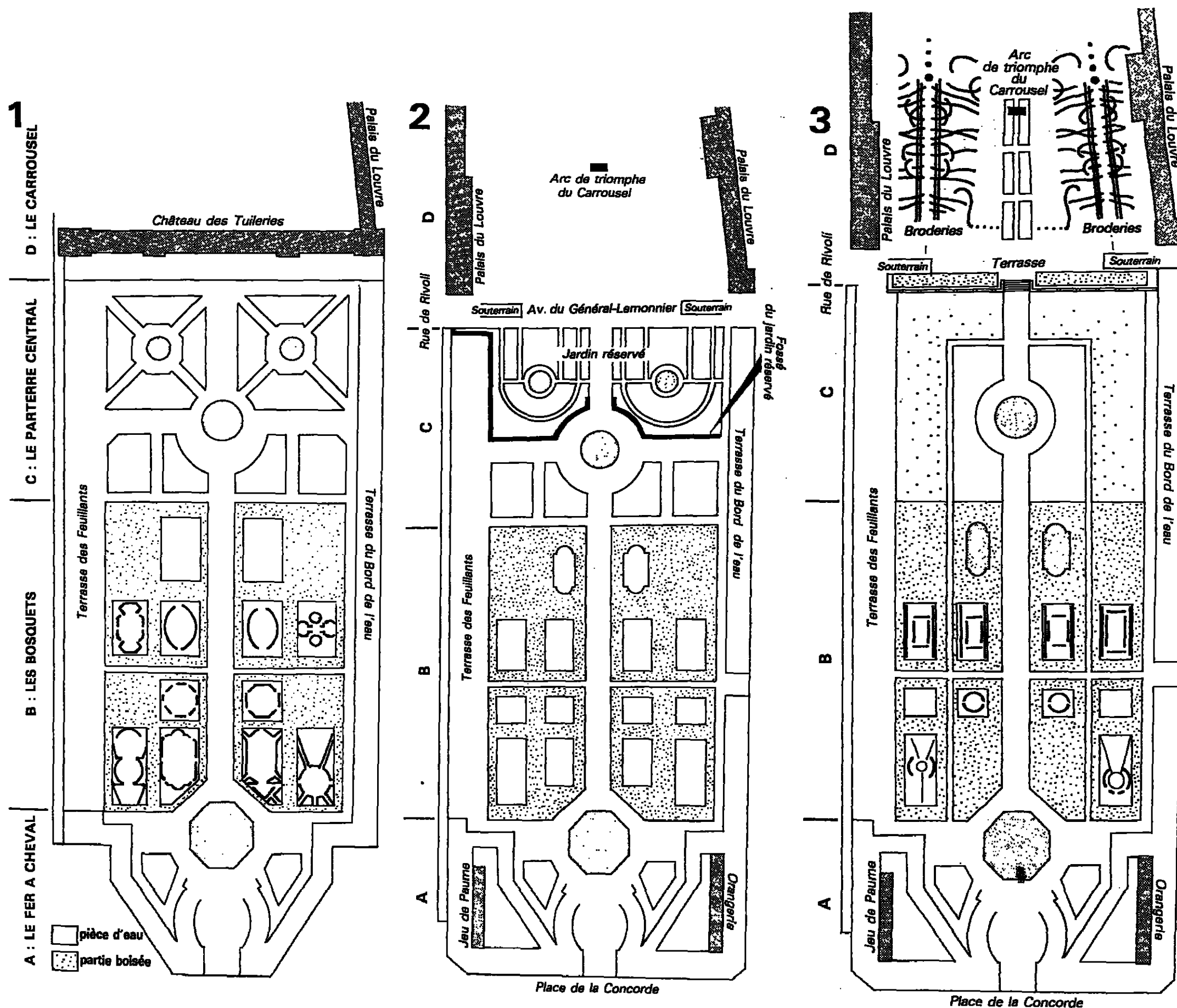
la tradition classique. Ces massifs désaxés et un parterre central, perpendiculaire au petit arc de triomphe, permettent de rattraper la dissymétrie du bâtiment.

Mais ici le traitement du sol est largement minimal, ce qui en rebute plus d'un. A commencer par lech Ming Pei, qui voyait à cet endroit une vaste aire engazonnée propice au bronzage. Et par l'Elysée, réfrégéré par cette « excessive rigueur ». L'ensemble de ce projet avait l'avantage de faire passer harmonieusement le promeneur des pavages de la cour Napoléon aux couverts des bosquets et de respecter parfaitement l'esprit sinon la lettre de Le Nôtre.

Jacques Wirtz, créateur sensible de jardins à taille humaine, dans son pays, dans le nord de la France, en Allemagne et en Hollande, et que l'on réduit un peu rapidement à un simple rénovateur des formes taillées, de l'art du topiaire et de la haie, conçoit un plan totalement différent. La cour du Carrousel est transformée en un espace couvert de gazon, fortement ondulé, avec des allées irrégulières ponctuées de haies taillées, des formes douces à l'œil comme au dos. Le long du palais, des tilleuls et des ifs taillés isolent ce jardin de la cour Napoléon, dont la sécheresse semble avoir effrayé la plupart des jardiniers.

Entre les pavillons de Flore et de Marsan, le

## De Louis XIV à François Mitterrand



صلى الله عليه وسلم



صحنات الامل

## JARDINS

ENTRE DANS SA PHASE ACTIVE

# et la carpe belge

château détruit est évoqué par une pièce d'eau qui épouse le tracé de ses fondations. Au-delà du souterrain, habillé de pergolas, quatre jardins fleuris, très sophistiqués, sont disposés autour du bassin rond. De nouvelles pièces d'eau sont d'ailleurs créées, ici comme dans les bosquets. Reliées les unes aux autres par un système compliqué de canaux et de ruisseaux, elles doivent irriguer les Tuileries tout entières et animer des univers colorés — théâtre, restaurants, guinguettes, — souvent clos de murs, disposés au milieu des arbres. Autour du bassin octogonal, deux grandes masses de lavande. Au pied de la terrasse des Feuillants, une vaste pelouse propice aux jeux.

Le projet Wirtz fut déclaré « hors sujet » ; et celui de Cribier et Benech paraissait le plus charpenté. Mais les mille et un conseillers du président n'étaient pas convaincus par le traitement de la cour du Carrousel et redoutaient les embellissements de la jeune équipe. Il fut donc décidé de marier les lapins français à la carpe belge. L'enthousiasme des premiers à l'expérience du second. Comme un travail commun semblait irréaliste, il fut décidé de laisser à Jacques Wirtz le soin d'aménager la partie Carrousel et d'abandonner aux deux autres lauriers le reste des Tuileries. Sous le regard sourcilieux des mille et un conseillers du président. Marc Simonet-Langlant fournit un guide-âne idéologique, tissé de symboles touffus, tandis que Patrick Bouchain, efface

« coordinateur de la mission Tuilerie », accélérât ses navettes entre les différents acteurs. De suggestions en tâtonnements, on arriva à présenter à François Mitterrand une maquette unique, qu'il devait agréer.

La copie de Jacques Wirtz est totalement différente de son projet initial. Subsiste seulement le vaste bassin qui doit rappeler l'existence du château de Catherine de Médicis. L'arc de triomphe redevient une porte : celle du parc. Il est flanqué de solides masses végétales tandis que des « collines » plantées de haies taillées l'encadrent. Cette forteresse verte s'oppose à la farale cour Napoléon. L'arc est aussi le point de départ de six doubles « flèches », des haies d'ifs taillées qui rayonnent vers la pièce d'eau. Le long des ailes du palais, des blocs de tilleuls, taillés eux aussi, qui doivent dépasser les 10 mètres. On arrive alors à la terrasse qui cache le passage Lemonnier. Un escalier et deux rampes conduisent à ce qui était le « jardin réservé », aujourd'hui le domaine de Pascal Cribier et Louis Benech.

Ce « jardin réservé » fut achevé sous Napoléon III par Lefuel, le dernier architecte du Louvre. Isolé du reste du jardin — ouvert au public — par un sant-de-loup, il était réservé (d'où son nom) aux hôtes du palais. Les parterres de Le Nôtre furent ainsi remplacés par quelques beaux arbres, mais l'ensemble, d'une conception très petite-bourgeoise, n'a jamais été très exaltant. D'autant que la disparition du château qu'il desservait lui a

ôté toute signification. Mais le souvenir de Napoléon le Petit doit rester inscrit dans la mémoire des Tuileries, affirmant en chœur les mille et un conseillers. Pas question de toucher aux fossés qui coupent inutilement le quadrilatère voulu par les deux jardiniers, ni d'effacer les allées sous un robuste gazon. Les deux jardiniers ont donc intégré allées, fossés, bassins dans leur nouveau dessin.

La bataille pour la terrasse est toujours indécise. Faut-il la planter comme le souhaitent Cribier et Benech ou laisser le regard s'étendre jusqu'au Carrousel ? Une vue qui, de toute manière, sera vite bornée par les haies de Jacques Wirtz. Il semble que les jardiniers aient emporté l'adhésion des mille et un conseillers.

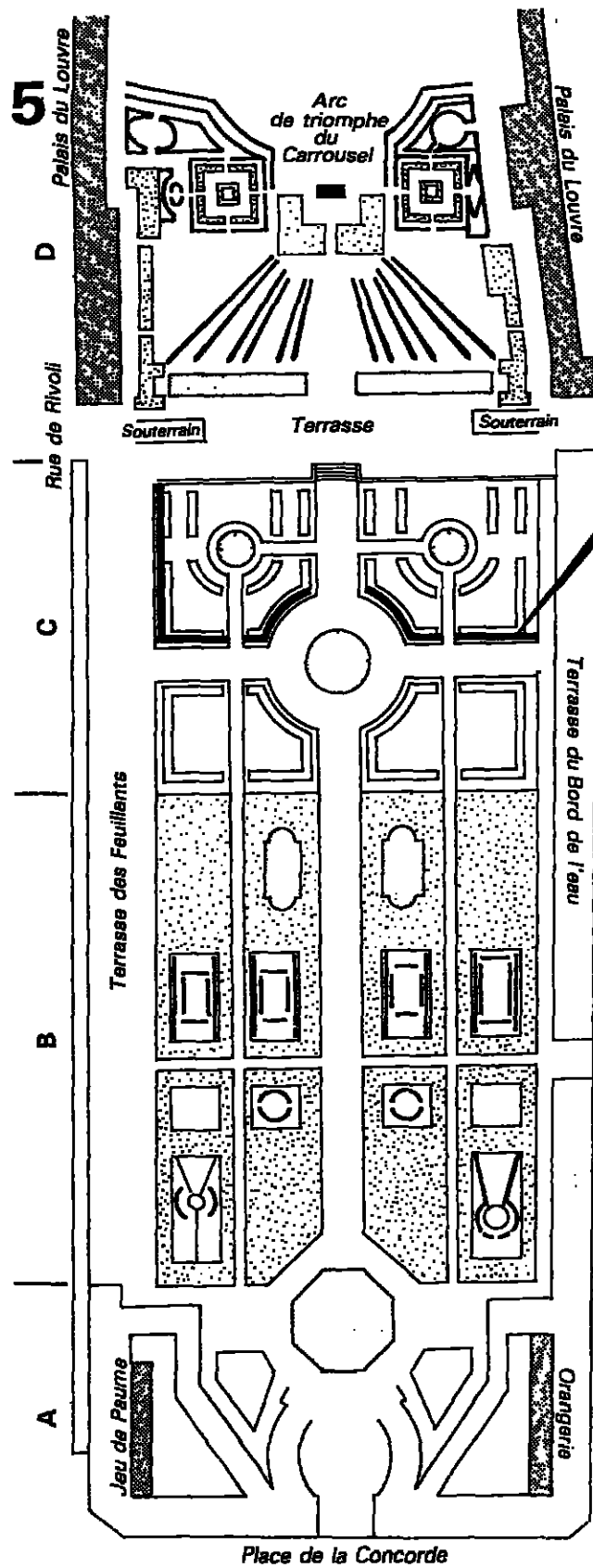
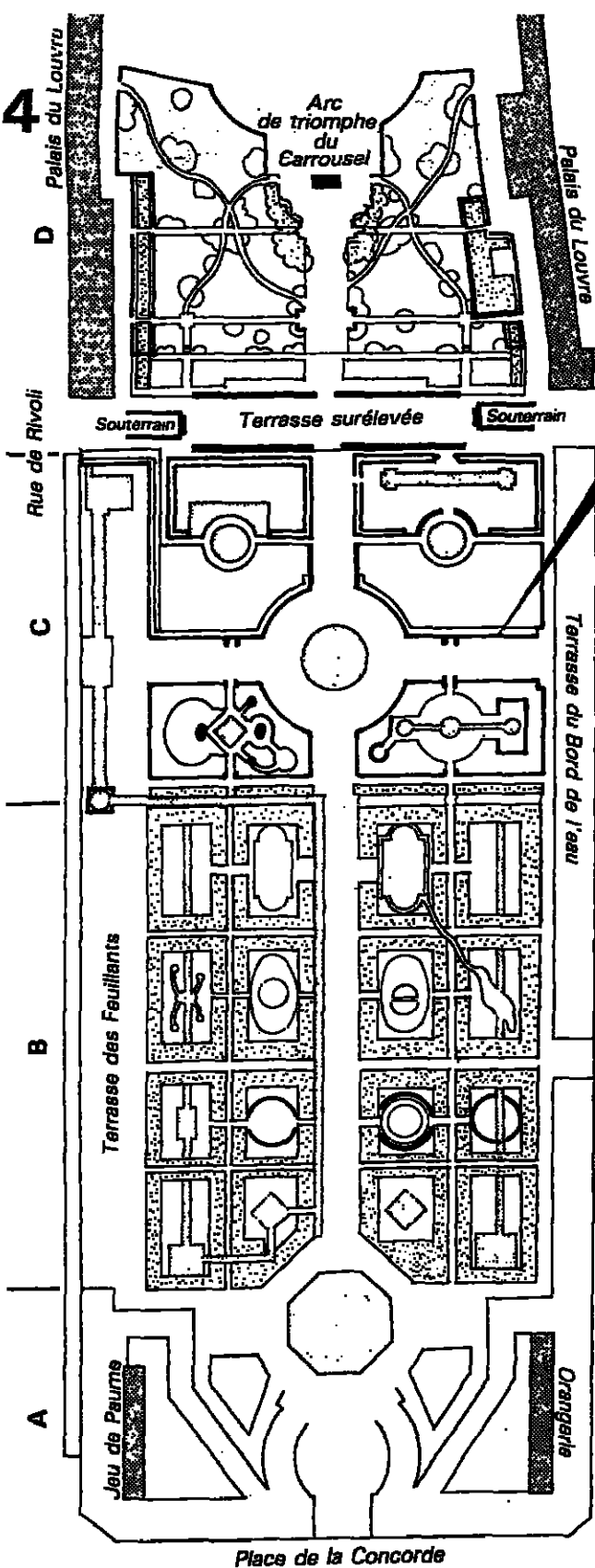
Le traitement des bosquets pose moins de problèmes conceptuels : ils accueilleront des jardins, décaissés de 1 mètre, à chaque fois différents. Il faudra en revanche abattre un grand nombre d'arbres, trop âgés ou malades, et changer entièrement le sol, aujourd'hui stérile. Plusieurs problèmes ne sont toujours pas abordés officiellement. Ils conditionnent pourtant l'avenir des Tuileries.

Que faire de la statuare du jardin ? Au fil des années, les plus vieilles pièces se sont dégradées. D'autres plus récentes et de qualités diverses ont été installées. Récemment la commande publique a entreposé là ses laissés-pour-compte. Que va-t-on conserver de cet

assemblage hétéroclite, qui réunit les admirables « fleuves » de Coustou et de Van Clève et la série des bronzes de Maillo, mais aussi de médiocres hommages à Jules Ferry, à Waldeck-Rousseau, au capitaine Dreyfus et à Léon Blum ? La célébration des grands hommes de la III<sup>e</sup> République est certes salutaire. Il serait néanmoins sage de prendre en compte la qualité esthétique de ces œuvres.

Pascal Cribier et Louis Benech n'ont pas touché à la terrasse des Feuillants, ni à la vaste esplanade qui s'étend à ses pieds, estimant qu'il s'agissait là d'une respiration nécessaire entre le jardin et la ville et d'une aire de jeu incomparable. Mais servira-t-elle toujours d'emplacement pour les forains ? Si la réponse était positive, il serait sage de renoncer immédiatement à la rénovation des Tuileries, dont le coût avoisinerait les 250 millions de francs. Si l'on veut maintenir une grande roue et des montagnes russes au centre de Paris, il existe une solution : enterrer la circulation au pied de la terrasse du Bord de l'eau, à partir de la place de la Concorde et proposer aux indispensables forains la surface libérée. Une hypothèse que Gilles Clément, qui fut consulté pour le réaménagement du jardin, avait proposée. Il faudrait dans ce cas doubler l'enveloppe budgétaire consacrée aux Tuileries.

E. de R.



Il ne reste pas grand-chose des Tuileries de Catherine de Médicis, qui fit dessiner ce jardin — alors en dehors des limites de la ville. Lors des fouilles qui ont accompagné les travaux du Grand Louvre, les chercheurs mirent au jour un four et quantité de moules utilisés par Bernard Palissy pour décorer la grotte de faïence qu'il avait creusée dans le jardin. Le Nôtre reprit peut-être la trame de son prédécesseur lorsqu'il redessina pour Louis XIV le jardin désormais intégré à la cité (plan n° 1). Modifiée au fil du temps, sa disposition générale est parvenue jusqu'à nous. La « proue de navire » (A) fut dotée au dix-neuvième siècle de deux bâtiments (le Jeu de paume et l'Orangerie). Les bosquets (B) perdirent leurs parures. Les parterres (C) qui s'étendaient sous les fenêtres du château des Tuileries furent coupés en deux, au moyen d'un fossé, par Louis-Philippe, et un jardin privé fut aménagé par Lefuel pour les hôtes du palais. Ce dernier, brûlé pendant la Commune, fut rasé un peu plus tard. Le jardin subsista et Edouard Guillaume transposa son dessin dans la cour du Carrousel (D), jusqu'alors simple cour pavée. L'arc de triomphe de Percier et Fontaine qui en constituait l'entrée fut encadré d'arbres pour masquer la dissymétrie du Louvre (plan n° 2). La suite logique des travaux du Grand Louvre sera la rénovation du jardin parisien laissé à l'abandon depuis des lustres. Huit équipes ont réfléchi à son réaménagement. Deux d'entre elles, tout à fait antinomiques, ont été retenues. Le projet de Pascal Cribier et de Louis Benech (plan n° 3) reprendrait le rythme du parc à la française : parterres de broderies sous les fenêtres du château, bosquets servant d'écrins à des jardins. Ils aménageaient une vaste aire de détente à la place du « jardin réservé » et autour du bassin rond. Celui de Jacques Wirtz tournait le dos à l'histoire du jardin et privilégiait le repos, la fraîcheur, la courbe, l'eau courante et la couleur (plan n° 4). Un difficile compromis fut trouvé (plan n° 5). L'Anversois hérita finalement de la cour du Carrousel (D), mais dut entièrement revoir sa copie. Son projet est désormais architecturé de masses compactes et de tracés rectilignes. Les deux Français n'eurent guère à retoucher les tracés des deux premières zones (A et B) de leur plan, mais durent traiter le grand parterre (C) dans l'esprit du Second Empire. L'aménagement de la terrasse qui surplombe le souterrain de l'avenue du Général-Lemonnier est toujours en discussion. Sera-t-elle plantée ou non ? Le président de la République, qui s'intéresse de très près au sort de ce jardin, doit en décider.



LES QUATRIÈMES JOURNÉES NATIONALES DES JARDINS

## Menton, une serre à ciel ouvert

Après des décennies de désaffection, l'Etat pose un regard attendri sur ses jardins. Les ministères de la culture et de l'équipement s'associent, pour la quatrième année consécutive, à des propriétaires de jardins privés et publics pour une campagne intitulée « Visitez un jardin en France » et parallèle à un vaste plan de sauvetage.

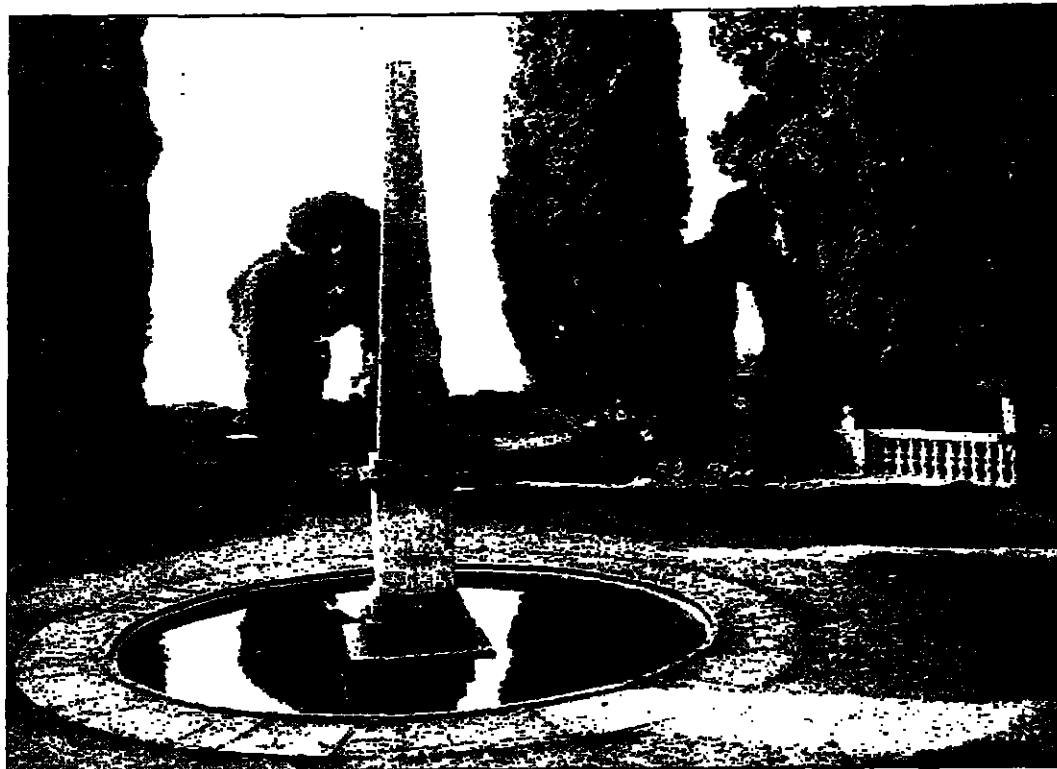
**A** l'image de ce qui se fait en Grande-Bretagne depuis si longtemps, de nombreux jardins privés, classés ou non, ouvrent leurs portes au public. Leurs propriétaires ont longtemps assumé seuls leur entretien, leur restauration ou leur création quand l'Etat français limitait son action au minimum vital et, hélas ! parfois beaucoup moins. Si de nombreux jardins doivent être aujourd'hui restaurés, n'est-ce pas parce qu'ils ont été laissés à l'abandon ?

Conscient de ses devoirs, de ses dettes, l'Etat souhaite aujourd'hui renouer avec la mise en valeur d'un patrimoine dont la gloire a rayonné du Second Empire aux années 30. Poussés par l'urgence et par une culpabilité certaine, le ministère de la culture et la direction du patrimoine classent à tour de bras et se lancent dans une ambitieuse politique du renouveau des jardins. De nombreux chantiers de réhabilitation en témoignent à travers toute la France. Une action qui nécessite une belle énergie de la part de Jack Lang et de ses services, qui doivent convaincre, outre le ministère de la culture, ceux de l'agriculture, de l'éducation nationale et de l'équipement.

Pour lancer cette nouvelle campagne, les ministères et directions concernés ont jeté leur dévolu sur la ville de Menton. L'exceptionnelle clémence des hivers de la ville des citrons l'a peu à peu transformée en la plus vaste serre à ciel ouvert française. A peu près éternelle par la spéculation immobilière qui a défigurée la Riviera, cette ville frontalière témoigne encore de l'extraordinaire engouement des jardiniers du siècle dernier et du début de ce siècle pour l'acclimatation de plantes dont la croissance nécessiterait ailleurs de coûteuses protections hivernales. Hélas ! quelques-unes des propriétés les plus intéressantes portent les stigmates de la désaffection ou du manque de moyens de leurs propriétaires. L'action de l'Etat et celle de la municipalité va permettre de les restaurer.

Sur quels critères s'appuie-t-on pour classer ou protéger un jardin ? Quand décide-t-on de s'intéresser à lui ? Comment doit-on le restaurer ? Chacun des jardins mentonnais visités suscite ces questions, à l'exception du jardin à la française, inexistant en ces lieux.

Classé d'office par un décret du 12 décembre 1990, le jardin des Serres de la Madone a été aménagé par Lawrence Johnston entre 1919 et 1939. Ce major britannique créateur, outre-Manche, du célèbre jardin d'Hyde Park Manor, a accumulé une impressionnante col-



Fabriques, obélisques surgissant des eaux métalliques de bassins circulaires, cypres-oriflammes tendus vers le ciel, perspectives insensées tombant dans la mer, fresques aux couleurs transparentes, la villa romaine de Ferdinand Bac se fonde dans un panorama qu'elle fige en un somptueux technicolor.



lection de plantes rares sur les six hectares de sa propriété. A sa mort, en 1958, les plus beaux spécimens qu'il avait collectés dans le monde entier ont été dispersés par son héritière. Premier coup dur. Les propriétaires qui se sont ensuite succédés se sont contentés d'entretenir, plus ou moins bien, ce qui restait de sa collection. Le dernier a tout laissé à l'abandon. A tel point que la végétation était devenue un fouillis inextricable recouvrant les allées, les escaliers, masquant les structures. Second coup dur.

Les Serres de la Madone ont donc été classées avant qu'elles ne tombent définitivement en ruine. A ce stade, elles n'auraient pas résisté aux promoteurs. Cela dit, ce jardin en terrasses ne présente aucun caractère architectural remarquable. Son seul intérêt réside dans une collection mutilée, en cours d'inventaire. Ce qui, en soi, n'est pas négligeable, mais ne devrait pas nécessiter l'intervention de l'Etat si la culture du jardin était une notion plus ancrée dans la mentalité française contemporaine. Il est, en effet, étonnant qu'il ne se soit pas trouvé, en trente ans, un amateur pour reprendre dignement ce jardin. L'Etat montre donc l'exemple, ouvre les yeux du public et des collectivités locales sur un patri-

moine qui, bien géré, peut apporter d'importantes retombées économiques.

Félicitons-nous que cette propriété ait été classée tout en nous interrogeant sur l'attitude d'une municipalité qui avait à sa disposition un arsenal juridique l'autorisant à contraindre le dernier propriétaire à l'entretenir dès lors qu'elle présentait un danger pour l'environnement.

Le jardin des Serres de la Madone va donc être restauré. Mais que va-t-on restaurer ? Ce jardin vaut surtout par son contenu. Le major Johnston y a acclimaté un ensemble remarquable de plantes rares, sans autre souci que de les faire pousser dans un environnement agréable. Mais certaines des plantes exotiques qui étaient rares et chères hier encomrent aujourd'hui, grâce à nos amis néerlandais, les poubelles des lundimains de fête. Ce serait donc une erreur de réintroduire la totalité des plantes que cultivait avec amour ce Britannique. Ne faudrait-il pas plutôt continuer son travail d'acclimatation en tentant d'introduire, avec le même esprit aventureux, des plantes qu'il cherchait lui-même aujourd'hui s'il était encore en vie ?

Les Serres de la Madone sont un jardin botanique. Comme l'est officiellement celui du val Rhamet. Créé dans les années 30 par un couple de Britanniques, ce jardin a été acquis par l'Etat qui en a confié la gestion au Muséum d'histoire naturelle. Fort bien entretenu, d'une surface d'un hectare, il accueille, entre autres, une belle collection de plantes originaires des pays tropicaux, dont quelques spécimens imposants de grimpantes rares en culture. Mais quel choc de découvrir des parterres de cinéraires multicolores et d'œillets d'Inde ! Est-ce la vocation d'un tel lieu que de vouloir concurrencer le jardin public d'une ville d'été ?

La villa Maria Serena a été léguée en 1947 à la municipalité, qui en a fait son lieu de réception privilégié. Construite, par Charles Garnier, la maison, face à la mer, est d'un intérêt architectural évident. Mais son jardin en tant que tel n'offre rien qui puisse retenir l'attention. Si ce n'est que le microclimat de Menton a permis d'y acclimater une importante collection de palmiers (1). Ces mêmes palmiers dont l'utilisation massive a fait la gloire de la Côte d'Azur tout en dénaturant profondément ses paysages. Les problèmes posés par le jardin du Clos du Peyronnet sont autres. Porté à bout de bras par deux Britanniques héritiers de ses créateurs, ce jardin n'a certes plus sa splendeur passée, mais il abrite une belle collection de plantes et témoigne d'un agencement architectural qui pour être composite n'en témoigne pas moins d'une recherche dans la mise en valeur de perspectives impressionnantes.

Plus prévoyants que Johnston, William Waterfield et son frère cherchent actuellement une solution qui permettrait à leur collection de leur survivre. Les amoureux des jardins ne manquent pas en France et ailleurs, mais le prix de l'immobilier dans cette région est si décourageant qu'il sera difficile de leur trouver un successeur privé. Cette propriété n'est pas protégée. L'Etat ou la ville doivent-ils s'occuper aussi de ce dossier ?

Sous la poussée d'une association, la mairie de Menton vient de prendre Fontana-Rosa en charge. Edifiée dans les années 20 par le scénariste et romancier Blasco Ibañez, le bâti et les jardins n'offrent qu'un intérêt anecdotique. Son « jardin » est une accumulation de pergolas banales, de bassins, de constructions hétéro-

clites recouvertes de céramiques d'un goût douteux, dont la restauration à l'identique va bientôt commencer.

Reste le jardin des Colombières, situé à l'extrémité est de la ville, tout contre la frontière italienne. En instance de classement, cette propriété est la seule de celles que nous avons visitées qui présente un ensemble architectural témoignant d'une conception d'ensemble réfléchi. Œuvre du peintre, architecte et paysagiste Ferdinand Bac, son jardin s'étend sur deux hectares et demi situés dans un endroit remarquablement préservé : de quelque côté que l'on se tourne, rien ne vient choquer le regard, ni béton, ni route, ni voie ferrée. D'élégantes fabriques viennent en ponctuer le dessin, des haies de cypres judicieusement distribuées l'organisent de telle façon que ses contours se fondent aux alentours, semblent plonger dans la mer. La maison témoigne d'une même conception. Ses murs peints de fresques à la Maurice Denis, son mobilier « décadent », la distribution recherchée de ses pièces et fenêtres, reproduisent l'esprit même du jardin. Il serait dommage que ce souvenir original ne soit pas classé.

A ces jardins mentonnais, il faut ajouter une fabuleuse collection d'agrumes et une oliveraie imposante qui témoignent de l'ancien biotope azuréen.

Classés ou non, ces jardins vont être remis en valeur. Si la France se passionne aujourd'hui pour ses jardins, il faut constater que les paysagistes en mesure de mener une réflexion approfondie sur les buts à atteindre ne sont toujours pas formés. Où sont les plans, où sont les études mentonnaises ? Que les architectes des monuments historiques s'en mêlent et la catastrophe se profile à l'horizon. On sait bien que les compétences « jardinières » de la plupart des architectes français restent à démontrer et que, dans un passé récent, certains ont contribué à la destruction de remarquables ensembles dans l'indifférence générale.

S'il s'agit de transformer Menton en jardin botanique vivant, s'il s'agit d'éviter la mainmise des promoteurs sur des sites privilégiés, tout en attirant un tourisme intelligent, voire d'ajouter à ces activités à but non lucratif une structure commerciale qui se consacrerait à la multiplication et à la vente des plantes cultivées sur place, les attentions de l'Etat sont justifiées. Mais il faut dans le même temps accélérer la réflexion, la mise à plat de l'enseignement de l'architecture des jardins afin que l'on ne confonde pas le contenu avec le contenant, sous peine d'être contraint de classer n'importe quel joli jardin.

ALAIN LOMPECH

(1) A signaler la parution de *Palmeries*, un superbe recueil de cinquante-cinq photos de palmiers, de cicas et d'arbres du voyageur prises un peu partout dans le monde, entre 1845 et nos jours. Réunies par Pierre Marc Richard, elles sont émouvantes, intrigantes, apaisantes, tragiques, drôles. A l'image des civilisations nées à l'ombre des palmiers. Ed. Contrejour, coll. « Pour mémoire », 150 F.

★ Chaque région de France participe aux Journées des jardins qui se déroulent les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> juin prochain en mettant à la disposition du public des fascicules très clairs qui recensent les jardins privés et publics ouverts à cette occasion et ceux qui le sont tout au long de l'année. Ils sont disponibles dans les syndicats d'initiative et offices de tourisme. Rens. : Minitel 3615 code VME.

★ Les 20 et 22 septembre 1991, la ville de Menton organise un colloque sur le thème « Du jardin privé au jardin public », dans le cadre des Journées méditerranéennes du jardin. Outre ce colloque, un Salon des jardins réunira des pépiniéristes de qualité, des antiquaires spécialisés, des créateurs de mobilier, etc. Rens. : mairie de Menton, tél. : (16) 93-87-87.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures.

## DINERS

## L'ALSACE AUX HALLES

16, rue Coquilhem, 1<sup>er</sup>

43-36-74-24

F. ven. soir et sam.

47-20-98-15

AU PETIT RICHE

47-70-68-68/47-70-68-50

15, rue Le Pelletier, 9<sup>e</sup>

F/dim.

LE GOURMAND CANDIDE

43-80-01-41

6, pl. Marché-Juin, 1<sup>er</sup> Fermé sam. midi et dim.

RIVE GAUCHE

NOR ANCIENNES LES GAILLOIS

46-33-66-07 et 66-12

39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup>

F. sam, midi et dim.

LE SYBARITE

F. sam, midi et dim.

6, rue du Sabot, 6<sup>e</sup>

YUGARAJ (Salle climatisée)

43-26-44-91

14, rue Dauphine, 6<sup>e</sup>

RESTAURANT THOUKIEUX

47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

## RIVE DROITE

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers et 1<sup>er</sup> étage.

Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS. Huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, coq au vin. Carte 300/350 F. Diplômé club P. Montagné. OUVERT DIM.

MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE

FORFAIT THÉÂTRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15.

Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.

Cette maison « du succès » et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.

Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F

tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI<sup>e</sup> s. Dé. d'affaires, dîners sur

chandeliers. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 165 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur

et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Ser. jusqu'à 23 h 30.

TOUS LES JOURS. Dim. ser. continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

صلى الله عليه وسلم



صكدا من الالامل

## JARDINS

ENTRETIEN AVEC GILLES CLÉMENT, JARDINIER, BOTANISTE ET ESSAYISTE

# La dynamique du végétal

Gilles Clément, jardinier, botaniste, paysagiste, professeur à l'Ecole supérieure d'architecture des jardins (ESAJ), vient de publier deux essais. Il y présente une nouvelle idée des jardins, fondée sur le « mouvement ». Mise en pratique chez lui, dans la Creuse, cette idée va être expérimentée dans le parc Citroën à Javel, aujourd'hui en chantier, dans le quinzième arrondissement de Paris.

« La Vallée et le Jardin en mouvement (aux Editions Pandora) que vous avez écrits proposent une rupture avec l'art traditionnel des jardins... »

— L'origine de cette réflexion est tout à fait empirique. Elle est née d'une observation et d'un travail effectués chez moi, dans le centre de la France. La dimension des parcs classiques était liée à la perspective, celle des jardins romantiques au cadrage pittoresque. Pourquoi ne pas utiliser l'espace de manière différente, jouer avec la vie même des végétaux, au sens strictement biologique du terme ? Cette science, qui est un apport de notre siècle, n'a, dans ce domaine, jamais été prise en compte. Grâce à elle, le jardinier pourra suivre, interpréter et orienter le cycle des plantes, variable en fonction de chacune des espèces.

— Le hasard sans la nécessité ?

— Si le hasard était seul pris en compte, ce ne serait plus un jardin mais un état de nature. J'ai dégagé un certain nombre de principes en observant des friches. Par définition, une friche est un terrain agricole abandonné. J'ai été élevé dans un univers — la Creuse — où le paysage s'est « enrichi » depuis quarante ans. L'élevage traditionnel a peu à peu disparu. Les chèvres ont abandonné leurs pâtures. Ces landes, très belles et d'une grande pauvreté — elles ont été peintes par les impressionnistes — sont devenues peu à peu des maquis plus ou moins impénétrables avant de se transformer en bosquets — la forêt est, sous nos climats, le niveau optimum de la végétation.

» Mais j'ai pu observer tous les stades intermédiaires de cette végétation : son développement naturel évolue de trois à quarante ans après l'abandon d'un sol à lui-même. On peut accélérer ce processus et « installer » d'emblée la friche au niveau de richesse « floristique » le plus intéressant — c'est-à-dire entre sept et quarante ans selon les cas — de la même façon que l'on crée un jardin.

» L'organisation biologique de ces friches est très précise même si elle n'est pas très apparente. Chaque espèce végétale a des raisons spécifiques d'exister : des séries floristiques cohabitent pour la conquête du sol ; certains végétaux préparent le terrain à d'autres espèces ou les protègent avant de mourir. Comme dans une friche — naturelle ou non, — il n'y a pas de limites pour séparer les « bonnes » herbes des « mauvaises », celles-ci se croisent et s'entrecroisent. C'est le



Gilles Clément, à Javel

mode biologique de ces plantes qui va déterminer l'implantation et la forme des masses florissantes.

» Comme ce mode biologique est variable, en fonction des espèces et du temps, ces masses florissantes suivent toutes sortes de mouvements. Il en résulte une modification permanente de l'aspect du jardin. Selon les saisons, comme dans n'importe quel jardin, mais aussi en fonction de l'apparition ou de la disparition, ici ou là, de ces masses florissantes. D'un instant à l'autre, les cheminements se transforment. Plus les cycles biologiques sont rapides, plus les espèces sont nombreuses, plus les modifications du jardin sont fréquentes. Cette succession et cet ordre — ou plutôt ce désordre structuré — doivent être gérés pour mériter l'appellation de jardin : il faut qu'il y ait une adéquation entre une dynamique un peu violente et une esthétique.

» La première fois que je me suis trouvé confronté à ce problème, c'était pour une histoire de gazon. Je voulais me soustraire à l'esclavage des tontes et des machines. Cette décision banale allait m'entraîner à étudier et à définir les contraintes de ce nouvel espace végétal architecturé. Il me paraissait plus important de connaître le mouvement des fleurs, de l'enrichir, de le diriger plutôt que de le contraindre par des mécaniques très archaïques et qui font beaucoup de bruit.

— Mais, à Javel, vous allez être obligé d'installer une friche de toute pièce. N'est-ce pas très long ?

— J'ai planté à Javel (1) de grandes épines — ronces et églantiers — qui représentent le stade de la prairie « armée » quand elle a une dizaine d'années d'abandon. Puis j'ai installé une nouvelle strate herbacée avec une série floristique, de petits ligneux — des baux — de façon qu'il y ait des points fixes. J'ai imaginé un milieu sec et un milieu humide et j'ai cloisonné l'espace avec des lignes de bambous de façon qu'on n'ait pas ici l'impression d'un grand champ. Les gens doivent pouvoir se perdre dans cet espace relativement petit. L'été, les écrans végétaux de trois ou quatre mètres suffisent à donner à ce jardin des profondeurs mobiles. L'hiver, ils disparaissent et j'ai besoin d'éléments qui ne participent pas à ces mouvements cycliques — d'où les bambous.

» Ce jardin d'un hectare et demi (le parc en fait une vingtaine) reste expérimental. C'est la première fois qu'une telle entreprise sera confrontée au public. Il faudra ensuite que je vérifie un certain nombre de paramètres. Ce qui est nouveau, ce qui peut bouleverser l'histoire des jardins, c'est la conception de l'espace. Elle ne se fait plus en amont mais sur le terrain. C'est l'affaire du jardinier, au moment où la nature se révèle, quand, par exemple, il s'agit de faucher certaines parties. Mais l'exploitation de cette dynamique n'est possible que si l'on a des connaissances botaniques complètes.

— Le jardinier qui imagine un jardin classique ou romantique est aussi le concepteur d'un espace.

— On peut mettre en place un jardin classique ou romantique à l'aide d'un plan, on ne peut pas dessiner un jardin en mouvement. Il faut d'abord comprendre le milieu sur lequel on va agir. Et on va agir plusieurs fois par an, selon les cycles biologiques des espèces existantes, mais aussi selon des critères esthétiques.

— Vous êtes comme un peintre devant sa toile ?

— A cette différence près que les sujets changent tout le temps et que le jardinier doit interpréter à chaque fois ce qui lui est donné à voir. De plus, ce qui apparaît n'est pas toujours ce qu'on espérait. Ce qui déjoue toutes les spéculations.

— Il y a donc une part d'improvisation perpétuelle ?

— Tout à fait. Aussi faut-il que le jardinier, j'insiste encore sur ce point, ait une connaissance approfondie du monde végétal. Mais il me paraît plus intéressant de maîtriser une situation grâce à la connaissance plutôt que de tester des techniques à l'aveuglette.

— Le jardin en mouvement, c'est une rupture considérable avec ce qui a été fait jusqu'à présent ?

— Je n'ai fait que mettre en relation des connaissances scientifiques, acquises depuis le début de ce siècle, avec l'univers des jardins. Cette rupture est fondamentale à plus d'un titre : elle bouleverse d'abord le regard porté sur les choses. Si une plante vient à pousser à un endroit qui ne lui est pas assigné, on la regarde comme une mauvaise herbe. Avec le jardin en mouvement, on la regarde tout simplement et peut-être pour la première fois. Ensuite cette gestion de la mobilité devrait conduire l'individu à mieux intégrer son existence au mouvement biologique. Il ne s'agit pas là de déplacement de perspective comme dans le passage du jardin classique au jardin romantique, mais de l'intrusion d'un être biologique — l'homme — dans un autre monde biologique — végétal — le rapprochement et, j'espère, la compréhension de deux mondes vivants. Enfin, il y a une rupture aussi avec la moquette-gazon qui banalise aujourd'hui les jardins de façon assez triste.

» Beaucoup de choses m'échappent encore. Je souhaite que d'autres reprennent cette idée pour l'expérimenter à leur tour et peut-être en tirer des conclusions différentes que je suis incapable de faire émerger actuellement par manque d'expérience. Avec le monde végétal, il est difficile de théoriser ; il faut en passer par l'expérience. Ce qui est long et contraignant. Ce concept peut s'appliquer à des espaces de toutes tailles. En évitant que le jardin en mouvement ne se dilue dans une sorte d'espace d'accompagnement. Le parc Citroën peut avoir le sens d'une sorte de manifeste. Ce qui ne veut surtout pas dire qu'il faut tirer un trait sur les jardins dont la forme et les modes de gestion sont conditionnés par des principes plus traditionnels.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

(1) Le parc Citroën à Javel est conçu par deux équipes : celle de Gilles Clément et de Patrick Berger, et celle d'Alain Provost et de Vignier-Jodry.

## L'œuvre de l'homme et du temps

Ce n'est pas un de ces livres pour tables basses, même si l'iconographie, particulièrement soignée, est des plus abondantes : soixante-sept auteurs de sept langues différentes ont élaboré ce gros volume passionnant (1) qui entend retracer l'histoire des jardins d'Occident depuis la Renaissance, époque à partir de laquelle nous possédons suffisamment de sources. Un art naguère négligé, voire méprisé, pourant support des mythes fondateurs de l'humanité — du jardin d'Eden aux jardins de Babylone, sans oublier ceux d'Allah, séjours éternels des bienheureux qui ont suivi la voie du Prophète. « Jardin princier, jardin public, jardin d'étude, de philosophie ou de poésie, jardin privé autour d'un pavillon de banlieue, quelle que soient ses origines sociologiques et économiques, quelle que soit son implantation, son univers propre ne trahit jamais sa vocation fondamentale : « C'est toujours le lieu d'une évasion vers l'Arcadie antique ou le paradis des premiers hommes, vers l'érmitage dans la solitude, vers le théâtre et vers la fête ». Les auteurs, citant Jurgis Baltrušaitis, ramassent la signification profonde de ces lieux, qu'ils soient issus du Songe de Poliphile ou conçus pour le délassement des « classes laborieuses ».

Mais la rédaction sérieuse d'une histoire de cet art est une tâche compliquée. Les matériaux qui le composent sont fragiles et instables. Le jardin, c'est, paradoxalement, un art du mouvement qui s'apparente plus à la

musique et au théâtre qu'à l'architecture dont on a trop longtemps voulu en faire un complément. Un jardin évolue sans cesse. Même les parcs classiques. Comment s'en faire une idée qui ne soit ni fautive ni caricaturale ? Que connaît-on des Tuileries de La Nôtre ? Quelques relevés contradictoires, trois ou quatre vues cavalières qui ne coïncident pas les unes avec les autres et dont on ne sait pas si elles répondent à des réalités effectives ou à des vues idéales. Les parterres de Vaux-le-Vicomte imaginés par le jardinier de Louis XIV ont été largement réinventés par les Duchène à la fin du siècle dernier...

Aussi Monique Mosser et Georges Teyssot nous proposent-ils une mosaïque d'essais, regroupés chronologiquement, qui nous permettent de cerner peu à peu l'évolution de cet art compliqué, changeant comme le temps et presque toujours chargé d'une symbolique complexe. A travers cinq ensembles (le jardin de la Renaissance ; le classicisme et le baroque ; les couteurs des Lumières ; l'âge d'or des parcs urbains ; le parc contemporain), on passe de l'humanisme au maniérisme, du sublime au pittoresque, de l'éclectisme à la philanthropie et de l'écologie à la restauration. Chaque ensemble est ponctué de chapitres plus courts sur des thèmes divers : un motif (le labyrinthe), un lieu (le « Bosco » d'Amsterdam), un homme (Lebrecht Migge, le réformiste du jardin dans l'Al-

lemagne moderne), un manifeste (celui de Ian Hamilton Finlay en Ecosse), une démarche (les parcs urbains dans l'Amérique de Roosevelt), une source (la cartographie au XVII<sup>e</sup> siècle), un mouvement (les jardins art déco).

Aucune nostalgie passéiste dans cet ouvrage qui aborde de manière sereine le rococo italien comme le land art. Les plans sont nombreux et précis. Les angles sont souvent inattendus. Si aucune page n'est ainsi spécifiquement consacrée à La Nôtre, Hélène Vénin signe une belle étude sur « La technologie et le parc : ingénieurs et jardiniers dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle », qui évoque largement l'œuvre du jardinier de Louis XIV. Elle l'est encore, plus loin, par Monique Mosser qui traite de la « réinvention de La Nôtre » par les Duchène. Cette dernière clôt le volume avec des « libres propos sur la restauration des parcs » où elle aborde la dimension « métaphysique de l'homme-jardin » et que devraient méditer ceux qui sont chargés de cette tâche. « Ce qui ajoute encore un grand charme aux jardins, notait déjà Pierre-Adrien Pâris au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est cette impression respectable de la main du temps. »

E. de R.

(1) Histoire des jardins, de la Renaissance à nos jours, sous la direction de Monique Mosser et Georges Teyssot. Editions Flammarion. 542 pages, 850 F.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA (Grande salle) - REK GAUMONT-LES-HALLES - GAUMONT ALÉSIA (Gaumont Rama) - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT PARNASSE (Gaumont Rama) - MIRAMAR UGC ODÉON - UGC MAILLLOT - LYON BASTILLE - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS PATHE CLICHY - GAMBETTA - FAUVETTE - LA PARADE - périphérie

JEAN-FRANÇOIS STEVENIN PATRICK BOUCHITEY

Lune Froide



UN FILM DE PATRICK BOUCHITEY

JEAN-PIERRE BISSON - LAURA POU - SYLVIA DE PARRA - CHRISTOPHE HAVILAND - MARIE NIPS

## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## Bix

de Pupi Avati, avec Bryant Weeks, Ray Edelman, Julia Ewing, Mark Collier, Barbara Wilder, Emile Meyer, Italien (1 h 51).

Pupi Avati a ressenti jusqu'à la déchirure le douloureux romantisme de Bix, « plus grand cornettiste blanc de l'histoire du jazz », perdu, incompris. Une incompréhension qui le hante et se reflète dans ses yeux bleus clairs. Les yeux de Bryant Weeks, étonnant, vrai et mythique à la fois, comme tous les comédiens, tous novices et superbement dirigés.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 14 (42-71-52-36) ; U.G.C. Rotor, 6 (45-74-94-54) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, 14 (45-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 14 (42-36-83-83) ; Pathé Français, 14 (47-70-33-88) ; Pathé Wexler II, 14 (45-22-47-94).

## Les Deux Sirènes

de Richard Benjamin, avec Cher, Bob Hoskins, Winona Ryder, Michael Schoffing, Christina Ricci, Caroline Williams, Américain (1 h 50).

Sous la direction de leur maman au caractère explosif, deux adolescentes dont le chemin paraît déjà tracé, dans deux directions radicalement divergentes : l'une s'entraîne pour entrer au conservatoire, l'autre ressent une vocation de nageuse de compétition.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, 14 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 14 (43-59-32-32) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; VF : Pathé Français, 14 (47-70-33-88) ; Fauvette, 14 (47-07-55-55) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 14 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 14 (45-22-48-01).

## Dix ans après !

de Serge Moati, Français (1 h 30).

Un portrait d'électronique qui se dessine sur l'écran de télévision, la liasse l'orage sur la Bastille... Dix ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, Serge Moati scrute les États d'âme des anonymes ou des personnalités. Il paraît que 90% des Français ne savent pas orthographier correctement le nom du président de la République...

VO : Les Trois Luxembourgs, 14 (46-33-97-77).

## Lune froide

de Patrick Bouchitey, avec Patrick Bouchitey, Jean-François Stévenin, Jean-Pierre Bizon, Laura Favali, Sylvana de Faria, Consuelo de Havilland, Français, noir et blanc (1 h 30).

Dérive, galère de deux copains qui ne grandissent décidément jamais. Ce premier film de Patrick Bouchitey devrait être scabreux, il est merveilleux, surtout lorsque Jean-François Stévenin peuple l'écran de ses chimères.

Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-35-35-35) ; Saint-André-des-Arts, 14 (43-26-48-18) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-34-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13 (47-07-55-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (48-38-10-96).

## Sélection

## Alice

de Woody Allen, avec Mia Farrow, William Hurt, Joe Mantegna, Alec Baldwin, Judy Davis, Cybill Shepherd, Américain (1 h 49).

Grâce aux mystérieuses et malicieuses herbes du docteur Yang, la grande bourgeoise new-yorkaise coïncide va transformer son existence dorée, glaciale, en un conte de fées tendre et drôle. Woody Allen dans ses œuvres, souverain et modeste. Enchanter. Et que dire de Mia Farrow !

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Action Écoles, 6 (43-25-72-07) ; Images d'ailleurs, 6 (45-67-18-05) ; U.G.C. Biarritz, 6 (45-62-20-40).

## An Angel at my Table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alexis Keogh, Karen Ferguson, Iris Churn, K.J. Wilson, Melina Garmatz, Néo-zélandais (2 h 38).

Parallèle compliquée entre une cinéaste et une femme écrivain dont elle a fait son sujet, ce n'est plus du talent, c'est de la magie. Jane Campion raconte Janet Frame, et c'est la vie qui est là. C'est simple, tragique. C'est du cinéma à hauteur de regard, de l'intelligence et du cœur.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-74-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

## Aux yeux du monde

d'Eric Rochant, avec Yvan Attal, Kristin Scott-Thomas, Marc Berman, Charlotte Gainsbourg, Français (1 h 38).

Détourner un car de ramassage scolaire par amour et par rage de vivre, cela existe. Rochant le dit qui mêle la justesse attentive de son regard à une impeccable maîtrise des ressorts du thriller.

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).



Marlene Dietrich dans *Agent X27* de Joseph von Sternberg.

## Eating

de Henry Jaglom, avec Holly Auld, Frances Bergen, Mary Crosby, Mariela Gioi, Marina Gregory, Daniel Dublet, Jacques Demy, Français, noir et blanc et couleurs (1 h 50).

Le frigidaire, ce monstre qui renferme de bien lourds secrets. Secrets révélés à la faveur d'une fête entre copines, par la caméra inquisitrice, mais jamais indécise de Henry Jaglom. C'est passionnant, inquiétant, et très drôle.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

## Hors la vie

de Maroun Bagdadi, avec Hippolyte Girardot, Rafic Ali Ahmad, Hussein Shabry, Habib Hamoud, Magdi Machmouchi, Franco-italo-belge (1 h 37).

Folie de la guerre civile, folie de l'homme qui n'est plus rien, ne signifie plus rien, otage, les yeux bandés, humilié. Lui, c'est Hippolyte Girardot, formidable. Avec son visage, son corps, ses gestes, ses regards, il incarne le délire d'un conflit sans nom, sans but, sans fin.

Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-25-58-83) ; Publicis Champs-Élysées, 14 (47-20-74-23) ; Pathé Français, 14 (47-20-74-23) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 17 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

## Jacquot de Nantes

d'Agnes Varda, avec Philippe Maron, Edouard Joubaud, Laurent Monnier, Brigitte de Villeneuve, Daniel Dublet, Jacques Demy, Français, noir et blanc et couleurs (1 h 58).

Où pourquoi Jacques Demy est devenu Jacques Demy. D'après son témoignage, juste avant sa mort, Agnès Varda le retrouve dans son enfance. Il chantonnait, déjà, dans le garage de son père et apprenait le cinéma seul, avec patience, insouciance. C'est une belle histoire d'enfance, sensible et gaie, touchante et forte.

Gaumont Les Halles, handicapés, 14 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-75-79-79) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-75-79-79).

## La Liste noire

d'Urvil Wülfel, avec Robert De Niro, Annette Bening, George Wendt, Patricia Wettig, Sam Wanamaker, Américain (1 h 40).

A travers la descente aux enfers d'un réalisateur américain dans les années 50, une dénonciation du macabre qui se décline dans les rangs des grands créateurs hollywoodiens.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-25-58-83) ; George V, 14 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, handicapés, 17 (40-68-00-16).

## Box-office Paris

Implacable balancier. Chaque année, les distributeurs se posent la même question : faut-il sortir les films du Festival de Cannes au mois de mai afin de profiter de l'effet Croisette, au risque d'être pris dans l'embouteillage et de pâtir d'une certaine lassitude, ou attendre l'automne ? En 1990, la plupart avaient choisi d'attendre, et ce n'avait pas donné grand-chose. Donc, cette année, pas moins de sept films de la compétition officielle sont sortis (et trois autres arrivent).

Le meilleur résultat va logiquement à celui qui bénéficie de la combinaison de salles la plus étoffée, la Liste noire, avec 53 000 entrées devant 27 écrans en seulement cinq jours. Les autres ont opté pour de petits circuits, de 7 à 11 salles : relatif succès pour *In Bed with Medusa*, la Double Vie de Véronique, *Hors la vie* et le *Porteur de serviette* aux environs de 20 000 entrées. Moindre réussite pour *Rhapsodie en août* et *Jacquot de Nantes*.

Avec quelque 550 000 spectateurs dans les salles parisiennes, la semaine aura finalement été meilleure que la période équivalente de l'an dernier (396 000), même si aucun film n'a atteint un score vraiment glorieux. Et la Plaine blanche vacille déjà sur son trône, en perdant 40 % d'entrées par rapport à sa première semaine, pour un maigre 110 000 en quinze jours malgré ses 43 salles. En revanche, *Delicatessen* reste bien achemalé, et passe les 200 000 en cinquième semaine. J.-M. F.

VF : U.G.C. Montparnasse, 14 (45-74-94-54) ; Paramount Opéra, 14 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-55) ; Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

## Merci la vie

de Bertrand Blier, avec Charlotte Gainsbourg, Anouk Grinberg, Gérard Depardieu, Michel Blanc, Jean Carmet, Catherine Jacob, Français (1 h 57).

De la dérive à travers les époques, les couleurs et les sentiments de deux jeunes filles, Bertrand Blier a fait une sorte de poème-pamphlet à se tordre de rire et d'angoisse, un film-grenade, explosif d'intelligence et de finesse.

Forum Orient Express, 14 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-32) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37).

## Le Porteur de serviette

de Daniele Luchetti, avec Silvio Orlando, Nanni Moretti, Giulio Brogi, Anne Roussel, Angela Finocchiaro, Graziano Giusti, Italo-français (1 h 30).

L'ascension d'un loup aux dents très acérées dans le monde pas très reluisant de la politique. Le retour de la grande tradition de la comédie à l'italienne, grignotée, réjouissante. Et la formidable prestation de Nanni Moretti en politicien corrompu.

VO : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; U.G.C. Rotor, 6 (45-74-94-54) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, 14 (45-52-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-68-00-16).

## Rhapsodie en août

d'Alain Kater, avec Sachiko Muroga, Hidetaka Yoshida, Richard Gere, Tomoko Ohtsuka, Miki Suzuki, Japonais (1 h 38).

Ce n'est pas seulement un pamphlet contre la bombe, lentement, le film passe de l'illustration d'une thèse à sa métamorphose cinématographique. C'est dire si les images sont magnifiques de symboles et de terreur irradiée. *Rhapsodie en août*, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 14 (47-42-80-33) ; U.G.C. Odéon, 14 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-32) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-75-79-79) ; Beaugrenelle Montparnasse, 14 (45-75-79-79).

## Le Voyage

du capitaine Fracasse d'Estève Scola, avec Vincent Perez, Emmanuelle Béart, Massimo Troisi, Ornella Muti, Franco-italien (2 h 15).

Quand passe le chariot des comédiens, tout peut changer. Comme ce jeune aristocrate humilié, ils ont le faim, mais eux sont riches de leurs gestes et de leur ferveur. Voilà un film beau et secret, vibrant, palpitant.

Gaumont Opéra, 14 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 14 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37).

## Reprises

## Agent X 27

de Joseph von Sternberg, avec Marlene Dietrich, Victor McLaglen, Lew Cody, Américain, 1931, noir et blanc (1 h 31).

Il y a tout. Marlene Dietrich, somptueuse et espionne passionnée ; l'univers de Josef von Sternberg, baroque, furieux ; des scènes d'anthologie. Ah ! Marlene se mirant dans le sabre d'un bel officier !

VO : Action Christina, 6 (43-29-11-30).

## Hellzapoppin

de H.C. Potter, avec Ole Olsen, Chic Johnson, Martha Raye, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 25).

En enfer, au music-hall et en pleine pagaille, l'archétype du film burlesque.

succession de gags farfelus et de coq-à-l'âne qui depuis cinquante ans fait s'époumoner de rire ses spectateurs. Si quelqu'un sait où est Mrs. Jones, il y a toujours une plante verte pour elle.

VO : Réflexes Logos 1, handicapés, 6 (43-54-42-34).

## Le Troia

de Jacques Becker, avec Raymond Meunier, Michel Constantin, Jean Carmet, Philippe Leroy-Beaulieu, Marc Michel, Catherine Spaak, Français, 1960, noir et blanc (1 h 53).

Il sont cinq à tenter la grande évasion de la prison de la Santé. Cinq, mais comme les cinq doigts de la main. Bien obligés. Mais ils se méfient, s'épient, se surveillent la vie, et chaque jour qui passe les rapproche de la liberté. Un huis clos tendu, magnifique.

Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-50).

## DANSE

## Compagnie Christine Bastin

Abel Abert

Sur des extraits de *Partage de Midi*, de Paul Claudel, et une musique de Bernard Parmegiani, cette pièce de l'audacieuse Christine Bastin, créée l'an dernier à Orléans, est une de ses réussites.

Théâtre de l'Est parisien, jusqu'au 25 mai, 20 h 30, le 23 à 19 heures. Tél. : 43-84-80-50, 130 F.

## Danse contemporaine

allemande Est-Ouest

Une très intéressante confrontation, qui se poursuivra jusqu'au 8 juin. Cette semaine, Arla Siegel, formée à l'école Palucca de Dresde, berceau de la danse expressionniste allemande, présente deux séries de solos : *Gesicht* (1), *Offenbarungen*, reconstruction de chorégraphes de Dore Hoyer qui lui a valu en 1989 le Prix des critiques allemandes, et *Erbschlag*, sur des thèmes de Christa Wolf et Heiner Müller (2).

Centre Georges-Pompidou, (1) le 27 mai, 22 h 29 à 18 h 30, (2) le 27 mai, 22 h 29 à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18, 80 F.

## Compagnie Jean Gaudin

La Danse sur canif

Nos jeunes chorégraphes reviennent au ballet narratif, naguère bonni. Après une cascade de *Roméo et Juliette*, voici l'immortelle histoire de Marguerite et d'Armand, transposée au vingtième siècle. Gaudin a choisi pour musique l'enregistrement public de la *Traviata* de Verdi à Lisbonne, en 1958, avec Maria Callas ; l'oreille, en tout cas, sera à la fête (1). Jean Gaudin interprète également *Une danseuse en plastique* avec les éléments scéniques de Roland Roure (2).

Théâtre de la Ville, (1) les 28, 29, 31 mai, 14 h 30, (2) le 30 mai à 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

## Lille

Bancs d'essai

international

Huit créations chorégraphiques contemporaines, sélectionnées en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique.

L'Akron, les 28 et 29 mai, 20 h 30. Tél. : 20-76-12-02, 90 F et 100 F.

## Saint-Brieuc

Tendance 5

Une valeur sûre, Dominique Bagouet (*Déserts d'amour*, *Jours étranges* et *Commande Urgent*), des valeurs qui montent, Hélé Fattoumi et Eric Lamoureux (le superbe *Furax bis*), des valeurs en point d'interrogation, Eric Lacroix et Samuel Le Borgne, Marthe Demaille, et un gros programme vidéo.

Grand Théâtre, les 23 et 24 mai à 20 h 30, le 25 mai à 18 heures et 20 h 30. Tél. : 96-53-77-50, 100 F.

## La sélection « Cinéma »

a été établie par

Bénédicte Mathieu.

« Danse » :

Syrie de Nassac.

## SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

"Le film nous plonge dans le jazz des années 20, jeune, inventif, exalté." Claude-Jean Philippe



UN FILM DE  
PUPI AVATI

AUJOURD'HUI

## THEATRE DE SARTROUVILLE

## Wiener Salade

le concert  
des années folles

Jazz-band • Pierrot Lunaire

Le Bœuf sur le Toit...

24 - 25 mai 39 14 23 77

## TGP

DU 30 MAI AU 22 JUIN

## Exécuteur 14

Texte et mise en scène

ADEL HAKIM

avec

Jean-Quentin CHATELAIN

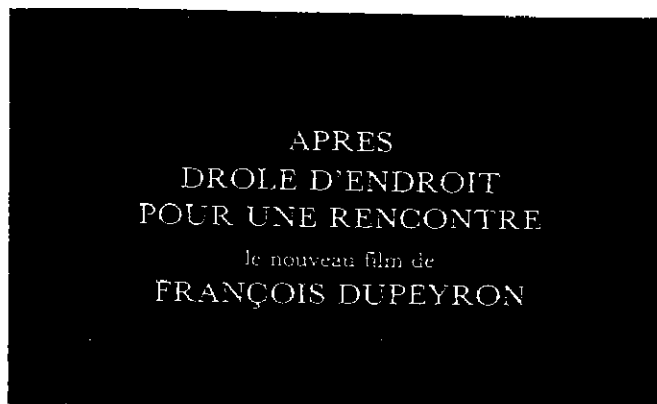


مسكن من الارض



صحن من الامم

(Publicité)



Une rame de métro...



L'homme sort au moment où les portes se referment.



La femme rousse est déjà à l'autre bout du quai.



Elle disparaît au milieu des voyageurs.



Elle sent sa présence derrière elle, elle se retourne.



Il est là, elle croise son regard.



Son regard a quelque chose de commun avec le regard de cet homme. Il ne fuit pas.



Il y a peut-être du défi, le refus de se soumettre, mais il n'y a pas d'agressivité.



pas de reproche...



Elle prend le grand escalier qui mène sur le boulevard.



Il marche à deux pas derrière elle.



Il ne se cache pas, ne fait pas l'indifférent.



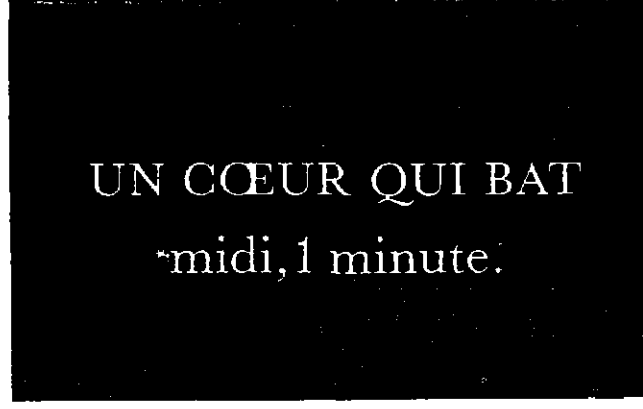
Elle va pour traverser le boulevard.



Elle s'arrête au passage clouté.



Elle attend avec d'autres que le feu passe au vert.



(Publicité)



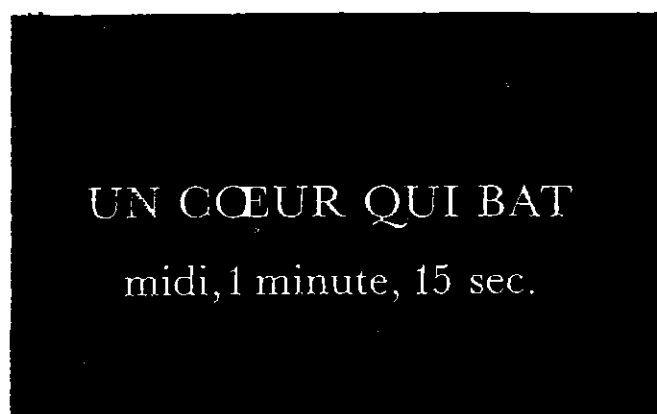
Il s'arrête lui aussi. Il reste en retrait derrière elle.



Elle sent sa présence, elle le regarde par-dessus son épaule.



Elle traverse le boulevard, contourne la place, regarde les vitrines.



Il n'est pas le premier à la regarder de la sorte.



D'autres l'ont déjà suivie dans la rue et il lui est arrivé de se mettre à courir pour échapper à la peur.



Il lui est aussi arrivé de se retourner et d'insulter l'homme qui la suivait.



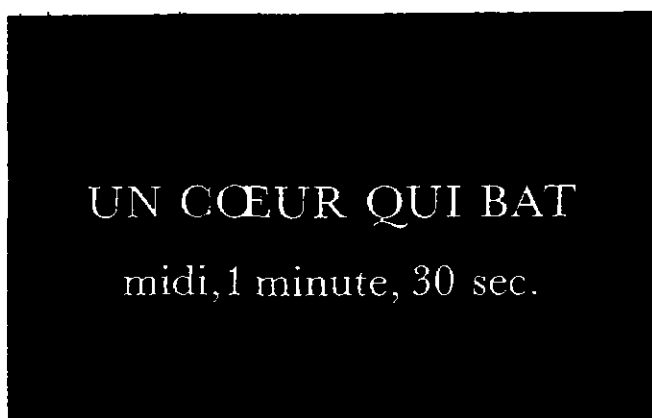
Aujourd'hui, elle n'a pas peur, cet homme qui la suit ne la dérange pas, au contraire.



Au contraire? Oui.



Elle se fait cette réflexion, cette pensée l'amuse...



Elle entre dans un café-tabac pour acheter des cigarettes.



Il entre derrière elle.



Elle: "Un paquet de Camel Mild, s'il vous plaît!"



Il s'avance au comptoir. Elle pourrait profiter de ce moment pour disparaître;



mais elle veut savoir jusqu'où ira cet homme.



Non, ce n'est pas cela. Elle est en train de se mentir. Ce qu'elle veut savoir...



c'est jusqu'où elle ira, elle, avec cet homme.

صكتنا من الامل



صكنا من الامل

(Publicité)



Elle cherche une place au comptoir.



Elle: "Un café, s'il vous plaît!"  
Lui: "Moi aussi, je prendrai un café."



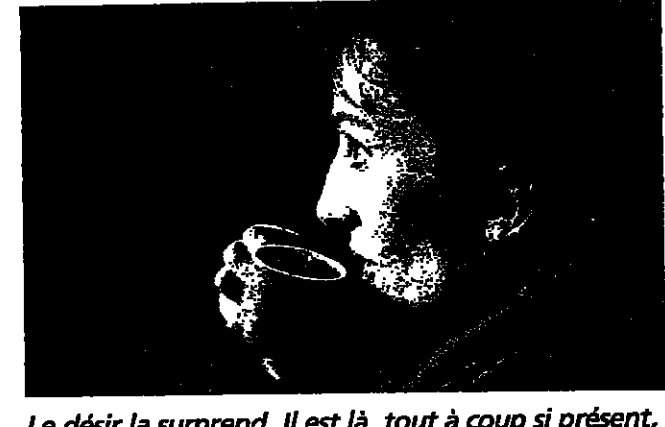
Lui: "Vous connaissez un hôtel dans le quartier?"  
Elle: "Non."



UN CŒUR QUI BAT  
midi, 2 minutes.



Il est si près d'elle qu'elle lève les yeux pour le regarder.



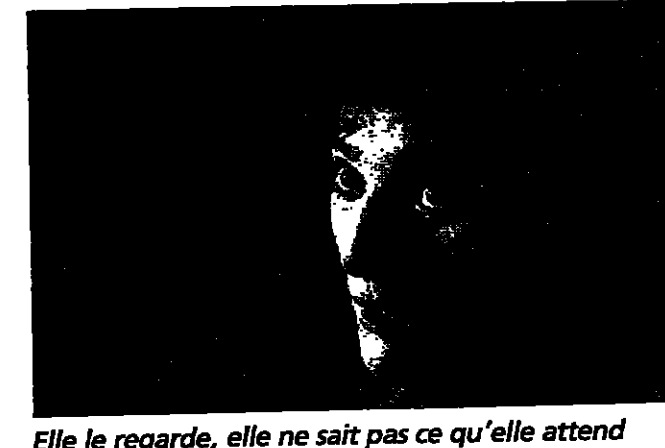
Le désir la surprend. Il est là, tout à coup si présent, entre elle et lui.



Elle se retient de lui dire:  
"Oui, un hôtel, tout de suite..."



Lui: "Il doit bien y en avoir un. Vous venez?"



Elle le regarde, elle ne sait pas ce qu'elle attend pour lui répondre.



Elle: "C'est pas un peu rapide, non?"  
Lui: "Non."



Elle hésite encore quelques secondes, mais sa réponse est déjà dans ses yeux.



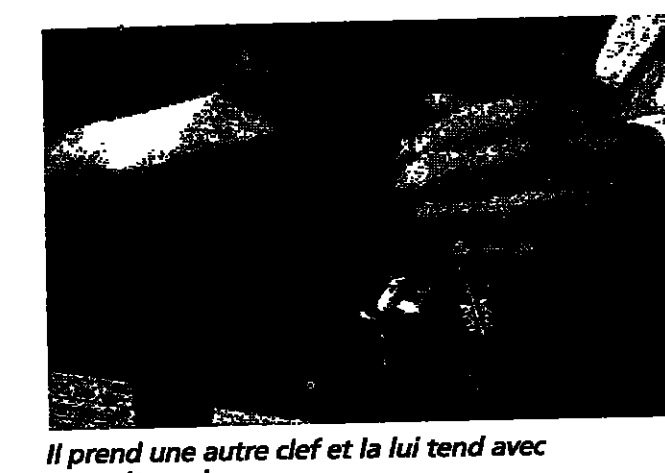
L'homme pose la main sur son épaule comme pour l'aider à s'extraire du comptoir.



UN CŒUR QUI BAT  
midi, 3 minutes.



Le portier: "C'est pour la nuit?"  
Lui: "Non."  
Le portier lui reprend la clef...



Il prend une autre clef et la lui tend avec un petit sourire.



Le portier:  
"Un cœur qui bat, c'est déjà un tambour!"

**UN CŒUR QUI BAT**  
UN FILM DE FRANÇOIS DUPEYRON  
SORTIE LE 29 MAI  
UNE COPRODUCTION BACHETTE PRODUCTIONS ET CIE - USC - RUTIL SA - FID 3 FILMS PRODUCTIONS - AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE ET DES SPECTACLES INVESTISSEMENT 2 - INVESTISSEMENT 3  
PYRAMIDE  
Conception: F. Méhant - J. Reznikow

Avec Dominique Fayssé • Thierry Fortineau • Jean-Marie Winling • Musique composée et interprétée par Jean-Pierre Drouot.







## LA SÉLECTION

## ARTS

## Nouvelles expositions

## Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Du 23 mai au 20 juillet.

## John Chamberlain

Le champion américain de la tête froissée, de la ferraille comprimée, fortement rehaussée de couleurs. Qui, immanquablement, fait penser à notre César national et ses *Compressions*, et rappelle le temps du pop, bien qu'il y ait, chez Chamberlain, de beaux restes de l'expressionnisme abstrait.

Galerie Karsten Gröve, 5, rue Dabell, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Du 23 mai au 29 juin.

## Henri Hayden

De 1911 à 1970, un choix de dessins, de gouaches et d'huiles sur papier. Pour expliciter la trajectoire du peintre, un modeste qui, partant de Cézanne et du cubisme, entreprit de dépolluer son art et se trouva bien près, à l'heure de la plénitude, de basculer dans l'abstraction.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 42-96-37-86. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Du 22 mai au 20 juillet.

## Jean Leppien

Jean Leppien est né en 1910, a peint son premier tableau abstrait en 1927, a été l'élève d'Albers, de Klee et de Kandinsky au Bauhaus, a fui l'Allemagne nazie, s'est fixé, au lendemain de la guerre, en France, où on le connaît sans le connaître à travers ses fantaisies constructives.

Galerie Franck Berné Bastille, 4, rue Saint-Sabin, Paris-11<sup>e</sup>. Tél. : 43-55-31-93. Tous les jours sauf dimanche, lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Du 23 mai au 29 juin.

## Paris

## André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq cents œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographiques... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE BOURDELLE**  
JEUDI 6 JUIN, à 17 h 30  
MUSÉE BOURDELLE  
16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 PARIS

**XXXV<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE - 15 MAI - 16 JUIN**  
ART CONTEMPORAIN  
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc...  
VICTOR BRAUNER  
collection de l'abbaye Sainte-Croix  
"REGARD SUR LA JEUNE CRÉATION ALLEMANDE"  
2, av. E. Boutroux (face Mairie) - 32, r. G. Péri - 10119 h L.L.J.  
Tél. : 46 55 79 31 - M<sup>o</sup> Pte d'Orléans - bus 68 - 126 ou 128

**L'ART CONTEMPORAIN A L'INSTITUT DU MONDE ARABE**  
CHAOUKI CHOUKINI-ADAM HENEIN-NADA RAAD  
SCULPTEURS  
L'UNIVERS DE ABDI - CHERIF - YANO  
DESIGNERS ALGERIENS  
à partir du 27 mai  
avec le concours de l'AFAA et de VIA  
1, rue des Fossés-Saint-Bernard - Paris 5<sup>e</sup> 40.51.38.38

Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 août.

## De Corot aux Impressionnistes

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la fois, peintre, graveur, céramiste, historien d'art et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon, qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes et donna au Louvre.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pt. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet. 37 F.

## Dessins espagnols

Le Siècle d'or, de Berrugete à Velasquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauriat - côté jardin des Tuileries, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (prix d'entrée du musée).

## Dessins néo-impressionnistes

Tandis que, au Grand Palais, on peut découvrir l'immensité des dessins de Seurat, le Musée d'Orsay se propose de présenter ceux de ses amis : Ernest Laurent, Angrand, Cross, Lemmen, Luce, Pissarro, Van Rysselberghe. Et Signac, bien sûr.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris-7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet. 27 F (billet d'accès au musée).

## Louis Hayet

Un artiste longtemps négligé, qu'appréciaient Fénéon, Théo Van Gogh, Gustave Kahn, et qui joua un rôle non négligeable dans l'élaboration du mouvement néo-impressionniste.

Musée Taver-Delacour, 4, rue Lamerrier, Fontenay, 95000. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 août.

## Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'Arte Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 juin. 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

## Repentirs

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, amène à corriger par un bras, d'une jambe, a balancé entre plusieurs solutions et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes de tumulte de ses premières idées. Une



Victor Brauner, l'« invité » du Salon de Montrouge.

exposition qui nous situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. les lundi à 19 heures, jeudi à 15 h 30. Tél. : 40-20-51-66. Jusqu'au 17 juin. 30 F (prix d'entrée du musée).

Le 36<sup>e</sup> Salon de Montrouge

Peintures, sculptures, dessins, travaux sur papier, photos : du bon et du moins bon, comme dans tout salon d'art contemporain, fut-il de Montrouge. Est également proposé un regard sur la jeune création allemande, et l'invité d'honneur, l'ancien, est Victor Brauner.

Centre culturel et artistique de Montrouge, 2, avenue Emile-Boutroux. Tél. : 46-86-52-52. Jusqu'au 16 juin.

## Seurat

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pt. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août. 37 F, sam. 24 F.

## Kielich Tahara

Des fenêtres embuées curieusement proches de celles de Sudék, aux recherches sur plaques de verre, les jeux de lumière et d'ombre, le cadre, la transparence, la texture des matières animant l'univers de ce Japonais prolifique. A voir aussi pour ses portraits expressifs de Kantor, Masson, Benys, Xenakis, Klossowski.

Espace photographique de Paris, Nouvel Forum des Halles, place Carpeaux - 4, 8, grande galerie, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 40-26-97-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 13 juin. 10 F.

**PRESS CLUB DE FRANCE**  
11, avenue d'Iéna, 75116 PARIS  
**MICHELANGE JAUREGI**  
« Visions Millénaristes »  
deux ans de peinture apocalyptique à Venise  
Exposition ouverte du lundi au vendredi  
jusqu'au 30 mai 1991

**GALERIE DENISE RENÉ**  
196, bd Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup> - Tél. : 42 22 77 57  
gun freddy  
gordillo fraek  
néons sculptures  
Vernissage jeudi 23 mai 1991 à 19 h

travail est austère, brut, architectural, volontiers monumental, dans le droit fil de l'histoire de la sculpture moderne espagnole.

Galerie Long, 13-14, rue de Téhéran, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 45-83-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juin.

## Régions

## Bordeaux

## Buren

Bandes et miroirs pour déstabiliser, souligner, révéler les lieux : hall d'entrée du musée, couloirs, grande nef et galeries d'exposition, au second étage de l'entrepôt Lainé, A Bordeaux, pour l'été, le grand jeu de Daniel Buren. Il est accompagné d'un livre réunissant tous les textes de l'artiste depuis 1965.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fauriel, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 septembre. 20 F.

## Caen

## Images de la destinée

On connaît la grande spécialité du Musée des beaux-arts de Caen : l'étude iconologique, en particulier du dix-septième siècle. Et celui-ci de proposer, dans la foule de la grande exposition des *Vanités*, une centaine d'images de la *Destinée*, choisies dans les gravures de la collection Mancel, auxquelles s'ajoutent quelques feuilles exceptionnelles prêtées par la BN.

Musée des beaux-arts, château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

## Grenoble

## Marco Bagnoli, Remo Salvadori

Deux Italiens d'aujourd'hui qui, chacun à sa façon, traitent de la mesure de l'homme et de sa relation au monde. Bagnoli et Salvadori, qui inaugurent un programme de collaboration du Musée de Grenoble avec le Castello di Rivoli (Turin), ne sont pas toscans pour rien.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 juillet.

## François Morellet

L'exposition propose un choix de tableaux blancs des années 80, mais surtout la première rétrospective de l'œuvre graphique, faiblement importante chez l'artiste. Morellet, en effet, depuis quarante ans et plus, se sert du calcul et de la géométrie plane et dans l'espace pour construire ses abstractions, dont la rigueur n'est pas tout à fait absolue.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-08-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

## Lyon

## Emmanuel Sautinier

Dans les sculptures transparentes d'Emmanuel Sautinier, les formes d'objets de laboratoire, colonnes et tubes de verre, éprouvettes et alambics, ne sont pas là pour produire des images scientifiques. Organisées en équilibre instable, elles sont au début des années 80, utilisées le fer et le plomb. Elle le découpe, l'assemble par collage, soudure ou rivets. Le

Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 40-27-05-55. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## Susana Solano

Susana Solano, dont le nom est lié au renouveau de la création en Espagne au début des années 80, utilise le fer et le plomb. Elle le découpe, l'assemble par collage, soudure ou rivets. Le

travail est austère, brut, architectural, volontiers monumental, dans le droit fil de l'histoire de la sculpture moderne espagnole.

Galerie Long, 13-14, rue de Téhéran, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 45-83-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juin.

## Marseille

## Arashile Gorky

Les expositions consacrées à ce pionnier de l'expressionnisme américain, ami de De Kooning et proche des surréalistes, sont trop rares en France pour que l'on hésite à se rendre à Marseille. Une sélection abondante d'œuvres sur papier y retrace son histoire jusqu'à l'explosion abstraite finale.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 juin.

## Nice

## Rétrospective Michel Verjux

« Sept ans de réflexion » : tel est le titre de cette exposition de Michel Verjux. Un bon titre, non parce que l'artiste a utilisé pratiquement que la lumière de projecteurs braqués sur des murs, mais parce que ses éclairages d'espaces sont mûrement réfléchis.

Ville Arson, 20, avenue Stephen-Liégar, 06100. Tél. : 93-84-40-04. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mai.

## Rochechouart

## Bernard Frize

Une rétrospective en soixante-dix tableaux, de 1976 à 1990. Elle offre pour la première fois une vue d'ensemble de l'œuvre apparemment inconsciente de l'artiste, qui est, à vrai dire, un surprenant commentateur de la peinture, et de la possibilité même de peindre aujourd'hui.

Musée départemental, château, 87000. Tél. : 55-45-10-19. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 juin. 8 F.

## Saint-Etienne

## Supports-Surfaces

C'est fait : Villat, Cane, Devade, Bioulès, Sguyour, Dolla et les autres, les révolutionnaires de Supports-Surfaces sont entrés dans l'Histoire et au musée. Au nom de l'abstraction américaine, de leurs souvenirs de Matisse et de Malevitch, de la psychanalyse et du marxisme, ils prétendaient réduire la peinture à ses caractères matériels. C'était il y a vingt ans.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, la Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai.

## Villeneuve-d'Ascq

## Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures, objets qui échappent à la narration, bien qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, orchestrée par Michel Enrici, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brasseur. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

**"BONJOUR MONSIEUR SATIE !"**  
Opéra comique  
Location 42 86 88 83  
et ses collègues rue Marbeuf



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Rossini

*L'italienne à Alger*. Samuel Ramey (baryton), Kathleen Battle (soprano), Marilyn Horne (soprano), Ernesto Palacio (ténor), Domenico Trimarchi (bass), Clara Foll (soprano), Chœur philharmonique de Prague, I Solisti Veneti, Claudio Scimone (direction).

Bien servi par le disque, cette *italienne à Alger* de Rossini est un enregistrement de 1981 - qui utilise l'édition critique réalisée par Azio Corghi pour la Fondation Rossini de Pesaro - est la plus excitante des versions existantes. Les chanteurs s'y livrent à une suite de numéros éblouissants, de toutes vocales euphorisantes. Marilyn Horne y confirme, une fois encore, qu'elle est l'une des chanteuses les plus diverses de l'après-guerre et, sans aucun doute, la rossinienne du siècle (son étourdissante virtuosité, son charme, son abaissement descriptif la concurrence) tandis que Samuel Ramey et Kathleen Battle étaient déjà (en 1980, date de cet enregistrement) maîtres de leurs moyens. Erato n'a pas toujours eu la main si heureuse. Imprudencia parlois, l'orchestre et son chef se rattrapent par une effervescence communicative que ni Abbado ni Ferro n'obtiennent de formations plus illustres.

2 CD économiques Erato «Libretto» 2292-45404-2.

A. L.

### Brahms, Wolf, Mahler

*Lieder d'artistes*. Andreas Schmidt (baryton), Cord Garben (piano).

Le premier cycle de mélodies que Dietrich Fischer-Dieskau ait travaillé, tout de suite après la guerre, est celui des *Quatre chants sérieux* de Brahms. Elève de DFD, Andreas Schmidt montre tout ce qu'il doit à son maître dans ce beau disque de mélodies qui fait suite à sa prestation remarquée dans le rôle du Comte des *Noches de Figaro* avec Barbohm (notre supplément du 21 mars). La voix est noble - avec un peu de solennité, - insubmersible apparemment, magnifiquement posée et mûre, peut-être plus belle encore dans le grave que celle de son modèle, mais en prise moins directe avec le sens du texte : moins poétique, moins évocatrice.

Disque «sérieux» à tous points de vue puisqu'il se poursuit avec les *Trois poèmes de Michel-Ange* que Wolf composa avant de sombrer dans la folie et se termine sur les *Rückert Lieder*, représentatifs par leur simplicité linéaire et l'absence de référence aux mélodies populaires, de la dernière manière de Mahler. Accompagnement virtuose mais un peu lourd : il est nouveau, DFD à se découvrir un nouveau Gerald Moore.

1 CD Deutsche Grammophon 431 649-2.



Andreas Schmidt.

### Jean Schwarz, Alexandre Ouzounoff

*Assolutamente!*

A la croisée des musiques savantes et improvisées, vivantes et pré-enregistrées se sont logiquement rencontrés Jean Schwarz (compositeur concret, membre du GRM) et Alexandre Ouzounoff (bassoniste buissonnier). Auteur de musiques de film et de scène, ethnomusicologue, le premier a très tôt fait son trou en marge, créant son studio et son propre label, travaillant à la console avec le gratin du jazz français. Le second, équivalent pour le basson de Kienzy pour le saxophone ou de Portal pour le clarinette, n'a jamais été un bassoniste cravaté, et l'est moins que jamais depuis une récente immersion américaine.

Le morceau central, qui donne son nom à cet album, est le moins planant, le plus construit des trois, presque mahlerien dans son large central, très «musique française» par sa conclusion désolée, sa morgue, sa gaieté. Le suivant est plus oriental, se souvient de Miles Davis des années 60, stupéfié par sa virtuosité (virtuosité instrumentale, mais aussi virtuosité du traitement live du mixage). Le premier est un drôle de mélange. A goûter.

1 CD Cais Records CL 9010-2.

A. R.

## Jazz

### Pastorius

*Live in New York City, vol. 2.*

Bien. On est d'accord. Il y a des disques plus figés, plus composés, plus équilibrés, plus soutenus que celui-ci. Tous, à la vérité. Tous les autres disques sont plus conviviaux que ce *Live in New York City, vol. 2*. Les bacs sont pleins de disques conviviaux de musiciens qui ont leur bac. La préférence ira donc à celui-ci. Pour la folie. Pour l'irruption. Pour l'extrême. Pour la joie. Pour le trop. Pour Hiram Bollock, pour Keawood Dendard. Pour le côté live. Pour la vie. Pastorius est vraiment trop trop. Jaco, au secours, ce monde est en train de devenir sage!

1 CD Big World BW 1002. Distribué par Média 7.

F. M.

## Rock

### Divers artistes

*Dedicated*

L'exercice est dorénavant classique. Afin de rendre hommage à un groupe, à un compositeur, à un interprète, on rassemble une brochette d'artistes qui se fendent d'un titre par tête de préférence au profit d'une cause charitable. Ici la distribution s'établit ainsi : le Grateful Dead dans le rôle des honnêtes ; Elvis Costello, Lyle Lovett, Suzanne Vega, les Cowboy Junkies et quelques autres (dix-sept en tout) dans celui des adulateurs ; le tout au bénéfice de la sauvegarde des jungles tropicales. Ou presque puisqu'une «fraction significative des recettes» ira à la protection de l'Amazonie, le reste servant à la préservation des vieux hippies. Cela dit, le but artistique avoué de *Dedicated* est largement atteint. Jerry Garcia, le guitariste du Dead a composé avec Robert Hunter quelques belles chansons que l'on trouvera ici habillées de neuf. Les exploits instrumentaux du Dead, la mythologie qui entoure le groupe ont parfois masqué la vraie appartenance musicale de Garcia et compagnie : à la campagne et sur la route entre Nashville (Tennessee) et Bakersfield (Californie) ces deux Mexique du country. Toujours solide, l'image du groupe, *Dedicated* est un disque traditionnel et fier de l'être dont on retiendra le très beau *Friend of the Devil* de Lyle Lovett, un *Deal* vaudou expédié par Dr John avec une négligence savante et irrésistible et le *Rip* de Jane's Addiction, nouvelle preuve que la vie ne s'est pas arrêtée en Californie en 1973.

Artista/BMG ARCD 8669.

### EMF

*Schubert Dip*

On ne dira jamais assez l'apport de Nicky Hopkins à la pop anglaise des années 90. L'astro que le pianiste avait trouvée au *We Love You* des Rolling Stones, une espèce de rafale mécanique qui portait le titre de bout en bout, sert beaucoup ce temps-ci. Et EMF s'affirme comme l'un des utilisateurs les plus fûtes de la recette. *Unbelievable*, le simple qui a précédé *Schubert Dip*, faisait danser sans efforts, avec le fameux piano et la voix un peu haletante de

James Altin. Sur le reste du disque, la recette est déclinée en adhérent strictement : aux goûts du jour : guitare pataude (Happy Mondays), scratch (rap), rythmique hyperactive (house) et un signe distinctif à choisir sur le présentoir à la sortie du magasin : un soupçon de grandiloquence *camp* à la Pet Shop Boys. En toute innocence, juste pour s'amuser. EMF pille avec talent, fait du surplace avec brio. Parlophone/EMI 7 98238 2.

### Inspirat Carpets

*The Beast Inside*

Pendant que les Stone Roses accumulent les prétextes pour passer l'épreuve du second album (procès en tout genre, arguties juridiques), que les Charlatans peuvent encore attendre un peu, les Inspirat Carpets vont au charbon. *The Beast Inside* relève de ce que les communicants appellent un réajustement d'image. Fini les délires psychédéliques de potaches, les gros mots, les vaches qui meurent (l'emblème du groupe). Même l'orgue ringard qui servait de signal de ralliement est relégué à l'arrière-plan.

La manière de *The Beast Inside* tient les promesses de sa pochette sinistre (gravure sur bois barbouillée de peinture sale), son titre menaçant. Son morose, rythmique qui dévale des escaliers sans fin, voix désespérée (Tom Hingley, comme beaucoup de ses confrères en activité, est doué d'une voix étrangement plate, ce qui aboutit à une espèce d'effet Mojoukine musical, légitime sur fond d'orgue guilleret, déprime avec des guitares menaçantes). Courageux, donc, les Carpets ont tourné le dos à ce qui faisait leur succès. Reste la question de la substance : quelques mélodies acceptables, quelques chansons qui résistent au traitement qu'on leur inflige, ne font pas un grand album, c'est à peine de quoi gagner un surris en attendant de retrouver un équilibre, d'explorer de nouvelles humeurs.

Moo-Mute 30348, distribution Virgin.

T. S.

## Musiques du monde

### Brasil Classics 3,

*Faro, etc. (1).*

### Brasil Classics 4,

*Tom 24 (2).*

Compilés par David Byrne

On ne le dira jamais assez, la compilation est un art difficile où même les meilleurs fourvoient, faute de peu : un inexplicable goût du mélange et de l'enchaînement. A l'initiative de cette série *Brasil Classics*, dont deux nouveaux volumes viennent de paraître, David Byrne, musicien américain, qui a su imprimer un style (les Talking Heads), réalise un très bel album «latino» (*Rey Momo*, WEA) où les mélanges entre le nord et le sud du continent américain coulent de source. Il s'intéresse au Brésil et puise dans le patrimoine musical du pays pour remplir des albums de talents multiples, malheureusement mis bout à bout sans grande logique.

Le *forro*, genre mal connu sous nos latitudes mais aujourd'hui en odeur de sainteté aux Etats-Unis, vient du Nordeste. Accordéon, pas glissé, tempos ronds donnés au de la vallée du Minho, des exigences rythmiques des côtes nigériennes et, finalement, la bonne humeur critique et sensuelle des fêtes de la Saint Jean à Pernambuco. Le pape du genre, Luiz Gonzaga, mort il y a deux ans, son fils Gonzaguinha, fin avril dans un accident d'automobile, apparaissent au générique de ce *Brasil Classics 3*, mais pas dans leur meilleure forme. On y trouve d'incon-

testables personnalités du cru (Nando Cordel, João do Vale, Elba Ramalho), mais aussi de bizarres parachutages, comme Jackson do Pandeiro qui y interprète un très célèbre rock à l'ail revu et corrigé à la samba (*Chiclete com banana*). Le tout donne une idée du plat succulent que l'on pourrait déguster si la ménagère (David Byrne) avait eu l'idée de lier la sauce.

*Brasil Classics 4* est consacré au pianiste, chanteur, auteur-compositeur Tom Zé, un Nordestin de Bahia qui fut à l'origine du mouvement tropicaliste aux côtés de Caetano Veloso et de Gilberto Gil. Talent original et iconoclaste, certes. Mais pourquoi lui ? En réponse, et à la décharge de David Byrne, nous concluons que le musicien nord-américain n'en fait qu'à sa tête et que la série *Brasil Classics* répond à ses goûts, et non pas au souci de dresser un tableau enrichissant et juste de la musique brésilienne, comme on l'espère trop.

(1) 1 CD WEA 7599-26323.

(2) 1 CD WEA 7599-26396.

V. Mo.

## Chanson

### Mylene Farmer

*L'Aurore*

Avec, d'ores et déjà, accrochée au nouveau disque, une Victoire de l'opportuniste pour avoir réussi à faire monter *Désenchantée* en haut du Top 50 pour le dixième anniversaire du 10 mai 1981. C'est l'achèvement suprême d'un parcours fait de concentré d'air du temps, entre pop music inconsistante et bouffées mélancoliques.

Mylene Farmer, quelles que soient ses prétentions au transformisme, reste avec *L'Aurore*, semblable à elle-même. Une idée simple de la fragilité de l'être émerge entre la musique des machines de Laurent Boutonnat et un univers dépressif (*Regrets*, *Psychiatrie*, *Il n'y a pas d'ailleurs*, c'est grave, docteur?), voisin du monde de cette autre idole adolescente, Robert Smith. A la longue, (et tous les morceaux durent plus de cinq minutes), *L'Aurore* évoque une sensation de claustrophobie, absente d'ordinaire au Top 50. C'est son mérite oblique et pervers.

Polydor 948 217-2.

T. S.

### Marie-Josée Vilar

*Temps calme*

La voix superbe, chaude, vibrante, de Marie-Josée Vilar domine les quinze titres de l'album, et c'est peu dire, car l'ensemble est, dans le registre de la chanson classiquement française, d'une qualité inégalée. Les arrangements, construits sur la présence flamboyante du bandonion de Richard Galliano, sont signés Michel Hammont. Marie-Josée Vilar s'est entourée d'excellents musiciens (dont Pierre Chénas et Hector Drand à la guitare, Jean-Luc Cedron aux percussions) qui ont donné son énergie au cinquième album de l'auteur-compositeur-interprète.

Marie-Josée Vilar en a donc écrit les textes et les musiques. Jeux avec les mots sur atmosphère délicate, des biotures d'adolescents (dédié à Gabrielle Russier), d'étoiles (*Astrophysique*, pour Jean Cocteau), de Gitanes (filles, sur un air de jazz), *Temps calme* est un album serein et rond, comme les formes généreuses de la dame dessinée en pointillé sur la pochette. On trébuche parfois sur les paroles, images pour faire choc («Les pattes du silence repliées sous ses cuisses, elle a rangé les tranches légèrement frottées...»), les souhaits à l'égal des mélodies, plus simples, par exemple, tendres sans fioriture : «Je fais la différence entre un baiser de vous et le reste du monde, et mes poignants sont immenses...»

1 CD Scalan disc MJ120.

V. Mo.

## UNE NOUVELLE COLLECTION DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

### «Una Corda» polyphonique

La marque Accord, label classique du groupe Musidisc - cent parutions par an environ - enregistre ses plus grosses ventes grâce au *Stabat Mater* de Pergolèse et au Clemencio Consort, grâce à Erik Satie et Jean-Joël Barbier, grâce au chant grégorien et aux moines de Solesmes. Des ventes qui n'excèdent jamais, dans le meilleur des cas, 20 000 exemplaires.

A la surprise générale, le premier compact qu'Accord ait consacré à l'italien minimaliste et érotique Giacinto Scelsi, pour des œuvres aussi ambiguës, aussi onéreuses qu'*Aion*, *Konx-Om-Pax* et *Pfiut* pour chœur et orchestre, a pulvérisé en plusieurs tirages le plafond des 18 000 exemplaires vendus. Il a même fallu éditer le hit en cassette comme Sardou et Hallyday. Six disques ont suivi. Tous des succès.

Accord et deux producteurs (Gérard Passon et Martin Kaltenker) se sont donc sentis poussés des ailes et se lancent dans une «anthologie significative des musiques de notre époque» baptisée «Una Corda».

Premiers titres parus : *Allégories*, *Vues aériennes*, *territoires de l'oubli* de Tristan Murail ; l'opéra *Roméo et Juliette* de Pascal Dusapin ; *Vox humana*?, *Finale*, *Fürst Igor*, *Stravinsky*, de Mauricio Kagel ; l'œuvre pour piano et violon de Szymanowski.

A paraître : des disques Grisey, Huber, Aperghis,

Lachermann, Schöllhorn et Fervers dirigés par Mark Foster, les œuvres récentes d'Heinz Holliger en collaboration avec le Festival d'automne, qui consacre au compositeur et hautboïste suisse une rétrospective importante, cette prochaine rentrée.

L'originalité de cette collection est d'être produite quand cela est possible sous le contrôle technique des auteurs. Sa spécificité indéniable est de doubler éventuellement l'enregistrement d'une édition papier des partitions. Une grande première et une riche idée, à une époque où les espoirs de la composition se heurtent, pour la diffusion de leur œuvre imprimée, à la frilosité des éditeurs.

Ceux-ci diffusent à peine et ont pris l'habitude de photocopier les manuscrits à moindres frais. De même, «Una Corda» ne se contentera pas de multiplier sur disques argentés des bandes de concerts et organisera de vraies séances de studio.

Après l'entrée massive du contemporain chez Erato, celle des Arditi aux Disques Montaigne (notre supplément du 25 avril) et l'offensive discographique des Editions Salabert, il semble que l'âge d'or des collections spécialisées dans le vingtième siècle (les années 70) ne constitue plus seulement un sujet de nostalgie.

Anne REY

\* Musidisc/AZ, collection «Una Corda», 3-5, rue Albert-de-Vatimesnil 92303 Levallois Cedex. Tél. : 47-58-12-90.

**Musique à la Bastille**

**EXOTIC PICTURES**

Oeuvre musicale de Carlos d'Alessio

du 21 Mai au 2 Juin à 19h30  
Dimanche à 15h30/ Relâche lundi

**PROBE**

Opéra et mise en scène  
Marc Monnet

du 23 au 26 Mai à 21h

**théâtre de la bastille**

43 57 42 14  
26, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

**OPERA DE PARIS**

**LE SONGE D'UNE NUIT D'ETE**

Ballet de John Neumeier

Les Etoiles, les Premiers Danseurs et le Ballet de l'Opéra de Paris

Orchestre National de l'Opéra de Paris  
direction Jonathan Darlington

du 30 mai au 12 juin

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier

Prix des places : de 30 F. à 320 F.

## MUSIQUE

RENCONTRE AVEC JOAO GILBERTO, PAPE DE LA BOSSA-NOVA

## Une étoile dans la nuit carioca

Passer quelques heures en compagnie de la star absolue de la bossa-nova, Joao Gilberto, est presque inespéré. Le Brésil, qui s'est enfin réconcilié avec son interprète le plus exigeant à l'occasion de la sortie en mars dernier de *Joao*, album superbe venu à point après treize ans de quasi-silence discographique, s'apprête à fêter le soixantième anniversaire de son roi. *Desafinado*, *The Girl from Ipanema*, *O Pato* ont fait le tour du monde. Joao Gilberto le Bahianais est revenu à Ipanema.

RIO-DE-JANEIRO

de notre envoyée spéciale

«QUELLE heure est-il à New-York?» Joao tourne le dos à l'auditoire. Assis devant la grande baie vitrée d'un appartement de la résidence-hôtel où il vit, dans la zone sud de Rio-de-Janeiro, le père fondateur de la bossa-nova écoute. Parle, de choses et d'autres, sans logique apparente. Interroge de-ci, de-là, raconte, à voix égale, profite de la nuit comme d'une renaissance. «Toutes ces étoiles là-haut, qui tournent, tournent, comme des lumières, des lumières comme des étoiles.»

A Rio, il est 2 heures du matin, mais Joao Gilberto ne le sait pas. Depuis des décennies, à Ipanema, à Manhattan ou à Mexico, il dort le jour et travaille la nuit. Donne ses rendez-vous vers minuit, soupe à l'aube et se couche, effarouché, aux premiers rayons du jour. Veste à chevrons, pantalon crème, baskets blanches, chemise rayée, Joao de Oliveira, soixante ans le 10 juin prochain, natif de Bahia, pourrait fort bien sortir dans la rue en plein jour : il passerait inaperçu.

Demander l'heure de New-York, le geste évanescant, le sourire courtis et le propos éhéré, est l'occasion d'un bref retour imaginaire vers une ville qu'il a longtemps habitée sans y vivre vraiment. Comme si les lumières de Rio – grandes artères striées de phares, loupottes scintillantes des favelas sur les hauteurs – et celles de New-York étaient soudain réunies par un courant invisible, comme les bulles d'un champagne français ouvert sur une table pour célébrer une douce passage, indéterminée. «Non, mais, regardez, dépêchez-vous, les bulles sont déjà parties.» Le regard perdu au plafond, Joao Gilberto vénère l'esprit du vin répandu dans la pièce. Le dit d'une voix sursurée. «Mon Dieu, tout s'est échappé.» Cerné d'une multitude de particules que soudain rien ne relie plus, le chanteur, que la rumeur publique dit, à son grand dam, enfoncé dans une élégante paranoïa, se sent insatisfait de la déperdition.

Que les autres assument leurs alcools, lui, qui vient de tourner un clip publicitaire pour la populaire bière brésilienne Brahma, ne boit jamais. «Je respecte ceux qui boivent, mais qu'ils me laissent en paix. Eux, ils ont la bière, la cachapa, le vin, le whisky, la vodka... Moi, je n'ai qu'une pauvre cigarette...» Bulles, étoiles, essences subtiles – l'air, l'herbe, le son – Joao Gilberto veut dénouer les liens occultes. Celui que ses comparses de bossa-nova et d'errances bohèmes à Rio de la fin des années 50 appelaient Joazinho (petit Joao) décoche un regard fûté, sourit, se moque. Car il est vivant. Protégé du monde, de ses bruits, de ses exagérations, de ses éclats de soleil, de ses vulgarités. On l'a vu récemment, à l'occasion de quelques concerts, à Montreux, souvent, ou encore aux Tuileries, en juillet 1989 avec Joao Bosco et Caetano Veloso. Tournée exemplaire, où cet homme déroulant ne rata aucune date, arriva à l'heure, se plaignait à peine du public, caste dissipée et bruyante s'il en est.

L'approcher est une prouesse, même pour ses proches. Capable de mener ses interlocuteurs en bateau pendant des heures au téléphone, de susciter des admirations gourmandes à force de chansons fredonnées et de propos charmants sous la protection feutrée du combiné, l'interprète le plus couru du Brésil aime les autres de loin et les déteste de près pour leur indulgence devant l'imperfection, leur indifférence face à l'infime valeur du détail. Avec Joao Gilberto, l'exercice de l'interview, forcément piégé, relève de l'arroseur arrosé. Chaque question appelle son double inversé. Chaque événement (un mot, un bruit, une pensée) appelle une chanson.

Sur cet homme invisible, champion du non-dit, on a déjà tout dit, du pire et du meilleur : qu'il vivait en reclus, ne sortait jamais et n'ouvrait aucune porte, que son chat s'était suicidé de désespoir après avoir passé une semaine en sa compagnie – l'histoire l'énervait considérablement, – qu'il était génial, que c'était un filou assez malin pour échapper aux griffes des contingences quotidiennes (les courses, les loyers, les banques...), qu'il jouait mal de la guitare, qu'il n'avait pas de voix, et que son style, entre tous reconnaissable, était le pur produit d'une folie paresseuse. «Des bêtises.» Gilberto, le chercheur de sons, nie tout en bloc.

Ce soir-là, une nuit d'avril carioca, par un temps bésant entre la pluie et les 40 degrés, Joao Gilberto est content. Plus sociable que jamais. Venu pour réécouter avec quelques proches son dernier disque, *Joao*, Titre



cette chanson, et elle m'a pris tout entier, de l'intérieur. Et puis, c'est la France, cette France délicate, poétique, douce, raffinée. Tout un esprit français qui nous a naguère tant séduits, nous, Brésiliens. En l'écoutant, on imagine les paysages, la mémoire du passé, tout ce patrimoine culturel.

«De Joao, on a dû beaucoup de sottises, on a divulgué des cassettes à tout va alors que le disque n'était pas fini (la préparation ayant duré plus d'un an, l'album a largement eu le temps de devenir un secret de Polichinelle, et sa sortie réelle au Brésil, en mars dernier, a suscité des commentaires lassés). Ces gens-là n'ont pas de pudeur. On a dit aussi des horreurs sur Clare Fisher, l'arrangeur américain du disque. Mais il a fait un travail extraordinaire, tellement beau! J'ai d'embellie voulu travailler avec lui. Je n'ai pas hésité entre un tel et un tel (la critique avait attribué son choix à l'indisponibilité de Johnny Mandel et à celle de Claus Ogerman maître d'œuvre de *Amoroso*). Il a su m'accompagner, il a deviné mes pensées, les a précédées. Et pourtant, lui travaillait à Los Angeles, et moi j'ai enregistré tout cela ici, à Rio. C'est comme s'il avait tout mis à la bonne place, les violons, les accents, les silences.»

Joao contente Joao. Il est 5 heures du matin à Rio, et tout s'est dit, et rien ne s'est dit. Le temps s'écoule, et Joao Gilberto emprunte une guitare, en prévenant : «Ça ne va pas du tout, les cordes sont d'une dureté incroyable. La mienne (une Di Giorgio classique) a des cordes glissantes comme de la soie.» Reprenant un à un les thèmes de l'album, en commençant par *Eu Sambo Mesmo*, de Janet de Almeida, répétant le refrain avec d'innombrables variantes («E so no samba que eu sinto prazer», «c'est seulement dans la samba que je sens du plaisir»), pechant des perles rares dans des secrets mannes (*Olinda*, de

## Classique rigoureux



JOAO GILBERTO est un sculpteur, un ciseleur de sons. Très accessoirement compositeur, il s'est livré depuis presque quarante ans à des exercices multiples de re-création des chansons «qui lui tombaient dans l'oreille». *Amoroso*, son précédent disque solo, proposait un retour vers les origines de la bossa-nova, avec quatre titres de son ami d'hier, Tom Jobim. Nulle allusion à la bossa-nova dans *Joao*, mais une rigoureuse sélection de sambas dont la plus ancienne, *Palpite Infeliz* (Noel Rosa), date de 1936 et la plus récente, *Sorriu para Mim* (Garoto/Luiz Claudio), de 1952. Parmi les douze titres de l'album, on en trouve un en italien, *Malaga* (Fred Bongusto), un en espagnol, *Una Mujer* (Paul Miraki/C. Olivari), un en français, *Que reste-t-il de nos amours?* (Charles Trenet/Léon Chauliac), plus un clin d'œil à l'Américain Cole Porter, avec une interprétation tout en velours de *You do Something to Me*.

Joao Gilberto a d'abord enregistré la voix et la guitare, au printemps 1990, dans les studios cariocas de Polygram, puis envoyé les bandes au Plant Studio de Los Angeles, où Clare Fisher,

arrangeur américain habitué de la bossa-nova et récemment passé au rock avec Prince, a incorporé un orchestre à cordes, des cuivres et quelques touches de synthétiseur. Le résultat est peu banal. Les sambas retrouvent des sonorités pulsées dans les années d'avant-guerre. A croire que Joao Gilberto n'a jamais oublié ses temps de crooner dans le groupe Garotos da Lua, de la Radio Tupi à Rio (au centre, en 1950, sur la photo ci-contre). Que reste-t-il de nos amours? est un petit joyau, tout en sinuosités, entre violons lyriques et accords secs sur guitare souple. Joao Gilberto surfe sur la crête des mots et des notes. Dans *Sampa*, une composition de Caetano Veloso dédiée à la ville de São Paulo, il s'amuse à passer devant l'orchestre, recule, met des accents toniques à des endroits insoupçonnés, joue à doubler la guitare. Tel qu'en lui-même, angélique et profondément bahianais, comme il l'était resté dès 1964 aux côtés de Stan Getz, il profite de tous les décalages et de toutes les cultures.

V. Mo.

\* Joao, ICD Phonogram. Sortie française en juin.

court, réduit à l'essentiel, pour un album attendu depuis *Amoroso*, enregistré aux Etats-Unis en 1977, il y a plus de treize ans, un espace-temps ponctué de quelques perles : *Brasil*, avec Gilberto Gil, Maria Bethânia et Caetano Veloso en 1981 (WEA), et l'extraordinaire *Live at the 19th Montreux Jazz Festival* en 1986 (WEA).

Joao est une démonstration de style (lire notre encadré), et la bossa-nova un regard sous lequel Caetano Veloso et Charles Trenet sont crédités du même swing cool, celui-là même qui a tétanisé les jazzmen américains au début des années 60. A la question presque fondamentale : qu'est-ce que la bossa-nova?, Joao répond, avec une pudeur toute historique : «La bossa-nova est venue après. Par le style, la cadence, pour tout, c'est de la samba. Au tout début, on n'appelait pas encore ça de la bossa-nova, nous chantions «une petite samba faite d'une seule note» (Eis aqui esse sambinha de uma nota só...). La discussion sur les origines de la bossa-nova est donc inutile.» De la samba, certes, mais une samba délicatement décalée. Une samba inversée, où la nuit a pris la place du jour, en a décalé les habitudes, étiré le temps.

«Janet de Almeida, Noel Rosa, Garoto sont des compositeurs formidables. J'aime la musique populaire du Brésil, tant de richesses, de poésie, d'harmonies. Quelle merveille!» Si Joao Gilberto se méfie des hommes, il n'aime rien plus que les musiciens et leurs musiques. De ces compositeurs que la rue reprend en chœur parce qu'ils parlent de façon «charmante et drôle» de la vie de tous les jours, des jeunes filles qui passent en prenant l'air dégagé, des mystères du bidonville et des enchantements du cœur, le tout en trois accords et quelques mots.

Profondément attaché à ses racines, Joao Gilberto possède en mémoire un véritable répertoire de la MPB (musique populaire brésilienne), un arsenal de chansons, barrière et défense, appréhension tactile et sensuelle du

monde extérieur. L'histoire veut que le guitariste-chanteur, ami et comparse de Tom Jobim, Vinícius de Moraes, Stan Getz, Dizzie Gillespie, ait fait son éducation musicale à l'oreille, dans la chaleur écrasante de Juazeiro, bourgade perdue au fin fond du Sertão bahianais, au bord du fleuve São Francisco, où son père faisait office de commerçant.

Environ de la seconde guerre mondiale, Joao Gilberto adolescent ingurgitait les chansons diffusées dans la rue principale par le haut-parleur de M. Emickes, amateur de musique, qui possédait une jolie collection de disques et voulait en faire profiter la ville entière. Menu varié où l'on trouvait *Caravan*, de Duke Ellington, *Siboney*, de Gregorio Barrios, *Ménilmontant*, de Charles Trenet, et des succès brésiliens : *Nana*, un fox-blue des années 40 chanté par la vedette du temps, Orlando Silva, *Adieu Baucada*, par Carmen Miranda, déjà américanisée, ou encore *O Samba da Minha Terra*, de Dorival Caymmi. Installé à l'ombre du tamarinier de la grand-place, Joao, alors pensionnaire dans un collège religieux d'Aracaju, capitale de l'Etat du Sergipe, répétait pendant les vacances en s'accompagnant à la guitare.

L'évident classicisme de Joao Gilberto, qui éclate dans *Joao*, prendrait-il sa source à Juazeiro? Dans le parcours musical de ce très singulier album, la critique brésilienne a vu le résumé – «Pourquoi pas un testament?», s'indigne Joao – d'une carrière qui, si elle s'est détournée vers le jazz, a été bercée dans la naïveté du haut-parleur de Juazeiro, nourrie de l'absolue urbanité de São Paulo, où le chanteur connut ses premiers vrais succès en 1956 (avec *Bin Bon*, un des très rares titres de sa composition, et *Chega de Saudade*, de Vinícius de Moraes et Tom Jobim). «Non, ce sont des musiques que j'aime. C'est tout. J'ai voulu chanter Que reste-t-il de nos amours, de Charles Trenet, c'est superbe. J'ai entendu

Capiba), s'amusant de ses classiques, *Pra que discutir com Madame Corconado*, avec une incroyable économie d'effets et de notes.

Une ligne droite, impeccable comme le pli de son pantalon, mais qui s'incurve subitement dans un phrasé cassé avec élégance, une intonation étrangement basse, une sobriété puisée dans les demi-tons. D'un coup, ici dans l'intimité d'un quinzisième étage, comme ailleurs dans les concerts publics, tout bruit extérieur cesse. Murmures, les mots perdent leurs faux brillants. Joao Gilberto, en pleine tension, les passe au filtre du rythme, les dépouille de toute philosophie autre que celle de la sensualité.

Il reste une heure avant le lever du soleil. L'art de chanter s'ancre dans la manière de vivre. D'ici peu, Rio va s'offrir aux bruits. L'heure est venue pour Joao de se retirer. «Vous croyez qu'il est encore temps d'aller faire un tour?» Oui, car l'aube est belle. Abandonné pour les Etats-Unis en 1962, le Brésil avait définitivement enterré sa nouvelle star dans un appartement de Manhattan. Puis, en 1980, on apprit qu'il habitait de nouveau à Ipanema. Mais découvrir qu'il possédait une automobile, qu'il pouvait – les jours de bonne humeur – travailler en équipe avec des inconnus (pour le tournage du clip sur un titre de l'album, *Sampa*, de Caetano Veloso) fut un choc. «Les gens ont des bizarreries!», commente Joao au volant qui, accompagnant ses hôtes par galanterie, jette un dernier coup d'œil sur la baie embrasée, en chantant des chansons de là-bas, du Nordeste, des sambas de la «vieille garde», en répétant doucement «Que c'est beau, que c'est beau!».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

\* Albums : *The Legendary Joao Gilberto, 1959-1961*, 1 CD Capitol 164791115 distribué par EMI. *Gez-Gilberto*, 1964, avec Astrud Gilberto et Stan Getz, 1 CD Verve 23040071. *The Best of Two Worlds*, 1971, avec Miucha et Stan Getz, 1 album CBS 137940. *Amoroso*, 1977, en solo, 1 CD WEA 23053 distribué par DAM. *Live in Montreux*, 1986, album, CD, cassette, chez WEA.



صوتنا من الداخل

arioca

22 La contestation sociale s'intensifie en Pologne  
Roussak-Ustak concentre son activité en France

33 Chute des profits de British Airways  
34 Communication

38 Les AGF entrent dans le capital de Bariesto  
39 Bourse de Paris

BILLET

Le rêve franco-vénézuélien

Nouer un dialogue producteurs-consommateurs, pour stabiliser enfin les prix du pétrole brut, et éviter les chocs qui, depuis 1973, secouent régulièrement l'économie mondiale. Ce rêve, certes, depuis près de vingt ans sans succès, va-t-il enfin se réaliser ? La France et le Venezuela ont annoncé qu'ils réuniraient les 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> juillet prochains à Paris une vingtaine de pays producteurs et consommateurs de pétrole ainsi qu'une poignée d'organisations internationales afin « d'améliorer le fonctionnement du marché en accroissant les échanges d'informations. » C'est la première fois qu'un important producteur et un consommateur de premier plan prennent de concert une telle initiative. Le moment semble à vrai dire bien choisi : la dernière crise du pétrole a constitué une alerte pour les deux parties. Les consommateurs ont réalisé, lorsque les cours flambaient d'août à décembre 1990, que la sécurité d'approvisionnement et les bas prix du brut dont se nourrissent la reprise mondiale n'étaient pas garantis. Les producteurs ont aussi appris en janvier, quand les cours ont reculé à leurs niveaux précédents, que l'envolée des cours, lorsqu'elle est accidentelle et trop brutale, est suivie immédiatement d'un sévère retour du bâton. Même les plus « durs » parmi les producteurs acceptent désormais les vertus du dialogue et de la modération. Ainsi l'Iran, quelques semaines avant la réunion de Paris, organise-t-il à Isfahan une conférence internationale sur le même sujet. Pour autant, le pari franco-vénézuélien est loin d'être gagné d'avance. Car si tout le monde désormais s'entend à dénoncer les à-coups pétroliers et à souhaiter une évolution douce à moyen et long terme des cours du brut, les moyens pour le faire ne font pas, tant s'en faut, l'unanimité. Fidèles à leur credo libéral, les États-Unis, premier consommateur mondial, ont rejeté début mai la proposition du président américain d'organiser un dialogue multilatéral. Soudainement ne pas froisser la susceptibilité américaine, le Venezuela et la France ont précisé en annonçant leur initiative qu'« ils reconnaissent le rôle déterminant des forces du marché dans la détermination des prix du pétrole » et que l'objectif de la réunion n'est donc pas de déterminer les prix ou le niveau de l'offre et de la demande. Ces précautions suffiront-elles à désamorcer l'hostilité des Américains ? Rien n'est moins sûr. Quel intérêt Washington aurait-il à s'engager dans une entreprise aussi compliquée alors qu'il contrôle déjà de fait, via ses « provinces » - Canada et Mexique - et ses protégés - Arabie saoudite, Koweït, etc. - le plus gros des réserves pétrolières mondiales ?

VERONIQUE MAURUS

INSOLITE

Joie bruyante

Ce n'est pas tous les jours qu'un de vos amis devient premier ministre. M. Michel Rocard, le tricolore PDG de Carillon Importers, self made man et millionnaire (en dollars) grâce à sa société d'import-export basée aux États-Unis, n'a pu se retenir d'exprimer bruyamment sa joie quand M<sup>me</sup> Edith Cresson a été nommée chef du gouvernement français. Il a acheté une page entière de publicité, dans le Figaro et Libération notamment, pour féliciter M. François Mitterrand de cette initiative. M. Rocard a fait fortune en accueillant les alcools européens sur les rives de l'Hudson.

Trafic ferroviaire très perturbé le 24 mai

Les cheminots se mettent en grève contre le projet de grille salariale

Les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs automobiles) ayant appelé séparément à des arrêts de travail du 23 mai à 20 heures au 31 mai à 6 heures, la SNCF prévoit des perturbations limitées à partir du jeudi 23, où un train sur quatre circulera sur les lignes de Paris-Saint-Lazare. En revanche, le trafic devrait être pratiquement paralysé le vendredi 24 mai. La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) « condamne cette méthode préjudiciable aux usagers qui consiste à faire d'eux les victimes des tiraillements sociaux internes à la SNCF. » Direction et syndicats de la SNCF s'accordent sur le principe d'une réforme de la grille des salaires qui régit les 200 000 cheminots. Ils partagent les mêmes critiques à l'égard d'une grille qui s'est déformée en vingt ans, incapable qu'elle était de prendre en compte les nouveaux métiers et les nouvelles compétences des cheminots. Comme une échelle indiciaire est un domaine particulièrement sensible, la direction a choisi de ne pas toucher à l'équilibre global entre les règles d'avancement au choix et à l'ancienneté. Elle a joué le rôle de la concertation dès le 9 mai 1990, date de la première discussion. Elle a décidé d'affecter à ce reclassement un crédit spécifique de 2,5 milliards de francs, soit 2,2 % de la masse salariale à terme et 900 millions de francs dès la première année d'application. La grille des personnels dits « sédentaires » comptait dix qualifications et cinq indices au sein de chaque qualification. Dans le projet de grille salariale, le nombre des qualifications est réduit à huit. Il existe des chevauchements entre qualifications, de façon qu'un agent qui n'a aucune chance de réussir à l'examen obligatoire pour accéder à la qualification supérieure ne soit pas bloqué en termes de rémunération. Enfin, dans chaque qualification, il existe deux niveaux de rémunération afin de motiver les cheminots et d'accroître la carrière des plus efficaces d'entre eux.

Surenchères syndicales

La direction s'est dite disposée à garantir à tout cheminot parvenu à la position charnière entre les deux niveaux de salaires qu'il n'y restera pas plus de sept ans, mais elle se refuse à promettre que tout le monde progressera à coup sûr jusqu'au cran le plus élevé. La progression dans le deuxième niveau fera l'objet d'un quota annuel indépendant du nombre des emplois budgétaires. Chez les 18 000 conducteurs, les qualifications allant de T1 à T5 et comportant chacune quatre indices sont remplacées par une catégorie TA comportant deux niveaux et une catégorie TB comportant trois niveaux. A titre d'exemple, le conducteur T5 (qui pilote des TGV notamment) touche en début de carrière 11 360 F par mois et 13 680 F à la fin. La feuille de paie du conducteur TB, comparable, évoluera entre 11 870 F et 14 340 F. Ce projet présente, selon de nombreux militants, des « avancées », mais les organisations syn-

dicales ont choisi de s'y opposer pour être sûres de ne pas se faire déborder par leur base, comme lors de la grande grève de 1986 déclenchée par le projet directorial d'introduire une plus grande part de mérite dans le déroulement des carrières. Tous les syndicats estiment que 2,5 milliards de francs ne représentent pas une enveloppe convenable quand on s'apprête à dépenser 210 milliards de francs en vingt-cinq ans pour les TGV. Sur ce fond de « syndrome de 1986 », chaque organisation a rajouté ses mots d'ordre propres. Les autonomes de la FGAAC voudraient que les retraités profitent de la nouvelle grille. La CFDT proteste contre les suppressions d'emplois en cours. La CGT demande un référendum sur la grille. En fait, ces syndicats cherchent, par cette grève, à sortir des échecs à répétition de leurs actions précédentes : au printemps 1990 contre le contrat Etat-SNCF ; le 20 mars 1991 contre le plan d'économies ; le 14 mai contre le Livre blanc sur les retraites qui, pourtant, ne parle pratiquement pas des avantages des cheminots en la matière. La direction ne cherche pas un accord formel avec les syndicats sur la grille, qui devrait commencer à être appliquée avant la fin de l'année 1991, dès que la commission mixte du statut l'aura entérinée. Les organisations syndicales (et les usagers) en seront pour leurs frais. A moins que les responsables de la SNCF ne se montrent, à l'instar de leurs prédécesseurs, incapables d'expliquer aux cheminots les avantages de la réforme projetée et que les agents ne jugent fondée la surenchère syndicale et se croient les bras indéfiniment.

ALAIN FAUJAS

Selon l'enquête de l'INSEE

La production industrielle recommencerait à augmenter

La production industrielle française a recommencé à augmenter, selon l'INSEE, en mars (nos dernières éditions du 22 mai), passant, hors énergie, de l'indice 107,3 à l'indice 109,4 sur la base 100 en 1985. La progression est de 1,9 % en un mois. Mais sur un an (mars 1991 comparé à mars 1990) la baisse est de 4,4 %. En comptant l'énergie, le recul se limite à 1,9 % en un mois et à 1,8 % en un an. Le creux de la vague a donc peut-être été atteint. L'enquête trimestrielle de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise montre une assez nette reprise de la demande dans les secteurs automobiles et des biens de consommation. La production devrait suivre ce regain de la demande. Dans une note d'information (1), l'INSEE indique que le ralentissement de l'activité industrielle avait commencé dès la fin de l'année 1989 et s'était confirmé tout au long de l'année dernière, à l'exception d'un éphémère regain à l'été. Ce ralentissement a été provoqué par l'affaiblissement de toutes les composantes de la demande : 1) Le volume des exportations de produits manufacturés, qui avait augmenté de 10,3 % en 1989, a progressé moitié moins vite en 1990 (+ 5,4 %) du fait d'une demande mondiale moins dynamique et d'une forte baisse du dollar (le billet vert est passé de 6,70 francs en juin 1989 à 5,10 francs en décembre 1990, soit - 24 %). Le boom des importations allemandes n'a pas été suffisant pour empêcher cet affaiblissement. 2) L'investissement en biens d'équipement s'est ralenti, passant d'une croissance de 6,7 % en volume en 1989 à 3,8 % en 1990, essentiellement du fait du matériel de transport (les achats de véhi-

cules industriels, de matériel ferroviaire et d'avions ont stagné ou régressé en 1990 après plusieurs excellentes années). 3) La consommation des ménages en biens manufacturés s'est ralentie, ne progressant que de 2,7 % en volume après 4 % en 1988 et 1989. Ce ralentissement de la consommation des ménages s'est produit malgré une progression continue du pouvoir d'achat. Ce sont surtout les biens durables, comme l'équipement ménager et les automobiles, qui ont été touchés. Les dépenses d'électronique et de loisirs ont en revanche continué de progresser. 4) La constitution des stocks s'est ralentie. Tout compte fait, la production industrielle globale n'a augmenté en moyenne annuelle que de 1,6 % après 5,1 % en 1989. Ce ralentissement important a touché pratiquement toute l'industrie, à l'exception du matériel électrique et électronique professionnel et des industries du verre et du papier carton.

ALAIN VERNHOLES

(1) INSEE Première, numéro 132, mai 1991.

■ Hausse des prix des matières premières importées en avril. - Les prix des matières premières importées par la France ont - en francs - augmenté de 4,3 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1991 comparé à avril 1990), les prix sont en baisse de 5,7 %. Les prix des matières alimentaires ont augmenté de 4,6 % en un mois, essentiellement du fait des déshydratés. Les prix des matières industrielles sont aussi en hausse : + 4,2 % en un mois.

Le porc européen victime de la « Nagoya-connection »

M. Jacques Delors doit évoquer à Tokyo les nombreux contentieux qui existent entre l'Europe et le Japon. A Nagoya, un étrange trafic écarte les Européens du marché nippon du porc

NAGOYA

de notre envoyé spécial L'affaire paraît juteuse. Des importateurs « sauvages » de viande porcine causant préjudice aux exportateurs étrangers, notamment danois, un trafic dont les ramifications s'étendraient à la pêche et à la communauté des discriminations (hankin), des douanes complaisantes et des exportateurs chinois véreux : la CEE vient d'adresser une note verbale au ministère des affaires étrangères japonais, réclamant des mesures plus énergiques pour stopper les importations illégales de porc de Taiwan concentrées autour du port de Nagoya. Dossier « technique » - qui, comme tel, ne sera pas évoqué directement par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, à l'occasion de son séjour à Tokyo -, ce que l'on nomme déjà ici la « Nagoya connection » est

devenu l'un des éléments-clés de l'offensive européenne contre les barrières non tarifaires du marché nippon. Taiwan et le Danemark assuraient jusqu'à présent 75 % des importations de viande porcine au Japon, un pays qui importe un tiers de sa consommation (343 000 tonnes en 1990). En 1990, Taiwan a vendu 153 000 tonnes, provoquant une chute de la part du marché détenue par les Danois de 39 % à 31 %. Taiwan a ainsi ravi la place de premier fournisseur étranger. Traditionnellement, le Japon est un débouché important pour la CEE : le porc est le second poste d'exportation agro-alimentaire de la Communauté ; en outre, ayant modifié leurs règlements sanitaires, d'autres pays, dont la France, comptent y exporter leur viande porcine ; enfin, le marché nippon permet actuellement d'écouler des excédents de production de porcs : si ce n'était

pas le cas, les tensions entre les membres de la CEE n'en seraient qu'accroîtées. Pour le Danemark, dont c'est le premier poste d'exportation, la situation devient grave : les importateurs nippons remettant en cause des contrats à long terme avec les producteurs danois qui avaient orienté leur production en fonction de ce marché. « Nagoya connection » ? Sur place, la réalité est plus complexe. Il y a effectivement un trafic florissant de viande porcine à Nagoya dont la région, Chubu, partie centrale de l'archipel et l'un des trois pôles économiques du pays (12,6 % du produit national brut nippon), constitue le deuxième plus important marché de la viande du pays. Plaque tournante par sa situation géographique, Nagoya - dont les prix fonciers permettent l'implantation d'installations frigorifiques meilleur marché - reçoit 54 % de la

viande porcine de Taiwan. Depuis 1987, quatre scandales ont été découverts. Le montant de la fraude est de plus en plus élevé : de 58 millions de dollars à 720 millions. Le procédé est simple. A la suite de la libéralisation des importations de porc en 1971, les autorités ont instauré un système de tarifs différentiels destiné à protéger la paysannerie : la marchandise est taxée suivant que son prix se situe à l'intérieur ou non d'une fourchette. Par un jeu de surfacturation, les trafiquants importent une viande payée moins chère mais, évitant les taxes élevées, ils peuvent la vendre à un prix de 20 % supérieur à celui pratiqué par les Européens. Le fisc est floué et les bénéficiaires sont partagés entre les importateurs et les producteurs chinois.

PHILIPPE PONS  
Lire la suite page 33

VILLE DE PARIS  
RECONSTRUCTION DE L'ÎLOT MOLITOR (16<sup>e</sup>)  
CONSULTATION DE PROMOTEURS

La Ville de Paris lance une consultation en vue de la cession des droits de construire attachés à l'îlot municipal d'une surface de 5 000 m<sup>2</sup> environ, actuellement occupé par des bâtiments désaffectés qui constituaient la piscine MOLITOR à PARIS XVI. Il sera réalisé un ensemble immobilier intégrant deux bassins de natation dont l'un, principalement à vocation scolaire, sera propriété municipale. Les droits de construire non utilisés pour la réalisation des équipements sportifs seront affectés librement dans le strict respect de la réglementation. Cette consultation ouverte s'adresse aux promoteurs, qui devront s'adjoindre un architecte de leur choix dont ils assureront la rémunération. Les propositions devront comporter une offre de charge foncière et une esquisse architecturale. Les dossiers de consultation pourront être retirés à partir du 3 juin 1991 par les promoteurs contre des justifications concernant la qualité et les capacités juridiques techniques et financières. Les offres seront remises le 30 septembre 1991. Les promoteurs intéressés devront prendre contact avec la Direction de la Construction et du Logement, Bureau 5 163 - 17, boulevard Morland - 75004 Paris. Tél. : 42-76-35-20.

VILLE DE PARIS  
Opération « Gentilly-Charléty » à Paris-13<sup>e</sup>  
- Consultation de promoteurs -

La Ville de Paris lance une consultation ouverte sur proposition financière auprès de promoteurs en vue de désigner le Maître d'ouvrage qui réalisera un ensemble immobilier dit « GENTILLY-CHARLÉTY » d'ores et déjà défini par une étude architecturale. Le programme accompagne la reconstruction du stade Charléty à Paris-13<sup>e</sup> et comprend essentiellement des bureaux (environ 13 000 m<sup>2</sup> HO). Le prix sera payé pour partie en numéraire et pour partie sous forme de dations (concernant notamment des bureaux destinés à des associations sportives et un parc de stationnement d'environ 430 places). Les dossiers de consultation pourront être retirés à partir du 27 mai 1991. La remise des offres se fera le 28 juin 1991 au plus tard. Les promoteurs intéressés devront prendre contact avec la Direction de la construction et du logement, Bureau 5163, 17, boulevard Morland, 75004 PARIS. Téléphone 42-76-35-20.

(Publicité)

VILLE DE PARIS  
SO.P.A.R.E.M.A.

## APPEL D'OFFRES PROMOTEURS OU INVESTISSEURS

La SO.P.A.R.E.M.A., Société parisienne d'économie mixte d'aménagement lance un appel d'offres auprès de tous promoteurs ou investisseurs en vue de la cession des droits de construire un immeuble d'habitation dans la ZAC FLANDRE-SUD, à Paris-19<sup>e</sup>, destiné à l'accession libre.

## OBJET :

Le terrain d'emprise, nu et libre, d'une superficie de 851 m<sup>2</sup> est situé 2 à 8, rue du Maroc, 27 à 33, rue de Flandre, à l'angle de ces deux voies.

Le programme de l'opération porte sur une superficie H.O.N. de 4 100 m<sup>2</sup> environ de piéces destinées à 40 logements environ et à des commerces, sur deux niveaux de parking.

L'architecte qui assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération sera choisi par le lauréat sur une liste de concepteurs qui lui sera présentée par la SO.P.A.R.E.M.A.

## DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION :

Les dossiers pourront être retirés à partir du 21 mai 1991 auprès de l'imprimerie BEUTLER, 91, rue de la Roquette, à Paris-11<sup>e</sup>, contre remise d'un chèque de 1 200 F à l'ordre de la SO.P.A.R.E.M.A.

Les offres seront adressées avant le 21 juin 1991, à 17 heures, au plus tard, à l'adresse suivante :

## SO.P.A.R.E.M.A.

66-68, rue du Dessous-des-Berges, 75013 PARIS.

Elles seront accompagnées d'une présentation de la société, de ses moyens et de ses références.

Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus en téléphonant au 45-84-14-25, poste 16-23, de 15 heures à 16 heures.

LITTÉRAIRES.  
VOUS AVEZ  
VOTRE  
PLACE  
A HEC

Jeunes diplômés : littéraires, médecins, architectes, Sciences Po., juristes, économistes, ingénieurs, ... HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun est d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambition d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2<sup>e</sup> année grâce à une formule d'admission qui valorise votre formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise des techniques actuelles de la gestion et renforcerez vos capacités d'analyse et de décision. Depuis toujours, HEC forme, dans une perspective internationale, des hommes d'action dans tous les domaines du management. Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à :

Direction des Admissions et Concours  
BP 31 - 78354 Jouy-en-Josas, France  
Téléphone : 33 (1) 39.67.71.55

## Le Monde

## ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	780 F	78

\* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB \_\_\_\_\_

Expire à fin \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## ÉTRANGER

A la veille du débat à la Diète sur la politique économique

## La contestation sociale s'intensifie en Pologne

A la veille du débat à la Diète, le Parlement polonais, jeudi 23 mai, sur la politique économique du gouvernement, le mécontentement social s'exprime de plus en plus dans le pays.

## VARSOVIE

## de notre envoyée spéciale

En quelques jours, la politique économique du gouvernement Bielecki a subi deux revers importants. Jeudi 16 mai, le zloty était dévalué de 17 % vis-à-vis du dollar, après plus d'une année de stabilité. Mercredi 22, le syndicat Solidarité organisait dans la région de Varsovie une journée de protestation, la première dans la capitale depuis la mise en œuvre de la « thérapie de choc » du ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz.

Un événement qui place M. Lech Walesa dans une situation bien inconfortable puisque le président de la Pologne se trouve aujourd'hui en porte-à-faux entre son gouvernement et les partisans

de Solidarité, mouvement qu'il fonda il y a plus de dix ans.

Mardi, le président du syndicat, M. Marian Krzaklewski, s'est empressé de déclarer que la manifestation prévue n'était pas « contre le gouvernement, mais contre les erreurs de sa politique économique ». Il a empêché : les troubles sociaux qui se multiplient depuis plusieurs jours en Pologne pourraient marquer la première épreuve de force entre le nouveau président et la population.

## 7 % de chômeurs

Mardi soir, le journal télévisé était largement consacré à la situation sociale dans le pays, reléguant au deuxième rang le compte rendu de la visite de M. Walesa en Israël. Les mouvements de protestation sont pour l'instant très dispersés et on est loin de la grève générale qui obligerait le gouvernement à démissionner, éventualité qu'a évoquée récemment le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki. Après une semaine de grève, les éboueurs de Varsovie ont annoncé mardi, dans la soirée, leur

décision de reprendre le travail. Ils ont obtenu une augmentation mensuelle de 500 000 zlotys (260 francs), soit 50 % de leur salaire environ.

Les conducteurs d'autobus et de trolleys, pour leur part, entamaient mercredi leur troisième journée de grève, provoquant, fait inhabituel, d'importants embouteillages dans Varsovie. « C'est bon signe, les gens vont au travail », plaisantait un habitant. Les employés des transports réclament, eux aussi, 50 % d'augmentation, soit 800 000 zlotys. Dans plusieurs autres régions de Pologne, la journée de mercredi devait aussi être marquée par des mouvements de protestation, pour la plupart limités à des arrêts de travail de quelques heures.

Pour l'instant, le gouvernement devrait réussir à calmer le jeu, accordant ça et là des compensations salariales à une population marquée par une chute brutale de son niveau de vie. Mais ces difficultés sociales interviennent à un moment où la politique économique fait l'objet d'un nouveau feu de critiques en Pologne. Le week-end dernier, une rencontre des principaux économistes n'a fait que souligner les divergences entre ceux qui plaident pour le maintien d'une politique monétaire très stricte et ceux qui estiment que le temps est venu de relancer quelque peu l'économie. Jeudi, un important débat de politique économique est prévu à la Diète.

Si les autorités s'engagent vers un peu plus de souplesse, pourront-elles éviter un regain d'inflation ? En avril, les prix de détail ont augmenté de 2,6 % seulement, contre 12 % en janvier et près de 80 % en janvier 1990. Un résultat encore très fragile, obtenu au prix d'une chute de 10 % du produit national brut l'an dernier et d'une montée en flèche du chômage (qui touche aujourd'hui plus de 7 % de la population active). Dans un tel contexte, les tensions sociales sont inévitables. Jusqu'à présent, le gouvernement a réussi à les gérer, mais, au cours des semaines qui viennent, le président Walesa aura certainement fort à faire pour convaincre la population d'accepter la poursuite des sacrifices.

FRANÇOISE LAZARE

## INDUSTRIE

L'activité française concentrée dans une seule unité

## Roussel-Uclaf va rationaliser sa production d'ici à 1995

Les laboratoires Roussel-Uclaf - filiale du chimiste allemand Hoechst et troisième fabricant français de médicaments avec un chiffre d'affaires de près de 8 milliards de francs dans la pharmacie humaine - va-t-il liquider les trois quarts de ses usines européennes ? La firme, qui a publié mardi 21 mai un communiqué, indique la constitution de 60 à 80 millions de francs de provisions liées à un programme de restructuration, qui devrait se traduire par la fermeture de sept de ses dix unités européennes (dont trois en France).

Souhaitant porter sa productivité au niveau international, Roussel-Uclaf envisage, depuis deux ans, chez de Boston Consulting Group (BCG) de réaliser une étude pour rationaliser sa production. Cet organisme de conseil vient de rendre son verdict. Des usines doivent être effectivement fermées. Mais la direction de Roussel-Uclaf n'a, affirme-t-on au siège parisien, boulevard des Invalides, encore pris aucune décision ferme à ce sujet, sauf en ce qui concerne la France. Toutes les activités de production (essentiellement les comprimés) seront regroupées à Compiègne. L'unité de Romainville (Seine-Saint-Denis) est donc vouée à la disparition. La centaine de personnes employées sur ce site se ver-

ront proposer un emploi à Compiègne. En cas de refus, un plan social sera mis en œuvre. A cet effet, des provisions ont été constituées, qui devraient amputer le bénéfice du groupe pour 1991 de 60 à 80 millions de francs.

En ce qui concerne les autres usines européennes, essentiellement celles installées au Portugal, en Espagne et en Belgique (la Grande-Bretagne n'est pas concernée), une rationalisation des productions sera entreprise dans les cinq années à venir. Elles ne concerneront pas plus de trois cents à cinq cents personnes. Dans l'immédiat, une seule certitude : des trois usines d'Italie, il n'en restera également plus qu'une.

A. D.

Ford et Volkswagen  
pourraient s'allier  
pour concurrencer l'Espace

Le constructeur américain Ford et l'allemand Volkswagen seraient sur le point de s'allier pour développer et construire au Portugal un véhicule monocorpe pouvant transporter sept à huit passagers, du type de la Renault Espace. Ce nouveau concept actuellement en des plus fortes croissances dans l'industrie automobile.

Mais l'accord reste soumis à l'autorisation de Bruxelles en raison des subventions accordées au projet : 120 milliards d'escudos (4,7 milliards de francs environ), la CEE apportant environ 70 % des aides en liquide. Une usine serait construite près de Lisbonne. Elle devrait produire 170 000 véhicules par an lorsqu'elle fonctionnera à plein régime, en 1996.

□ Daimler-Benz : la Commission ouvre une procédure contre l'Allemagne. - La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure contre le gouvernement allemand, accusé d'avoir versé illégalement une aide en faveur du groupe automobile allemand Daimler-Benz. Malgré les arguments avancés par les autorités allemandes, la Commission soupçonne toujours une sous-évaluation du prix payé par Daimler-Benz aux autorités berlinoises pour acquérir un terrain à Berlin en juillet 1990. Selon certaines informations citées par la Commission, le prix du marché dépassait de plus de 400 % le prix fixé par l'administration berlinoise pour l'acquisition de ce terrain. Ce prix sous-évalué équivaut à une subvention de 400 millions de marks environ (1,34 milliard de francs), a précisé la Commission.

## ÉCONOMIE

## NOMINATIONS

Affaires sociales et intégration

M. François Mercereau  
directeur du cabinet  
de M. Jean-Louis Bianco

M. François Mercereau, ancien directeur de la Sécurité sociale et ancien collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, a été nommé directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

(Agé de quarante-trois ans, M. Mercereau a intégré en 1973 l'Inspection générale des affaires sociales à sa sortie de l'ENA. De 1981 à 1983, il participe au cabinet de M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, puis de son successeur, M. Pierre Bérégovoy. Directeur de la Sécurité sociale de 1983 à 1987, M. Mercereau était depuis cette date directeur général-adjoint du Bureau commun de prévoyance collective, organisme d'études et de gestion pour l'ensemble des caisses de retraite.)

Travail, emploi  
et formation professionnelle

M. Guillaume Pépy  
directeur du cabinet  
de M<sup>me</sup> Martine Aubry

M. Guillaume Pépy a été nommé directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

(Né le 26 mai 1958, sorti de l'ENA en 1984, M. Guillaume Pépy fut successivement secrétaire général adjoint du Conseil d'Etat (1987-1988), conseiller technique au cabinet du ministre délégué chargé du budget (1988-1989), directeur de cabinet du président de la SNCF (1989-1990) et directeur de cabinet de M. Michel Dussaut, ministre de la fonction publique, depuis novembre 1990.)

Le Commissariat général  
du Plan directement rattaché  
au premier ministre

Le Commissariat général du Plan est désormais rattaché directement au premier ministre, a indiqué le 21 mai un communiqué du Commissariat. Depuis 1988, cet organisme était placé sous l'égide du secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stoleru. Selon le Commissariat général du Plan, cette décision permet de « rejoindre une tradition ancienne ».

## CE SIMPLE NUMÉRO

Composez ce numéro sur votre minitel :  
**36.29.11.11**

et appuyez sur "Consultation Fin"

et appuyez sur "Consultation Fin"

et appuyez sur "Consultation Fin"

VOUS PERMET DE CONNAITRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

**INFOGREFFE**

La Source de l'Information sur les Entreprises  
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél. (1) 43 29 06 75

صكنا من الاميل



## ÉCONOMIE

### Le porc européen victime de la « Nagoya-connection »

Suite de la page 31

La dernière affaire, révélée le 15 mai par le quotidien local *Chunichi Shimbun*, est significative non seulement par le montant de la fraude mais aussi en raison de la position de l'entreprise, l'une des plus importantes de la préfecture de Shiga, et les contacts que celle-ci entretenait avec certains groupes de discriminés (*burakumin*), ce qui rend les choses plus délicates.

La question de la communauté des *burakumin* reste un sujet tabou : discriminés au cours des siècles pour pratiquer des activités considérées comme étant entachées de souillure (notamment les métiers de la boucherie), les *burakumin* bénéficient théoriquement depuis les réformes de Meiji (deuxième partie du dix-neuvième siècle) d'un statut analogue à celui des autres Japonais. Une discrimination rampante ne s'en poursuit pas moins. S'étant constitués en puissantes organisations militantes, cette communauté a aussi à sa périphérie nombre de groupes plus interlopes dont les membres sont liés à la pègre.

Ayant fait du préjudice dont ils ont été (et sont encore) les victimes un élément de revendication, les *burakumin* ont tendance à considérer comme une discrimination tout ce qui pourrait gêner leurs intérêts, certains groupes n'hésitant pas à recourir à l'intimidation. Afin d'éviter les problèmes, les autorités, les journaux ou les personnes qui ont affaire aux *burakumin* sont très prudents.

La plupart de nos interlocuteurs à Nagoya (policiers, journalistes ou certains professionnels du marché de la viande) pensent que les trafics découverts jusqu'à présent ne sont que la partie immergée d'un iceberg. Quelle est l'ampleur réelle du trafic ? Bénéficie-t-il, comme il est tentant de le penser, de soutien politique, de la complicité des douanes (précisément pour ménager les discriminés) ? Est-il le facteur déterminant de la régression des exportations danoises ? Les réponses sont loin d'être évidentes.

Il ne semble pas qu'il y ait une véritable « Nagoya connection », c'est-à-dire une organisation systématique du trafic. Les trafiquants opèrent souvent sous couvert d'entreprises de

façade et disposent de réseaux bien établis à Taïwan. Ceux qui ont été arrêtés n'avaient pas de liens connus avec la pègre. Et, pour l'instant, les appuis politiques restent du domaine de la spéculation.

En revanche, le laxisme de la douane paraît clair. Est-il dû aux pressions des *burakumin* ? C'est une hypothèse avancée dans un article documenté, publié en 1988, par la revue *Aera* : selon l'auteur, ses interlocuteurs ont admis qu'être lié à ces organisations « facilite les opérations en douanes ».

#### Le laxisme de la douane

Chef adjoint du service d'inspection des douanes à Nagoya, M. Tashiki Murase nous dit que la fraude fiscale est, avec le trafic des amphétamines, sa préoccupation majeure mais « qu'il est pratiquement impossible d'enquêter sur tous les importateurs de la viande. Celle-ci ne représente qu'une petite partie de importations et nous n'avons pas les effectifs suffisants : nous faisons des échantillonnages au hasard ». La police paraît plus active et moins « inhibée » à l'égard des *burakumin*, mais il faut des mois pour instruire une affaire. Selon l'inspecteur M. Shizuo Yanagisani, « la douane n'a pas les moyens de contrôler les modes de paiement. Or c'est là la clé de ce trafic ».

Les « grands » du marché de la viande affirment avoir les mains propres : ce sont les entreprises extérieures à ces groupements qui se livrent au trafic. M. Isao Fujimura, directeur de la coopérative des grossistes de viande d'Aichi, estime que ce trafic « doit être considéré » et qu'il est dû essentiellement au système de tarifs différentiels. Il préconise à la fois des sanctions plus sévères et une centralisation des transactions sur la viande porcine, comme il vient de le faire pour le marché du bœuf.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, le marché de la viande bovine est entièrement libéralisé et la coopérative des grossistes

d'Aichi a créé en son sein un centre de distribution ultra-moderne fonctionnant comme une sorte de Bourse, à laquelle sont reliés par ordinateurs producteurs et acheteurs.

Pour M. Fukase, vice-président de l'association des négociants de viande, « le système de tarifs différentiels est périmé et il conviendrait d'y apporter une réforme non tarifaire ». M. Fukase a suggéré aux Danois de demander l'abolition de ce système. Mais jusqu'à présent les Européens se contentent de mettre en cause le trafic.

Il reste que les « grands » importateurs (qui ne réalisent que 23 % du total des importations de porc de Taïwan) ne mènent pas toujours un jeu limpide : en 1970 et 1980, des grandes maisons de commerce (dont Marubeni) ont été impliquées dans des affaires de fraude sur la viande et d'ententes préjudiciables. En outre, elles traitent aussi avec les petits importateurs. Ce trafic est-il le facteur déterminant du recul des Danois ? C'est certainement un élément. Mais il se conjugue à d'autres : notamment le prix du porc danois à la suite de la revalorisation de la couronne vis-à-vis du yen. Ensuite, intervient le report de la demande japonaise sur le bœuf (depuis 1989, la consommation de porc a diminué de 5 %). La « Nagoya connection » est-elle un nouvel exemple de l'opacité du marché nippon ou semblerait-elle des forces aussi troubles que mystérieuses ? L'explication est simple : ce trafic n'en pose pas moins un véritable problème d'accès au marché nippon.

PHILIPPE PONS

#### CROISSANCE

##### M. Major prévoit une reprise mi-1991 en Grande-Bretagne

Le premier ministre britannique, M. John Major, a déclaré mardi 21 mai aux représentants du patronat (Confederation of British Industry) que l'économie britannique connaîtrait une reprise de la croissance « sûre et solidement fondée » au cours du deuxième semestre 1991. M. Major a affirmé que la politique de taux d'intérêt élevés de la Grande-Bretagne portait ses effets : l'inflation est tombée à 6,4 % et sera ramenée à 4 % d'ici la fin de 1991. « Je suis certain que la lutte contre l'inflation doit rester notre priorité », a expliqué M. Major, qui a lancé un avertissement aux entreprises et aux syndicats pour qu'ils limitent les prochaines augmentations de salaires, en expliquant que « les entreprises devaient se libérer de cette mauvaise habitude de se payer elles-mêmes, tant au niveau des accords salariaux qu'à celui du conseil d'administration, avec de

#### REPÈRES

l'argent qu'elles ne pouvaient pas gagner ». Le président du CBI, Sir Brian Corby, lui a répondu, qu'« aucune reprise rapide n'est en vue, ni dans la production industrielle ni dans les autres secteurs de l'économie ». Il a pressé le premier ministre de réduire des maintenant les taux d'intérêt.

#### COOPERATION

##### Des firmes étrangères autorisées à s'implanter en Algérie

Plusieurs sociétés françaises ont reçu l'autorisation de créer des sociétés mixtes ou d'installer des concessionnaires en Algérie, a annoncé le 21 mai le Conseil national de la monnaie et du crédit (CNMC), la plus haute autorité algérienne en matière d'investissements étrangers. La demande d'agrément du constructeur automobile français Renault, qui figurait parmi les soixante-dix dossiers examinés par le CNMC, n'a cependant pas été retenue. En revanche, la firme italienne FIAT a obtenu l'accord du CNMC pour installer des concessionnaires en Algérie et engager un programme de sous-traitance. Parmi les firmes françaises admises à s'implanter figurent Rhône-Poulenc, SKF, Kompass, Diprochim et Diversay France.

#### PLAN

##### Le gouvernement italien adopte un ambitieux programme triennal

Le conseil des ministres italien a approuvé, mardi 21 mai à l'unanimité, un programme de gouvernement économique et financier pour la période 1992-1994, qui fixe à 3,5 % la croissance du pays et respectivement au-dessous de

4 % et 10 % les taux d'inflation et de chômage d'ici à 1994. « Les objectifs que se propose le gouvernement peuvent être jugés ambitieux mais leur réalisation conditionne la participation (de l'Italie) à l'union monétaire européenne », a déclaré le ministre du Trésor, M. Guido Carli.

Le gouvernement propose une sévère cure d'assainissement de l'économie sur trois exercices. Au premier poste des ressources supplémentaires figure un programme de privatisations pour 10 000 milliards de lires, soit 45 milliards de francs, dont l'amorce avait été annoncée le 11 mai et qui visait à maintenir sous le plafond des 132 000 milliards de lires (600 milliards de francs) le déficit 1991. La plupart des observateurs économiques ont accueilli avec scepticisme les objectifs gouvernementaux, considérés comme trop difficiles à atteindre en Italie.

#### REVENU MINIMUM

##### Un décret de M. Gorbatchev en faveur des plus démunis

M. Mikhail Gorbatchev a adopté le 21 mai un décret qui institue un revenu minimum destiné à « satisfaire les besoins essentiels, physiologiques, sociaux et culturels » de chacun. Selon l'agence Tass, le président soviétique donne jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet au cabinet des ministres d'URSS et aux gouvernements des Républiques pour prendre les décisions qui permettront de définir ce revenu minimum intitulé « budget minimum de consommation ». Cette mesure est destinée à « diversifier les groupes socio-démographiques », indique ce texte sans plus de précision, ajoutant que le montant du revenu minimum devra être défini « sur la base de normes élaborées scientifiquement, en tenant compte des particularismes nationaux et autres, ainsi que des possibilités réelles de l'économie ».

#### TRANSPORTS

### Les profits de British Airways chutent de 62 %

La chute du trafic (-16,7 % pendant la guerre du Golfe) et le renchérissement du prix du carburant ont fait chuter de 62 % les bénéfices de la compagnie British Airways. Ceux-ci reviennent, avant impôts, de 345 millions de livres (3,4 milliards de francs) à 130 millions (1,3 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de livres (48 milliards de francs) en progression de 2,5 %.

Malgré cette dégradation de ses

résultats, British Airways demeure l'une des compagnies les plus bénéficiaires d'Europe. Elle a pourtant décidé un plan d'économies qui comporte la suppression de 4 600 emplois, la fermeture de lignes déficitaires et le report de la livraison de nouveaux Boeing, car elle affronte la concurrence de trois nouvelles compagnies au départ de sa base de Londres-Heathrow : le britannique Virgin Atlantic et les américains United et American Airlines.

## 7 H 25. NOUVEAU VOL PARIS/BARCELONE.

Premier parti.

Premier sur place.

Premier rentré.



### Iberia, le premier en Espagne. Le premier pour l'Espagne.

Depuis octobre 90, vous appréciez le premier vol Paris/Madrid de la journée. A partir du 1<sup>er</sup> juin 91, vous pourrez également utiliser le premier vol Paris/Barcelone de la journée, départ 7 H 25

Orly-Sud, arrivée 9 H 00 à Barcelone. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Barcelone et donc de mieux

gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais

aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter

qu'avec le nouveau vol Paris/Barcelone de 7 H 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour

dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier sur place et bien entendu le premier rentré.



LA CHALEUR EN PLUS

## COMMUNICATION

La polémique sur les quotas à la télévision

## Bruxelles demande la modification de la réglementation française

La guerre des quotas ne connaît pas de répit. A Paris, les professionnels prennent date après l'arrivée de Mme Edith Cresson à Matignon et le remplacement de M. Catherine Tasca par M. Georges Kiejman au ministère de la communication. A Bruxelles, la Commission européenne exige à son tour un amendement de la réglementation.

De tous les dossiers que M. Kiejman trouve rue Saint-Dominique, celui des quotas est le plus délicat. Il divise les professionnels, oppose Paris à Bruxelles et doit être impérativement réglé avant l'entrée en vigueur à l'automne de la directive « Télévision sans frontières ». Chacun salue donc l'arrivée du nouveau ministre à la manœuvre.

C'est l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) qui dénonce une nouvelle fois la « réglementation protectionniste et contraignante » des quotas (le Monde du 16 avril). C'est l'Association française des producteurs de films et de programmes audiovisuels (A.F.P.F.) qui demande l'abaissement de 50 à 30 % des quotas d'œuvres françaises à la télévision et la création d'un nouveau quota d'œuvres « franco-européennes » sans critère linguistique. Afin, dit-elle, de ne pas confondre systématiquement la défense de notre langue avec celle de notre culture. C'est encore, mais en sens contraire cette fois, la Société des réalisateurs de films (SRF) qui défend une politique ayant « permis au cinéma français de conserver son rang sur l'échiquier national ».

Mais la mise en garde la plus sérieuse a été prononcée par M. Jean Dondelinger, commissaire européen chargé des questions audiovisuelles, sur France-Inter le jour même de la passation des pouvoirs. Saisie par TF1 et l'Association des producteurs allemands, Bruxelles, dit-il, « fera son devoir si la réglementation française n'est pas modifiée » avant l'entrée en vigueur de la directive « Télévision sans frontières ». Le commissaire menace, pour la première fois publiquement, la France d'une mise en demeure, qui, si elle n'était pas suivie d'effet, s'accompagnerait d'une saisine de la Cour européenne de justice.

Le 7 mai dernier déjà, Bruxelles avait discrètement fait connaître ses quatre « griefs » aux conseillers du gouvernement français. Quatre exigences qui, si elles étaient intégralement satisfaites, mettraient à bas le complexe édifice des « décrets » Tasca contraignant notamment les chaînes à diffuser aux heures de grande écoute 50 % d'œuvres françaises et 60 % d'œuvres européennes. La Commission juge d'abord trop restrictive la définition de l'œuvre audiovisuelle retenue par le gouvernement français : fiction et documentaire de création. Elle souhaite son élargissement aux variétés, jeux et émissions d'information, comme le stipule la directive « Télévision sans frontières ».

Bruxelles estime ensuite inacceptable que ne soient considérées comme françaises que les œuvres dont le scénario a été rédigé en français. Elle juge de la même manière contraire à la libre circulation des images l'obligation faite aux chaînes nationales de consacrer

au moins 15 % de leur chiffre d'affaires annuel à la production d'œuvres françaises et de diffuser au moins 120 heures d'œuvres françaises nouvelles par an. Enfin, elle estime trop restrictives les règles sur les coproductions cinématographiques. « Quelle place reste-t-il sur les écrans français pour la création européenne ? », s'interroge-t-on dans l'entourage de M. Dondelinger.

Paris, qui doit faire des contre-propositions, était, à la veille du changement de gouvernement, prêt à faire un geste. Sur les trois derniers points, au moins. Mais on estimait « non négociable » la définition de l'œuvre qui est au cœur même de la réglementation sur les quotas.

Aujourd'hui M. Edith Cresson qui avait négocié le ralliement français à la directive « Télévision sans frontières » malgré l'opposition des créateurs et du ministre de la culture, M. Jack Lang, est à la tête du gouvernement. Entre les probables divergences gouvernementales et les feux croisés des professionnels et de Bruxelles, M. Kiejman, qui se présente comme le « ministre de la concertation », aura besoin de tout son savoir-faire pour sauver l'essentiel.

La polémique sur la gestion d'A 2 et FR 3

## M. Bourges affirme la nécessité de son plan de redressement

La publication du point de vue de la Cour des comptes sur la gestion d'A 2 et FR 3 (le Monde du 18 mai) continue à provoquer de nombreuses réactions. M. Philippe Guilhaume, ancien président des télévisions publiques, a rappelé sur Europe 1 qu'il se préparait à défendre sa gestion devant les tribunaux : « Les plus hauts magistrats des comptes ont apparemment rendu leur choix et placé. C'est bien. Cela prouve que nous sommes partiellement en démocratie. » Le syndicat CFTC de l'audiovisuel exige « toute la clarté sur les comptes d'A 2 et FR 3 » et refuse que le personnel soit la victime de « l'assouvissement des hautes politiques ».

La présidence commune d'A 2 et FR 3 s'inscrit de la réaction des syndicats. Elle estime que les « fuites » ont été volontairement provoquées pour « ébranler la confiance des salariés d'Antenne 2 et de FR 3 dans leur nouvelle direction et induire en erreur l'opinion à un moment où s'élabora pour chacune des deux sociétés un plan de réorganisation interne destiné à éliminer les conséquences d'erreurs de gestion, de l'insuffisance des recettes et donc à réduire les frais de fonctionnement pour accroître les investissements en programmes ».

## « Conforme aux principes comptables »

Dans un long communiqué, M. Hervé Bourges, nouveau président des chaînes publiques, répond aux informations du Monde qu'il tient pour « inexactes » et procédant d'un « amalgame entre des documents d'origine et de portée diverses ». M. Bourges estime notamment que les rapports de la Cour ne sont que des « travaux préparatoires » et que les rapporteurs ont étendu leur commentaire à la gestion 90 sans disposer des résultats de l'exercice. Ces résultats définitifs seraient apparus pour A 2 un déficit supérieur au résultat comptable négatif de 678 millions estimés par l'audit.

Pour FR 3, M. Bourges reconnaît que le déficit comptable de 95 millions pour 1990 tient compte d'une provision de 150 millions pour un plan social. Mais il estime qu'il est « conforme aux principes comptables » de couvrir dès 1990 « l'intégralité des charges qui résulteront au cours des exercices futurs de sa mise en œuvre ». Enfin, le communiqué du président rappelle que FR 3 a un déficit provisionnel de 255 millions cette année et insiste sur « la gravité de la situation et la nécessité de mesures de redressement ».

(Le procès d'intention est maladroite. Les rapports de la Cour des comptes et les articles du Monde n'ont jamais contesté la réalité des difficultés d'Antenne 2 et FR 3 ou critiqué la politique de redressement

Pour contrer la baisse d'audience

## La Cinq reprogramme « Kojak »

Profondément remaniée début avril, la grille de la Cinq va connaître dès la semaine prochaine de « premières adaptations ». Dans une interview au Quotidien de Paris, le PDG de la chaîne, M. Yves Sabouret, annonce ainsi la programmation de la série américaine « Kojak », de 19 à 20 heures, dès mercredi 22 mai.

« Notre problème majeur, actuellement, se concentre sur la tranche horaire 18-20 heures », affirme M. Sabouret. Sur cette tranche, nous sommes obligés de constater que les résultats sont décevants. » (Le Monde du 25 avril).

Pour protéger son audience moyenne, la Cinq va donc remplacer ses émissions actuelles — « La ligne de chance » et « Les aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain » — par la célèbre série américaine. Un produit, selon M. Sabouret, « confirmé, sûr et reconnu, familial et fédérateur, qui coïncidera avec la disparition de « Mac Giver » sur Antenne 2 ».

Le PDG de la Cinq laisse en revanche toute sa chance à la nouvelle émission de M. Jean-Pierre Elkabbach, le dimanche, malgré ses faibles scores d'écoute, et annonce une réorganisation de la rédaction.

## CULTURE

Hostile à la mainmise de l'Opéra-Bastille sur le palais Garnier

## M. Michel Schneider quitte la direction de la musique et de la danse

M. Michel Schneider a démissionné jeudi 16 mai du poste de directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture, poste qu'il occupait depuis septembre 1988. Il regagnera la Cour des comptes dont il est conseiller référendaire depuis 1981.

La lettre de démission de M. Schneider est partie au lendemain du remaniement ministériel : le directeur de la musique et de la danse se disait très proche, intellectuellement, de M. Michel Rocard. La nomination de ce haut fonctionnaire, psychanalyste, écrivain, à des fonctions traditionnellement confiées à des compositeurs avait été l'une des surprises du second mandat de M. Jack Lang, dont le premier directeur de la musique, M. Maurice Fleuret, nommé en 1981, avait déjà démissionné, mais en période de cohabitation.

Responsable d'un budget considérablement amputé par le poids financier des Opéras de Paris (dossier dont il avait été dessaisi), M. Schneider avait fait de la démocratisation de l'enseignement de la musique une absolue priorité.

En complet désaccord de style et de fond avec M. Pierre Bergé, président des Opéras de Paris, M. Michel Schneider avait tenté sans succès de s'opposer à la mainmise, le mois dernier, de l'Opéra-Bastille sur le palais Garnier et à l'éviction de M. Jean-Albert Cartier.

Depuis sa nomination, M. Schneider était en outre la bête noire de M. Pierre Boulez, en particulier sur les orientations de la future Cité de la musique de la Villette, grand projet pédagogique dans lequel le patron de l'IRCAM s'était lui-même autoritairement investi. Lors d'une réunion qui s'est tenue à ce sujet mardi 14 mai dans le bureau du

ministre de la culture, le compositeur et le directeur de la musique ont eu des échanges très vifs au sujet de l'auditorium (la salle au sujet de l'Ensemble InterContemporain doit partager avec les élèves du Conservatoire et dont la programmation pourrait être confiée à Mme Brigitte Marger, l'actuelle responsable de cette formation, après la mission d'exploration qu'accomplit actuellement M. Nicolas Snowmann, ancien bras droit de M. Pierre Boulez à l'IRCAM).

Auteur d'études remarquées sur Glenn Gould et sur Robert Schumann, M. Schneider n'avait pas marqué d'intérêt ostensible pour la musique de son siècle : certains le lui reprochaient. Il s'était néanmoins attaché à une répartition plus équitable des subventions de l'Etat à la recherche musicale et avait mis en place dans ce domaine, ainsi que dans celui de l'aide aux orchestres et aux théâtres lyriques, des comités d'évaluation des projets artistiques. Sa discrétion, son sens de l'équité et de l'autorité de l'Etat déonnaient dans un milieu d'artistes où les ambitions parricides de l'Opéra-Bastille constituent un perpétuel défi de moralité.

ANNE REY

(Né le 28 mai 1944, Michel Schneider est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de sciences économiques, de l'Institut d'études politiques de Paris et du Centre d'études et de programmation économique. Conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1981, rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel depuis 1986, il est psychanalyste et essayiste, collaborateur régulier de la Nouvelle Revue de psychanalyse et du Monde de la musique, auteur d'un ouvrage sur le plagiat (Voleurs de mots), d'essais sur la musique, de mémoires imaginaires (Bleu passé). Il vient de publier une étude sur Géricault (Gallimard).)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## S.H.M.

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la société Saint-Honoré Matignon, qui a adopté le sigle S.H.M. comme nouvelle dénomination sociale, s'est réunie le mardi 14 mai sous la présidence de M. David de Rothschild. Cette Assemblée a approuvé à l'unanimité l'apport de leurs titres par divers actionnaires de Francorp dans le cadre de l'Offre Publique d'Echange qui avait fait l'objet d'un avis de la Société des Bourses Françaises n° 91-415 publié au Bulletin de la Cote Officielle du 05-02-1991.

S.H.M. détient désormais 65,5 % du capital de Francorp. Le nouveau groupe, qui représente une valeur économique de l'ordre de 1,6 milliard de francs, dont 0,3 milliard en titres cotés, dispose d'une trésorerie de plus de 500 MF qui lui permettra de poursuivre plus efficacement le rôle d'intervenant majeur dans les opérations de capital-développement sur lesquelles il entend centrer l'essentiel de son activité. A l'issue de cette opération, les principaux actionnaires sont, notamment :

Paris Orléans (Groupe Rothschild) : 43,3 %  
Le CIE Financière Edmond de Rothschild Banque : 6,2 %

La direction de la société a été élargie par l'adoption d'un Conseil de Surveillance et d'un Directoire présidés respectivement par M. Bernard Esambert, Président de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, et M. David de Rothschild, Président de Rothschild & Cie Banque et de Francorp.

L'Assemblée, qui se prononcera par ailleurs sur les comptes de l'exercice, a approuvé la distribution d'un dividende de 6 F assorti d'un avoir fiscal de 3 F qui sera versé le 4 juin prochain.

A.G.F. : chiffre d'affaires consolidé du 1<sup>er</sup> trimestre 1991 : +16,1 %

en millions de francs	1991	1990	Variation en %
A.G.F. VIE	4 362	3 811	19,7
A.G.F. IART	4 368	4 163	4,9
A.G.F. INTERNATIONAL	3 601	2 683	34,2
Autres sociétés	1 279	1 234	3,6
TOTAL au 31 mars	13 810	11 891	16,1

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe A.G.F. s'établit à 13,8 milliards de francs à la fin du premier trimestre 1991, en augmentation de 16,1 %. A structure constante, la progression est de 9,5 %.

La plus forte progression concerne le chiffre d'affaires d'A.G.F. International, en raison notamment des acquisitions de l'Escut (Belgique), ICI (Irlande), NEM (Grande-Bretagne) et Consorcio (Chili).

Par ailleurs, la progression du chiffre d'affaires d'A.G.F. Vie provient essentiellement du doublement des souscriptions au contrat « La Retraite A.G.F. ».



AGF assurances

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 23 MAI

« L'histoire des Halles de Paris, du chœur des Innocents à la Halle aux blés », 10 h 30, 8, rue de la Ferronnerie (Paris autotour).

« Trésors de la bibliophilie, des enluminures à Bonnard », 11 heures, Petit Palais (G. Marbeu-Caner).

« Les œuvres symbolistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, Musée d'Orsay, au pied de l'Éléphant.

« Le Musée Nissim de Camondo », 15 h 15, entrée, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

« Les salons de l'Hôtel de Ville, d'Edmond de Rothschild à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. C. Lanier).

« Hôtels et jardins », rue Saint-Jacques, 14 h 30, RER Port-Royal (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. Poty).

« Le Sacro, ses amphis, son édifice », 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rojon-Kern).

« L'église Saint-Germain-des-Prés et son quartier, entre cours et jardins », 14 h 30, devant le portail de l'église (Arts et costars).

« Deux hôtels du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (G. Roman).

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Arts et histoire).

« Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul-le Marais (Lundec-Vieilles).

« Pascal et Manzoni, italiens dans les lignes néo-gothiques et futuristes », 14 h 30 et 18 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marbeu-Caner).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« La Seine et ses vieux ponts, les hauteurs de la Bastille », 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

« L'hôtel Suchet, de Bouffé (banque La Héris) », 15 heures, 16, rue de la Ville-Évêque (D. Bouchard).

« Mathématiques sacrées à la Sainte-Chapelle. La verrière des Initiés. Une approche symbolique de l'œuvre des maîtres de lumière », 15 heures, sortie métro Cité (F. Hauder).

« L'hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tournelle (M. G. Lebland).

« Camille Claudel au Musée Rodin », (limité à vingt-cinq personnes), 15 heures, entrée du musée, 77, rue de Varenne (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

## CONFÉRENCES

23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « Iconographie de Paris », par B. de Montgolfier (Musée Carnavalet).

Ministère de la recherche (salle Poincaré), 1, rue Descartes, 18 h 30 : « Sens et qualité de la vie », avec J.-F. Sbr (Droits de l'homme et solidarité) et Institut de formation à la méditation.

Centre Georges-Pompidou (Forum), 18 h 30 : « A propos de l'exposition E. Smith. Rôle et pouvoir du photographe », débat animé par C. Hudelot, avec J.E. Atwood.

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Picard), 18 h 30 : « Les livres de leur vie : rencontres avec André Comte-Sponville », par B. de Cessolles.

Cité universitaire, 19, boulevard Jourdan, 21 h 15 : « Une déraisonnable entreprise », par S. Lécadre (Séminaires psychanalytiques de Paris).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

## CRÉATION DE LA SICAV NOUVELLE EUROPE

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD annonce la création de la SICAV « NOUVELLE EUROPE », qui vient compléter une gamme d'OPCVM déjà très riche.

NOUVELLE EUROPE est destinée aux investisseurs institutionnels français et aux étrangers.

La SICAV a été créée le 26 avril 1991 avec deux partenaires : la banque allemande SAL OFFENHEIM, représentée par le baron Alfred von Oppenheim et M. Paul Porzelt, et la banque autrichienne GEBRÜDER GUTMANN, représentée par son président, docteur Helmut Froy.

Le capital de départ a été fixé à 100 millions de francs. NOUVELLE EUROPE permettra à la clientèle institutionnelle de diversifier ses investissements sur les marchés boursiers européens qui offriront les meilleures opportunités dans le cadre de la création du marché unique en 1992 et de l'ouverture des pays de l'Europe centrale.

L'équipe de LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD, qui a réalisé avec succès de nombreuses privatisations en Europe, sera associée à la gestion de cette SICAV en la personne de M. Daniela da Prato. La gestion de NOUVELLE EUROPE sera confiée à M. Claire Rodrigue et l'ouverture au public prévue le 17 juin.

Cette création a été encouragée par les performances de la gestion institutionnelle de LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD et par l'attribution de deux corbeilles « Mieux vivre » en quatre ans.

Source microprint au 28-3-1991 (sur cinq ans)

SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE	2 <sup>er</sup> sur 58 SICAV
SAINT-HONORÉ PME	4 <sup>er</sup> sur 58 SICAV
SAINT-HONORÉ PACIFIQUE	5 <sup>er</sup> sur 13 SICAV
CROISSANCE PRESTIGE	22 <sup>er</sup> sur 58 SICAV

Pour tous renseignements :

M. Claire Rodrigue : Tél. : 40-17-23-46/Fax : 40-17-24-27.  
M. François des Robert : Tél. : 40-17-24-47/Fax : 40-17-24-27.

صلى الله عليه وسلم



صكحات الامم

CULTURE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 23 mai 1991 35



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

LE SOIR

De Standaard

EL PAIS

Süddeutsche Zeitung

CORRIERE DELLA SERA

## Une nouvelle dimension pour votre talent !



EUTELSAT est l'organisation intergouvernementale mise en place par les administrations de télécommunications de différents pays européens afin de construire, d'exploiter et d'entretenir le secteur spatial du système européen de télécommunications par satellite.

Les activités d'EUTELSAT connaissent une expansion rapide avec la préparation de nouveaux projets de satellites tels que le futur système paneuropéen de radiodiffusion directe par satellite (Europasat) et de la prochaine génération de satellites (Eutelsat III).

### Ingénieurs Télécommunications et Espace

Les domaines de compétence dans lesquels nous recrutons des ingénieurs diplômés sont les suivants :

#### Satellite :

- Réalisation des programmes
- Ingénierie des systèmes
- Antenne
- Récepteur
- Système électrique
- Antenne de mission
- Commande d'antenne
- Structure et système mécanique
- Régulation thermique
- Configuration et essais des composants
- Développement logiciel et tests
- Contrôle, exploitation des satellites, opération au centre de contrôle et au sol

#### Installations au sol :

- Gestion de projet, des approvisionnements, des équipements de télécommunication, des données, des informations, des communications, des transmissions, des applications, etc.
- Mesure de la puissance
- Gestion de l'énergie

#### Télécommunications :

- Systèmes de télécommunications par satellite
- Accès aux réseaux
- Publication de l'information et des données
- Exploitation des systèmes (MPLS, VSAT, etc.)

- Contrôle de réseau
- Surveillance des réseaux TV

#### Commercial, Administratif et Financier :

- Plusieurs postes sont également à pourvoir dans les domaines : commercial, administratif et financier de la gestion.
- Responsable du développement des services
- Chef de service commercial
- Chef de service administratif
- Chef de service financier
- Chef de service technique

Vous avez une expérience, une formation, une maîtrise de l'anglais et du français, une connaissance de la culture européenne, nous vous proposons de rejoindre notre équipe.

Tous ces postes sont basés à Paris, mais il est envisageable d'accepter d'être déployé.

Notre statut d'organisation intergouvernementale nous permet de recruter des ingénieurs au niveau mondial, nous pourrions offrir une rémunération compétitive.

Rejoignez notre équipe internationale, rejoignez notre équipe européenne, rejoignez notre équipe mondiale. Nous sommes à la recherche de talents, de passionnés, de personnes qui veulent relever des défis. Rejoignez notre équipe, rejoignez notre équipe, rejoignez notre équipe.

EUTELSAT

## Directeur du département Services aux pétroliers

PARIS - LONDRES ou HOUSTON

Nous sommes un Groupe Multinational spécialisé dans différents modes de transport. Nous souhaitons renforcer et développer les services que nous apportons au secteur Pétrolier. Nous cherchons un Ingénieur d'Affaires, avec à son actif, une expérience réussie de la vente de services au secteur Pétrolier. Votre mission essentielle : faire l'audit des services déjà offerts, en élargir la gamme, proposer les investissements nécessaires pour mieux répondre aux besoins de nos clients et développer notre clientèle.

Basé à Paris, Londres ou Houston, vous vous adresserez aux décideurs de cette industrie, tout en ayant en parallèle, en Afrique en particulier, suivre les applications. Vous avez 10 années d'expérience acquises dans une société de service du secteur Pétrolier (comme Ingénieur d'Affaires, Chef de Projet ou Responsable de Zone, par exemple), vous maîtrisez l'Anglais et le Français. Vous êtes rompu à la négociation et connaissez déjà les décideurs de l'industrie pétrolière.

Nous discuterons ensemble de votre localisation. Le poste est à la fois attractif et évolutif. Merci de contacter immédiatement notre conseil en lui adressant votre dossier de candidature, sous réf. VD/2M-INFRAPLAN 83 boulevard Raspail 75006 PARIS ou en téléphonant au 45 48 14 50. (Cette annonce paraît également dans NRC HANDELSBLAD et THE INDEPENDENT).

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

## Sales Manager South Europe

and Marketing Management

We are a worldwide organization, truly international, with a strong market in Europe. Within Southern Europe you will be responsible for increasing our sales of parts, guaranteeing optimum supply to our local dealers and stores, implementing complementary programs to maintain our competitive position, providing training in inventory management, parts merchandising and retail techniques.

You will assist our partners in maintaining service parts support. You will be the link between the field and our Marketing and Finance Services.

We are looking for a successful salesman, skilled negotiator, used to managing a distributor network. Over 30, you must be fluent in English and Spanish, ready to improve your French or Italian if necessary. Your experience with public works and agricultural equipment sectors, or a related field, is a real "plus".

The job is located in Madrid or Paris. This search will be conducted with absolute confidentiality. Please send your application to our consultant, in Barcelona or in Paris, under reference VC/2M : INFRAPLAN - Paseo de Gracia 8-10 - 08007 BARCELONA (19.343) 318.36.88 or INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 PARIS (1) 45.48.14.50.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Le Monde

de l'

International

AUJOURD'HUI LIBREVILLE,  
DEMAIN NEW YORK, TOKYO OU SINGAPOUR ?

## MANAGER AUDIT

UNE STRATEGIE MONDIALE POUR VOTRE CARRIERE

Membre de l'un des plus grands et prestigieux réseaux internationaux d'audit, nous avons depuis de nombreuses années une position très forte en Afrique. Notre développement continu nous amène à recruter un **manager audit**. Des relations au plus haut niveau (Ministères, Direction Générale de grandes sociétés...), des missions passionnantes par leur diversité et leur contexte humain vous apporteront la satisfaction immédiate nécessaire à l'épanouissement d'un bon professionnel. Mais votre réussite sera aussi le moyen d'être reconnu dans notre organisation

internationale, dans notre environnement et d'y faire une brillante carrière. De nombreux succès passés peuvent en témoigner. Si vous souhaitez élargir votre horizon professionnel, évoluer, et possédez 6 à 8 ans d'expérience en audit comptable, envoyez ou télécopiez votre CV à notre Conseil sous la référence E240M. Une bonne maîtrise de l'anglais est bien sûr nécessaire. La rémunération, très attractive, est assortie d'avantages en nature (logement, etc...). La plus totale discrétion vous est assurée. Nos collaborateurs sont informés de cette annonce.

nervet pont  
conseil

15 rue Cardinet 75017 PARIS - Fax 47 64 94 58

### SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DES EUROCITÉS

Il/elle établira le secrétariat du Mouvement Eurocités au sein des bureaux du C.C.R.E. à Bruxelles. Il/elle rédigera des rapports et notes de synthèse sur les affaires européennes, préparera les réunions et conférences, coordonnera la coopération technique entre les villes, établira et poursuivra des contacts avec les organisations européennes.

Les candidats pourront au minimum faire valoir 2 ans d'expérience professionnelle au sein de l'administration d'une ville et/ou d'une organisation européenne, qui complète une formation universitaire de 2<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup> cycle approprié.

Parlant couramment l'anglais et le français, ils seront capables de rédiger clairement dans ces deux langues et auront également une bonne connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

La nomination se fera pour un contrat de 3 ans avec un salaire annuel brut de 30 000 ECU.

Un CV complet, la liste des publications et le nom de trois références sont à adresser pour le 10-06-1991 au plus tard à :

Conseil des Communes et Régions d'Europe  
41, quai d'Orsay, F - 75007 PARIS

### UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Notre faculté des lettres met au concours un poste à temps partiel (11/3) de

Professeur associé en didactique des lettres.

Titre exigé : doctorat de lettres, diplôme d'état, habilitation ou titre équivalent. Étude en fonction : à convenir.

Les candidatures, avec curriculum vitae et liste des publications (en 2 exemplaires), doivent parvenir jusqu'au 18 juin au Doyen de la Faculté des lettres, BP 55, CH-1015 Lausanne.

Tél. (09) 41 21 882-46-04 ou 682-46-06.

Assoc. spécialisée en santé recherche pour projets dans le domaine de l'environnement.

MÉDECINE DE SANTÉ PUBLIQUE GESTIONNAIRES ÉCONOMISTES

Exp. de terrain scientifique.

Adress. CV à : M. B. S. St-Sébastien, 75011 Paris

### DEMANDES D'EMPLOIS

Femme quarantaine COMPTABLE B (connaissances micro-informatique), recherche poste à contrat durée déterminée (juin/juillet) sur Paris et/ou proche banlieue, ouest. Écrire sous le 6084.

LE MONDE PUBLICITÉ 15, rue de Montesson, 75008 Paris, qui transmet.

Aggrégative de lettres modernes, éc. italienne, dipl. école du Louvre, cherche poste enseignant pour rentrée 1991. Paris, proche banlieue. T. 43-36-45-11.

Jeune fille allemande (bachelier), qui parle français et très bien l'anglais, cherche travail (logé) à Paris ou dans le sud de la France (pour 1 an).

Valérie Weiss, Mesureur, 210-4020 Mesures, 8, St-Sébastien, 75011 Paris.

Tél. : 0049/2058/70271.

### Bijoux

#### BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable offre : 4 des plus belles pierres précieuses, 12 carats, 12 carats, 12 carats, 12 carats.

ACHATS ÉCHANGE BIJOUX, 37 av., Victor-Hugo, 75015 Paris.

#### PERRON OPERA

angle bd des Italiens 4, chausseée d'Antin

ACHATS ÉCHANGE BIJOUX, 37 av., Victor-Hugo, 75015 Paris.

#### Bibliophilie

A vendre Dictionnaires FURETIÈRE, éd. Sirey, reliés cuir, réimpression de l'éd. 1950, numérotés 43-36-45-11.

### Cours

Gymnastique à domicile par prof. diplômé d'Etat de culture physique. Bonne expérience. Travail sérieux. Tél. 42-35-04-53 le matin 8 h-13 heures.

Exp.-compt. mémorial, rech. école pour donner cours Droit-Compt. 42-83-49-27.

#### Jeune fille au pair

Famille franco-allemande, bord de mer, ch. J.F. au sud de l'Als. N. et A. Leude, 21080 Neuf, Fribourg, T. : 358 2061263.

### Ventes

Vente de charte de l'Association St-Vincent, groupe polonais, au profit des familles et des personnes âgées en Pologne du 25 mai au 27 mai 1991 de 10 h à 18 h.

18, rue Claude-Lorrain, Paris 10<sup>e</sup>, fond de cour. Miroir Esakians.

Accessoires vos dons les jours de 14 h à 18 h. Venez nombreux.

#### Tableaux

VENDS TABLEAU KEES VAN DONGEN AVEC EXPERTISE.

67-86-52 23 06 07-86-52 02 (dim.)

### Vacances

#### Tourisme

##### Loisirs

PREJUS « Legion bleu », piscine 1 000 m<sup>2</sup>, ténis, ping-pong, piscine, 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>.

Revs. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT, G.B.

18-44-71-703-4178.

Driscoll House Hotel, 200 chambres indiv., 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>, 1300 m<sup>2</sup>.

Revs. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT, G.B.

18-44-71-703-4178.





صكنا من الاجل

BILIERE

REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			54 m², 5 <sup>e</sup> étage			90 m², 4 <sup>e</sup> étage		
4 PIÈCES			51, avenue Bugeaud			COURBEVOIE		
81 m², 1 <sup>e</sup> étage			AGIFRANCE - 49-03-43-01			12, place des Dardennes		
24, rue Cambon			Honoraires de location			SAGGEL - 47-78-15-85		
SAGGEL - 47-42-44-44			+ 789			Frais de commission		
Commission d'agence			4 422			2 919		
3 880			<b>3 PIÈCES</b>			STUDIO		
85-87, avenue des Champs-Élysées			19, rue Raymond			34 m², 1 <sup>e</sup> étage		
AGF - 49-24-45-45			SAGGEL - 47-42-44-44			parking		
Frais de commission			Commission d'agence			2 077		
2 761			6 995			<b>PIÈCES</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			72 m² + balcon		
3 PIÈCES			4 PIÈCES			4 <sup>e</sup> étage		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			141 m², 3 <sup>e</sup> étage			parking		
2, square Trudaine			9, rue des Dardennes			3 PIÈCES		
GCI - 40-16-28-71			GCI - 40-16-28-71			70 m²,		
+ 9 000			+ 2 359			rez-de-chaussée		
+ 2 025			<b>STUDIO</b>			parking		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			28 m², 2 <sup>e</sup> étage			Frais de commission		
STUDIO MEUBLÉ			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES		
20 m², sur jardin			STUDIO			104 m²,		
HOME PLAZZA NATION			30 m², 3 <sup>e</sup> étage			1 <sup>e</sup> étage		
HOME PLAZZA 40-08-40-00			poss. parking			Frais de commission		
+ 825			15-17, quai de l'Olse			3 PIÈCES		
2 PIÈCES MEUBLÉ			CIGIMO - 48-00-89-89			78 m²,		
50 m² sur jardin			Honoraires de location			2 <sup>e</sup> étage		
HOME PLAZZA 40-21-22-23			+ 400			parking		
+ 1 275			2 430			Frais de commission		
3 PIÈCES			5 PIÈCES			8 200		
64 m², 4 <sup>e</sup> étage			74-84, rue Petit			+ 1 433		
SAGGEL - 47-42-44-44			AGF - 49-24-45-45			2 <sup>e</sup> étage		
Commission d'agence			+ 1 955			parking		
4 058			<b>78 - YVELINES</b>			2 PIÈCES		
5 PIÈCES			STUDIO			32 m², 2 <sup>e</sup> ét.		
103 m², 1 <sup>e</sup> étage			ST-GERMAIN-EN-LAYE			parking		
Commission d'agence			40, quater, rue des Ursulines			3 PIÈCES		
5 337			AGF - 49-24-45-45			83 m²,		
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Frais de commission			3 <sup>e</sup> étage		
5 PIÈCES			2 092			Frais de commission		
100 m², 2 <sup>e</sup> étage			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			2 421		
8, boulevard de Reully			2 PIÈCES			STUDIO		
CIGIMO - 48-00-89-89			62 m², 1 <sup>e</sup> étage			56 m², 6 <sup>e</sup> ét.		
Honoraires de location			parking			parking en supp.		
5 742			17, rue du Général-Lacour			+ 889		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			AGF - 49-24-45-45			+ 982		
2 PIÈCES			Frais de commission			3 226		
57 m², 2 <sup>e</sup> étage			3 436			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
parking			BOIS-COLOMBES			3 PIÈCES		
SAGGEL - 47-42-44-44			62 m², 1 <sup>e</sup> étage			158, rue de Paris		
Commission d'agence			parking			LOC INTER - 47-45-15-84		
+ 832			3 PIÈCES			+ 857		
50 m² sur jardin			69,50 m², 3 <sup>e</sup> étage			5 PIÈCES		
HOME PLAZZA 40-21-22-23			balcon, immeuble neuf			111 m², 6 <sup>e</sup> ét.		
+ 1 275			2 parkings			parking		
3 PIÈCES			BOULOGNE			SAGGEL - 47-42-44-44		
7-9, rue Pichon			33-37, rue Pasteur			Frais de commission		
SAGGEL - 47-42-44-44			SOLVÉG - 40-67-06-99			6 266		
Commission d'agence			Frais de commission			4 PIÈCES		
4 058			6 781			87 m², 1 <sup>e</sup> ét.		
5 PIÈCES			BOULOGNE			parking		
145 m², 4 <sup>e</sup> étage			33-37, rue Pasteur			7 941		
duplex, terrasse,			SOLVÉG - 40-67-06-99			+ 1 068		
immeuble neuf,			Frais de commission			6 356		
2 parkings			16 150			4 PIÈCES		
3 PIÈCES			BOULOGNE			86 m², 3 <sup>e</sup> ét.		
82 m², 3 <sup>e</sup> étage			197, rue Gallieni			SAINT-MANDÉ		
LOC INTER - 47-45-15-84			LOC INTER - 47-45-15-84			7, rue Feytaud		
+ 850			+ 850			LOC INTER - 47-45-15-71		
4 PIÈCES			BOULOGNE			3 PIÈCES		
104 m², 5 <sup>e</sup> étage			4, rue Nungesser-et-Coli			71 m², 5 <sup>e</sup> ét.		
parking			AGIFRANCE - 49-03-43-01			SAINT-MANDÉ		
+ 1 995			Honoraires de location			LOC INTER - 47-45-15-71		
6 114			BOULOGNE			2 PIÈCES		
STUDIO			9, boulevard d'Autzail			52 m², 2 <sup>e</sup> ét.		
62 m²,			AGIFRANCE - 49-03-43-01			+ 4 879		
rez-de-chaussée			Honoraires de location			+ 591		
3 102			COURBEVOIE					
5 PIÈCES			108 m², 1 <sup>e</sup> étage					
12 067			+ 1 787					
3 PIÈCES			SAGGEL - 47-78-15-85					
90 m², 3 <sup>e</sup> étage			Frais de commission					
parking			9 450					

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 699 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX  
GESTION  
AGF  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
GÉNÉRALES  
DE FRANCE

CIGIMO  
GROUPE GTF

RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA

INTER

GENERALI

SAGGEL VENTILÉ  
GROUPE UAP

SOLVEG  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

## MARCHÉS FINANCIERS

Afin de sensibiliser les collégiens aux filières techniques

## Le patronat de la métallurgie lance une campagne en faveur de l'industrie

«Après tout, un jeune sur trois sans qualification, est-ce bien important ?» Oui, l'industrie française agit. Tel est l'un des deux slogans de la nouvelle campagne d'affichage lancée, jeudi 23 mai, par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Le second axe de cette campagne, déclinée sur deux mille quatre cents doubles panneaux disséminés dans toute la France, interpelle de la même façon sur le thème : «Rester une grande puissance économique, est-ce bien utile ?»

Cette campagne sera relayée, à la rentrée, par une série de spots télévisés. Elle constitue la première étape d'une «opération de très longue haleine» de l'UIMM - sur cinq ans - en vue de sensibiliser les collégiens aux filières techniques. Soucieuse de lutter contre les pénuries de main-d'œuvre qualifiée qui frappe ces filières, l'UIMM entend

s'appuyer directement sur des jeunes en sortie de collège et essayer de les attirer vers ces métiers dont «l'image est toujours brouillée et dévalorisée», explique M. Dominié de Calan, directeur de la formation de l'UIMM.

Sur le terrain, cette opération consistera, selon M. de Calan, à faire «raconter par les jeunes une histoire de ces métiers» concoctée par des classes ou des élèves déjà mis au contact d'entreprises locales. A l'occasion d'une convention nationale, baptisée «Bravo l'industriel», organisée le 19 septembre à la Grande Arche de la Défense, sous le patronage de M. François Mitterrand, des exemples de ces «collaborations-pilotes» seront présentés pour essayer de convaincre quatre cents chefs d'entreprise dans toute la France de travailler avec des élèves.

Les autorités espagnoles devant donner leur feu vert

## Les AGF entrent dans le capital de Banesto

Le développement international du groupe public Assurances générales de France (AGF) se poursuit à marche forcée. Après avoir acquis deux sociétés d'assurances en Pologne, les AGF s'approprient à conclure un accord de prise de participations croisées, en Espagne, avec le Banco central de credito (Banesto). Les AGF prendraient entre 1,5 % et 2 % dans le capital de Banesto et près de 4 % dans celui de la Corporación Banesto, un holding qui regroupe les partici-

pations non bancaires (industrie et assurance) du groupe. En échange, Banesto achèterait sur le marché 1 % du capital des AGF.

Cet accord sera ensuite complété par la création d'une société d'assurance-vie détenue à parité par les deux groupes pour distribuer des produits d'assurance-vie à travers les deux mille guichets de la banque espagnole. Les autorités de tutelle espagnole devraient donner leur feu vert vendredi 24 mai.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)

7 mai 1991

Total actif	847 992
dont :	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 540
Escomptes	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 968
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	34 435
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	855
Effets privés	110 082
Effets en cours de recouvrement	36 787

Total passif	847 992
dont :	
Billets en circulation	256 798
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	60 248
Comptes courants du Trésor public	28 896
Reprises de liquidités	10 973
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 821
Escomptes à l'étranger au Fonds européen de coopération monétaire	56 059
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	192 056

Taux des opérations	
Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pénalités de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Une concurrence accrue sur un marché morose

## Fiat enregistre une baisse de 51 % de ses bénéfices en 1990

La concurrence exacerbée dans une conjoncture économique morose, amplifiée par le conflit dans le Golfe, ont eu un impact négatif sur les résultats du groupe Fiat pour l'exercice 1990. Si la firme reste bénéficiaire, son résultat net consolidé (1 613 milliard de francs, soit 7,2 milliards de francs) régresse de 51 % par rapport à l'année précédente. En revanche, les résultats de la maison-mère augmentent de 17 % : ils s'élèvent à 1 417 milliard de francs (6,3 milliards de francs). Une différence due au fait que les bénéfices de la maison-mère incorporent les dividendes des filiales perçues au titre de l'exercice record de 1989. Conséquence : le dividende versé reste inchangé par rapport à 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1990 s'est élevé à 57 209 milliards de francs (256 milliards de francs), un montant légèrement supérieur aux anticipations de janvier dernier et en hausse de 10 % sur 1989.

Avec un chiffre d'affaires de 27 675 milliards de francs (124 milliards de francs), l'automobile représente toujours plus de la moitié des activités industrielles du groupe mais elle accuse un recul de 2,6 % par rapport à 1989. Les véhicules industriels (IVECO) accusent aussi un recul (4,7 %) avec un chiffre d'affaires de 7 773 milliards de francs (35 milliards de francs) en 1990, tout comme les tracteurs et engins de travaux publics (FIAT-Agrar), en repli de 1,2 % avec un chiffre d'affaires de 2 577 milliards de francs (11,5 milliards de francs) l'an dernier. Le groupe employait à la fin de 1990 286 294 salariés, contre 303 238 fin 1989.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PAREUROPE

Société d'investissement à Capital Variable

Les actionnaires de la Sicav PAREUROPE sont informés que le Conseil d'Administration du 16 mai 1991 a décidé d'aménager la dégressivité des frais de souscription, qui s'élèveront désormais à 4,50 % maximum, et se décomposent en :

- droits acquis à la Sicav : 0,50 % (pour les souscriptions en numéraire),
- commission rétrocedée à des tiers : 4 % négociables entre l'émetteur et le souscripteur en fonction du montant de la souscription.

Ces nouvelles conditions s'appliqueront à compter du 21 mai 1991.

Les actionnaires qui seraient en désaccord avec cette mesure disposeront d'un délai de trois mois, à partir du 21 mai 1991 pour faire procéder, sans frais, au rachat de leurs actions.

## NEW-YORK, 21 mai ↑

## L'avance continue

Pour la deuxième journée consécutive, la tendance s'est un peu raffermie mercredi à la Bourse de Wall Street. Malgré quelques hauts et surtout des ventes bénéficiaires favorisées par des rumeurs de résultats très décevants pour IBM, l'indice Dow Jones des industriels a réussi à repasser la barre des 2 900 points. A la clôture, il s'élevait à la cote 2 908,08 avec un modeste gain de 13,86 points (+ 0,48 %).

Cette fois, le bilan général a été comparable à ce résultat. Sur 2 056 valeurs traitées, 980 ont progressé, 582 ont baissé et 494 n'ont pas varié.

C'est finalement «Big Blue» lui-même qui a calmé les opérations. Le numéro mondial de l'informatique a fait savoir qu'il n'avait fait aucune estimation sur ses résultats pour le deuxième semestre et ne disposait d'aucun détail nouveau sur le marché de ses affaires. Cette mise au point a, pour l'instant, suffi à calmer les appréhensions.

Très calme la veille, l'activité a très sensiblement augmenté et 186,8 millions de titres ont été changés de mains, contre 109,51 millions lundi.

VALEURS	Cours de 20 mai	Cours de 21 mai
Alcoa	66 1/2	67 5/8
AT&T	38 1/2	39 1/8
Chrysler	48 1/8	48 1/8
Chrysler Bank	17 3/4	18 1/8
Du Pont de Nemours	41 1/2	41 1/8
General Electric	59 1/4	59 3/8
General Motors	38 1/4	38 3/8
IBM	21 3/4	21 3/4
ITT	103 1/4	101 1/4
Johnson & Johnson	58 3/8	58 3/8
Kimberly-Clark	41 1/4	41 3/8
3M	56 1/2	56 3/8
Schlumberger	62 5/8	62 1/2
Union Carbide	143 1/2	141 3/8
Westinghouse	27 1/4	28 3/8
Xerox Corp.	53 7/8	55 3/4

## LONDRES, 21 mai ↑

## Poursuite de la hausse

Les valeurs ont terminé la séance de mardi en hausse au Stock Exchange. Après avoir fluctué dans une marge étroite entre un gain de 5 et de 14 points, l'indice Footsie des grandes valeurs a finalement gagné 16,1 points, soit 0,8 % à 2 482,7. Le volume des échanges a atteint 422,6 millions de titres contre 322,2 millions lundi.

Cette progression s'est effectuée sur un marché calme, soutenu par des espoirs de baisse des taux d'intérêt et l'ouverture de la Foire de Wall Street. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les assurances et les brasseries ont progressé. Avec tensions des pétroliers : Enterprise Oil et British Petroleum ont gagné quelque chose à la suite de recommandations favorables des courtiers S.G. Warburg, tandis que Shell Transport and Trading a fléchi.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Sony : bénéfice supérieur aux prévisions. - Le groupe japonais a annoncé des résultats très satisfaisants pour le premier trimestre de l'exercice 1991. Le chiffre d'affaires a augmenté de 13,7 % sur le précédent. Ce résultat est supérieur aux prévisions du groupe, qui avait tablé sur une progression de 10 %.

□ Midland Bank renonce à vendre Thomas Cook. - La banque britannique Midland vient d'annoncer, mardi 21 mai, qu'elle renonce à vendre Thomas Cook, qui, avec 1 300 agences de voyages dans 140 pays, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 370 millions de livres (3,7 milliards de francs environ) et un bénéfice de 28 millions de livres. En janvier dernier, Midland avait laissé entendre qu'elle s'en désistait si elle recevait une offre intéressante, et American Express s'était dit intéressé.

□ La Banque Pallas prend le contrôle de Blisson Bonasse. - La Banque Pallas France a conclu avec la Société marseillaise de crédit un accord par lequel elle prend le contrôle de la société de Bourse Blisson Bonasse à Marseille. Cette acquisition a pour but de «développer un pôle de gestion de patrimoine implanté dans toutes les grandes villes françaises», selon Pallas. Blisson Bonasse à Marseille complète l'ensemble contrôlé par la Banque Pallas France : Nouvelles et Richard Finance à Paris, Poitiers, Marseille et Lyon, Palladium Finance à Bordeaux et Toulouse, Gifso Investissement à Strasbourg.

□ Crédit foncier : 689 millions de francs de bénéfice net consolidé. - Le Crédit foncier de France a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 698 millions de francs. Le produit net bancaire

## PARIS, 21 mai ↑

## Nouvelle avance

Pour la quatrième séance consécutive la tendance s'est un peu raffermie mercredi à la Bourse de Paris. Amorcée dès l'ouverture matinale (+ 0,26 %), la progression de la hausse s'est poursuivie durant presque toute la journée en s'accroissant lentement. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,50 %. Quelques heures plus tard, il s'inscrivait à 0,58 % au-dessus de son niveau précédent. Rien au demeurant ne poussait vraiment le marché à monter. Le fin du mois boursier est proche. La liquidation générale aura lieu jeudi 23 mai. Dans l'immédiat, elle est encore gagnante de quelque 4,3 %, ce qui pour la quatrième fois consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis l'été de 1988.

Au moins deux bonnes raisons, qui auraient dû inciter les opérateurs à prendre leurs bénéfices dans le climat d'incertitude économique qui règne actuellement. De plus en plus, en effet, les prévisions s'accroissent à dire que la reprise de l'expansion tant attendue se produira, au mieux, durant le second semestre, mais qu'elle sera molle. Beaucoup même ne l'escomptent pas avant l'année prochaine. Ce qui relègue à la corbeille les scénarios optimistes.

Autre bonne raison d'agir avec prudence : le discours de politique générale que le nouveau premier ministre devait prononcer dans l'après-midi de mercredi. Mais si M. Edith Cresson a déjà défilé le sujet devant les caméras de «7 sur 7», beaucoup l'attendent avec intérêt économique. En fait, l'optimisme soutenu manifesté par les boursiers s'appuie sur l'espoir d'un relèvement des taux d'intérêt. Selon les spécialistes, la fermeté du MATIF est un signe. De son côté, M. Bordenave, directeur des interventions de marché à la BNP, estime que la France va «encourager les dividendes de notre vertu, et nous allons croiser l'Allemagne en matière de taux. Autrement dit, une détente serait en vue, qui pourrait avoir lieu d'ici à l'été».

## TOKYO, 22 mai ↓

## Nouveau repli

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse mercredi et ce, pour la troisième fois consécutive. L'indice Nikkei a perdu 82,55 points, soit 0,32 % à 25 398,68. Le volume des transactions s'est sensiblement accru, passant de 280 millions de titres, mardi, à 350 millions.

La hausse sur bonnes affaires et une reprise technique avaient initialement dynamisé la tendance. Par la suite, le mouvement s'est inversé sous l'influence de rumeurs selon lesquelles les résultats des entreprises japonaises seraient encore plus mauvais que prévus.

VALEURS	Cours de 21 mai	Cours de 22 mai
Alia	1 110	1 100
Bélgar	1 050	1 020
Canon	1 450	1 440
Fujitsu	2 770	2 730
Hitachi	1 220	1 200
Hitachi Electric	1 820	1 810
Hitachi Heavy	742	732
San-Ei	5 820	5 720
Toshiba Motors	1 780	1 780

□ Sanyo : bénéfice supérieur aux prévisions. - Le groupe japonais a annoncé des résultats très satisfaisants pour le premier trimestre de l'exercice 1991. Le chiffre d'affaires a augmenté de 11,7 %, à 2,56 milliard de francs suisses. Le résultat opérationnel du groupe a augmenté de 20 %. Les bénéfices de commandes ont représenté 2,84 milliards de francs suisses l'an dernier, un montant pratiquement inchangé par rapport à 1989. Accord de constituer des provisions et réaliser des amortissements exceptionnels en raison des mesures de restructuration et de regroupement des lieux de production annoncées en avril dernier.

□ Solvay : un accord avec le pharmacien Upjohn. - Solvay, premier groupe chimique belge, spécialisé dans les produits chimiques, veut développer ses activités dans le secteur de la santé (actuellement 13 % de son chiffre d'affaires). Le président de son comité exécutif, le baron Daniel Janssen, a annoncé, mardi 21 mai à Bruxelles, un «accord stratégique» avec le groupe américain Upjohn, à la structure familiale lui aussi. Il s'agit de mettre en commun un réseau de représentants, déjà fort étoffé de part et d'autre, pour une meilleure commercialisation en Europe et aux Etats-Unis de la Fluvoxamine, un antidépresseur mis au point par Duphar, la filiale néerlandaise de Solvay, et le Xanax, un médicament contre l'anxiété qui rapporte déjà beaucoup d'argent à Upjohn aux Etats-Unis, mais n'occupe pour le moment en Europe que 10 % d'un marché décrit par le baron comme très prometteur. (Correspondent.)

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3689	3694	LCC	242	235
Arnold Assen	286	286	RIA	940	942
B.A.C.	155	155	Isanov	140	140
Bouy Villard	877	842	Isanov Hélière	880	830
Borain (Ly)	385	385	Isanov Hélière	100	100
Boussac (Ly)	211	1100	Isanov Hélière	282	281
CAI de Fr. (C.C.I.)	382	382	Isanov Hélière	90	87 50
Calsonic	641	640	Isanov Hélière	127	123 20
CEGE	170	170	Isanov Hélière	139	139
CEFL	285	284	Isanov Hélière	86	85 05
CLM	920	920	Isanov Hélière	335	348 40
Codator	256	257	Isanov Hélière	643	640
Conforama	850	850	Isanov Hélière	301	301
Cruces	244 50	235	Isanov Hélière	178	178
Dagblat	400	402	Isanov Hélière	99 70	99 70
Dalme	980	983	Isanov Hélière	452	448
Danach Worms Co.	398	398	Isanov Hélière	130	115
Danach Worms Co.	281	280	Isanov Hélière	257 80	257 80
Danach Worms Co.	1120	1120	Isanov Hélière	287	285
Danach Worms Co.	382	382	Isanov Hélière	280	275
Danach Worms Co.	140	140	Isanov Hélière	225	219
Danach Worms Co.	240	230 40	Isanov Hélière	88	88
Danach Worms Co.	331	333	Isanov Hélière	782	778
Danach Worms Co.	128 80	128 80			
Danach Worms Co.	128	125			
Danach Worms Co.	290	290			
Danach Worms Co.	420	420			
Danach Worms Co.	218	218			
Danach Worms Co.	738	721			
Danach Worms Co.	959	947			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 mai 1991

Nombre de contrats : 66 645

COURS	Sept. 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,42	106,46	106,70
Précédent	106,40	106,40	106,46

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente



## MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 MAI

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel										Règlement mensuel										
Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
3650	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
905	CALE 3%	4080	4119	4086	+0,25	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
905	BAP. T.P.	905	915	915	0	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	
915	Co Lys. T.P.	1300	1300	1280	-0,77	216	Opt. Empr.	203	202	202	0	1550	Scaptec Plac.	1470	1468	1475	+0,34	48	Echo Bay	48 55
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185	Beckwith	185 40
1570	Thomson T.P.	1617	1617	1571	-2,84	1194	Comp. S.A.	135	135	135	0	1570	S.E.R.	1570	1569	1574	+0,32	185		

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
07 55 21 82 - fax 07 56 46 3

## CARNET DU Monde

## Adoptions

- Luc FERRY  
et  
Dominique MEUNIER-FERRY  
ont la joie d'annoncer l'arrivée chez eux de

Gabrielle,

née le 8 février 1991, à Bogota.  
6, rue du Puits-de-l'Ermitte,  
75003 Paris.

## Décès

- M<sup>me</sup> Guy BAGUENIER,  
née Jeanne ROUX,  
ancienne élève  
de l'Ecole normale supérieure  
de jeunes filles,  
directrice honoraire  
du lycée Edgar-Quinet.

nous a quittés le 26 avril 1991.

Nous sommes nombreux à avoir  
apprécié l'énergie et le dévouement  
qu'elle mit au service de l'enseignement.  
Souvenons-nous d'elle.

- M<sup>me</sup> Aimé Bengui,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Mothe  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain Bengui  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bengui  
et leurs enfants.  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Aimé BENGUI,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
Légion of Merit (USA).

survenu, le 20 mai 1991, dans sa  
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
23 mai, à 16 heures, au cimetière de  
Saint-Thibault-des-Vignes (Lagny,  
Seine-et-Marne).

96, avenue Kléber,  
75116 Paris.

- Salon-de-Provence.

M<sup>me</sup> Henri Bouissou,  
son épouse,  
Pascal, Pierre, Jean et Valérie,  
ses enfants,  
Olivier Kennel,  
son gendre,  
Ses petits-enfants,  
Les familles Desvoves, Berkloff,  
Bouc, Dodos,  
Parents et alliés,  
ont la grande douleur de faire part du  
décès de

M. Henri BOUISSOU,  
professeur agrégé à l'Ecole de l'air,  
ancien élève  
de l'Ecole normale supérieure,  
commandeur des Palmes académiques,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
chevalier de la Légion d'honneur.

survenu subitement le 15 mai 1991  
dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le  
18 mai, à Salon-de-Provence ; l'inhumation a suivi à Plassan (Hérault).

- Nefissa Boumaiza,  
Zoulikha Boumaiza,  
Boubakeur S. Boumaiza,  
Adra Boumaiza,  
Mahmoud Larfaoui,  
Les familles Boumaiza, Larfaoui,  
Beloucif,  
Les parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

Abdelhamid BOUMAZZA,  
chevalier de la Légion d'honneur.

leur épouse, père et beau-frère,  
qui s'est éteint le 16 mai 1991 dans sa  
quatre-vingt-unième année.

Les obsèques seront célébrées au  
cimetière familial Boumaiza, en  
Algérie.

81, rue du Faubourg-Saint-Jacques,  
75014 Paris.

- M. Siméon Colin,  
son épouse,  
Véronique, Marie et Pierre-Louis,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> de Chaunac,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Demarzi  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Guy Fourré  
et leurs enfants,  
Les familles Colin, Baclet, Martin,  
Fron, de Chaunac et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Béatrice COLIN,  
née Martine Demarzi,

survenu le 20 mai 1991.

- Paris. Toulon. Draveil. Ermont.  
Conflans-Sainte-Honorine.

Les familles Gachet, Sellam, Lopes,  
Clément,  
Parents et alliés,  
veulent honorer la mémoire de

M<sup>me</sup> veuve Marcel GACHET,  
née Madeleine Gaudry,

enlevée à l'affection des siens le  
17 avril 1991, à Toulon.

Isabelle Madeleine Sellam-Schmit,  
parc du Château,  
17, allée des Charmes,  
91210 Draveil.

- Patrick et Delphine,  
Aliénor, Elisa et Noémie,  
Ses sœurs,  
Ses amis,  
La famille,  
saluent avec une profonde tristesse la  
mémoire de

Colette LACROIX,  
« Coco » pour tous,  
journaliste, conteuse,  
ferme de l'ère.

partie le 7 mai 1991 dans sa soixante-  
deuxième année.  
Elle repose au cimetière de Mialot  
(Gard).

- Anancy-le-Vieux. Avignon. Greno-  
ble. Quenza.

M. Michel Liber,  
Claire et Jean  
et leurs enfants,  
Annie,  
M<sup>me</sup> Paule Pietri,  
sa sœur,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Renée LIBER,

survenu le 19 juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Anna Merchin,  
Charles Merchin,  
David et Clara Merchin,  
La société Albard,  
Ses collaborateurs et amis,  
ont le regret et la douleur de faire part  
du décès de

M. Benjamin MERCHIN,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'Ordre national du Mérite,  
président fondateur  
de la société Albard,

survenu dans sa soixante-dix-huitième  
année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
jeudi 23 mai 1991, à 16 heures, au  
cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

40, boulevard Victor-Hugo,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

CARNET DU MONDE  
Renseignements :  
40-65-29-94

- Le président et les membres du  
conseil d'administration de l'A.B.N.G.,  
Association Marguerite F. Hérold  
pour la protection de l'enfance inadap-  
tée,  
ont le regret de faire part du décès de  
leur collègue

M. Charles MONIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,

survenu le 17 mai 1991.

- Le commissaire général de la  
marine (c.r.),  
Michel Paraiso,  
son épouse,  
Le commissaire général de la marine  
(c.r.) et M<sup>me</sup> Bernard Adam,  
Le contrôleur général des armées (c.r.)  
et M<sup>me</sup> Jean Brocard,

Le commissaire général de la marine  
(c.r.) et M<sup>me</sup> Bernard Motin,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Claude Neuvigès,  
ses sœurs et beaux-frères  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Lœuffler,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ses cousins,  
Les familles Lœuffler, Paraiso, Bou-  
vard, Mare, Aussolat et Crolard,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Michel PARAISSO,  
née Marie-Thérèse Lœuffler,

survenu le 19 mai 1991, à Saint-  
Mandé.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
vendredi 24 mai, à 16 heures, en  
l'église de Monthon-Saint-Bernard  
(Haute-Savoie), suivie de l'inhumation  
dans le caveau de famille.

Une messe sera dite à son intention  
le vendredi 21 mai, à 10 heures, en  
l'église Saint-Thomas-d'Aquin, sa  
paroisse, place Saint-Thomas-d'Aquin,  
à Paris-7.

7, rue de la Chaise,  
75007 Paris.

- Chaponost. Paris. Saint-Priest.

M. Pierre Rouchouse et M<sup>me</sup>,  
née Denise Ramel,  
Sebastien, Claire, Adeline, Lucile,  
M. Jean-Claude Coupain et Sylvie  
Ramel T.  
Lise et Eric,  
M<sup>me</sup> Françoise Rouchouse,  
M<sup>me</sup> Marie-Françoise Rouchouse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Coupain,  
Les familles Roussin, Potet, Beunza,  
Jacquet, Guibert  
Et alliés,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Fernand RAMEL,

ingénieur général  
des Ponts et Chaussées,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu en son domicile à Chaponost,  
dans sa quatre-vingt-unième année.

La messe de funérailles aura lieu en  
l'église de Chaponost, le jeudi 23 mai,  
à 8 h 30, suivie de l'inhumation au  
cimetière de Saint-Priest, vers 10 h 30.

Et rappellent à votre souvenir, son  
épouse

M<sup>me</sup> Fernand RAMEL,  
née Thérèse Dérigou,  
décédée le 23 septembre 1986,

et sa fille

Sylvie,

décédée en 1982.

- Les familles Rosenberg, Reiter et  
Araujo,  
ont la douleur de faire part du décès de

Anne-Marie REITER,

survenu à Paris le 16 mai 1991, à l'âge  
de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
lundi 27 mai 1991, à 8 h 30, à l'église  
Sainte-Marguerite, 36, rue Saint-Ber-  
nard, Paris-11.

Ni fleurs ni couronnes.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du  
19 mai :

UN ARRÊTÉ

- Du 6 mai 1991 relatif à l'ou-  
verture de sections internationales  
au lycée de Marseille-Veyre, à Mar-  
seille.

Est publiée au Journal officiel

des 20, 21 et 22 mai :

UNE LOI

- N° 91-492 du 15 mai 1991  
autorisant l'approbation d'un  
accord entre le gouvernement de la  
République française et le gouver-  
nement de la République fédérale du  
Nigeria sur l'encouragement et la  
protection réciproques des  
investissements (ensemble un pro-  
tocol).

## Remerciements

- M<sup>me</sup> Renée Michelangel-Peretti,  
son épouse,  
Stéphane et Loetitia,  
ses enfants,  
dans l'impossibilité de répondre indivi-  
duellement à toutes les personnes qui  
se sont associées à leur peine lors de la  
disparition du

docteur  
Antoine MICHELANGELI,

survenu le 7 mai 1991,

les prient de bien vouloir trouver ici  
l'expression de leurs remerciements  
attestés.

5, villa Pasteur,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

## Avis de messe

- Que tous ceux qui l'ont connue et  
aimée se souviennent de

Madeline NIARFEIX,

décédée le 24 avril et dont les obsèques  
ont eu lieu le 26 avril 1991, à Nice.

Une messe sera célébrée à sa  
mémoire par le Père Coudreau, le  
samedi 25 mai, à 18 heures précises, en  
la chapelle des Pères jésuites, 42, rue  
de Grenelle, Paris-7.

Après la cérémonie, nous nous  
retroverons pour nous souvenir de  
l'empreinte qu'elle a laissée en chacun  
d'entre nous.

« Le soir venu, Jésus a dit : Pas-  
sons sur l'autre rive. »

Marc 4, III, 5.

Daniel et Françoise Niarfeix,  
78, avenue des Tulipes,  
93370 Montfermeil.

## Messes anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du  
rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> Marie-Claude LIVET,

une messe sera célébrée le vendredi  
24 mai 1991, à 10 heures, en l'église  
Saint-Pierre de Neuilly.

## Anniversaires

- Il y a un an, le 22 mai 1990.

Marcelle  
HATCHUEL-CHOCRON

nous quitte.

Ceux qui l'ont connue et aimée se  
souviennent.

- Que ceux qui ont rencontré

Georges MOREL

pensent à lui en ce deuxième anniver-  
saire de sa mort, le 23 mai 1989.

## Communications diverses

## MISE AU POINT

Face à la réforme du diplôme d'édu-  
cateur spécialisé, le conseil d'adminis-  
tration de l'Association gestionnaire du  
centre de formation d'Evry, la direc-  
tion du centre et l'ensemble de l'équipe  
enseignante ont, unanimement, pro-  
posé à l'agrément de la tutelle (DRASS,  
ministère des affaires sociales), un pro-  
jet pédagogique conforme aux textes  
officiels.

Depuis, un certain nombre de sala-  
riés, d'élèves et d'anciens élèves du  
CFE font campagne contre cette  
réforme. La journée qu'ils organisent le  
25 mai 1991 (cf. communication dans  
le Monde du 16 mai) s'inscrit dans  
cette démarche.

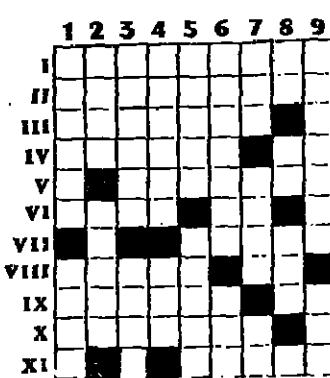
C'est pourquoi le directeur du centre  
de formation d'Evry tient à préciser  
que le CFE n'est pas à l'origine de cette  
journée d'étude.

Les positions du CFE et de son as-  
sociation gestionnaire sont claires : la  
participation à une redéfinition du  
métier d'éducateur et des conditions  
d'accès à une qualification ne doit pas  
occulter le nécessaire maintien du lien  
social, notamment en permettant l'en-  
trée en formation de personnes ayant  
acquis, sur le tas, des compétences  
sociales et une communauté de sensi-  
bilité avec les publics concernés par l'ac-  
tion sociale.

C'est dans ce contexte que le CFE  
définit sa politique et ses actions de  
formation et d'intervention, en liaison  
avec les instances de tutelle, les milieux  
professionnels et les partenaires terri-  
toriaux.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5525



## VERTICALEMENT

1. Chinoises au théâtre. Ne man-  
quait pas de « talents » quand il  
était riche. - 2. Pas souvent ren-  
contré. Jack, pour les Britanniques.  
- 3. Où il y a des entailles. Jeté par  
celui qui veut se mesurer. - 4.  
Comme une maison où il y a de  
l'esprit. On peut y voir du sang.  
- 5. On lui prend son duvet. S'op-  
pose au civil. - 6. Endroit où l'on  
pour faire la planche. Ville du Nige-  
ria. - 7. Institution britannique.  
Une bonne prise. Pronom. - 8.  
Dans une série de sept. Mesure.  
Pas révéler. - 9. Qui a besoin  
d'être redressée. On le cache par-  
fois quand on en a pris.

## Solution du problème n° 5524

## Horizontalement

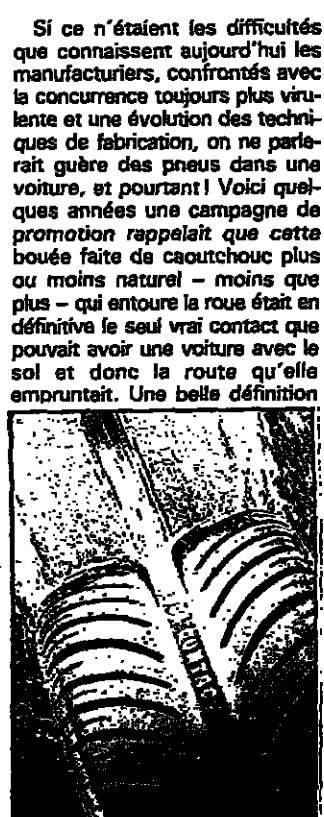
I. Skieuse. - II. Pi. Statue. -  
III. Amis. Sati. - IV. Ronéo. Gn. -  
V. TNT. Poêle. - VI. Agate. Rd. -  
VII. Ur. Lest. - VIII. Ursidé. -  
IX. St. Pur. En. - X. Nao. Oslo. -  
XI. Agitateur.

## Verticalement

1. Spartacus. - 2. Kimono. Ring.  
- 3. Intrus. Al. - 4. Esse. Tript.  
- 5. Ut. Ope. Dd. - 6. Sas. Lérot. -  
7. Etagère. Sa. - 8. Uiles. Ebu. -  
9. Peine. Ténor.

GUY BROUTY

## AUTOMOBILE

Les pneus, ces ultimes liaisons  
avec la route

pour un accessoire encore irrem-  
plaçable malgré les études entre-  
prises ici et là sur le coussin d'air  
et autre procédé.

Parallèlement aux prises de  
participation, pourparlers et com-  
pressions de personnel qui déchaînent informations et polémiques, les études, la mise au  
point et finalement la réalisation de  
nouveaux pneumatiques vont  
amener sur le marché dans l'im-  
médiate, puis plus tard, des pro-  
duits dont certains seront ce que  
l'on appelle de « première  
monte » (en série ou en option) et  
d'autres, évidemment, de  
« deuxième monte », c'est-à-dire  
au véritable choix du propriétaire  
d'une voiture après usage du  
premier train. Il faut savoir que  
ces nouveaux pneumatiques ont  
réclamé autant de délais de fabri-  
cation qu'une automobile peut en  
exiger, soit environ quatre  
années.

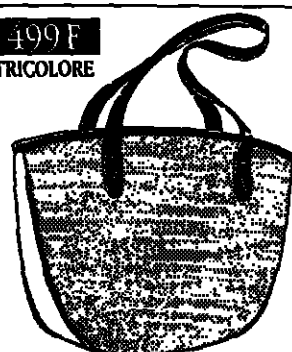
Que ce soit Michelin avec son  
MXT, Bridgestone, le japonais,  
et encore plus récemment Conti-

nental, firme allemande en pour-  
parlers financiers avec l'italien  
Pirelli, les marques de pneumatiques  
se trouvent confrontées, avec la  
décennie, non seulement aux  
données d'une circulation de plus  
en plus difficile, donc exige-  
ante, mais aussi, au-delà des  
simples phénomènes d'usure et  
de résistance, à des condi-  
tions de confort qu'exigent les  
conducteurs et les constructeurs  
de nos jours. Elasticité, bruit de  
roulement, précision directionnelle,  
adhérence sans faille et... mode,  
bien des paramètres entrent en  
jeu de compte dans la fabri-  
cation d'un pneu auquel un conduc-  
teur ne demanderait autrefois  
qu'une vertu : qu'il résiste le plus  
longtemps possible aux creva-  
sons. La « look » est ainsi : taille  
basse, largeur, etc. - tout autant  
important dans le produit fini que  
d'autres qualités.

L'aquaplaning (déstabilisation  
d'un véhicule par effet d'une fla-  
que d'eau) reste pourtant,  
comme l'adhérence totale sur  
surface sèche ou simplement  
mouillée, la bête noire des manu-  
facturiers. Il semble que l'animal  
ait été au moins partiellement  
dompté dans certains modèles  
pneumatiques récents ou à venir.  
La technique consiste soit à faire  
apparaître sur le pneu des  
lamelles et des canaux plus pro-  
fonds qu'à l'habitude (MXT de  
Michelin), soit, comme chez  
Continental, à monter deux  
bandes de roulement indivi-  
duelles sur une carcasse de pneu  
large. Dans ce dernier cas « Aqua  
Contact » de Continental) entre  
les deux enveloppes se situe, en  
craux, un large canal. Dans les  
deux exemples le but est une  
évacuation rapide de l'eau  
ramassée au passage du pneu  
sur une surface inondée. L'effet  
est spectaculaire.

Ces pneumatiques « améliorés »  
sont évidemment plus  
chers, de 10 % à 20 %, que les  
« boudins » classiques, voire plus  
encore (de 1 500 à  
2 500 francs... le pneu). Mais,  
comme disent les constructeurs,  
la sécurité n'a pas de prix. En  
effet.

CLAUDE LAMOTTE.



LE MONDE  
diplomatique

MAI 1991

MÉDIAS, SOCIÉTÉS  
ET DÉMOCRATIE  
Dossier de huit pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

مكتبة الامم المتحدة





Au cours d'un entretien avec le président du FLNKS

## M. Mitterrand se déclare résolu à veiller personnellement au suivi du dossier calédonien

M. François Mitterrand a reçu, mardi après-midi 21 mai, à l'Élysée, le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), M. Paul Néaoutyine, avec lequel il s'est entretenu de l'application des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le président de la République doit également recevoir, vendredi 24 mai, M. François Burek, président de l'Union calédonienne (UC, principale formation indépendantiste) et M. Léopold Jorédié, président de la province Nord du territoire.

Il y a des coïncidences symboliques. La veille de la démission de M. Michel Rocard, le successeur de Jean-Marie Tjibou à la présidence du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, maire de Poinindimié, se trouvait à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine. Venu en métropole pour participer à un stage de formation

d'élus organisé par l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale), il y avait rendez-vous avec le premier ministre.

M. Néaoutyine voulait faire part à M. Rocard, artisan et parrain des accords de 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, de certaines de ses appréhensions sur l'évolution des choses sur le terrain. Il fut ainsi l'un des rares confidentiels du chef du gouvernement, qui ne savait pas encore que M. François Mitterrand allait précipiter son départ, mais qui lui avait confié ses doutes à demi mots : « Ca va être dur de se revoir à Matignon parce qu'en ce moment il y a beaucoup de grandes manœuvres... »

« Surpris » par le départ de M. Rocard et vaguement inquiet, bien que le maintien de M. Louis Le Pen à la tête du ministère des DOM-TOM donne aux signataires des accords de Matignon un gage de continuité, M. Néaoutyine n'en a été que plus déterminé à insister, auprès de M. Mitterrand, sur la nécessité de ne pas laisser s'enliser le processus enclenché il y a trois ans. Reçu pendant une demi-heure, il a notamment réclamé un accroissement de l'effort de rééquilibrage économique entre la province Sud du territoire, celle de Nouméa, contrôlée par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), que préside M. Jacques Lafleur, et qui est la plus peuplée, la plus riche, la plus développée, et les deux provinces indépendantistes du Nord et des îles Loyauté.

« J'ai dit à M. Mitterrand qu'il faut être vigilant, notamment, sur la formation des jeunes parce que si la formation des cadres se passe bien avec les bacheliers il ne faut pas oublier les autres, le gros du bataillon formé de jeunes qui ne sont pas allés plus loin que le CM2 à l'école, a indiqué le président du FLNKS au terme de son entretien avec le président de la République. J'ai aussi rappelé à M. Mitterrand que nous n'étions pas demandeur de délai de dix ans. Nous avons expliqué à nos gens que d'ici à 1998 il y aurait des transformations allant dans le sens de la décolonisation pour aboutir à un vrai scrutin d'autodétermination. Nous voulons que ce processus atteigne un degré d'irréversibilité. »

### Reprise en main

M. Mitterrand a posé deux questions à M. Néaoutyine. Il lui a demandé si les trois provinces insulaires en 1989 « s'entendent bien ». « Pas tellement », lui a répondu le président du FLNKS en soulignant que les structures de coordination existantes ne permettent de traiter que de questions réglementaires et très générales. M. Néaoutyine a aussi regretté que la plupart des marchés publics bénéficient presque systématiquement à quelques sociétés de la province Sud, « ce qui fait que l'argent retourne toujours à Nouméa ».

M. Mitterrand a également interrogé le maire de Poinindimié sur l'avenir institutionnel du territoire. M. Néaoutyine a limité sa réponse au court terme en souhaitant que l'Etat se montre « plus volontariste ». « M. Mitterrand m'a assuré que le gouvernement tiendrait ses

engagements et qu'il continuerait à s'occuper personnellement du dossier calédonien », a précisé le chef de la coalition indépendantiste, qui doit rencontrer avant la fin de la semaine M<sup>me</sup> Edith Cresson à laquelle M. Le Pen se l'a présenté mardi soir.

Après avoir laissé M. Rocard, pendant trois ans, superviser à son rythme le suivi des accords de Matignon, M. Mitterrand s'est, en effet, déclaré résolu à veiller lui-même, désormais, à ce que le processus de décolonisation du territoire ne soit pas entravé par de nouvelles pesanteurs. Même si les passions se sont apaisées – ainsi qu'en témoigne la participation au même stage parisien, depuis le 11 mai, dans une atmosphère de grande cordialité, d'élus locaux appartenant, les uns à l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, réunissant les membres du FLNKS, les autres à l'Association française des maires de Nouvelle-Calédonie, regroupant les membres du RPCR – le président de la République veut reprendre le dossier en main. Il sait par expérience que le chaudron calédonien reste imprévisible.

ALAIN ROLLAT

## LIBAN

### Bombardements israéliens avant la signature du traité entre Beyrouth et Damas

Le président libanais, M. Elias Hraoui, s'est rendu mercredi 22 mai à Damas pour signer avec son homologue syrien, M. Hafez El Assad, le « traité de fraternité, de coopération et de coordination » entre les deux pays.

Ce traité est de plus en plus vivement dénoncé par les Israéliens, qui ont de nouveau mis en garde, mardi, contre les risques d'une nouvelle guerre provoquée par la « satellisation » du Liban. Le ministre israélien du logement, M. Ariel Sharon, a déclaré que « le contrôle syrien du Liban est une menace pour Israël et ouvre un front supplémentaire qui met en danger les secteurs habités et industrialisés du nord de notre pays ».

La tension s'est accrue à la frontière entre Israël et le Liban. Deux Libanais ont été tués, mercredi matin, par des tirs de l'artillerie israélienne sur un village situé à la limite de la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël, à-t-on appris auprès d'observateurs de l'ONU. Les canons israéliens avaient bombardé, mardi, des bases du Hezbollah pro-iranien au sud du Liban, sans faire de victime. Samedi, un raid de l'aviation israélienne sur une base du mouvement chiite Amal avait fait trois morts et huit blessés et, lundi, pour la première fois depuis plus d'un mois, des avions israéliens avaient franchi le mur du son au-dessus de Beyrouth. (AFP)

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Kofi

Il s'est pas fait en douceur, dites donc, le parachutage de la Cresson à Matignon. Devinez comment ils l'ont sur-nommée, les flics chargés de sa protection, c'est une révélation du *Canard enchaîné*. « Hue, cocotte ! », rapport à la façon dont elle monte, dont elle saute en voiture au cri de : Allez, on y va, on y va ! A la cravache, oui ! Elles cinglent, les remarques de M<sup>me</sup> Sans-Gêne-Avec-Plaisir aux confrères hors et sur l'antenne, allant jusqu'à traiter Béré d'enflure et les petits chefs du PS de chichottes !

Ça agace, normal. Et ça se chamaille. Et ça se remue. Et ça s'agite côté Rocky. Et ça pavoise côté Fafa, grand vainqueur de ce mini-remaniement. Il a un copain, qui est copain avec mon copain Sam au service Téléx du journal, un pays du nouveau secrétaire d'Etat à l'Intérieur, vous savez, Kofi Yamgnane, un Togolais naturalisé français, maire d'un petit patelin de trois cents habitants dans le Finistère.

Parait que c'est une merveille, ce mec-là. Moi, quand je l'ai entendu confier ce matin à France-Info : Je débarque, je suis

pas où je vais loger, faut que je trouve une chambre, j'en croyais pas mes oreilles. Un pur. Pur et dur, du moins je l'espère, pour pas céder à la grisante volupté du pouvoir. Il a un bureau avenue de Ségur où trône son ministre, celui des affaires sociales.

S'il veut mettre son nez dans un foyer d'immigrés, ce sera pas en se promenant dans le quartier. Il le sait et il s'inquiète : J'ai laissé ma bagnole à Saint-Coulitz, j'y retourne vendredi et je la ramène. Tu l'entoures de moutons, t'y mets un fanion et tu te la gardes, ta Citroën jaune, promis ?

Attendez, c'est pas fini, il y a cette histoire de cabinet. Les gens se bousculent, frappent à la porte : On peut entrer ? Minute ! S'agit pas de prendre n'importe qui quand on a eu l'astuce de s'entourer d'un conseil de sages, des vieux, les anciens de son village. Oh on ne jure plus que par lui.

Tiens, ça me fait penser, il y en a un, c'est pourtant le genre charrier, que ça a laissé sans voix, sa nomination à Yamgnane. Le Pen, oui. Un Noir, pourtant ! Ouais, sauf qu'il est breton.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

- Le « 4<sup>e</sup> Congrès russe »... 2
- La visite à Washington du chef d'état-major soviétique... 5
- L'assassinat de M. Rajiv Gandhi... 6 et 8
- Un point de vue de M. Bernard Stasi « Salut, Michel ! »... 10
- M. Mitterrand rue de Solferino... 10
- Le PS a fêté le dixième anniversaire de l'élection présidentielle... 10
- Droit d'asile... 12
- Sida... 16

## EDUCATION • CAMPUS

- Les sept travaux de M. Jospin... 13
- Hussards de l'intégration : les premiers enseignants d'origine maghrébine ou portugaise arrivent dans les classes... 13
- La double vie des étudiants salariés... 13 à 15

## SECTION B

## ARTS • SPECTACLES

- La politique d'aménagement des jardins : des paradis retrouvés... 17
- La sélection de la semaine... 17 à 30

## SECTION C

## Grèves dans les transports

Grogne à la SNCF, Air France, Air Inter, UTA... 31

## Contestation sociale en Pologne

Grève et mouvement de protestation après la « thérapie de choc » économique du gouvernement... 32

## Roussel-Uclaf forme plusieurs usines

Un programme de restructuration qui touche trois unités en France... 32

## La polémique sur les quotas à la télévision

Bruxelles demande la modification de la réglementation française... 34

## Services

- Abonnements... 10
- annonces classées... 35 à 37
- Automobiles... 40
- Carnet... 40
- Marchés financiers... 38-39
- Météorologie... 41
- Mots croisés... 40
- Radio-Télévision... 41

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 mai 1991 a été tiré à 497 742 exemplaires.

## Au conseil des ministres

### Le régime des allocations familiales dans les DOM

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rendu compte des délibérations du conseil des ministres qui s'est réuni, mercredi matin 22 mai, au palais de l'Élysée et l'a qualifié de « studieux ». M. Lang a indiqué que M. François Mitterrand avait souhaité que les membres du gouvernement présents conçoivent leur tâche « dans la durée » et, comme il l'avait déjà fait vendredi dernier, il a rappelé que cette tâche réclame « détermination, enthousiasme et obstination ».

M. Jean-Louis Bianco a présenté un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS). Ce texte vise à une meilleure maîtrise des dépenses de santé dans les domaines de la biologie et de l'hospitalisation privée. Un second texte permet d'aligner le régime des allocations familiales applicable dans les DOM sur celui en vigueur en métropole : à la date du 1<sup>er</sup> juillet, l'écart entre le montant des allocations familiales versées dans les DOM et celui versé en métropole sera réduit de 25 %. L'alignement devrait être achevé, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 1993. D'autre part, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, une nouvelle prestation d'action sociale pour la restauration scolaire sera versée par les caisses d'allocations familiales des DOM. Elle se substituerait au dispositif de FASO (fonds d'action sociale obligatoire) géré par l'Etat.

A propos de la situation au Proche-Orient, le ministre des affaires étrangères a regretté, toujours selon le porte-parole du gouvernement, que le quatrième voyage de M. Baker dans la région n'ait « pas pu faire progresser le processus de paix au-delà de ce qui était acquis précédemment ».

M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a présenté une communication sur la coopération de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale.

Un système d'alerte entre la centrale de Fessenheim et l'Allemagne. – La centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) vient d'être équipée d'un système permettant d'informer rapidement les autorités françaises et allemandes en cas d'accident ou d'incident.

### Le mensuel PASSAGES INÉGALITÉS

55 % des Français font confiance à Mitterrand  
SONDAGE SIFOP-PASSAGES  
VENTE EN KIOSQUE 30 F

## IRAK

### Un ministre est accusé de « négligences » par des députés

Le ministre irakien du commerce, M. Mohammed Mehdi Saleh, est accusé d'« incurie » et de « négligences » par trois députés qui exigent que le Parlement l'interdise, a rapporté mardi 21 mai le journal gouvernemental *Al Djourhouriak*. Les journaux critiquent volontiers certains ministres depuis que M. Saddam Hussein a promis une presse plus libre. *Al Djourhouriak* estime que M. Saleh a fait montre de « lenteur dans l'exécution de ses tâches » avant un récent conseil des ministres consacré aux difficultés économiques du pays. Sauf pour les vivres et les médicaments, l'Irak reste soumis à l'embargo commercial décrété par les Nations unies depuis l'invasion du Koweït en août dernier.

Le comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU a refusé, mardi, de lever l'embargo frappant les exportations de pétrole irakien. D'autre part, des experts américains de l'université Harvard estiment qu'au moins 170 000 enfants de moins de cinq ans sont menacés de mourir en Irak des conséquences de la guerre du Golfe, à cause de la mauvaise situation sanitaire. (Reuters)

Un second soldat français tué accidentellement en Turquie. – Le brigadier Pascal de la Cour, du 51<sup>er</sup> régiment du train, a trouvé la mort, mardi 21 mai, à Silopi (Turquie), alors qu'il attelait une remorque à un camion pour des opérations d'aide aux réfugiés irakiens à la frontière turco-irakienne.

Un navire de guerre américain attaqué dans le Golfe. – Le département de la défense, à Washington, a annoncé qu'un bâtiment de guerre américain a essuyé, mardi 21 mai, dans le Golfe, les tirs de deux petits bateaux qui n'ont pas été identifiés. L'*USS LaSalle*, un navire de commandement de 14 000 tonnes, n'a subi aucun dégât. (AFP)

AFRIQUE DU SUD : grève de la faim de vingt-quatre heures de M. Nelson Mandela. – Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela et plusieurs autres responsables du mouvement anti-apartheid, ont commencé, mardi après-midi 21 mai, une grève de la faim de vingt-quatre heures en solidarité avec quelque 200 prisonniers politiques, eux-mêmes en grève de la faim depuis le 1<sup>er</sup> mai. (AFP)

Navette Columbia : vol reporté au 1<sup>er</sup> juin. – Le lancement de la navette spatiale américaine Columbia, qui devait avoir lieu mercredi 21 mai, a été reporté au 1<sup>er</sup> juin. Ce retard tient à la découverte de défaillances sur deux des ordinateurs de bord et d'anomalies de fonctionnement sur des sondes de contrôle des moteurs principaux. (AFP)

## Mort du cinéaste philippin Lino Brocka

Un homme de combat

Le cinéaste philippin Lino Brocka est mort dans un accident de voiture, survenu mercredi 22 mai dans la banlieue de Manille. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Lino Brocka avait été découvert en France en 1978, à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes, avec un film – c'était son quinzième –, *Insang*, sur l'influence dégradante de la misère. Deux ans plus tard, *Jaguar*, qui se passe dans les bidonvilles de Tondo, est sélectionné en compétition.

A Toronto, à New-York, à Nantes pour le Festival des trois continents, Lino Brocka, prix du meilleur film en Angleterre en 1984, lauréat en 1985 du Ramon Magasany, sorte de Nobel asiatique, continue à dévoiler, à travers des histoires simples, pathétiques et dans un style flamboyant, l'existence sordide du peuple dans la jungle des villes, alors que M<sup>me</sup> Marcos veut promouvoir, selon lui, « une espèce de show touristique » et refuse que l'on montre des gens laids et pauvres dans des bidonvilles, sous prétexte qu'ils « n'existent pas ». « Voilà un des problèmes majeurs auxquels nous devons faire face », déclare-t-il en 1983. Le cinéma et le théâtre – avec une troupe d'intervention –

Nouvelle formule du *Quotidien de Paris*. – Le *Quotidien de Paris* est paru mercredi 22 mai dans une formule renouvelée. Une maquette plus sobre, avec un sommaire en une, un encart central de quatre pages proposant des « repères » au lecteur, sont parmi les nouveautés du *Quotidien*, réalisé par une équipe resserrée pour cause de problèmes financiers (le *Monde* daté 17-18 mars).

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 880 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le Monde  
DES LIVRES

## A la Société des lecteurs

La Société des lecteurs du *Monde* tiendra son assemblée générale ordinaire le samedi 1<sup>er</sup> juin 1991 à 15 heures, à l'UNESCO. Attention, cette année l'entrée s'effectuera par la 125, avenue de Suffren, 75007 Paris.

Les actionnaires qui n'auraient pas reçu le dossier de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétaire de la société (15, rue Faguet, 75015 Paris. Tél. : 40-65-25-01).

Les personnes désirant acheter des actions de la Société des lecteurs doivent s'adresser à un établissement financier (banques, agents de change, poste...).

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) – M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

مكتبة الامم المتحدة